



**CONSEIL  
GENERAL  
BOUCHES-DU-RHÔNE**

**DEPARTEMENT  
DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

***RECUEIL  
DES ACTES ADMINISTRATIFS***

---

LE RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS PEUT ÊTRE CONSULTÉ À L'HÔTEL DU DÉPARTEMENT  
52, AVENUE DE SAINT-JUST - 13256 MARSEILLE CEDEX 20  
ATRIUM - BÂT. B - DERRIÈRE L'ACCUEIL CENTRAL



**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
DU DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**S O M M A I R E**

**DU RECUEIL N° 21 - 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2012**

**DIRECTION GENERALE DES SERVICES**

PAGES

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

**Service de la gestion des carrières et des positions**

- Arrêté n° 12/40 du 28 septembre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Farcy, Directeur de la MDS de territoire Vallon de Malpassé.....	7
- Arrêté n° 12/41 du 15 octobre 2012 donnant délégation de signature à Madame Patricia Caratini, Directeur de la MDS de territoire de Marignane.....	9
- Arrêté n° 12/42 du 15 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Eric Bertrand, Directeur des Personnes Agées et des Personnes Handicapées.....	11
- Arrêté n° 12/43 du 18 octobre 2012 donnant délégation de signature par intérim à Monsieur Franck Taillandier, Directeur Général Adjoint de l'Economie et du Développement, en l'absence de Madame Monique Agier, Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône, du 15 au 22 octobre 2012 inclus.....	15
- Arrêté n° 12/44 du 19 octobre 2012 donnant délégation de signature à Madame Gwenaëlle Juan, Directeur Général Adjoint des services du Département, chargée d'assurer temporairement la coordination et le pilotage des directions ressources.....	16
- - Arrêté n° 12/45 du 23 octobre 2012 donnant délégation de signature, en l'absence de Madame Monique Agier, Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône à : .....	17
- . du 23 au 29 octobre 2012 inclus – Madame Annick Colombani-Gomez, Directeur Général Adjoint du Cadre de Vie, .....	17
- . du 30 octobre au 5 novembre 2012 inclus – Monsieur Jehan-Noël Filatriau, Directeur Général Adjoint de la Solidarité, .....	17
- . du 6 au 12 novembre 2012 inclus – Madame Gwenaëlle Juan, Directeur Général Adjoint des Services du Département,....	17
- . du 13 au 19 novembre 2012 inclus – Monsieur Franck Taillandier, Directeur Général Adjoint de l'Economie et du Développement, .....	17
- . du 20 au 26 novembre 2012 inclus – Madame Annick Colombani-Gomez, Directeur Général Adjoint du Cadre de Vie, .....	17
- . du 27 novembre au 3 décembre 2012 inclus – Monsieur Jehan-Noël Filatriau, Directeur Général Adjoint de la Solidarité, ...	17
- . du 4 au 10 décembre 2012 inclus – Madame Gwenaëlle Juan, Directeur Général Adjoint des Services du Département,...	17
- . du 11 au 17 décembre 2012 inclus – Monsieur Franck Taillandier, Directeur Général Adjoint de l'Economie et du Développement, .....	17
- . du 18 au 24 décembre 2012 inclus – Madame Annick Colombani-Gomez, Directeur Général Adjoint du Cadre de Vie, .....	17
- . du 25 au 31 décembre 2012 inclus – Monsieur Jehan-Noël Filatriau, Directeur Général Adjoint de la Solidarité .....	17

**SERVICE DES SEANCES**

- Arrêté du 16 octobre 2012 donnant délégation à Monsieur Daniel Conte, Premier Vice-Président du Conseil Général, afin de signer les rapports de la Séance Publique du Conseil Général .....	18
---	----

## DIRECTION DES SERVICES GENERAUX

### Service des marchés

- Décision n° 12/62 du 4 octobre 2012 déclarant sans suite la procédure de marché public pour l'achat et la maintenance de matériels de cuisine et de buanderie professionnels pour divers sites du Conseil Général des Bouches-du-Rhône ..... 19

## DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITE

### DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE ET DE L'ADMINISTRATION

- Règlement départemental d'aide sociale des Bouches-du-Rhône ..... 20

### DIRECTION DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES HANDICAPEES

#### Service programmation, tarification et contrôle des établissements pour personnes âgées

- Arrêtés du 26 septembre 2012 fixant les prix de journée « hébergement et dépendance » de deux établissements pour personnes âgées dépendantes à Aubagne ..... 178
- Arrêté conjoint du 1er octobre 2012 autorisant le transfert de l'établissement « Paul Cézanne » situé à Aix-en-Provence vers l'établissement « Résidence l'Occitanie » situé à Cabriès pour personnes âgées dépendantes ..... 180
- Arrêté conjoint du 2 octobre 2012 autorisant le changement de gestionnaire de l'établissement « Villa David » au profit de la SARL Eden « Villa David » sise à Roquefort-la-Bédoule hébergeant des personnes âgées dépendantes ..... 181

### DIRECTION DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

#### ET DE LA SANTE PUBLIQUE

#### Service des modes d'accueil de la petite enfance

- Arrêtés des 28 et 30 août, 5, 18 et 25 septembre 2012 portant modification de fonctionnement de six structures de la petite enfance ..... 182
- Arrêtés des 31 août et 12 septembre 2012 portant avis relatif au fonctionnement de deux structures de la petite enfance ..... 190
- Arrêtés des 13 et 17 septembre 2012 portant autorisation de fonctionnement de deux structures de la petite enfance ..... 192

### DIRECTION DE L'ENFANCE-FAMILLE

#### Service des projets, de la tarification et du contrôle des établissements

- Arrêté du 2 octobre 2012 fixant pour l'exercice budgétaire 2012 le montant de la dotation globalisée de l'Hôtel de la Famille à Marseille ..... 194

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE L'ECONOMIE**

**ET DU DEVELOPPEMENT**

**DIRECTION DES ROUTES**

**Arrondissement d'Aix**

Arrêté du 28 septembre 2012 autorisant l'implantation d'une place traversante sur la route départementale n° 58h – commune de Meyreuil ..... 195

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE LA CONSTRUCTION, DE  
L'ENVIRONNEMENT, DE L'EDUCATION ET DU PATRIMOINE**

**DIRECTION DE LA GESTION, DE L'ADMINISTRATION ET DE LA COMPTABILITE**

**Service des marchés**

- Décision n° 12/63 du 11 octobre 2012 attribuant un marché de maîtrise d'œuvre pour la délocalisation de la demi-pension du collège « Les Amendeirets » à Châteauneuf-les-Martigues ..... 197

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Service partenariats et territoires**

- Arrêtés du 2 octobre 2012 nommant les quatre députés au sein de la Commission locale d'information de Cadarache ..... 199

- Arrêtés du 2 octobre 2012 nommant les quatre députés au sein de la Commission locale d'information auprès du site ITER 201

**\* \* \* \* \***



## DIRECTION GENERALE DES SERVICES

### DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

#### Service de la gestion des carrières et des positions

### ARRÊTÉ N° 12/40 DU 28 SEPTEMBRE 2012 DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR BERNARD FARCY, DIRECTEUR DE LA MDS DE TERRITOIRE VALLON DE MALPASSÉ

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°1 du Conseil général des Bouches-du-Rhône du 31 mars 2011 nommant monsieur Jean-Noël GUERINI, Président du Conseil général ;

VU la délibération du 14 avril 2011 du Conseil Général des Bouches du Rhône, donnant délégations de pouvoir au Président du Conseil Général en différentes matières ;

VU l'arrêté du Président relatif à l'organisation des services du Département ;

VU le rapport au Comité technique paritaire du 8 octobre 2009 relatif à l'organisation de la direction générale adjointe de la solidarité ;

VU le même rapport disposant que les agents relevant du service départemental de la PMI, dans l'exercice de leurs missions de PMI, sont placés, pour des raisons législatives et réglementaires, sous l'autorité hiérarchique du directeur de la PMI et de la santé publique qui aura en charge notamment leur évaluation ;

VU l'arrêté n° 12.14 du 13 avril 2012 donnant délégation de signature à monsieur Bernard FARCY, directeur de la MDS de territoire 13ème Ouest ;

VU la note en date du 27 août 2012, affectant madame Rabia OUANOUGHY, assistant socio-éducatif principal, à la MDS de Territoire Vallon de Malpassé, en qualité d'adjoint social enfance famille, à compter du 3 juillet 2012 ;

SUR proposition de madame le directeur général des services du Département ;

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à monsieur Bernard FARCY, directeur de la MDS de territoire Vallon de Malpassé, de la direction générale adjointe de la solidarité, dans tout domaine de compétence de la MDS de territoire Vallon de Malpassé, à l'effet de signer les actes ci-dessous.

#### 1 – COURRIER AUX ELUS

- a - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusés de réception de pièces.

#### 2 – COURRIER AUX REPRESENTANTS DE L'ETAT

- a - Relations courantes avec les services de l'Etat,
- b - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusé de réception de pièces,
- c - Courriers techniques.

#### 3 – COURRIER AUX ASSOCIATIONS ET PARTENAIRES DU CONSEIL GENERAL

- a - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusé de réception de pièces,
- b - Courriers techniques.

#### 4 – COURRIER AUX PARTICULIERS

- a - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusé de réception de pièces,

- b - Courriers techniques,
- c - Notifications d'arrêtés ou de décisions.

#### 5 – COMPTABILITE

- a - Certification du service fait.

#### 6 – GESTION DU PERSONNEL

- a - Propositions de notation et d'avancement du personnel départemental et du personnel de l'Etat mis à disposition,
- b - Autorisations de congés, de récupération de crédits d'heures RTT et de jours épargnés dans le CET, les autorisations d'absence réglementaires liées à l'organisation individuelle du temps partiel (quotité et rythme de travail),
- c - Avis sur les demandes de formation,
- d - Ordres de mission dans le Département des Bouches-du-Rhône, et dans les autres Départements lorsque que le déplacement est demandé pour l'exercice des missions de l'aide sociale à l'enfance,
- e - Etat de frais de déplacement,
- f - Propositions de répartition des reliquats,
- g - Mémoire des vacataires,
- h - Accord et certification du service fait des heures supplémentaires éventuelles.

#### 7 – ARRETES ET DECISIONS CREATEURS DE DROITS

- a - Copies conformes,
- b - Attribution et refus d'aide sociale facultative individuelle,
- c - Attribution et refus d'attribution des prestations d'aide sociale à l'enfance, selon les instructions définies,
- d - Signalements aux autorités compétentes des majeurs vulnérables,
- e - Mesures relatives à l'instruction, au recueil, à l'évaluation et au traitement des informations préoccupantes et transmission pour décision aux inspecteurs de l'aide sociale à l'enfance concernés.

#### 8 – SURETE – SECURITE

- a - Dépôts de plainte pour dégradation ou autres faits à l'encontre des personnes, des biens et des locaux du CG 13,
- b - Mesures relatives aux missions de délégataire hygiène – sécurité, à la sécurité et à la sureté des sites relevant de la MDS de territoire,
- c - Mémoires relatifs aux incidents concernant les sites de la MDS de territoire.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur FARCY, délégation de signature est donnée indifféremment à :

Madame Annie CAYZEELE, médecin – adjoint santé ;  
 Madame Ingrid DELTOUR, adjoint social cohésion sociale ;  
 Madame Rabia OUANOUGH, adjoint social enfance famille ;  
 Monsieur Patrick GUYOMARD, secrétaire général,

à l'effet de signer, les actes visés à l'article 1er sous les références suivantes :

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6 b, c, d et e
- 7
- 8

ARTICLE 3 : L'arrêté n° 12.14 du 13 avril 2012 est abrogé.

ARTICLE 4 : Le directeur général des services du Département, le directeur général adjoint de la solidarité sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 28 septembre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

**ARRÊTÉ N° 12/41 DU 15 OCTOBRE 2012 DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MADAME  
PATRICIA CARATINI, DIRECTEUR DE LA MDS DE TERRITOIRE DE MARIGNANE**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°1 du Conseil général des Bouches-du-Rhône du 31 mars 2011 nommant monsieur Jean-Noël GUERINI, Président du Conseil général ;

VU la délibération du 14 avril 2011 du Conseil Général des Bouches du Rhône, donnant délégations de pouvoir au Président du Conseil Général en différentes matières,

VU l'arrêté du Président relatif à l'organisation des services du Département ;

VU le rapport au Comité technique paritaire du 8 octobre 2009 relatif à l'organisation de la direction générale adjointe de la solidarité ;

VU le même rapport disposant que les agents relevant du service départemental de la PMI, dans l'exercice de leurs missions de PMI, sont placés, pour des raisons législatives et réglementaires, sous l'autorité hiérarchique du directeur de la PMI et de la santé publique qui aura en charge notamment leur évaluation ;

VU la note en date du 27 février 2012 affectant madame Patricia CARATINI, conseiller socio-éducatif à la Direction Générale Adjointe de la Solidarité –MDS de Territoire de Marignane, en qualité de directeur de MDS de Territoire, à compter du 1er mars 2012.

VU l'arrêté n°12.07 du 20 mars 2012, donnant délégation de signature à madame Patricia CARATINI, directeur de la MDS de territoire de Marignane ;

VU la note en date du 27 août 2012 affectant madame Hélène BONNET, conseiller socio-éducatif, à la Direction Générale Adjointe de la Solidarité –MDS de Territoire de Marignane, en qualité d'adjoint social cohésion sociale, à compter du 23 juillet 2012.

SUR proposition de madame le directeur général des services du Département ;

**ARRETE**

ARTICLE 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à madame Patricia CARATINI, directeur de la MDS de territoire de Marignane, de la direction générale adjointe de la solidarité, dans tout domaine de compétence de la MDS de territoire de Marignane, à l'effet de signer les actes ci-dessous.

**1 – COURRIER AUX ELUS**

- a - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusés de réception de pièces.

**2 – COURRIER AUX REPRESENTANTS DE L'ETAT**

- a - Relations courantes avec les services de l'Etat,
- b - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusé de réception de pièces,
- c - Courriers techniques.

**3 – COURRIER AUX ASSOCIATIONS ET PARTENAIRES DU CONSEIL GENERAL**

- a - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusé de réception de pièces,
- b - Courriers techniques.

**4 – COURRIER AUX PARTICULIERS**

- a - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusé de réception de pièces,
- b - Courriers techniques,
- c - Notifications d'arrêtés ou de décisions.

5 – COMPTABILITE

- a - Certification du service fait.

6 – GESTION DU PERSONNEL

- a - Propositions de notation et d'avancement du personnel départemental et du personnel de l'Etat mis à disposition,
- b - Autorisations de congés, de récupération de crédits d'heures RTT et de jours épargnés dans le CET, les autorisations d'absence réglementaires liées à l'organisation individuelle du temps partiel (quotité et rythme de travail),
- c - Avis sur les demandes de formation,
- d - Ordres de mission dans le Département des Bouches-du-Rhône, et dans les autres Départements lorsque que le déplacement est demandé pour l'exercice des missions de l'aide sociale à l'enfance,
- e - Etat de frais de déplacement,
- f - Propositions de répartition des reliquats,
- g - Mémoire des vacataires,
- h - Accord et certification du service fait des heures supplémentaires éventuelles.

7 – ARRETES ET DECISIONS CREATEURS DE DROITS

- a - Copies conformes,
- b - Attribution et refus d'aide sociale facultative individuelle,
- c - Attribution et refus d'attribution des prestations d'aide sociale à l'enfance, selon les instructions définies,
- d - Signalements aux autorités compétentes des majeurs vulnérables,
- e - Mesures relatives à l'instruction, au recueil, à l'évaluation et au traitement des informations préoccupantes et transmission pour décision aux inspecteurs de l'aide sociale à l'enfance concernés.

8 – SURETE – SECURITE

- a - Dépôts de plainte pour dégradation ou autres faits à l'encontre des personnes, des biens et des locaux du CG 13,
- b - Mesures relatives aux missions de délégataire hygiène – sécurité, à la sécurité et à la sureté des sites relevant de la MDS de territoire,
- c - Mémoires relatifs aux incidents concernant les sites de la MDS de territoire.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de madame CARATINI, délégation de signature est donnée indifféremment à :

Madame Frédérique BARTHELEMY, médecin – adjoint santé ;  
Madame Hélène BONNET, adjoint social cohésion sociale ;  
Madame Ghislaine ROCHE, adjoint social enfance famille ;  
Madame Joëlle NOEL, secrétaire général,

à l'effet de signer, les actes visés à l'article 1er sous les références suivantes :

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6 b, c, d et e
- 7
- 8

ARTICLE 3 : L'arrêté n°12.07 du 23 mars 2012 est abrogé.

ARTICLE 4 : Le directeur général des services du Département, le directeur général adjoint de la solidarité sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

A Marseille, le 15 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

**ARRÊTÉ N° 12/42 DU 15 OCTOBRE 2012 DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR ERIC BERTRAND, DIRECTEUR DES PERSONNES AGÉES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics,

VU la délibération n° 1 du Conseil Général des Bouches du Rhône du 31 mars 2011 nommant Monsieur Jean-Noël GUERINI, Président du Conseil Général,

VU la délibération du 14 avril 2011 du Conseil Général des Bouches du Rhône, donnant délégations de pouvoir au Président du Conseil Général en différentes matières,

VU l'arrêté du Président relatif à l'organisation des Services du Département,

VU l'arrêté n°12.26 du 16 juillet 2012, donnant délégation de signature à Monsieur Eric BERTRAND, Administrateur Territorial, Directeur des Personnes Agées et des Personnes Handicapées,

VU la note en date du 20 septembre 2012 affectant Madame Anne-Claire AIGOIN née BRETON, attaché territorial, à la Direction des Personnes Agées et des Personnes Handicapées, Direction Adjointe de la gestion des Etablissements et Services, Service de Gestion des Organismes de Maintien à Domicile, en qualité de chef de service, à compter du 1er septembre 2012,

SUR proposition de Madame le Directeur Général des Services du Département,

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Eric BERTRAND, Directeur des Personnes Agées et des Personnes Handicapées, de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité dans tout domaine de compétence de la Direction des Personnes Agées et des Personnes Handicapées, à l'effet de signer les actes ci-dessous.

**1 – COURRIER AUX ELUS**

a - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusés de réception des pièces.

**2 – COURRIER AUX REPRESENTANTS DE L'ETAT**

- a - Relations courantes avec les chefs de service de l'Etat,
- b - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusés de réception de pièces,
- c - Courriers techniques.

**3 – COURRIER AUX ASSOCIATIONS ET PARTENAIRES DU CONSEIL GENERAL**

- a - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusés de réception de pièces,
- b - Courriers techniques,
- c - Notifications des arrêtés et décisions.

**4 – COURRIER AUX PARTICULIERS**

- a - Instructions techniques des dossiers entrant dans le cadre des procédures définies, y compris accusés de réception de pièces,
- b - Courriers techniques,
- c - Notifications des arrêtés et décisions.

**5 – MARCHES – CONVENTIONS – CONTRATS - COMMANDES**

Toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics, accords cadres, conventions et leurs avenants, dont le montant n'excède pas 50 000 euros H T,

Tous actes annexes incombant au représentant du pouvoir adjudicateur,

Commandes de prestations de services, fournitures et travaux dans le cadre de marchés et conventions existants,

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général Adjoint de la Solidarité, tout marché de prestations de services, fournitures, d'un montant compris entre 50.000 et 90.000 euros hors taxes, dans les domaines de compétence de la Direction des Personnes Agées et des Personnes Handicapées.

## 6 - COMPTABILITE

- a - Certification du service fait,
- b - Pièces de liquidation des dépenses et pièces d'émission des recettes,
- c - Certificats administratifs,
- d - Autres certificats ou arrêtés de paiement.

## 7 – GESTION DU PERSONNEL

- a - Propositions de notation et d'avancement du personnel départemental et du personnel de l'Etat mis à disposition,
- b - Demandes de congés, de récupération de crédits d'heures RTT et de jours épargnés dans le CET, les autorisations d'absence réglementaires liées à l'organisation individuelle du temps partiel (quotité et rythme de travail),
- c - Avis sur les départs en formation,
- d - Ordres de mission dans le département des Bouches du Rhône, pour les départements limitrophes des Bouches-du-Rhône,
- e - Etats des frais de déplacement,
- f - Régime indemnitaire :
  - états mensuels de service fait (heures supplémentaires, astreintes....)
  - propositions de répartition des reliquats
  - propositions de modulation des taux de primes
- g - Conventions de stage,
- h - Mémoire des vacataires.

## 8 – ARRETES ET DECISIONS CREATEURS DE DROITS

- a - Copies conformes,
- b - Propositions aux Commissions d'Aide Sociale,
- c - Attribution et refus d'attribution des prestations d'aide sociale facultative,
- d - Attribution et refus d'attribution des prestations d'aide sociale légale aux adultes,
- e - Recours devant les juridictions d'Aide Sociale et de Sécurité Sociale,
- f - Oppositions auprès des organismes financiers et des officiers ministériels pour garantir les créances départementales en application de l'article 146 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale,
- g - Mise en œuvre de la subrogation du Département sur toutes créances d'une personne assistée en application de l'article 149 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale,
- h - Recours devant les juridictions civiles à l'encontre des obligés alimentaires en application de l'article 208 et suivants du Code Civil,
- i - Prises d'hypothèques au bénéfice du Département,
- j - Demandes de main levée d'hypothèques,
- k - Signalement aux autorités compétentes des personnes particulièrement vulnérables.

## 9 – SURETE – SECURITE

- a – ordres de réquisition des forces de l'ordre aux fins d'évacuation de locaux occupés,
- b – dépôts de plainte pour dégradations ou autres faits à l'encontre des personnes, des biens et des locaux du CG 13.

## 10 – « QUIETUDE 13 »

a – courriers techniques et documents relatifs à la gestion du dispositif de téléassistance « Quiétude 13 ».

ARTICLE 2 : Concurrément, délégation de signature est donnée à Monsieur Bernard DELON, Directeur Adjoint chargé de la Gestion Administrative et Financière des Aides, à l'effet de signer, pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 1 a
- 2 a, b, c,
- 3 a, b, c,
- 4 a, b, c,
- 5 a, b, c, d
- 6 a, b, c, d,
- 7 a, b, c, d, e, f, g, h
- 8 a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k,
- 9 a, b,
- 10 a.

ARTICLE 3 : Concurrément, délégation de signature est donnée à Madame Armelle SAUVET, Directeur Adjoint Gestion des Etablissements et Services, à l'effet de signer, pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 1 a
- 2 a, b, c,
- 3 a, b, c,
- 4 a, b, c,
- 5 a, b, c, d
- 6 a, b, c, d,
- 7 a, b, c, d, e, f, g, h
- 8 a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k.
- 9 a, b.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND et de Madame Armelle SAUVET, délégation de signature est donnée à Monsieur Olivier DELEIDI, Chef du Service Tarification et Programmation pour Personnes Agées, à l'effet de signer, pour les affaires relevant des ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 a, b, c,
- 3 a, b, c,
- 4 a, b, c,
- 6 a, b, d,
- 7 a, b, c, e
- 8 a, e, k.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND et de Madame Armelle SAUVET, délégation de signature est donnée à Madame Martine PARDI, Chef du Service Tarification et Programmation pour Personnes Handicapées, à l'effet de signer, pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 a, b, c,
- 3 a, b, c,
- 4 a, b, c,
- 6 a, b, d
- 7 a, b, c, e
- 8 a, e, k.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND et de Madame Armelle SAUVET, délégation de signature est donnée à Madame Anne-Claire AIGOIN, Chef du Service Gestion des Organismes de Maintien à Domicile, à l'effet de signer, pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 a, b, c,
- 3 a, b, c,
- 4 a, b, c,
- 7 a, b, c, e
- 8 a, e, k.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND et de Monsieur Bernard DELON, délégation de signature est donnée à Monsieur Fouad GUETTALA, Chef du Service Instruction et Evaluation, à l'effet de signer, pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 a, b, c,
- 3 a, b, c,
- 4 a, b, c,
- 7 a, b, c, e
- 8 a, b, c, d, e, k

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND et de Monsieur Bernard DELON et de Monsieur Fouad GUETTALA, délégation de signature est donnée à Madame Mireille BALLY, Adjointe au Chef du Service Instruction et Evaluation, à l'effet de signer, pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 a, b, c,
- 3 a, b, c,
- 4 a, b, c,
- 7 a, b, c,
- 8 a, b, c, d, e, k

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND et de Monsieur Bernard DELON et de Monsieur Fouad GUETTALA, délégation de signature est donnée à Madame Corinne CAYREYRE TICHIT, Référente sociale Service Instruction et Evaluation, à l'effet de signer, pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 a, b, c,
- 3 a, b, c,
- 4 a, b, c,
- 7 a, b, c,
- 8 a, b, c, d, e, k

ARTICLE 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND et de Monsieur Bernard DELON, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Christophe PETRONE, Chef du Service de la Gestion Financière, à l'effet de signer, pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 a, b, c,
- 3 a, b, c,
- 4 a, b, c,
- 5 c,
- 6 a, b, c, d,
- 7 a, b, c, d
- 8 a,

ARTICLE 11 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND et de Monsieur Bernard DELON et de Monsieur Jean-Christophe PETRONE, délégation de signature est donnée à Monsieur Paul CORBO, Adjoint au Chef du Service de la Gestion Financière, à l'effet de signer pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 a, b, c,
- 3 a, b, c,
- 4 a, b, c,
- 5 c,
- 6 a, b, c, d
- 7 a, b, c,
- 8 a.

ARTICLE 12 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND et de Monsieur Bernard DELON, délégation de signature est donnée à Madame Angélique PORTIER, Chef du Service Contentieux, à l'effet de signer, pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 a, b, c,
- 3 a, b, c,
- 4 a, b, c,
- 6 a,
- 7 a, b, c, d
- 8 a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k.

ARTICLE 13 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND et de Monsieur Bernard DELON, délégation de signature est donnée à Madame Florence DECOURDEMANCHE, Responsable de l'équipe du centre d'appels Info APA13, à l'effet de signer, pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 b,
- 3 a, b,
- 4 a, b,
- 7 a, b, c, f, g
- 8 a.

ARTICLE 14 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND, délégation de signature est donnée à Madame Patricia CONTE, Chef du Service Départemental des Personnes Handicapées, à l'effet de signer pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 b,
- 3 a, b

- 4 a, b, c
- 6 a, b, c
- 7 a, b, c, d, e
- 8 a.

ARTICLE 15 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric BERTRAND et de Madame Patricia CONTE, délégation de signature est donnée à Madame Brigitte KERZONCUF, à l'effet de signer pour les affaires relevant de ses attributions, les actes visés à l'article 1 sous les références suivantes :

- 2 b,
- 3 a, b
- 4 a, b, c
- 6 a, b, c
- 7 a, b, c, d, e
- 8 a.

ARTICLE 16 : L'arrêté n°12.26 du 16 juillet 2012 est abrogé.

ARTICLE 17 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint de la Solidarité et le Directeur des Personnes Agées et des Personnes Handicapées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Marseille, le 15 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

**ARRÊTÉ N° 12/43 DU 18 OCTOBRE 2012 DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE PAR INTÉRIM À MONSIEUR FRANCK TAILLANDIER, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE L'ECONOMIE ET DU DÉVELOPPEMENT, EN L'ABSENCE DE MADAME MONIQUE AGIER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE, DU 15 AU 22 OCTOBRE 2012 INCLUS**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Décret n° 98-197 du 18 mars 1998 relatif aux emplois de Directeur Général et de Directeur Général Adjoint des Services des Départements et des Régions et modifiant les décrets n° 87-1101 et n° 87-1102 du 30 décembre 1987,

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics,

VU la délibération n° 1 du Conseil Général des Bouches-du-Rhône du 31 mars 2011 nommant monsieur Jean-Noël GUERINI, Président du Conseil Général,

VU la délibération du 14 avril 2011 du Conseil Général des Bouches-du-Rhône, donnant délégations de pouvoir au Président du Conseil Général en différentes matières,

VU l'arrêté du Président du Conseil Général relatif à l'organisation des services du Département,

VU la nomination de madame Monique GEROLAMI-SANTANDREA épouse AGIER en qualité de Directrice Générale des Services du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 17 juillet 2008,

VU l'arrêté n° 11.137 du 23 mai 2011 donnant délégation de signature à madame Monique GEROLAMI-SANTANDREA épouse AGIER, Directrice Générale des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

SUR proposition de monsieur le Président du Conseil Général,

ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> : La délégation de signature accordée à madame Monique AGIER, directeur général des services du Département des Bouches-du-Rhône, sera exercée en l'absence de cette dernière :  
du 15 au 22 octobre 2012 inclus, par monsieur Franck TAILLANDIER, Directeur Général Adjoint de L'Economie et du Développement ;

ARTICLE 2 : Madame le Directeur Général des Services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

A Marseille, le 18 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

**ARRÊTÉ N° 12/44 DU 19 OCTOBRE 2012 DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MADAME GWENAËLLE JUAN, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DES SERVICES DU DÉPARTEMENT, CHARGÉE D'ASSURER TEMPORAIREMENT LA COORDINATION ET LE PILOTAGE DES DIRECTIONS RESSOURCES**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 98-197 du 18 Mars 1998 relatif aux emplois de Directeur Général et de Directeur Général Adjoint des Services des Départements et des Régions et modifiant les décrets n° 87-1101 et n° 87-1102 du 30 Décembre 1987,

VU le décret n°2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics,

VU la délibération n°1 du Conseil Général des Bouches-du-Rhône du 31 mars 2011 nommant monsieur Jean-Noël GUERINI, Président du Conseil Général,

VU la délibération du 14 avril 2011 du Conseil Général des Bouches du Rhône, donnant délégations de pouvoir au Président du Conseil Général en différentes matières,

VU l'arrêté de monsieur le Président relatif à l'organisation des Services du Département,

VU la note en date du 15 octobre 2012, nommant madame Gwenaëlle CHRISTIAENS épouse JUAN, ingénieur en chef de classe normale stagiaire, en qualité de Directeur Général Adjoint des services du Département, chargée d'assurer temporairement la coordination et le pilotage des directions ressources, à compter du 15 octobre 2012,

SUR proposition de madame le Directeur Général des Services du Département,

ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à Madame Gwenaëlle JUAN, Directeur Général Adjoint des services du Département, dans tout domaine de compétence des directions ressources, soit :

Direction des Ressources Humaines ;  
Direction Juridique ;  
Direction des Systèmes d'Information et de Télécommunication ;  
Direction des Services Généraux ;  
Direction de la Communication, de la Presse et des Evènements ;  
Direction des Finances ;  
Direction du Contrôle de Gestion ;  
Service du Protocole et des Relations Publiques ;  
Service des Séances.

à l'exception :

des rapports au Conseil général et à la Commission permanente ;  
des convocations à l'Assemblée départementale et à la Commission permanente ;  
des recrutements ;  
des transactions ;  
des ordres de mission relatifs aux déplacements internationaux et nationaux (sauf département des Bouches-du-Rhône et limitrophes).

ARTICLE 2 : En matière de marchés publics et accords cadres, Madame Gwenaëlle JUAN pourra signer, dans tout domaine de compétence des directions citées à l'article 1er du présent arrêté :

tout acte relatif à l'exécution (ordres de services, bons de commande, décisions de poursuivre, avenants, etc.) et au règlement des marchés publics et accords cadres, quel que soit leur montant, ainsi que des délégations de service public ;  
 tout acte concernant la préparation, la passation des marchés publics, accords cadres et délégations de service public dont le montant n'excède pas 90 000 euros hors taxes.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services et le Directeur Général Adjoint des services du Département, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département des Bouches du Rhône.

Marseille, le 19 octobre 2012

Le Président  
 Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

- ARRÊTÉ N° 12/45 DU 23 OCTOBRE 2012 DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE, EN L'ABSENCE DE MADAME MONIQUE AGIER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE À :**
- . DU 23 AU 29 OCTOBRE 2012 INCLUS – MADAME ANNICK COLOMBANI-GOMEZ, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DU CADRE DE VIE,**
  - . DU 30 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE 2012 INCLUS – MONSIEUR JEHAN-NOËL FILATRIAU, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE LA SOLIDARITÉ,**
  - . DU 6 AU 12 NOVEMBRE 2012 INCLUS – MADAME GWENAËLLE JUAN, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DES SERVICES DU DÉPARTEMENT,**
  - . DU 13 AU 19 NOVEMBRE 2012 INCLUS – MONSIEUR FRANCK TAILLANDIER, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE L'ECONOMIE ET DU DÉVELOPPEMENT,**
  - . DU 20 AU 26 NOVEMBRE 2012 INCLUS – MADAME ANNICK COLOMBANI-GOMEZ, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DU CADRE DE VIE,**
  - . DU 27 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE 2012 INCLUS – MONSIEUR JEHAN-NOËL FILATRIAU, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE LA SOLIDARITÉ,**
  - . DU 4 AU 10 DÉCEMBRE 2012 INCLUS – MADAME GWENAËLLE JUAN, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DES SERVICES DU DÉPARTEMENT,**
  - . DU 11 AU 17 DÉCEMBRE 2012 INCLUS – MONSIEUR FRANCK TAILLANDIER, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE L'ECONOMIE ET DU DÉVELOPPEMENT,**
  - . DU 18 AU 24 DÉCEMBRE 2012 INCLUS – MADAME ANNICK COLOMBANI-GOMEZ, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DU CADRE DE VIE,**
  - . DU 25 AU 31 DÉCEMBRE 2012 INCLUS – MONSIEUR JEHAN-NOËL FILATRIAU, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE LA SOLIDARITÉ**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DES BOUCHES-DU-RHONE  
 CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Décret n° 98-197 du 18 mars 1998 relatif aux emplois de Directeur Général et de Directeur Général Adjoint des Services des Départements et des Régions et modifiant les décrets n° 87-1101 et n° 87-1102 du 30 décembre 1987,

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics,

VU la délibération n° 1 du Conseil Général des Bouches-du-Rhône du 31 mars 2011 nommant monsieur Jean-Noël GUERINI, Président du Conseil Général,

VU la délibération du 14 avril 2011 du Conseil Général des Bouches-du-Rhône, donnant délégations de pouvoir au Président du Conseil Général en différentes matières,

VU l'arrêté du Président du Conseil Général relatif à l'organisation des services du Département,

VU la nomination de madame Monique GEROLAMI-SANTANDREA épouse AGIER en qualité de Directrice Générale des Services du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 17 juillet 2008,

VU l'arrêté n° 11.137 du 23 mai 2011 donnant délégation de signature à madame Monique GEROLAMI-SANTANDREA épouse AGIER, Directrice Générale des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

SUR proposition de monsieur le Président du Conseil Général,

ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> : La délégation de signature accordée à madame Monique AGIER, directeur général des services du Département des Bouches-du-Rhône, sera exercée en l'absence de cette dernière :

du 23 au 29 octobre 2012 inclus, par madame Annick COLOMBANI-GOMEZ, Directeur Général Adjoint du Cadre de Vie ;

du 30 octobre 2012 au 5 novembre 2012 inclus, par monsieur Jehan-Noël FILATRIAU, Directeur Général Adjoint de la Solidarité ;

du 6 au 12 novembre 2012 inclus, par madame Gwenaëlle JUAN, Directeur Général Adjoint des Services du Département;

du 13 au 19 novembre 2012 inclus, par monsieur Franck TAILLANDIER, Directeur Général Adjoint de l'Economie et du Développement ;

du 20 au 26 novembre 2012 inclus, par madame Annick COLOMBANI-GOMEZ, Directeur Général Adjoint du Cadre de Vie ;

du 27 novembre au 3 décembre 2012 inclus, par monsieur Jehan-Noël FILATRIAU, Directeur Général Adjoint de la Solidarité ;

du 4 au 10 décembre 2012 inclus, par madame Gwenaëlle JUAN, Directeur Général Adjoint des Services du Département ;

du 11 au 17 décembre 2012 inclus, par monsieur Franck TAILLANDIER, Directeur Général Adjoint de l'Economie et du Développement ;

du 18 au 24 décembre 2012 inclus, par madame Annick COLOMBANI-GOMEZ, Directeur Général Adjoint du Cadre de Vie ;

du 25 au 31 décembre 2012 inclus, par monsieur Jehan-Noël FILATRIAU, Directeur Général Adjoint de la Solidarité ;

ARTICLE 2 : Madame le Directeur Général des Services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

A Marseille, le 23 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

SERVICE DES SEANCES

**ARRÊTÉ DU 16 OCTOBRE 2012 DONNANT DÉLÉGATION À MONSIEUR DANIEL CONTE, PREMIER VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL, AFIN DE SIGNER LES RAPPORTS DE LA SÉANCE PUBLIQUE DU CONSEIL GÉNÉRAL**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DES BOUCHES-DU-RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.3221-3,

VU la délibération du Conseil Général des Bouches-du-Rhône du 31 mars 2011 portant élection de Monsieur Jean-Noël GUERINI, Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône,

VU la délibération du Conseil Général des Bouches-du-Rhône du 31 mars 2011 nommant Monsieur Daniel CONTE, 1er vice-président,

VU les arrêtés donnant délégation de fonctions aux vice-présidents et conseillers généraux,

Considérant l'absence du Président du Conseil Général le 16 octobre 2012 et afin de respecter le délai de 12 jours imposé par l'article L 3121-19 du Code Général des Collectivités Territoriales pour la diffusion aux conseillers généraux des rapports présentés au Conseil Général du 29 octobre 2012,

ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Monsieur Daniel CONTE, Premier Vice-Président du Conseil Général, afin de signer, le 16 octobre 2012, les rapports devant être enrôlés à la séance publique du Conseil Général du 29 octobre 2012.

ARTICLE 2 : Mme le Directeur Général des Services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié, affiché en l'Hôtel du Département, transmis au contrôle de légalité et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

A Marseille, le 16 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

## DIRECTION DES SERVICES GENERAUX

### Service des marchés

#### **DÉCISION N° 12/62 DU 4 OCTOBRE 2012 DÉCLARANT SANS SUITE LA PROCÉDURE DE MARCHÉ PUBLIC POUR L'ACHAT ET LA MAINTENANCE DE MATÉRIELS DE CUISINE ET DE BUANDERIE PROFESSIONNELS POUR DIVERS SITES DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

DECISION DE DECLARATION  
SANS SUITE POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DES BOUCHES-DU-RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Marché pour l'achat et la maintenance de matériels de cuisine et de buanderie professionnels pour divers sites du Conseil Général des Bouches du Rhône.

VU la délibération n° 97 du 16 décembre 2011, concernant l'achat, la livraison, l'installation, la mise en service de matériels de cuisine et de buanderie professionnels et leur maintenance sur les sites du Conseil Général des Bouches du Rhône ;

VU les avis d'appel public à la concurrence envoyés à la publication le 26 avril 2012 ;

VU l'article 59-IV du code des marchés publics autorisant le représentant du pouvoir adjudicateur à déclarer la procédure sans suite pour des motifs d'intérêt général.

Article 1<sup>er</sup> : Une procédure sur appel d'offres ouvert a été lancée pour l'achat et la maintenance de matériels de cuisine et de buanderie professionnels pour divers sites du Conseil Général des Bouches du Rhône. Lors de la procédure, des précisions ont été apportées au cahier des charges et ont conduit à modifier les Bordereaux de Prix Unitaires (BPU). Tous les candidats n'ayant pas utilisé ces nouveaux BPU, le pouvoir adjudicateur du CG13 a constaté, pour le cas d'espèce, une insuffisance de concurrence et a souhaité interrompre la procédure à ce stade.

Article 2 : La procédure de marché public pour l'achat et la maintenance de matériels de cuisine et de buanderie professionnels pour divers sites du Conseil Général des Bouches du Rhône est déclarée sans suite pour des motifs d'intérêt général.

Fait à Marseille, le 4 octobre 2012

Pour le Président du Conseil Général  
des Bouches-du-Rhône et par délégation  
l'élu délégué aux marchés publics  
et aux délégations de service public  
(ayant reçu délégation de signature par arrêté du 15 avril 2011)  
André GUINDE

\* \* \* \* \*

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITE**

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE ET DE L'ADMINISTRATION

**RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL D'AIDE SOCIALE DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DES BOUCHES-DU-RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR



# **REGLEMENT DEPARTEMENTAL**

## **D'AIDE SOCIALE**

### **DES BOUCHES DU RHÔNE**

- *Adopté par le Conseil Général le 20 octobre 2006*
- *Paru au Recueil des Actes Administratifs du 1<sup>er</sup> novembre 2006*
  
- *Modifié par le Conseil Général le 26 octobre 2007*
- *Paru au Recueil des Actes Administratifs du 1<sup>er</sup> décembre 2007*
  
- *Modifié par le Conseil Général le 20 mars 2009*
- *Modifié par le Conseil Général le 20 juin 2009*
- *Paru au Recueil des Actes Administratifs du 15 octobre 2009*
  
- *Modifié par le Conseil Général le 26 mars 2010*
- *Paru au Recueil des Actes Administratifs du 15 mai 2010*
  
- *Modifié par le Conseil Général le 25 juin 2012*
- *Paru au Recueil des Actes Administratifs du 01 novembre 2012*

## ➤ Annexes au chapitre 2

- ◆ 2-A-1 : Instances concourant à l'admission à l'aide sociale.....
- ◆ 2-A-2 : Procédures d'admission à l'aide sociale .....
- ◆ 2-A-3 : Conditions de résidence et de nationalité .....
- ◆ 2-A-4 : Règles de domicile de secours .....
- ◆ 2-A-5/1 : Frais d'obsèques.....
- ◆ 2-A-5/2 : Récupérations.....

## Chapitre 3 : Enfants, jeunes majeurs et familles

**Préambule** : Droit des familles et des mineurs dans leurs relations avec les services de l'aide sociale à l'enfance .....

### ➤ 1ère partie : Actions pour le maintien à domicile

- ◆ 3-1-1 : Aides financières de l'aide sociale à l'enfance .....
- ◆ 3-1-2/1 : Intervention d'un(e) Technicien(ne) de l'intervention sociale et familiale (TISF).....
- ◆ 3-1-2/2 : Intervention d'un(e) Technicien(ne) de l'intervention sociale et familiale (TISF) en périnatalité.....
- ◆ 3-1-2/3 : Alternative à domicile .....
- ◆ 3-1-3 : Action éducative à domicile (AED).....
- ◆ 3-1-4 : Prévention de l'inadaptation sociale de l'enfance et de la jeunesse (Prévention spécialisée).....

### ➤ 2ème partie : Accueil et hébergement

- ◆ 3-2-1 : Accueil de jour .....
- ◆ 3-2-1/1 : Accueil provisoire .....
- ◆ 3-2-1/2 : Accueil provisoire d'urgence .....
- ◆ 3-2-1/3 : Accueil provisoire 72 heures .....
- ◆ 3-2-2 : Accueil provisoire Jeunes majeurs (APJM).....
- ◆ 3-2-3 : Hébergement et prise en charge des femmes enceintes et des mères isolées avec enfants de moins de 3 ans.....
- ◆ 3-2-4 : Accueil et hébergement des mineurs sur décision judiciaire.....
- ◆ 3-2-5 : Accueil et hébergement des pupilles de l'Etat.....
- ◆ 3-2-6- Numéro vert départemental enfance maltraitée .....

### ➤ 3ème partie : Autres prestations

- ◆ 3-3-1 : Agrément en vue d'adoption par le Président du Conseil Général.....
- ◆ 3-3-2 : Recherche des origines et accès aux dossiers.....
- ◆ 3-3-3 : Prise en charge des mères ayant accouché sous le secret de leur identité .....

## Chapitre 4 : Protection maternelle et infantile, actions de santé

- ◆ 4-1 : Information des futurs conjoints .....
- ◆ 4-2/1 : Information des futurs parents .....
- ◆ 4-2/2 : Entretien prénatal précoce et actions d'accompagnement.....
- ◆ 4-3 : Planification et éducation familiale : Contraception et information .....

- ◆ 4-4 : Visites à domicile des sages-femmes .....
- ◆ 4-5 : Consultations pré et post natales de suivi de grossesse.....
- ◆ 4-6 : Entretiens préalables et entretiens faisant suite à l'IVG.....
- ◆ 4-7 : Mise à disposition du carnet de grossesse et carnet de santé de l'enfant. ....
- ◆ 4-8 : Visites au domicile des famille avec enfant(s) de moins de 6 ans .....
- ◆ 4-9 : Consultations pédiatriques de protection maternelle et infantile. ....
- ◆ 4-10 : Actions en faveur du lien parental : Lieux d'accueil parents – enfants .....
- ◆ 4-11 : Bilans de santé des enfants de 3 à 4 ans. ....
- ◆ 4-12 : Prévention des handicaps de l'enfant .....
- ◆ 4-13 : Dépistage du VIH (Virus de l'immuno déficience Humaine) et des hépatites virales B et C et dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles. ....
- ◆ 4-14 : Lutte contre la tuberculose.....

## Chapitre 5 : Insertion

### ➤ 1ère partie : L'allocation R.S.A

- ◆ 5-1-1 : Conditions d'admission de l'allocataire et des membres du foyer .....
- ◆ 5-1-2 : Conditions de ressources.....
- ◆ 5-1-3 : Conditions d'ouverture du droit au R.S.A liées à la nationalité.....
- ◆ 5-1-4 : Cas particuliers .....
- ◆ 5-1-5 : Modalités d'admission, et motifs de suspension, de radiation et de rétablissement du RSA .....
- ◆ 5-1-6 : Détermination et revalorisation .....

### ➤ 2ème partie : Les actions d'insertion

- ◆ 5-2-1 : Contrat d'orientation (*remplace la fiche « contrat d'insertion »*) .....
- ◆ 5-2-2 : Le contrat d'engagement réciproque
- ◆ 5-2-3 : les contrats aidés – les contrats d'avenir (CA) – le contrat d'insertion – revenu minimum d'activité (CI-RMA) .....
- ◆ 5-2-4 : Actions collectives.....
- ◆ 5-2-5 : Actions individuelles – aide à la création ou à la reprise d'entreprises .....
- ◆ 5-2-6 : Actions individuelles – aide aux projets individuels de formation .....
- ◆ 5-2-7 : Fonds d'aide à l'insertion .....
- ◆ 5-2-8 : Actions individuelles – aide à la gratuité des transports en commun

### ➤ Annexes au chapitre 5

- ◆ 5-A-1 : Les instances : les instances d'instruction du R.S.A .....
- ◆ 5-A-2 : Les instances : les organismes payeurs .....
- ◆ 5-A-3 : Les instances : les instances de recours de l'allocation .....
- ◆ 5-A-4 : Le Conseil Départemental d'Insertion (CDI).....
- ◆ 5-A-5 : L'équipe pluridisciplinaire départementale .....

## Chapitre 6 : Lutte contre la pauvreté et les exclusions

- **1ère partie : Le Fonds de Solidarité pour le Logement**
  - ◆ 6-1 : Aides à l'accès et au maintien.....
  - ◆ 6-2 : Aides aux impayés d'énergie et de téléphone.....
  - ◆ 6-3 : Les actions d'accompagnement social.....
- **2ème partie : Mesure d'accompagnement social personnalisé**
  - ◆ 6-4 : MASP.....
- **3ème partie : Autres aides**
  - ◆ 6-5 : Secours aux adultes.....
  - ◆ 6-6 : Colis alimentaires et soins .....
  - ◆ 6-7: Bons de lait .....
  - ◆ 6-8 : Fonds d'aide aux jeunes .....
  - ◆ 6-9 : Allocation pour séjour en centre de vacances.....
- **Annexes**
  - ◆ 6-A-1 : Les instances de décision pour les aides directes du FSL aux personnes et familles .....
  - ◆ 6-A-2 : Le Comité Responsable du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées .....

## Annexes Générales

- ◆ Annexe 1 : Coordonnées des Maisons Départementales de la Solidarité .....
- ◆ Annexe 1 bis : Coordonnées des unités administratives de gestion financière..... des aides (U.A.G.F.A) .....
- ◆ Annexe 1 ter : Coordonnées des inspecteurs Enfance-Famille
- ◆ Annexe 2 : Coordonnées des Pôles d'Insertion.....
- ◆ Annexe 3 : Coordonnées des centres spécialisés CIDAG – IST, des centres de planification et d'éducation familiale, et des centres de lutte anti-tuberculeux.....
- ◆ Annexe 4 : Services déconcentrés de la Caisse d'allocations familiales.....
- ◆ Annexe 5 : Maison départementale des personnes handicapées. ....

# Préambule

Prévu par les articles L 111-4 et L 121-3 du Code de l'action sociale et des familles, le présent règlement a pour objectif d'informer les citoyens et les usagers des services du Conseil Général des Bouches-du-Rhône, de l'ensemble :

- ◆ des prestations d'aide sociale attribuées par le département,
- ◆ des procédures mises en place pour y accéder,
- ◆ des conditions d'attribution de ces prestations.

Le règlement est opposable aux décideurs d'attribution d'aides sociales et aux usagers. Il est également conçu comme un outil d'information générale du public et des partenaires du Conseil Général.

## 1- Droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

### 1.1 - Droit au respect de la vie privée.

*Articles L 133-4, 133-5, 221-6, 262-34, 411-3 du Code de l'action sociale et des familles.*

*Article 72 du Code de déontologie médicale.*

*Loi du 4 mars 2002*

*Articles 226-13, 226-14, du Code pénal*

L'obligation de secret professionnel auquel sont tenus tous les agents intervenant dans les services sociaux et médico-sociaux du Conseil Général garantit le respect de la vie privée des usagers des services d'aide sociale du Conseil Général. Il garantit également la relation de confiance entre les professionnels des services sociaux et médico-sociaux et les usagers.

Le secret médical est une obligation particulière de respect du secret professionnel qui s'impose à tous les professionnels de santé et qui couvre toutes les informations médicales et non médicales.

Le manquement au respect du secret professionnel ou médical est passible de sanction pénale

Cependant les travailleurs sociaux sont déliés obligatoirement de leur obligation de respecter le secret dans certaines situations, notamment les situations de protection des mineurs et des personnes vulnérables et lorsqu'ils ont connaissance d'un crime ou d'un délit dont la révélation peut empêcher qu'il se reproduise ou peut en limiter les effets.

### 1.2- Droit à la transparence administrative :

*Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.*

Il s'agit du droit pour l'utilisateur de connaître le nom, le prénom, la qualité et l'adresse administrative de l'agent chargé de traiter la demande. L'administration est tenue d'indiquer dans tous les courriers le nom, le prénom et les coordonnées téléphoniques et postales de l'agent chargé du suivi de son dossier. De plus, le signataire d'un courrier doit indiquer de façon lisible ses nom, prénom et fonction. Avec cependant une exception : Si des motifs intéressant la sécurité publique ou la sécurité des personnes le justifient, l'anonymat de l'agent sera respecté.

### **1.3- Droit d'être informé de l'existence d'un traitement automatisé d'informations nominatives.**

*Lois n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et n° 2000-3 21 du 12 avril 2000*

L'utilisateur doit être informé de l'existence d'un fichier informatique contenant des informations nominatives recueillies sur son compte.

Il peut exiger que soient rectifiées, complétées, clarifiées, mises à jour ou effacées des informations inexactes, incomplètes, périmées, équivoques ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation sont interdites.

### **1.4- Droit d'accès de l'utilisateur aux documents administratifs et aux documents à caractère nominatif le concernant**

*Lois n° 78-753 du 17 juillet 1978 et n° 2000-231 du 12 avril 2000.*

Sont de plein droit communicables aux personnes qui en font la demande les documents achevés tels que les instructions, circulaires et notes qui comportent une interprétation du droit positif ou une description des procédures administratives.

Ne sont communicables qu'aux seuls intéressés qui en font la demande les documents à caractère nominatif le concernant, y compris les dossiers médicaux.

En cas de litige avec l'administration, la Commission d'accès aux documents administratifs peut être saisie par l'utilisateur ou l'administration.

Elle émet un avis. Cet avis doit être obligatoirement requis avant tout recours contentieux.

Les différentes notifications émises par les services du Conseil Général indiquent s'il y a un traitement automatisé de données nominatives.

### **1.5- Droit des familles dans leurs rapports avec les services de l'aide sociale à l'enfance.**

*Article R 223-1 sqq*

Des dispositions particulières régissent ces rapports. Elles sont exposées en préambule du chapitre « Aide sociale à l'Enfance ».

## **2- Délai de réponse à une demande d'attribution d'une prestation**

*Loi n° 2000-231 du 12 avril 2000.*

Le Conseil Général a l'obligation de donner une réponse dans un délai de 2 mois à compter de la date de dépôt d'un dossier complet. Un accusé de réception du dossier complet indique la date à partir de laquelle le délai de 2 mois court.

Si pour une prestation particulière, un texte réglementaire fixe un délai différent la fiche relative à cette prestation l'indiquera explicitement dans le présent règlement.

Sauf cas dûment prévus par un texte réglementaire, l'absence de réponse au-delà de ce délai équivaut à une décision implicite de rejet.

### 3- Contrôles par le Conseil Général des règles applicables aux aides sociales de sa compétence

*Loi n°1133-2 du Code de l'action sociale et des familles*

Les agents départementaux habilités par le Président du Conseil Général ont compétence pour contrôler le respect, par les bénéficiaires et les institutions intéressées, des règles applicables aux formes d'aide sociale relevant de la compétence du Département.

Ces mêmes agents exercent un pouvoir de contrôle technique sur les institutions qui relèvent d'une autorisation de création délivrée par le Président du Conseil Général.

Ces contrôles s'effectuent conformément aux dispositions du code de l'action sociale et des familles et du présent règlement. Des conventions particulières passées avec les institutions intéressées peuvent préciser les modalités de mise en œuvre de ces contrôles.

Sont assujettis aux contrôles mentionnés aux alinéas précédents :

- les bénéficiaires d'une prestation d'aide sociale au sens du présent règlement, quelle que soit la forme de cette aide,
- les établissements et services, les institutions et les organismes, quelle que soit leur nature juridique, qui sont habilités par le Président du Conseil Général à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale,
- les établissements et services, les institutions et les organismes, quelle que soit leur nature juridique, qui engagent des actions sociales et (ou) délivrent des prestations d'aide sociale, dès lors que ces actions ou prestations sont financées en tout ou partie, directement ou indirectement par le Département,
- les personnes physiques habilitées par le Président du Conseil Général à recevoir à leur domicile et à titre onéreux, des personnes âgées ou handicapées.

Les contrôles opérés par les agents habilités du Département s'effectuent dans le respect des droits fondamentaux des personnes d'une part et des structures contrôlées d'autre part et pour ces dernières dans le souci de ne pas nuire à la continuité des missions qu'elles assurent.

### 4- Mise en œuvre du droit de recours

Les recours peuvent s'exercer à partir de la date de réception de la notification d'une décision ou au terme du délai de deux mois imparti à l'administration pour formuler une décision, délai au delà duquel le silence de l'administration équivaut à une décision implicite de rejet.

Les délais et voies de recours sont identifiées sur les notifications.

#### 3.1- Recours gracieux :

L'intéressé peut demander un nouvel examen de son dossier auprès de l'autorité qui a pris la décision initiale.

#### 3.2- Recours contentieux :

L'intéressé saisit le tribunal administratif ou toute autre juridiction compétente en fonction de la nature de la demande.

### **3.3- Saisine du Médiateur de la République :**

Toute personne estimant, à l'occasion d'une affaire le concernant, qu'un organisme public ou investi d'une mission de service public n'a pas fonctionné conformément à la mission qu'il doit assurer, peut, par réclamation individuelle adressée par l'intermédiaire d'un député ou d'un sénateur, demander que l'affaire soit portée à la connaissance du Médiateur de la République. Il appartient à l'élu saisi de transmettre la réclamation, s'il estime que la réclamation entre dans le champ de compétence du Médiateur et qu'elle mérite son intervention.

L'usager doit préalablement avoir entrepris une première démarche auprès de l'administration (demande d'explication ou contestation de la décision) et constaté que le désaccord persiste. Le Médiateur peut faire toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler en équité les difficultés dont il est saisi.

Un délégué du Médiateur de la République peut également recevoir directement le réclamant, en l'aidant à constituer son dossier, et en réglant très souvent lui-même le litige dont il est saisi au niveau local.

# Allocation personnalisée d'autonomie à domicile

## Nature et fonction de la prestation

L'allocation personnalisée d'autonomie est une prestation en nature destinée à répondre aux besoins des personnes âgées dépendantes résidant soit à leur domicile ou en famille d'accueil agréée, soit dans certains établissements pouvant déroger aux règles de tarification de droit commun (foyers-logements)

## Bénéficiaires

Toute personne âgée de 60 ans et plus résidant dans les Bouches du Rhône (se reporter aux fiches 1-A-4 et 1-A-5) qui se trouve dans l'incapacité d'assumer les conséquences du manque ou de la perte d'autonomie liés à son état physique ou mental a droit à une allocation personnalisée d'autonomie permettant une prise en charge adaptée à ses besoins.

L'APA est destinée aux personnes qui, nonobstant les soins qu'elles sont susceptibles de recevoir ont besoin d'une aide pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie ou dont l'état nécessite une surveillance régulière

## Conditions d'attribution :

### Evaluation de la perte d'autonomie :

Le degré de perte d'autonomie des demandeurs de l'APA dans l'accomplissement des actes de la vie quotidienne est évalué par référence à une grille nationale AGGIR (Autonomie – Gérontologie - Groupes Iso-Ressources, voir fiche 1-A-7).

Les personnes classées dans l'un des groupes 1 à 4 bénéficient de l'APA sous réserve de remplir les conditions d'âge et de résidence.

L'évaluation du degré de perte d'autonomie de la personne âgée est effectuée : à domicile, par l'équipe médico-sociale du département qui élabore un plan d'aide.

## Attribution de l'A.P.A. :

L'allocation personnalisée d'autonomie est accordée par décision du Président du Conseil Général et servie par le département sur proposition d'une

## Références:

Art. L 232-1 et suivants du CASF

Art. R 232-1 à R 232-6 du CASF

Art. R 232-23 à D 232- 35 du CASF

commission présidée par le Président du Conseil Général ou son représentant qui dispose d'un délai de dix jours pour accuser réception du dossier complet. L'accusé de réception mentionne la date d'enregistrement et fait courir le délai légal d'instruction du dossier qui est de deux mois.

La date d'ouverture des droits à l'APA est fixée à la date de la décision . La décision du Président du Conseil Général fait l'objet d'une révision périodique.

### Procédure d'urgence :

En cas d'urgence attestée, d'ordre médical ou social, le Président du Conseil Général ou son représentant attribue l'APA à titre provisoire et pour un montant forfaitaire à dater du dépôt de la demande et jusqu'à la prise de décision.

### Ressources :

Pour l'appréciation des ressources il est tenu compte : du dernier avis d'imposition du demandeur, de son conjoint, du concubin ou de la personne avec laquelle il a conclu un PACS, des biens mobiliers et immobiliers ou capitaux qui ne sont ni exploités ni placés, censés procurer aux intéressés un revenu annuel, à l'exclusion de ceux constituant l'habitation principale.

Les ressources déterminent le montant de la participation du bénéficiaire.

### Couple résidant conjointement à domicile :

Lorsque le bénéfice de l'APA à domicile est ouvert à l'un des membres ou aux deux membres d'un couple, le calcul des ressources mensuelles de chaque membre du couple afin de déterminer le montant de la participation, correspond au total des ressources du couple prises en compte divisé par 1,7.

**Participation du bénéficiaire :**

Le montant de l'allocation personnalisée d'autonomie est égal à la fraction du plan d'aide que la personne utilise, diminuée du montant de sa participation. Celle-ci est calculée au prorata de la fraction du plan d'aide qu'il utilise et en fonction de sa perte d'autonomie et de ses ressources. Un barème national fixé par décret est appliqué à ces dernières afin de déterminer les sommes devant être acquittées par les bénéficiaires. Le bénéficiaire de l'APA dont les ressources mensuelles sont inférieures à 0,67 fois le montant de la majoration pour aide constante d'une tierce personne mentionnée à l'article L. 355-1 du code de la sécurité sociale est exonéré de toute participation.

**Dispositions diverses :****Modalités de versement de l'APA à domicile :**

- pour les prestations d'aide à domicile ou de garde à domicile, le Conseil Général verse, après accord du bénéficiaire, directement à l'organisme prestataire le coût d'intervention, sur la base des heures réellement réalisées et transmises par un système de télégestion ; il appartiendra à l'allocataire de s'acquitter lui-même directement auprès de ces organismes, de la participation qui demeure à sa charge
- pour les allocataires qui ont recours au « gré à gré », le coût de la prestation minorée de leur participation, est versé aux allocataires sous la forme de CESU préfinancés. La part correspondant aux cotisations sociales est versée directement sur le compte du bénéficiaire.
- Pour les prestations particulières et ponctuelles, la règle générale est de verser à la personne âgée le montant accordé, après production auprès de la collectivité départementale, des justificatifs de dépenses.  
Toutefois, dans le cas de grande précarité de la personne âgée ou d'une incapacité temporaire à gérer son budget, la collectivité départementale peut se substituer à la personne âgée en procédant au versement de l'APA directement à l'organisme ayant effectué le service. Dans ce cas de figure, une convention sera signée entre la collectivité et l'organisme prestataire.

**Seuil de non versement de l'APA :**

L'allocation personnalisée d'autonomie n'est pas servie lorsque son montant mensuel, après déduction de la participation financière de l'intéressé est inférieur ou égal à trois fois la valeur brute du salaire horaire minimum de croissance.

**Règles de non cumul :**

L'APA n'est pas cumulable avec :

- l'allocation représentative des services ménagers
- l'aide ménagère
- l'allocation compensatrice pour tierce personne
- la majoration pour aide constante d'une tierce personne accordée aux titulaires de pensions d'invalidité.
- la prestation de compensation du handicap

**Hospitalisation :**

Le service de l'allocation personnalisée d'autonomie est maintenu pendant les trente premiers jours d'hospitalisation, au-delà, il est suspendu.

**Action en paiement :**

L'action du bénéficiaire pour le versement de l'APA se prescrit par deux ans. Celui-ci doit apporter la preuve de l'effectivité de l'aide qu'il a reçue ou des frais qu'il a dû acquitter pour que son action soit recevable.

**Récupération des indus :**

L'action intentée par le Président du Conseil Général pour la mise en recouvrement des sommes indûment versées se prescrit par deux ans sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration. Dans ces deux dernières hypothèses, s'appliqueront les délais de prescription de droit commun.

La loi du 20 juillet 2001 institue une procédure de règlement amiable des litiges relatifs à l'allocation personnalisée d'autonomie devant la commission départementale chargée de la décision d'attribution de l'allocation.

**Contrôle de l'effectivité de l'aide :**

Le contrôle des aides en nature est effectué par un système de télégestion. Le contrôle des aides versées au bénéficiaire est effectué sur demande de production de pièces justificatives de l'utilisation de l'APA.

**Intervenants :**

Services du Conseil Général :  
Direction Personnes Agées et Personne Handicapées, Centres Communaux d'Action Sociale, Associations d'aide à domicile.

## Accueil de jour

### NATURE DES PRESTATIONS

Aide pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées.

L'accueil de jour consiste à accueillir pour une ou plusieurs journées par semaine, voire une demi-journée, des personnes âgées vivant à leur domicile, dans des locaux dédiés à cet accueil, avec du personnel qualifié.

Lorsque l'accueil de jour s'adresse à des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de troubles apparentés, il a comme objectifs principaux de préserver, maintenir voire restaurer l'autonomie des personnes atteintes de troubles démentiels et de permettre une poursuite de leur vie à domicile dans les meilleures conditions possibles, tant pour eux que pour leurs aidants.

### BENEFICIAIRES

Aides allouées aux personnes âgées de plus de 60 ans ou bénéficiaires de l'APA

### Conditions de prises en charge par le Conseil Général.

Le Conseil Général participe au coût de cette prestation :

- forfaitairement sur les Accueils de Jour lorsqu'ils sont rattachés à un EHPAD,
- par le biais d'un arrêté de tarification pour les autres.

Pour les bénéficiaires de l'APA à domicile, cette prestation est incluse dans le plan d'aide.

### Références :

**L.312-1 du CASF**

**L.232.2 du CASF**

**D.312-8 à D.312-10 du CASF**

Délibération de la commission permanente du 31.03.2003 « participation du Département dans les structures d'accueil de jour »

### Intervenants :

Services du Conseil général : Direction Personnes Agées  
Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale  
Etablissements d'hébergement pour personnes âgées  
Structures d'accueil de jour

## Repas pris en foyers restaurants et portage de repas à domicile

### Nature des prestations :

Aide en nature pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées.

### Bénéficiaires :

Ces prestations peuvent être attribuées aux personnes âgées de 65 ans (ou 60 ans lorsqu'elles sont reconnues inaptes au travail) et plus disposant de ressources inférieures à un plafond fixé par voie réglementaire. Ces prestations sont servies au titre de l'aide sociale légale. Elles peuvent également être servies au titre de l'APA à domicile : elles doivent alors s'inscrire dans le plan d'aide.

### Conditions d'attribution :

#### Repas pris en foyers-restaurants :

L'aide sociale peut prendre en charge une partie du prix des repas servis dans les foyers restaurants habilités.

Les conditions d'attribution de cette prestation tiennent compte des ressources de l'intéressé augmentées le cas échéant de la participation de leurs obligés alimentaires. Ce montant doit être inférieur au plafond d'attribution de l'aide ménagère.

Le Président du Conseil Général détermine la durée de l'admission limitée à 3 ans au maximum.

Le Président habilite les foyers restaurants susceptibles d'accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale et fixe le montant de la participation du département pour chaque repas servi.

### Références :

Art. L. 113-1 du CASF  
Art. L. 231-3 du CASF

Art. R 231-3 du CASF

#### Portage de repas à domicile :

L'aide sociale prend en charge une partie du prix des repas servis au domicile des personnes âgées dont la mobilité est réduite et disposant de ressources inférieures à un plafond de ressources fixé par voie réglementaire. Le Président du Conseil Général habilite les services de portage de repas auxquels les bénéficiaires de l'aide sociale peuvent faire appel et fixe le montant de la participation du département pour chaque repas servi.

La demande de prise en charge est déposée et examinée dans les mêmes conditions de forme que les demandes de repas pris dans les foyers restaurants.

L'attribution de ces prestations prend effet à compter du 1er jour du mois qui suit la décision de l'admission par le Président du Conseil Général.

### Intervenants :

Services du Conseil général : Direction Personnes Agées  
Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale  
Prestataires de service habilités aide sociale

## Aide ménagère à domicile en faveur des personnes âgées

### Nature des prestations :

Aide en nature pour les actes domestiques, destinée à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées.

### Bénéficiaires :

L'aide ménagère peut être attribuée aux personnes âgées de 60 ans et plus disposant de ressources inférieures à un plafond de ressources fixé par voie réglementaire.

### Conditions d'attribution :

L'attribution d'heures d'aide ménagère au titre de l'aide sociale prend effet à compter du 1er jour du mois suivant la date de dépôt du dossier auprès du CCAS.

L'aide ménagère est accordée pour une durée maximale de deux ans, le bénéficiaire pouvant en solliciter le renouvellement trois mois avant la date d'échéance.

Le Président du Conseil Général fixe le nombre d'heures accordées au bénéficiaire en fonction de ses besoins et dans la limite de 30 heures par mois pour une personne seule. Lorsque deux ou plusieurs bénéficiaires vivent en commun, le nombre maximum d'heures est réduit d'un cinquième pour chacun des bénéficiaires : le nombre d'heures maximum susceptible d'être accordé est donc de 24h par personne.

Une enquête pourra être diligentée par les agents départementaux chargés du contrôle afin de procéder à une évaluation qualitative et quantitative du besoin.

### Références :

Art. L. 231-1 du CASF.  
Art. L. 231-2 du CASF.

Art. R. 231-2 du CASF.

Art. L. 815-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Les bénéficiaires doivent informer la Direction Personnes Agées / Personnes Handicapées de tout changement intervenu dans leur situation.

L'obligation alimentaire n'est pas mise en œuvre. Toutefois, il est tenu compte de l'aide de fait apportée, ou susceptible de l'être, par l'entourage.

Le Président du Conseil Général habilite les services d'aide ménagère, par le biais de l'autorisation, auxquels les bénéficiaires de l'aide sociale peuvent faire appel et détermine le coût horaire de l'intervention ainsi que le montant de la participation obligatoirement acquittée par la personne aidée.

Le bénéfice de l'aide ménagère ne peut se cumuler avec l'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie.

### Contrôle de l'effectivité de l'aide

Le contrôle des heures d'aide ménagère est effectué par un système de télégestion.

### Intervenants :

Services du Conseil général : Direction Personnes Agées Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale  
Associations d'aides ménagères autorisées et habilitées à l'aide sociale

## Distribution de colis alimentaires au bénéfice des personnes âgées

### Nature des prestations :

Distribution de colis alimentaires aux personnes âgées à faible revenus en fin d'année et au printemps. Il s'agit d'une aide facultative.

### Conditions d'attribution :

Ces colis sont distribués au bénéfice des personnes âgées qui remplissent les conditions suivantes :

- être âgée de 60 ans au moins
- résider dans le département des Bouches du Rhône
- plafond des ressources :
  - pour une personne seule : 1,5 fois le SMIC au 31 décembre de l'année antérieure, montant annuel avant imposition
  - pour un couple : 2,5 fois le SMIC au 31 décembre de l'année antérieure, montant annuel avant imposition
- un seul colis par couple (mariés, pacsés ou concubins)

### Procédures :

L'attribution des colis se fait par l'intermédiaire des associations qui sont autorisées par leurs statuts à intervenir auprès des personnes âgées.

### Références :

Délibérations du Conseil Général n° 43 du 31 octobre 1997 et n°104 du 17 décembre 2001

Délibérations de la Commission Permanente n°82 du 24 septembre 2003 et n°111 du 28 janvier 2005.

### Intervenants

Direction de la vie locale, de la vie associative, de la politique de la ville et du logement.

Les associations ayant signé une convention avec le Département et s'étant engagées à respecter les critères d'attribution.

## Quiétude Téléassistance 13

### Nature des prestations :

Aide facultative

Assistance et secours assurés 24h/24 par une plate-forme d'écoute sur appel émis par un appareil installé au domicile du bénéficiaire, abonné au dispositif.

### Bénéficiaire :

L'abonné doit

- être âgé de plus de 60 ans

ou

- être handicapé

- se trouver de façon temporaire ou permanente dans des conditions d'isolement et de dépendance par rapport à l'environnement social ou médical

### Conditions d'attribution :

Les communes sont les partenaires privilégiés du Conseil Général. Une commune, un CCAS, un organisme de coopération intercommunale, peut passer convention avec le Conseil Général en vue de l'abonnement collectif de ses concitoyens qui en font la demande.

Mais toute personne physique ou tout regroupement de personnes sous forme d'associations peut passer convention avec le Conseil Général.

A défaut, toute personne répondant aux critères peut s'abonner directement au dispositif.

La convention passée avec le Conseil Général définit les règles d'utilisation du dispositif entre l'organisme, l'adhérent et le Département et les modalités financières en vigueur.

La tarification est fixée par le Conseil Général. Elle distingue d'une part l'abonnement collectif par l'intermédiaire d'un tiers conventionné et d'autre

### Références :

**Délibération du Conseil Général n°247 du 2 mars 1990** portant création d'un dispositif de téléassistance

**Délibération n°75 du Conseil Général en date du 19 octobre 1990** relative à l'adhésion des collectivités territoriales au dispositif départemental de téléassistance.

**Délibération n°91 du Conseil Général en date du 28 octobre 1993** portant extension du mode d'adhésion des collectivités territoriales

**Délibération n°163 de la Commission Permanente en date du 11 mars 2005** portant approbation des conventions types du dispositif de téléassistance Quiétude 13

part l'abonnement individuel passé par une personne physique.

### Procédures :

Le demandeur doit s'adresser à la Mairie, au CCAS, à un organisme de coopération intercommunale ou à toute association ou établissement, lorsque ceux-ci ont passé convention avec le Conseil Général.

Il peut aussi s'adresser directement au Conseil Général dans le cadre d'un abonnement individuel.

Pour tout renseignement, contacter le **04.95.05.00.75** ou le **04.95.05.00.70**.

### Intervenants :

Prestataire en charge de la téléassistance  
Services du Conseil Général : DPAPH, D.C.S  
Mairies.

Centres Communaux d'Action Sociale.

Syndicats intercommunaux,

Associations de regroupement,

Etablissements de séjour,

Services de secours : Pompiers, SAMU, médecins

Police, Gendarmerie.

Intervenants familiaux ou de voisinage désignés par l'abonné

## Allocation personnalisée d'autonomie en établissement

### Nature et fonction de la prestation :

L'allocation personnalisée d'autonomie est une prestation en nature destinée à répondre aux besoins des personnes âgées de plus de 60 ans et plus dépendantes résidant en structure d'hébergement.

L'allocation personnalisée d'autonomie en établissement est destinée à aider son bénéficiaire à acquitter le tarif dépendance de la structure d'accueil. Elle correspond au montant des dépenses liées au degré de perte d'autonomie de la personne âgée dans le tarif dépendance de l'établissement diminué d'une participation de l'allocataire fixée annuellement par arrêté du Président du Conseil Général.

### Bénéficiaires :

Toute personne âgée qui se trouve dans l'incapacité d'assumer les conséquences du manque ou de la perte d'autonomie liés à son état physique ou mental a droit à une allocation personnalisée d'autonomie permettant une prise en charge adaptée à ses besoins. L'APA est destinée aux personnes qui, nonobstant les soins qu'elles sont susceptibles de recevoir ont besoin d'une aide pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie ou dont l'état nécessite une surveillance régulière.

### Conditions d'attribution :

#### Evaluation de la perte d'autonomie :

L'évaluation du degré de perte d'autonomie de la personne âgée est effectuée par l'équipe médico-sociale de l'établissement sous la responsabilité du médecin coordonnateur ou, à défaut, d'un médecin conventionné au titre de l'assurance maladie.

#### Attribution de l'A.P.A., deux modalités sont organisées :

1/ Attribution de l'allocation individualisée aux personnes âgées hébergées dans les établissements n'ayant pas souscrit au régime de dotation globale APA.

### Références :

Art. L 232-8 à L.232-14 du CASF  
 Art. R 232-1 à R 232-6 du CASF  
 Art. R 232-18 à D 232-22 du CASF  
 Art. R232-23 à D 232- 35 du CASF  
 Art. R314-106 du CASF  
 Art. L 313-12 du CASF  
 Art. L 232-15 du CASF  
 Art. D 313-15 du CASF

**Délibération du Conseil Général du 27 janvier 2006**

Lorsque la personne âgée est hébergée dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), qui n'a pas opté pour le régime de la dotation APA, l'allocation personnalisée d'autonomie est accordée par décision du Président du Conseil Général et servie par le département sur proposition d'une commission qui dispose d'un délai de dix jours pour accuser réception du dossier. L'accusé de réception mentionne la date d'enregistrement et fait courir le délai légal d'instruction du dossier qui est de deux mois. Les droits à l'APA établissement sont ouverts à compter de la date du dépôt du dossier complet de demande.

La décision du président du Conseil Général fait l'objet d'une révision périodique.

#### Ressources :

Pour l'appréciation des ressources il est tenu compte : du dernier avis d'imposition du demandeur, de son conjoint, du concubin ou de la personne avec laquelle il a conclu un PACS, des biens mobiliers et immobiliers ou capitaux qui ne sont ni exploités ni placés, censés procurer aux intéressés un revenu annuel hors résidence principale.

#### Règle de gestion :

En cas d'absence pour hospitalisation ou convenance personnelle, l'APA continue d'être versée à la personne âgée pour une durée maximum de 30 jours consécutifs.

## 2) Attribution de l'APA, par voie indirecte

Lorsque la personne âgée est hébergée dans un EHPAD qui a opté pour le régime de la dotation globale, son allocation est directement versée à la structure d'accueil et la personne âgée doit uniquement s'acquitter auprès de l'établissement, de sa participation correspondant au ticket modérateur, fixée annuellement par arrêté du Président du Conseil Général. Ces modalités de financement sont précisées dans le contrat de séjour signé entre la personne âgée et l'établissement qui assure son hébergement.

### *Couple résidant conjointement ou non en établissement :*

L'APA en établissement peut être attribuée à l'un des membres du couple résidant en établissement. Dans ce cas le calcul des ressources mensuelles de chaque membre du couple, pour la détermination de la participation correspond au total des ressources prises en compte divisé par 2.

## Procédures

- Pour les personnes âgées hébergées dans des établissements qui n'ont pas opté pour la dotation globale, elles doivent déposer un dossier de demande d'APA en établissement auprès du Conseil Général, et elles doivent s'acquitter du prix de journée dépendance dont elles relèvent.
- Pour les personnes âgées hébergées dans des établissements qui ont opté pour le régime de la dotation globale, elles ne doivent pas déposer de demande d'APA, et elles s'acquittent essentiellement du ticket modérateur.

## Dispositions diverses

### **Etablissements concernés :**

Il s'agit des établissements médico-sociaux visés à l'article L.312-1-6 du CASF qui accueillent des personnes âgées et des établissements de santé, publics ou privés qui dispensent des soins de longue durée, comportant un hébergement, à des personnes n'ayant pas leur autonomie de vie dont l'état nécessite une surveillance médicale constante et des traitements d'entretien.

### **Obligation de conventionnement :**

Les établissements ont obligation de passer une convention pluriannuelle avec le Président du Conseil Général et l'autorité compétente de l'Etat. Ils sont également tenus par les règles de tarification ternaire fixées par les textes ayant réformé la tarification des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes. La durée de la convention tripartite est fixée à cinq ans.

### **Tarif dépendance :**

Le tarif afférent à la dépendance recouvre l'ensemble des prestations d'aide et de surveillance nécessaires à l'accomplissement des actes essentiels de la vie qui ne sont pas en rapport avec les soins que la personne âgée est susceptible de recevoir. Ces prestations correspondent aux surcoûts hôteliers directement liés à l'état de dépendance des personnes hébergées.

Les règles énumérées par l'APA à domicile (cf 1-1-1) s'appliquent à l'APA en établissement (sauf le contrôle de l'effectivité de l'aide)

### **Modalité de versement de l'APA en établissement :**

Pour les personnes âgées placées en établissement, l'APA peut, après accord du bénéficiaire, être versée directement aux établissements. Ceux-ci doivent faire l'objet d'un contrôle de qualité. Le bénéficiaire de l'allocation peut modifier à tout moment les conditions dans lesquelles il est procédé à ce versement direct.

### **Intervenants :**

Services du Conseil Général : Direction Personnes Agées Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale  
Etablissements d'hébergement pour PA

## Placement en établissement pour personnes âgées

### Nature des prestations :

Prise en charge des frais d'hébergement en établissement des personnes âgées ne disposant pas de ressources suffisantes pour s'acquitter des frais de séjour.

### Bénéficiaires :

Toute personne âgée de plus de 60 ans peut être accueillie sur sa demande ou celle de son représentant légal dans un établissement d'hébergement public ou privé.

### Conditions d'attribution :

L'aide sociale peut prendre en charge les frais d'hébergement des personnes âgées accueillies dans les établissements habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale si les ressources de ces personnes et de leurs obligés alimentaires sont insuffisantes.

L'aide sociale peut participer aux frais de séjour d'une personne âgée accueillie dans un établissement non habilité à recevoir les bénéficiaires de l'aide sociale lorsque le demandeur y a séjourné à titre payant pendant au moins cinq ans et que ses ressources ne lui permettent plus d'acquitter ses frais d'hébergement.

Dans ce cas, l'aide sociale prend en charge les frais d'hébergement dans la limite maximum du prix de journée moyen des établissements publics habilités du département.

### Procédure d'attribution :

Le Président du Conseil Général prend la décision d'admission à l'aide sociale. La décision d'admission fixe, en tenant compte du montant de la participation du demandeur et de celle éventuelle de ses débiteurs d'aliments, la proportion de l'aide attribuée par les collectivités publiques.

La durée de l'admission est limitée à 3 ans lorsqu'il existe des obligés alimentaires, à 4 ans dans le cas contraire.

### Références :

Art. L. 113-1 et suivants du CASF.  
Art. L. 132-1 à 132-4 et 132-6 du CASF.  
Art. L. 231-4 du CASF.  
Art. L. 231-5 du CASF.

Art. R.231-5 et R.231-6 du CASF

**Circulaire du 5 mai 2002 relative à la tarification et à la facturation des tarifs *dépendance***

Il appartient au bénéficiaire de solliciter le renouvellement de l'aide qui lui est accordée dans le délai de 4 mois précédant la date d'échéance de l'admission au bénéfice de l'aide sociale afin d'éviter toute rupture de la prise en charge.

La décision d'attribution de l'aide sociale prend effet à compter soit du jour d'entrée dans l'établissement, soit du jour où les ressources deviennent insuffisantes, à condition toutefois que la demande ait été déposée dans les 4 mois qui suivent l'un de ces jours.

### Dispositions financières :

#### Règlement des frais d'hébergement :

Le département règle les frais de placement de la personne âgée prise en charge par l'aide sociale. Les frais de placement sont constitués par la tarification « hébergement » majorée du ticket modérateur (tarif dépendance des GIR 5 et 6) arrêtée annuellement par le Président du CG13.

Les établissements habilités au titre de l'aide sociale pour moins de 11 lits et ayant passé convention avec le Conseil Général facturent le tarif « hébergement » forfaitaire prévu dans ladite convention et arrêté annuellement par le Président du CG13.

#### Participation des personnes âgées :

L'allocation de logement à caractère social ou l'aide personnalisée au logement versée aux personnes âgées bénéficiaires de l'aide sociale est affectée dans son intégralité au remboursement des frais d'hébergement (Lettre ministérielle du 13 mars 1984).

**a) Ressources à reverser :**

Quelle qu'en soit la nature, les autres ressources de ces mêmes personnes sont affectées dans la limite de 90 % de leur montant au remboursement des frais d'hébergement.

Il est laissé mensuellement à la disposition de la personne âgée une somme égale à 10% du montant de ses revenus augmentée de 7,62 € sans que cette somme puisse être inférieure à 1/100<sup>ème</sup> du minimum vieillesse annuel augmenté de 7,62 €.

Chaque établissement accueillant des personnes âgées au titre de l'aide sociale est chargé de gérer ces sommes sauf si il existe une tutelle ; il doit tenir à jour un état individuel des dépenses et des recettes de chacun des résidents.

Ces états doivent être tenus à la disposition des résidents et de leurs familles, des tuteurs et des agents du Conseil Général.

Pour les foyers-logements, lorsque le séjour ne comporte pas d'entretien, l'arrêté fixant le prix de journée de l'établissement détermine la somme au delà de laquelle est opéré le prélèvement de 90%.

Par dérogation, la retraite du combattant et les pensions attachées à des distinctions honorifiques restent acquises dans leur intégralité aux intéressés.

Lorsque le conjoint de la personne hébergée reste à son domicile, les ressources dont il doit disposer ne peuvent être inférieures à 120 % du minimum vieillesse.

Les personnes admises dans les établissements sociaux et médico-sociaux au titre de l'aide sociale aux personnes âgées peuvent régler elles-mêmes le montant de la contribution mise à leur charge (90% des ressources).

Toutefois, la perception de leurs revenus, y compris l'allocation de logement à caractère social, peut être assurée par le comptable de l'établissement public ou par le responsable de l'établissement de statut privé.

*En cas d'autorisation, la personne concernée doit remettre au responsable de l'établissement les informations nécessaires à la perception de l'ensemble de ses revenus, y compris l'allocation de logement à caractère social et lui donner tous les pouvoirs nécessaires à l'encaissement desdits*

*revenus, sous réserve de la restitution de la portion non affectée au remboursement des frais.*

Sur demande de versement accompagnée, en cas d'autorisation expresse, de la copie de celle-ci, l'organisme débiteur effectue le paiement direct au comptable de l'établissement public ou au responsable de l'établissement privé, dans le mois qui suit la réception de cette demande.

Lorsqu'une caution est demandée aux résidents accueillis à titre payant, celle-ci ne peut excéder une somme équivalente à un mois de frais de séjour « hébergement ».

Si cette caution a été versée par une personne dont l'admission au titre de l'aide sociale est postérieure à son entrée dans l'établissement, la caution ainsi versée viendra en déduction de la facture du dernier mois avant la date d'effet du début de la prise en charge à l'aide sociale.

**b) Procédure de reversement :**

Les services du département préparent les états de dépenses et de recettes.

1/ les états de dépenses feront apparaître pour chaque bénéficiaire, outre le numéro de dossier d'aide sociale :

- le service d'hébergement ainsi que le prix de journée,
- le nombre de jours de présence au cours de la période facturée, trimestrielle ou mensuelle,
- le montant des frais d'hébergement.

2/ les états de recettes feront apparaître pour chaque bénéficiaire, outre le numéro de dossier d'aide sociale, les éléments constitutifs de ses ressources personnelles.

L'établissement complète les états de recettes en y apportant les sommes correspondantes aux éléments constitutifs des ressources personnelles du bénéficiaire. Par ailleurs, il calcule le solde à régler par le département.

Le Département peut consentir des avances aux établissements d'accueil des personnes âgées dans les mêmes conditions qu'aux établissements d'hospitalisation publics et privés participant au service public.

**c) Récupération des obligations alimentaires :**

Les contributions mises à la charge des débiteurs d'aliments seront mises en recouvrement par les services du Département.

**d) Hospitalisation, absences et sorties d'établissement**

En cas d'absence pour hospitalisation, le tarif « hébergement » est à minorer dès le premier jour du forfait journalier hospitalier. La facturation du tarif « hébergement » minoré ne peut excéder 30 jours consécutifs. Pour le bénéficiaire hospitalisé, le Conseil Général continue de régler durant une période de 30 jours consécutifs, les prix de journées « hébergement » et « dépendance » (Gir 5-6) ; l'établissement concerné paye le forfait hospitalier à la place du résident.

**Hébergement temporaire :**

Par hébergement temporaire, on entend un hébergement d'une durée maximale de 45 jours renouvelable une fois, au cours d'une période de douze mois.

**Intervenants :**

Services du Conseil Général : Direction Personnes  
Agées Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale  
Etablissements d'hébergement Personnes Agées

## Accueil familial de personnes âgées

### Nature des prestations

Accueil habituel de manière temporaire ou permanente, à temps complet ou partiel au domicile d'accueillants agréés par le Président du Conseil Général, à titre onéreux, de personnes âgées n'appartenant pas à leur famille.

### Bénéficiaires :

Toute personne âgée de 60 ans et plus n'ayant pas de liens de parenté avec l'accueillant jusqu'au 4<sup>ème</sup> degré.

### Conditions d'attribution :

La demande d'accueil est déposée au centre communal d'action sociale ou à la Mairie du lieu de résidence. Le centre communal d'action sociale constitue un dossier d'aide sociale type comprenant en outre un certificat médical avec le questionnaire d'accompagnement, dûment complété par le médecin traitant. Ces pièces sont adressées sous pli cacheté au médecin contrôleur de l'aide sociale.

Le dossier ainsi constitué, faisant apparaître l'avis du CCAS, le nom de la famille chez qui l'intéressé désire être accueilli est transmis au service concerné qui l'instruit et le soumet au Président du Conseil Général.

En cas d'admission celui-ci fixe les différentes participations conformément aux règles de l'aide sociale.

La décision du Président du Conseil Général est notifiée à l'intéressé, à la famille d'accueil par le service de l'aide sociale.

Un exemplaire du contrat passé entre la personne âgée et la famille d'accueil tel que prévu par l'article L.442-1 du CASF. est remis au service départemental concerné.

### *Pour mémoire et s'agissant des accueillants familiaux :*

### Agrément et suivi des familles d'accueil :

### Références :

#### Code de l'action sociale et des familles

Art. L. 441-1 à L 444-9 du CASF

Art. R 441-1 à D 444-8 du CASF

Art. L 113-1 du CASF

La décision d'agrément qui vaut, sauf mention contraire, habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale est prise par le Président du Conseil Général.

Cet agrément fixe le nombre de personnes qui peuvent être accueillies. Ce nombre ne peut dépasser trois.

L'agrément ne peut être accordé que si la continuité de l'accueil est assurée, si les conditions d'accueil garantissent la protection de la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral des personnes accueillies et si un suivi social et médico-social de celles-ci peut être assuré.

Tout retrait ou restriction d'agrément doit être examiné pour avis par la commission consultative de retrait.

### Indemnité d'accueil :

L'indemnité d'accueil comprend :

- une rémunération journalière des services rendus ainsi qu'une indemnité de congés payés (10%) de la famille d'accueil (salaire de la famille d'accueil : revenu imposable)

- le cas échéant une indemnité en cas de sujétions particulières (revenu imposable)

- une indemnité représentative des frais d'entretien courant de la personne accueillie

- une indemnité de mise à disposition de la ou les pièces réservées à la personne accueillie.

Son montant maximum pour les bénéficiaires de l'aide sociale est fixé par le Président du Conseil Général. L'aide sociale met en recouvrement la participation des obligés alimentaires

### Intervenants

Service Instruction et évaluation, Service Accueil Familial du Conseil Général : Direction Personnes Agées Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale

## Instances concourant à l'admission à l'aide sociale

### Centre communal ou intercommunal d'action sociale :

Le centre communal d'action sociale participe à l'instruction des demandes d'aide sociale. Il transmet les dossiers dont l'instruction incombe à une autre autorité.

L'établissement du dossier et sa transmission constituent une obligation, indépendamment du bien fondé de la demande.

Le centre communal d'action sociale donne son avis sur la demande et joint cet avis au dossier.

### Service départemental d'aide sociale :

L'aide sociale départementale est instruite par le service de la gestion des aides individuelles, lui-même organisé au sein de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité - Direction Personnes Agées / Personnes Handicapées. Ce service est chargé de l'application du présent règlement.

Il se tient à la disposition des communes.

1/ Il complète et instruit les dossiers d'aide sociale générale.

Au besoin, il peut faire effectuer des enquêtes sur place par les agents habilités à cet effet par le Président du Conseil Général.

2/ Il renvoie, le cas échéant, les dossiers incomplets,  
3/ Il formule une proposition à la décision du Président du Conseil Général.

4/ Il notifie la décision au demandeur à l'établissement ou au service qui fournit les prestations et, le cas échéant, aux personnes tenues à l'obligation alimentaire en avisant ces dernières qu'elles sont tenues conjointement au remboursement de la somme non prise en charge par le service d'aide sociale.

5/ Il assure l'exécution des décisions d'attribution des prestations d'aide sociale.

### Références :

Art. L121.7 du CASF

Art. L.123-4 et suivants du CASF

Art. L.123-1, 123-2, 123-3 du CASF

Art. L 134-1 à 134-10 du CASF

Art. R 123-5 et R.123-6 du CASF

Art. R 131-1 et suivants du CASF

Un contrôleur habilité par le Président du Conseil Général est désigné pour rassembler, contrôler et présenter les dossiers d'aide sociale, pour chaque unité territoriale. Il a également un rôle d'information et de conseil auprès des centres communaux d'action sociale. Le contentieux technique et médical de l'aide sociale relève de ce service.

### Admission d'aide sociale :

L'admission à l'aide sociale est de la compétence :

- du représentant de l'Etat pour les prestations qui le concernent (aide médicale, allocation simple aux personnes âgées, personnes sans domicile fixe..) conformément à l'article L.121.7 du CASF,
- du Président du Conseil Général pour toutes les autres prestations d'aide sociale

Le Président du Conseil Général informe les maires des communes où sont domiciliés les bénéficiaires

Dans le cadre de l'instruction des demandes d'admission au bénéfice de l'aide sociale, le demandeur, accompagné de la personne ou du représentant de l'organisme de son choix, est entendu lorsqu'il le souhaite préalablement à la décision du Président du Conseil Général ou du Préfet.

### Ressort :

Lorsque le Président du Conseil Général est saisi d'une demande d'admission à l'aide sociale, dont la charge financière incombe à l'Etat, il transmet le dossier au Préfet au plus tard dans le mois de la réception de la demande. Si celui-ci n'admet pas la compétence, le Préfet transmet le dossier au plus tard dans le mois de sa saisine au Président du Conseil Général.

### **Commission départementale d'aide sociale :**

C'est l'instance de recours des décisions prises par le Président du Conseil Général ou le Préfet.

La composition et les règles de fonctionnement de la commission départementale d'aide sociale sont fixées par l'article L. 134-6 du CASF.

### **Commission centrale d'aide sociale :**

Les décisions des commissions départementales sont susceptibles d'appel devant la commission centrale d'aide sociale.

La composition et les règles de fonctionnement de la commission centrale d'aide sociale sont fixées par l'article L. 134-2 du CASF.

### **Conseil d'Etat :**

Il intervient en dernier ressort en cassation pour toutes les décisions prises par les autres juridictions administratives qui ont tranché un litige en matière d'aide sociale.(art. L. 134-3 du CASF)

## Procédures d'admission à l'aide sociale

### PRINCIPE

Pour les demandes d'aide sociale, toute personne âgée de 65 ans privée de ressources suffisantes peut bénéficier, soit d'une aide à domicile, soit d'un placement chez des particuliers ou dans un établissement.

Les personnes âgées de plus de 60 ans peuvent obtenir les mêmes avantages lorsqu'elles sont reconnues inaptes au travail.

Pour les demandes d'APA, l'âge à partir duquel est ouvert le droit à l'APA, est fixé à 60 ans.

### Dépôt de la demande :

La demande d'aide sociale légale est déposée au CCAS, au CIAS ou à défaut à la mairie du domicile du demandeur, lieu de son domicile principal.

La demande d'allocation personnalisée d'autonomie peut être déposée directement au conseil général.

Toute demande est recevable dès le premier jour d'arrivée de la personne demanderesse sur le territoire communal.

Le Maire n'a pas à se faire juge de la demande, même si celle-ci ne lui paraît pas fondée.

Il ne peut refuser de la transmettre sans commettre un excès de pouvoir.

Dans le cas où la personne ne réside pas de manière habituelle dans la commune, le Maire devra apporter toutes précisions afin de permettre de déterminer son domicile de secours.

### Forme de la demande :

La demande d'aide sociale se présente sous la forme d'un document écrit, pré-imprimé signé de la main du demandeur, ou de son représentant légal

### Références :

Art. L.111-4 du CASF  
 Art. L. 113-1 et suivants du CASF  
 Art. L.121-1 du CASF  
 Art. L.131-1 et suivants du CASF

pour un mineur ou un incapable ou à titre exceptionnel, notamment en cas de décès, de son mandataire.

Si le demandeur est dans l'incapacité de signer et si aucun mandataire n'est connu, le Maire ou le cas échéant le prestataire atteste de cette incapacité du demandeur.

La demande peut être aussi signée par deux personnes se portant garantes de la volonté du demandeur.

Cette signature engage le demandeur à fournir les renseignements nécessaires à la constitution du dossier. Sans préjudice des poursuites en restitution ou d'une décision tendant à rejeter la demande d'aide sociale, quiconque aura frauduleusement perçu ou tenté de percevoir, notamment en fournissant des renseignements erronés, des prestations au titre de l'aide sociale, sera poursuivi en justice par le Président du Conseil Général afin que soient appliquées les peines prévues à l'article 313-1 et suivants du Code Pénal.

### Le dossier d'aide sociale :

Toute demande d'aide sociale donne lieu à la constitution d'un dossier familial dont la validité est celle de l'attribution de l'aide par le Président du Conseil Général.

### Composition du dossier familial :

Ce dossier est constitué par le Centre Communal d'Action Sociale de la commune qui recueille la demande. Le dossier doit comporter les pièces nécessaires à la justification des demandes présentées, suivant les modèles fournis par le service d'aide sociale,

- ♦ l'état des ressources familiales ;
- ♦ l'appréciation des ressources en capital et des aides de fait ;
- ♦ l'état des charges familiales habituelles ;
- ♦ la situation sociale, familiale et économique du demandeur ;

- ♦ la liste nominative des débiteurs d'aliments au sens de l'article 205 et suivants du Code Civil, dressée au vu du livret de famille ;
- ♦ la nature et le montant des ressources des débiteurs d'aliments ;
- ♦ la nature de l'aide demandée ;
- ♦ selon le cas, certificats médicaux.

Il est complété de l'avis du conseil d'administration du C.C.A.S

Le dossier est envoyé complet au service départemental d'aide sociale au plus tard dans le mois qui suit le dépôt de la demande et ce, indépendamment de l'appréciation du bien-fondé de la demande.

Lorsque pour des causes majeures et justifiées, certains renseignements ne peuvent être obtenus rapidement, le C.C.A.S. adresse le dossier en l'état au service instructeur dans le délai indiqué ci-dessus, en précisant les raisons qui ne permettent pas l'envoi d'un dossier complet.

### Admission d'urgence :

#### Caractéristiques :

Lors du dépôt d'une demande d'aide sociale, avant même la constitution du dossier, le maire de la commune de résidence du postulant peut prononcer l'admission d'urgence afin de répondre immédiatement à des situations sociales particulièrement difficiles. Cette procédure doit conserver un caractère exceptionnel.

L'admission d'urgence revêt un caractère provisoire puisqu'en tout état de cause elle doit faire l'objet d'une ratification par le Président du Conseil Général, dans un délai de deux mois.

#### Prestations concernées :

L'admission d'urgence peut être prononcée par le maire en matière d'aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées en ce qui concerne l'aide ménagère, la prise en charge des frais de placement en établissement. Elle peut également être prononcée par le Président du Conseil Général s'agissant de l'allocation personnalisée d'autonomie.

#### Délais de notification :

Le maire de la commune est tenu de notifier sa décision dans les 3 jours au service départemental de l'aide sociale avec demande d'accusé de réception.

L'inobservation du délai prévu ci-dessus entraîne la mise à la charge exclusive de la commune des frais exposés jusqu'à la date de notification.

#### Effets :

L'admission d'urgence a pour effet d'engager financièrement le département et de permettre le règlement des frais exposés depuis la date de la notification jusqu'à la décision du Président du Conseil Général.

Toutefois, en cas de rejet par le Président du Conseil Général, les frais exposés antérieurement à la décision de rejet sont récupérables sur le demandeur, sur la collectivité ou le prestataire qui n'aurait pas respecté les dispositions du présent règlement

### Hypothèse de révision :

#### Révision en raison d'éléments nouveaux :

Elle peut résulter de changements dans les circonstances de fait liés au demandeur, ou dans les circonstances de droit liées à la législation en vigueur.

#### Circonstances de fait :

Lorsque la décision du Président du Conseil Général n'est plus adaptée à la situation du demandeur aidé de ses obligés alimentaires, elle peut être soumise à révision.

Dans ce cas, les éléments justifiant la révision devront être portés à la connaissance du service d'aide sociale selon la procédure habituelle d'instruction.

Les éléments peuvent porter sur :

- un changement de son état physique ou mental, en amélioration ou en aggravation,
- un changement dans sa situation économique, familiale ou financière, en amélioration ou en aggravation.

#### Effet d'une décision de justice :

Lorsque le demandeur peut produire une décision judiciaire rejetant sa demande d'aliments ou limitant l'obligation alimentaire à une somme inférieure à celle qui avait été prévue par le Président du Conseil Général, celui-ci révisé sa décision.

Il en est de même lorsque la décision judiciaire condamne les débiteurs d'aliments à verser des participations différentes de celles prévues par la décision du Président du Conseil Général

**Circonstances de droit :**

Lorsqu'un changement de la législation, de la réglementation générale, du règlement départemental d'aide sociale, une modification des taux, des plafonds ou des tarifs ont des conséquences sur les décisions prises à l'encontre des demandeurs d'aide sociale, le service d'aide sociale procède soit à la révision du dossier, soit au réajustement automatique des droits ou obligations.

La vérification de l'ouverture des droits

Le service départemental d'aide sociale peut prendre l'initiative de réviser un dossier pour vérifier si les conditions d'ouverture des droits à l'aide sociale sont toujours respectées par le bénéficiaire.

La révision des décisions accordant des prestations indûment perçues

Lorsque la décision a été prise sur la foi d'une déclaration erronée ou frauduleuse, celle-ci est révisée.

Lorsque la décision a été prise sur la base de déclaration incomplète ou par défaut de déclaration, lorsque la situation du demandeur s'est améliorée ou a été modifiée sans que le C.C.A.S. ou le service d'aide sociale en aient été avertis, la décision initiale est révisée.

**La procédure de révision :****Initiative de la révision :**

Le demandeur, ses obligés alimentaires, le C.C.A.S. compétent, le Président du Conseil Général peuvent engager la procédure de révision.

**Effet de la révision :**

La décision nouvelle prend effet :

- au jour de l'apparition des éléments nouveaux quand la révision est provoquée par cette hypothèse;
- au jour de la demande initiale dans le cas où la révision est générée par une décision qui avait accordé des prestations indues ;
- au 1er du mois qui suit la décision d'admission à l'aide sociale dans le cas où la révision est engagée par le service départemental d'aide sociale, en dehors des hypothèses précédentes.

**Conséquences :**

La décision nouvelle se substitue ou complète la décision initiale.

Elle peut aboutir, selon le cas, soit à un retrait ou une diminution de l'aide accordée, soit à un accord ou à une augmentation de l'aide, soit à une récupération de tout ou partie des prestations initialement accordées.

Dans cette dernière hypothèse, le remboursement est réclamé au demandeur ou au tiers qui a perçu les prestations, notamment dans le cas où ce dernier n'aurait pas signalé tout changement intervenu dans la situation du bénéficiaire.

Un recours peut être porté contre les tiers bénéficiaires, devant la juridiction compétente lorsque le demandeur :

- n'est plus dans la situation de rembourser les prestations indûment perçues et qu'il en a fait bénéficier des tiers,
- fait profiter des tiers des ressources en espèces ou en capital qu'il n'aurait pas déclarées et qui auraient pu modifier la décision initiale.

## Obligation alimentaire

### Références :

**Art. L. 132-6 et L.132-7 du CASF.**

**Art. 205 à 212 du Code Civil**

Délibération du Conseil Général du 28 mars 2003 – n°34

Décret n° 2009-206 du 19 février 2009

### Personnes tenues à l'obligation alimentaire :

Sont tenus à l'obligation alimentaire, les descendants et leurs conjoints envers leurs ascendants dans le besoin et réciproquement (les parents envers leurs enfants et les conjoints de ceux-ci).

Toutefois, le département des Bouches-du-Rhône, peut ne pas recourir à l'obligation alimentaire pour les descendants du 2ème degré.

L'obligation alimentaire des gendres et belles-filles au profit de leur beau-père et belle-mère cesse lors du décès de leur conjoint, et lorsque les enfants issus de cette union sont eux-mêmes décédés.

L'obligation alimentaire s'applique pour l'adopté envers l'adoptant et réciproquement. Cette obligation continue d'exister entre l'adopté et les père et mère d'origine en cas d'adoption simple.

Les époux sont tenus à une obligation alimentaire qui repose sur le devoir de secours et d'assistance.

### Procédure de mise en œuvre de l'obligation alimentaire :

Les personnes tenues à l'obligation alimentaire sont, à l'occasion de toute demande d'aide sociale, invitées à l'aide d'un formulaire réglementaire à indiquer l'aide qu'elles peuvent allouer aux postulants et à apporter, le cas échéant, la preuve de leur impossibilité à couvrir la totalité des frais.

Toutefois, conformément à l'article 207 du Code Civil, quand le créancier aura manqué gravement à ses obligations envers le débiteur, le juge aux affaires familiales pourra décharger celui-ci de tout ou partie de la dette alimentaire.

Le Président du Conseil Général fixe, en tenant compte du montant de leur participation éventuelle, la proportion de l'aide consentie par les collectivités publiques.

A défaut d'accord amiable entre les différents obligés alimentaires, ou en cas de refus de tout ou partie des obligés alimentaires de faire connaître, lors de l'enquête sociale, leurs capacités contributives, ou en cas de refus de tout ou partie des intéressés de participer aux frais d'entretien de leur créancier d'aliments, le Président du conseil général a la faculté de saisir le juge des affaires familiales.

### Cas d'exonération de l'obligation alimentaire :

Il n'est pas fait référence à l'obligation alimentaire pour les prestations suivantes :

1°) aide ménagère au titre de l'aide aux personnes âgées (Art. L. 231-1 du CASF.) ;

2°) allocation compensatrice (décret n° 77.1487 du 31.12.1977) ;

3°) allocation personnalisée d'autonomie (Loi n° 20 01-647 du 20 juillet 2001 – art. L232-1 et suivants du CASF) ;

4°) prise en charge des frais de placement dans un établissement d'hébergement au titre de l'aide aux personnes handicapées (Art. L. 344-5 du CASF.)

5°) prestation de compensation (Art. L. 245-7 du CASF)

L'attribution de certaines formes d'aide sociale n'autorise pas la mise en œuvre de l'obligation alimentaire mais ce principe ne remet toutefois pas en cause les aides de fait que le demandeur est en droit d'attendre de sa famille.

### **Placement en maison de retraite :**

Lorsqu'une personne âgée de moins de 60 ans sollicite la prise en charge au titre de l'aide sociale pour un placement en maison de retraite habilitée pour plus de dix lits, le placement est accordé par le Président du Conseil Général, l'obligation alimentaire n'entre pas en ligne de compte.

Lorsque la personne à plus de 60 ans et qu'elle justifie d'un taux d'incapacité d'au moins 80%, elle peut prétendre au maintien de son régime spécifique d'aide sociale. Il n'y a alors pas d'obligation alimentaire.

### **Révision de la participation sur décision judiciaire :**

La décision de la commission d'admission peut être révisée :

1°) sur production par le bénéficiaire de l'aide sociale d'une décision judiciaire rejetant sa demande d'aliments ou limitant l'obligation alimentaire à une somme inférieure à celle qui avait été initialement fixée ;

2°) lorsque les débiteurs d'aliments ont été judiciairement condamnés à verser des pensions alimentaires ;

3°) lorsque les débiteurs alimentaires auront été déchargés de leur dette.

## Conditions de résidence et de nationalité

### Références :

Art. L. 111-1 du CASF  
Art. L. 111-2 du CASF  
Art. L. 111-3 du CASF

### Conditions de résidence :

Toute personne résidant en France métropolitaine bénéficie, si elle remplit les conditions légales d'attribution, des formes de l'aide sociale telles qu'elles sont définies par le présent règlement.

La condition de résidence en France métropolitaine s'entend d'une résidence habituelle et non passagère. Elle exclut donc les français et les étrangers séjournant temporairement sur le territoire métropolitain mais ayant leur résidence outre-mer ou à l'étranger.

### Conditions de nationalité :

Le demandeur doit être de nationalité française, réfugié ou apatride muni de documents administratifs justifiant de cette qualité, ou encore étranger ressortissant d'un pays ayant signé soit la Convention Européenne d'Assistance Sociale et Médicale, soit une convention de réciprocité ou un protocole d'accord en matière d'aide sociale avec la France.

Les personnes de nationalité étrangère, non bénéficiaires d'une convention, peuvent bénéficier des allocations aux personnes âgées prévues à l'article L.231-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, à condition qu'elles justifient d'une résidence ininterrompue en France métropolitaine depuis au moins quinze ans avant soixante dix ans".

"Elles bénéficient des autres formes d'aide sociale, à condition qu'elles justifient d'un titre exigé des personnes de nationalité étrangère pour séjourner régulièrement en France".

## Règles du domicile de secours

### Conditions d'attribution :

#### Acquisition du domicile de secours :

Nonobstant les dispositions des articles 102 à 111 du Code Civil, le domicile de secours est la constatation d'un état de fait et s'acquiert par une résidence habituelle de trois mois dans un département postérieurement à la majorité ou à l'émancipation, sauf pour les personnes admises dans des établissements sanitaires ou sociaux, ou bien en famille d'accueil au titre de la loi du 10 juillet 1989, qui conservent le domicile de secours qu'elles avaient acquis avant leur entrée dans l'établissement ou la famille.

Le séjour dans ces établissements ou en familles d'accueil agréées est donc sans effet sur le domicile de secours.

L'enfant mineur non émancipé a le domicile de secours de la personne qui exerce l'autorité parentale ou la tutelle confiée en application de l'article 390 du Code Civil.

#### Perte du domicile de secours :

Le domicile de secours se perd :

1/ par une absence ininterrompue de trois mois postérieurement à la majorité ou à l'émancipation, sauf si celle-ci est motivée par un séjour dans un établissement sanitaire ou social ;

2/ par l'acquisition d'un autre domicile de secours.

Si l'absence résulte de circonstances excluant toute liberté de choix du lieu de séjour ou d'un traitement dans un établissement hospitalier situé hors du département où réside habituellement le bénéficiaire de l'aide sociale, le délai de trois mois ne commence à courir que du jour où ces circonstances n'existent plus.

### Références :

Art. L 121-7 du CASF  
 Art. L. 122-2 à L.122-4 du CASF.  
 Art. L. 111-3 du CASF.  
 Art. L. 134-3 du CASF.

### Domicile de secours situé dans un autre département :

Lorsqu'il estime que le demandeur a son domicile de secours dans un autre département, le Président du Conseil Général doit, dans le délai d'un mois après le dépôt de la demande, transmettre le dossier au Président du Conseil Général concerné qui doit, dans le mois qui suit, se prononcer sur sa compétence. Lorsque la situation du demandeur exige une décision immédiate, le Président du Conseil Général prend la décision. Si, ultérieurement, l'examen au fond du dossier fait apparaître que le domicile de secours du bénéficiaire se trouve dans un autre département, elle doit être notifiée au service de l'aide sociale de cette dernière collectivité dans un délai de deux mois. Si cette notification n'est pas faite dans les délais requis, les frais engagés restent à la charge du département où l'admission a été prononcée.

### Personnes sans domicile de secours :

A défaut de domicile de secours, les frais d'aide sociale incombent au département où réside l'intéressé au moment de la demande d'admission à l'aide sociale.

Toutefois, les frais d'aide sociale engagés en faveur de personnes dont la présence sur le territoire métropolitain résulte de circonstances exceptionnelles et qui n'ont pu choisir librement leur lieu de résidence, ou en faveur de personnes pour lesquelles aucun domicile fixe ne peut être déterminé, sont intégralement pris en charge par l'Etat, sur décision du Préfet

## Participation et récupération

### Références :

Art. L.132-8 et 9 du CASF  
 Art. L 245-8 du CASF  
 Art. R 132-11 et 12 du CASF  
 Art. R 132-15 et 16 du CASF

### Récupération des avances :

#### Principes de la récupération

Des recours sont exercés par le département contre  
 1/ le bénéficiaire revenu à meilleure fortune ou contre la succession du bénéficiaire,

2/ le donataire lorsque la donation est intervenue postérieurement à la demande d'aide sociale ou dans les dix ans précédant la première demande d'aide sociale.

3°) le légataire.

#### Conditions de la récupération :

Les recours sont exercés, dans tous les cas, dans la limite du montant de l'actif net successoral du bénéficiaire et à hauteur des prestations d'aide sociale allouées. En cas de donation, le recours est exercé jusqu'à concurrence de la valeur des biens donnés par le bénéficiaire de l'aide sociale, appréciée au jour de l'introduction du recours, déduction faite, le cas échéant, des plus-values résultant des impenses ou du travail du donataire. En cas de legs, le recours est exercé jusqu'à concurrence de la valeur des biens légués au jour de l'ouverture de la succession.

#### Limites de la récupération :

1/ Le recouvrement sur la succession du bénéficiaire s'exerce sur la partie de l'actif net successoral qui excède 46 000 € pour les seules dépenses d'un montant supérieur à 760 € concernant les aides ménagères au titre de l'aide aux personnes âgées,

2/ Le recouvrement sur la succession du bénéficiaire s'exerce au premier centime d'euro en ce qui concerne les frais de placement en établissement pour personnes âgées,

#### Décision de la récupération :

Le montant des sommes à récupérer est fixé par le Président du Conseil Général dans la limite du montant des créances dues. Celle-ci peut décider de reporter les récupérations pour tout ou partie au décès du conjoint survivant.

### Hypothèque :

#### Inscription hypothécaire :

1/ Pour la garantie des recours, les immeubles appartenant aux bénéficiaires de l'aide sociale sont grevés d'une hypothèque légale dont l'inscription est requise par le Président du Conseil Général dans les conditions prévues à l'article 2428 du Code Civil. Les bordereaux d'inscription doivent mentionner l'évaluation du montant des prestations qui seront allouées au bénéficiaire de l'aide sociale.

Dès que les prestations allouées dépassent l'évaluation figurant au bordereau d'inscription primitif, le département a la faculté de requérir une nouvelle inscription d'hypothèque.

L'hypothèque prend rang, à l'égard de chaque somme inscrite, à compter de la date de l'inscription correspondante. Aucune inscription ne pourra être prise lorsque la valeur des biens du bénéficiaire est inférieure à 1 500 €.

2/ La mainlevée des inscriptions prises en conformité avec l'alinéa précédent intervient au vu des pièces justificatives soit du remboursement total ou partiel de la créance, soit d'une remise accordée par le Président du Conseil Général.

3/ Les formalités relatives à l'inscription de l'hypothèque visée ci-dessus, ainsi que sa radiation, ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor.

### **Non-inscription hypothécaire :**

L'inscription hypothécaire n'est pas requise pour les prestations suivantes :

- aide ménagère au titre de l'aide aux personnes âgées
- frais de repas, en foyer restaurant,
- allocation personnalisée d'autonomie,
- prestation de compensation du handicap

### **Frais d'obsèques :**

**Conditions de prise en charge** (circulaire ministérielle du 31.01.1962) :

Une prise en charge des frais d'obsèques peut être accordée par le Président du Conseil Général lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

1/ L'intéressé doit être pris en charge par l'aide sociale au moment de son décès, pour son hébergement dans un établissement situé hors de sa commune de résidence ;

2/ L'intéressé décédé ne laisse pas de ressources suffisantes, de quelque nature que ce soit, pour payer ses frais d'obsèques ;

3/ Les personnes tenues à la dette alimentaire envers le défunt ne sont pas en mesure de régler ces frais.

### **Répétition de l'indu :**

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 135-1 du CASF., si des avantages d'aide sociale ont été attribués à tort, du fait d'une erreur ou omission du demandeur ou de l'administration, les sommes indûment versées sont récupérables auprès du bénéficiaire ou le cas échéant de sa succession. L'intéressé ne peut se prévaloir d'une erreur de l'administration pour refuser le remboursement.

L'action du bénéficiaire pour le paiement de la prestation compensatrice se prescrit par deux ans. Cette prescription est également applicable à l'action intentée par le Président du Conseil Général en recouvrement des allocations indûment payées, sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration.

# GRILLE AGGIR

## Références :

Art.L232-2 du CASF  
Art. R 232-3 du CASF

## EVALUATION DE L'AUTONOMIE

- A** : Fait seul, totalement, habituellement et correctement  
**B** : Fait partiellement, ou non habituellement ou non correctement  
**C** : Ne fait pas

	<b>A – B ou C</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cohérence..... converser et/ou se comporter de façon logique et sensée.</li> <li>• Orientation..... se repérer dans le temps, les moments de la journée et dans les lieux.</li> </ul>	<input type="checkbox"/>  <input type="checkbox"/>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Toilette du HAUT et du BAS du corps ..... assurer son hygiène corporelle. (AA = A – CC = C – Autres = B)</li> <li>• Habillage (HAUT – MOYEN – BAS) ..... s'habiller, se déshabiller, se présenter. (AAA = A – CCC = C – Autres = B)</li> <li>• Alimentation ..... se SERVIR et MANGER les aliments préparés. (AA = A – CC = C – BC = C – CB = C - Autres = B)</li> <li>• Elimination urinaire et fécale..... assurer l'hygiène de l'élimination URINAIRE et FECALE. (AA = A – CC = C – AC = C – CA = C – BC = C –CB = C - Autres = B)</li> </ul>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Transferts..... se lever, se coucher, s'asseoir.</li> <li>• Déplacements à l'intérieur ..... avec ou sans canne, déambulateur, fauteuil roulant.</li> <li>• Déplacements à l'extérieur ..... à partir de la porte d'entrée sans moyen de transport.</li> <li>• Communication à distance..... utiliser les moyens de communications : téléphone, alarme, sonnette.</li> </ul>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

## APTITUDE A VIVRE SEUL

**A** : Peut faire assez aisément

**B** : Fait péniblement

**C** : Ne peut pas faire

L'intéressé est apte à :

	A – B ou C
Préparer ses repas	<input type="checkbox"/>
Effectuer les petits travaux ménagers	<input type="checkbox"/>
Effectuer les gros travaux ménagers	<input type="checkbox"/>
S'approvisionner par ses propres moyens	<input type="checkbox"/>
Prendre un moyen de transport	<input type="checkbox"/>
Suivre son traitement	<input type="checkbox"/>
Gérer ses affaires, son budget	<input type="checkbox"/>
Avoir des loisirs à l'extérieur	<input type="checkbox"/>

L'intéressé bénéficie de la Téléassistance

OUI

NON

## Prestation de Compensation à Domicile

*La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a défini le contenu du droit à compensation du handicap. L'aide créée à cet effet est la prestation de compensation. Cette prestation vise à prendre en compte les besoins et les aspirations des personnes handicapées dans un projet de vie.*

*La maison départementale des personnes handicapées assure la gestion de cette prestation.*

*Depuis le 01/01/2006, la prestation de compensation à domicile s'est substituée à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP). Toutefois, les personnes qui bénéficiaient de l'ACTP peuvent conserver cette allocation à chaque renouvellement. (les dispositions du CASF dans leur rédaction antérieure continuent à s'appliquer pour l'attribution et le versement de l'ACTP aux personnes handicapées qui optent pour son maintien)*

### Références :

Art. L.241-1 et suivants du CASF

Art. L. 245-1 et suivants du CASF

Art. R. 245-1 et suivants du CASF

Art. R. 146-25 et suivants du CASF

Arrêté du 27 juin 2006 portant application des dispositions de l'article R. 245-36 du code de l'action sociale et définissant les conditions particulières dans lesquelles l'urgence est attestée.

Art. D. 245-3 du CASF

Art. D. 245-13 et suivants du CASF

### Nature des prestations :

La prestation prend en compte les besoins de la personne handicapée dont le projet de vie est son maintien à domicile. Celle-ci peut bénéficier d'un accueil de jour ou d'une hospitalisation à domicile, d'une hospitalisation de jour ou travailler en ESAT avec retour tous les soirs à son domicile. Les enfants handicapés peuvent également en bénéficier, qu'ils soient scolarisés ou non.

C'est une prestation en nature qui peut être versée en espèce suivant le caractère de la dépense. Elle n'est pas libre d'emploi mais affectée à certaines charges : aides humaines, aides techniques, aménagement du logement, du véhicule, surcoût des frais de transport, charges spécifiques et exceptionnelles, aides animalières.

### Bénéficiaires :

#### PRINCIPE :

Depuis le 1/04/2008, la prestation de compensation du handicap est étendue aux enfants. Les critères de résidence restent inchangés (se reporter aux fiches 2-A-3 et 2-A-4)

Jusqu'alors, les demandeurs devaient avoir dépassé l'âge d'ouverture des droits à l'AEEH, soit 20 ans, ou 16 ans pour les enfants qui cessent de remplir les conditions ouvrant droits aux allocations familiales.

Les bénéficiaires du droit à l'allocation de l'AEEH peuvent cumuler avec l'un des éléments de la PCH dès lors qu'ils remplissent les conditions d'ouverture au complément d'AEEH. Toutefois ce complément n'est pas cumulable avec la PCH, sauf pour l'élément 3 de la PCH (aménagement du logement ou véhicule)

Ce choix est exercé sur la base des propositions figurant dans le plan personnalisé de compensation (PPCH).

Si la personne n'exprime aucun choix, elle est présumée continuer à percevoir la prestation dont elle bénéficie déjà. Si elle ne perçoit aucune prestation, elle est présumée souhaiter percevoir le complément d'AEEH.

## Cas particuliers

Les personnes de plus de 60 ans peuvent également prétendre au bénéfice de la prestation dans quatre cas :

- lorsque leur handicap répondait, avant cet âge limite, aux critères d'attribution de la prestation de compensation, sous réserve de la solliciter jusqu'à 75 ans.
  - lorsqu'elles exercent une activité professionnelle au-delà de 60 ans et que leur handicap répond aux critères d'attribution de la prestation de compensation.
  - lorsqu'elles bénéficiaient de la prestation de compensation avant 60 ans et optent pour le maintien de cette prestation plutôt que l'obtention de l'allocation personnalisée d'autonomie.
  - lorsqu'elles bénéficiaient de l'allocation compensatrice pour tierce personne ou pour frais professionnels et qu'elles optent pour le bénéfice de la prestation de compensation.
- Les personnes du plus de 75 ans, lorsqu'elles sont allocataires de l'ACTP, peuvent exercer leur droit d'option, et demander une PCH.

Les demandeurs doivent présenter une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité ou d'une difficulté grave pour la réalisation d'au moins deux activités. Les difficultés dans la réalisation de cette activité doivent être définitives, ou d'une durée prévisible d'au moins un an.

## Conditions d'attribution :

L'instruction de la demande est réalisée par les services de la MDPH, et la décision est prise par la Commission des Droits et de l'Autonomie. Le paiement est assuré par le Conseil Général.

## Constitution du dossier :

La demande de prestation de compensation doit être déposée auprès de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) de son lieu de résidence. Cette demande doit être assortie de pièces justifiant notamment de son identité et de son domicile ainsi que d'un certificat médical de moins de 3 mois et, le cas échéant des éléments d'un projet de vie. La personne précise également si elle est titulaire d'une prestation en espèces de sécurité sociale au titre de l'aide humaine nécessitée par son handicap.

La MDPH demande, au cours de l'instruction, des pièces justificatives complémentaires nécessaires à

l'établissement des droits du demandeur et à la liquidation de la prestation.

## Evaluation des besoins de compensation :

L'instruction de la demande comporte une évaluation des besoins de compensation du demandeur par une équipe pluridisciplinaire, qui établit ensuite un plan personnalisé de compensation. Ce plan est élaboré au terme d'un dialogue avec la personne handicapée relatif à son projet de vie.

Ce plan d'aide peut comprendre différentes charges :

- liées à des besoins en aides humaines y compris celles apportées par les aidants familiaux ;
- liées à des besoins en aides techniques ;
- liées à l'aménagement du logement et du véhicule ainsi qu'à d'éventuels surcoûts résultant de son transport ;
- liées à des besoins spécifiques ou exceptionnels comme ceux relatifs à l'acquisition ou l'entretien de produits liés au handicap
- liées à l'attribution et à l'entretien des aides animalières.

Pour les enfants scolarisés, la PCH n'intègre pas les heures d'auxiliaire de vie scolaire, qui sont attribuées par l'Inspection Académique.

## Attribution de la prestation de compensation :

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) accorde la prestation de compensation. Elle prend sa décision à partir du plan personnalisé de compensation. Pour l'appréciation des charges du demandeur, la CDAPH tient compte des aides de toute nature ayant pour effet de réduire ces charges. Elle informe les intéressés de la date et du lieu de la séance au cours de laquelle, elle va se prononcer sur leur demande.

La CDAPH prend des décisions motivées au nom de la maison départementale des personnes handicapées. Les décisions sont notifiées aux intéressés, ainsi qu'aux organismes concernés, par le président de la commission.

Les droits sont ouverts à compter du 1er jour du mois du dépôt de la demande et sont traités comme suit :

- ◆ Si une rétroactivité de l'aide doit s'opérer, celle-ci pourra faire l'objet d'une prise en charge sous forme de dédommagement familial pour toutes les heures accordées sur cette période, sauf production des preuves d'effectivité qui elles, donneront lieu au paiement réglementaire prévu. Cette période fera l'objet d'une première notification.
- ◆ A compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la CDA, une seconde notification précisera à l'allocataire, les modalités de mise en œuvre de son plan de compensation .

La décision de la CDAPH doit indiquer pour chacun des éléments de la prestation de compensation attribués :

- la nature des dépenses affectées à chaque élément,
- le montant total attribué,
- le montant mensuel attribué ;
- les modalités de versement

La CDAPH fixe la durée d'attribution de la PCH.

La décision de la CDAPH est adressée à l'utilisateur et à la Direction des Personnes Agées et des Personnes Handicapées, chargée du paiement de la PCH.

### Révision et renouvellement de la demande :

L'allocataire de la prestation de compensation doit informer la CDAPH et le président du conseil général de toute modification concernant sa situation de nature à affecter ses droits.

La CDAPH réexamine les droits à la prestation de compensation en cas d'évolution du handicap ou des charges ou à la demande du président du conseil général lorsque celui-ci considère que la personne handicapée ne remplit plus les conditions d'attribution.

La CDAPH doit inviter le bénéficiaire de la prestation de compensation à lui adresser une demande de renouvellement au moins 6 mois avant l'expiration de la période d'attribution de la prestation de compensation.

### Procédure d'urgence :

La demande d'attribution de la prestation de compensation en urgence est faite sur papier libre par la personne handicapée ou son représentant légal auprès de la MDPH qui la transmet sans délai au Président du conseil général. Cette demande :

- précise la nature des aides pour lesquelles la prestation de compensation est demandée en urgence et le montant prévisible des frais,
- 
- apporte tous les éléments permettant de justifier l'urgence
- 
- est accompagnée d'un document attestant de l'urgence de la situation délivré par un professionnel de santé ou par un service ou organisme à caractère social ou médico-social.
- 
- La situation est considérée comme urgente lorsque les délais d'instruction et ceux nécessaires à la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées pour prendre la décision d'attribution de la prestation de compensation sont susceptibles soit de compromettre le maintien ou le retour à domicile de la personne handicapée ou son maintien dans l'emploi, soit de l'amener à supporter des frais conséquents pour elle et qui peuvent être différés.
- 
- En cas d'urgence attestée, le président du conseil général peut attribuer la prestation de compensation à titre provisoire, et pour un certain montant. Il doit statuer dans un délai de 15 jours ouvrés. LA MDPH et la CDAPH dispose d'un délai de 2 mois pour régulariser cette décision, conformément à la procédure de droit commun.

### Versement de la prestation :

La prestation de compensation est servie par le Conseil Général. Au vu de la décision de la CDAPH, le président du conseil général applique les taux de prise en charge puis notifie les montants versés à la personne handicapée. La prestation de compensation est accordée sur la base de tarifs et de montants fixés par nature de dépense, dans la limite de taux de prise en charge qui varie selon les ressources du bénéficiaire. En cas de modification, en cours de droits, le président du conseil général ajuste à due concurrence le montant de la prestation servie.

La prestation de compensation est en principe versée mensuellement.

La prestation de compensation peut être réglée en un ou plusieurs versements ponctuels, lorsqu'elle concerne les aides techniques, les aides à l'aménagement du logement ou du véhicule de la personne handicapée, ainsi qu'à des aides liées à l'acquisition d'aides animalières ou d'aides spécifiques ou exceptionnelles. Ces versements sont effectués sur présentation de factures.

Lorsque le bénéficiaire fait le choix de versements ponctuels pour l'aménagement de son logement ou de son véhicule, une partie du montant correspondant à 30 % du montant total accordé à ce titre pourra être versée, à sa demande, sur présentation du devis, à compter du début des travaux d'aménagement. Le reste de la somme sera ensuite versé sur présentation de factures au président du conseil général, après vérification de la conformité de celles-ci avec le descriptif accompagnant le plan personnalisé de compensation.

Le principe général est de verser à la personne handicapée le montant de la prestation accordée suivant les modalités précédemment décrites. Dans le cas de grande précarité ou d'incapacité temporaire à gérer son budget, la collectivité départementale peut se substituer à la personne handicapée en procédant au versement de la PCH directement à l'organisme ayant effectué le service. Dans ce cas de figure, une convention sera signée entre la collectivité et l'organisme prestataire.

### **Contrôle de l'utilisation et versement :**

Le président du conseil général organise le contrôle de l'utilisation de la prestation à la compensation des charges pour lesquelles elle a été attribuée au bénéficiaire. Le versement des aides humaines (prestataires, mandataires, gré à gré) est effectué par l'intermédiaire de CESU (Chèque emploi service universel).

Le président du conseil général peut également à tout moment procéder ou faire procéder à un contrôle sur place ou sur pièces en vue de vérifier si les conditions d'attribution de la prestation de compensation sont ou restent réunies ou si le bénéficiaire de cette prestation a consacré cette prestation à la compensation des charges pour lesquelles elle lui a été attribuée.

Les bénéficiaires de la PCH doivent conserver leurs justificatifs de l'effectivité des sommes allouées, durant deux ans.

## **Dispositions diverses :**

### **Suspension et interruption de l'aide :**

Après avoir mis l'intéressé en mesure de présenter ses observations, le versement de la prestation de compensation ou d'un ou plusieurs éléments peut être suspendu par le président du conseil général en cas de manquement du bénéficiaire à ses

obligations déclaratives. La suspension prend fin dès que le bénéficiaire justifie des éléments exigés ou s'acquitte de ses obligations déclaratives. Les sommes correspondant aux droits acquis pendant la période de suspension lui sont alors versées.

Le président du conseil général doit saisir la CDAPH, lorsqu'il estime que la personne handicapée cesse de remplir les conditions au vu desquelles le bénéfice de la prestation de compensation lui a été attribué. La commission statue sans délai et peut décider d'interrompre l'aide.

### **Récupération des indus et action en paiement :**

Tout paiement indu est récupéré en priorité par retenue sur les versements ultérieurs de la prestation de compensation. A défaut, le recouvrement de cet indu est poursuivi comme en matière de contributions directes.

L'action du bénéficiaire pour le paiement de la prestation se prescrit par 2 ans. Cette prescription est également applicable à l'action intentée par le président du conseil général en recouvrement des prestations indûment payées. Ce délai ne lui est toutefois pas opposable en cas de fraude ou de fausse déclaration.

### **Recours spécifiques :**

La personne handicapée, lorsqu'elle estime qu'une décision de la CDAPH méconnaît ses droits peut :

- demander au directeur de la maison départementale des personnes handicapées, l'intervention d'une personne qualifiée chargée de proposer des mesures de conciliation.
- Formuler un recours gracieux contre la décision émise par la CDA-PH, en demandant que son dossier soit réexaminé.

Les recours contentieux contre les décisions relatives à la prestation de compensation relèvent de la juridiction du contentieux technique de la sécurité sociale.

### **Règles de non cumul :**

- Les prestations versées par la sécurité sociale : Lorsque le bénéficiaire de la prestation de compensation dispose d'un droit ouvert de même nature au titre d'un régime de sécurité sociale, les sommes versées à ce titre viendront en déduction du montant de la prestation de compensation.
- *L'allocation compensatrice pour tierce personne :*

La prestation de compensation a vocation à remplacer l'allocation compensatrice pour tierce personne, ainsi que l'allocation compensatrice pour frais professionnels.

Les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne en conservent le bénéfice tant qu'ils en remplissent les conditions d'attribution. Ils ne peuvent pas cumuler leur allocation compensatrice pour tierce personne avec la prestation de compensation.

Ils disposent d'un droit d'option. Ils peuvent choisir de bénéficier de la prestation de compensation à chaque renouvellement de l'attribution de l'allocation compensatrice.

Ils doivent être préalablement informé des montants respectifs de l'allocation et de la prestation auxquels ils peuvent avoir droit. Ce choix est alors définitif.

- Les aides techniques extra-légales attribuées aux personnes handicapées qui ont conservé leur ACTP, et qui ont un besoin ponctuel d'une aide technique. Ces aides sont attribuées par le Service Départemental des Personnes Handicapées – Conseil Général.

- L'allocation d'éducation de l'enfant handicapé :

Les bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé de base + compléments, peuvent la cumuler avec le volet « aménagement du logement et du véhicule » de la prestation de compensation. (Art. L. 245-1-III du CASF)

- L'allocation personnalisée d'autonomie :  
La personne qui a obtenu le bénéfice de la prestation de compensation avant 60 ans et qui remplit les conditions d'ouverture du droit à l'allocation personnalisée d'autonomie peut choisir, lorsqu'elle atteindra cet âge et à chaque renouvellement de l'attribution de cette prestation, entre le maintien de celle-ci et le bénéfice de l'allocation personnalisée d'autonomie. Lorsque la personne qui a atteint cet âge n'exprime aucun choix, elle est présumée vouloir continuer à bénéficier de la prestation de compensation. (Art. L. 245-9 du CASF)

#### **Intervenants :**

Services du Conseil Général : Direction Personnes Agées Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale  
Maison départementale des personnes handicapées  
- Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées

## Repas pris en foyers restaurants et portage de repas à domicile

### Nature des prestations :

Aide en nature pour favoriser le maintien à domicile des personnes handicapées.

### Bénéficiaires :

Ces prestations peuvent être attribuées aux personnes reconnues handicapées par la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées) et disposant de ressources inférieures à un plafond fixé par décret. Ces prestations sont servies au titre de l'aide sociale.

### Conditions d'attribution :

#### Repas pris en foyers-restaurants :

L'aide sociale peut prendre en charge une partie du prix des repas servis dans les foyer restaurants habilités.

Les conditions d'attribution de cette prestation tiennent compte des ressources de l'intéressé qui doivent être inférieures au plafond d'attribution de l'aide ménagère.

Le Président du Conseil Général détermine la durée de l'admission limitée à 2 ans au maximum.

Le Président habilite les foyers restaurants susceptibles d'accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale et fixe le montant de la participation du département pour chaque repas servi.

### Références :

Art. L241-1 du CASF

Art.R.241-1 du CASF

#### Portage de repas à domicile :

L'aide sociale prend en charge une partie du prix des repas servis au domicile des personnes handicapées dont la mobilité est réduite et disposant de ressources inférieures à un plafond de ressources fixé par décret.

Le Président du Conseil Général habilite les services de portage de repas auxquels les bénéficiaires de l'aide sociale peuvent faire appel et fixe le montant de la participation du département pour chaque repas servi.

La demande de prise en charge est déposée et examinée dans les mêmes conditions de forme que les demandes de repas pris dans les foyers restaurants.

L'attribution de ces prestations prend effet à compter du 1er jour du mois qui suit la décision d'admission du Président du Conseil Général.

### Intervenants :

Services du Conseil général : Direction Personnes Agées et Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale  
Prestataires de service habilités à l'aide sociale

## Aide ménagère à domicile en faveur des personnes handicapées

### Nature des prestations :

Aide en nature pour les actes domestiques (tâches ménagères ou de facilitation de la vie à domicile), destinée à favoriser le maintien à domicile des personnes handicapées.

### Bénéficiaires :

L'aide ménagère peut être attribuée aux personnes reconnues handicapées par la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées) et disposant de ressources inférieures à un plafond de ressources fixé par décret.

### Conditions d'attribution :

L'attribution d'heures d'aide ménagère au titre de l'aide sociale prend effet à compter du 1er jour du mois suivant la date de dépôt du dossier auprès du CCAS.

L'aide ménagère est accordée pour une durée maximale de deux ans, le bénéficiaire pouvant en solliciter le renouvellement trois mois avant la date d'échéance.

Le Président du Conseil Général fixe le nombre d'heures accordées au bénéficiaire en fonction de ses besoins et dans la limite de 30 heures par mois pour une personne seule. Lorsque deux ou plusieurs bénéficiaires vivent en commun, le nombre maximum d'heures est réduit d'un cinquième pour chacun des bénéficiaires : le nombre d'heures maximum susceptible d'être accordé est donc de 24h par personne.

Une enquête pourra être diligentée par les agents départementaux chargés du contrôle afin de procéder à une évaluation qualitative et quantitative du besoin.

Les bénéficiaires doivent informer la Direction Personnes Agées / Personnes Handicapées de tout changement intervenu dans leur situation.

### Référence :

Art. L.231-1-2-6 du CASF

Art. L241-1 du CASF

Art. R.241-1 à 3 du CASF

Art. R.231-1 et 2 du CASF

Art. L.821-1 et D.821-1 du code de la SS

Décret n°2007-57 du 12/01/2007

Des contrôles pourront, en tout état de cause, être effectués avant l'échéance de la décision d'admission à l'aide sociale.

Pour bénéficier de l'aide ménagère, il est nécessaire qu'aucune personne vivant au foyer du demandeur ou qu'aucun membre de l'entourage immédiat vivant à proximité du demandeur ne soit en mesure de fournir lui-même cette aide.

Le Président du Conseil Général habilite les services d'aide ménagère auxquels les bénéficiaires de l'aide sociale peuvent faire appel et détermine le coût horaire de l'intervention ainsi que le montant de la participation obligatoirement acquittée par la personne aidée. Dans le cas où aucun service n'existe sur la commune, une aide peut être accordée en espèce dont le montant ne peut dépasser 60% du coût des services ménagers reconnus nécessaires et sur présentation de justificatifs de dépenses.

### Dispositions diverses :

#### Modalités de versement de l'aide

Le Conseil Général verse directement à l'organisme prestataire le coût d'intervention, sur la base des heures réellement réalisées, minorée de la participation du bénéficiaire, qui la paie directement au service d'aide ménagère.

#### Contrôle de l'effectivité de l'aide

Le contrôle des heures d'aide ménagère est effectué par un système de télégestion

### Intervenants :

Services du Conseil général : Direction Personnes Agées Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale  
Associations d'aides ménagères autorisées et habilitées à l'aide sociale

## Quiétude Téléassistance 13

### Nature des prestations :

Aide facultative

Assistance et secours assurés 24h/24 par une plate-forme d'écoute sur appel émis par un appareil installé au domicile du bénéficiaire, abonné au dispositif.

### Bénéficiaire :

L'abonné doit

- être âgé de plus de 60 ans
- ou
- être handicapé
- se trouver de façon temporaire ou permanente dans des conditions d'isolement et de dépendance par rapport à l'environnement social ou médical

### Conditions d'attribution :

Les communes sont les partenaires privilégiés du Conseil Général. Une commune, un CCAS, un organisme de coopération intercommunale, peut passer convention avec le Conseil Général en vue de l'abonnement collectif de ses concitoyens qui en font la demande.

Mais toute personne physique ou tout regroupement de personnes sous forme d'associations peut passer convention avec le Conseil Général.

A défaut, toute personne répondant aux critères peut s'abonner directement au dispositif.

La convention passée avec le Conseil Général définit les règles d'utilisation du dispositif entre l'organisme, l'adhérent et le Département et les modalités financières en vigueur.

La tarification est fixée par le Conseil Général. Elle distingue d'une part l'abonnement collectif par l'intermédiaire d'un tiers conventionné et d'autre part

### Références :

**Délibération du Conseil Général n° 247 du 2 mars 1990** portant création d'un dispositif de téléassistance

**Délibération n°75 du Conseil Général en date du 19 octobre 1990** relative à l'adhésion des collectivités territoriales au dispositif départemental de téléassistance.

**Délibération n°91 du Conseil Général en date du 28 octobre 1993** portant extension du mode d'adhésion des collectivités territoriales

**Délibération n° 163 de la Commission Permanente en date du 11 mars 2005** portant approbation des conventions types du dispositif de téléassistance Quiétude 13

l'abonnement individuel passé par une personne physique

### Procédures :

Le demandeur doit s'adresser à la Mairie, au CCAS, à un organisme de coopération intercommunale ou à toute association ou établissement, lorsque ceux-ci ont passé convention avec le Conseil Général.

Il peut aussi s'adresser directement au Conseil Général dans le cadre d'un abonnement individuel.

Pour tout renseignement, contacter le **04.95.05.00.75** ou le **04.95.05.00.70**.

### Intervenants :

Le prestataire en charge de la téléassistance  
Services du Conseil Général : DPAPH, DCS  
Mairies.

Centres Communaux d'Action Sociale.

Syndicats intercommunaux,

Associations de regroupement,

Etablissements de séjour,

Services de secours : Pompiers, SAMU, médecins

Police, Gendarmerie.

Intervenants familiaux ou de voisinage désignés par l'abonné

## Placement en établissements ou services pour personnes handicapées

### Nature des prestations :

Toute personne handicapée adulte qui ne peut être maintenue à domicile peut, si elle-même ou son représentant légal y consent, être accueillie en établissement. Elle peut solliciter une prise en charge des frais de séjour en établissement au titre de l'aide sociale.

### Bénéficiaires :

Etre reconnu handicapé par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH).

### Conditions d'attribution :

L'orientation d'une personne handicapée âgée de moins de 60 ans dans les établissements pour adultes handicapés est prononcée par la CDAPH.

Après décision de la CDAPH ou de la Direction des Personnes Agées / Personnes Handicapées, la personne handicapée sollicite la participation de l'aide sociale départementale à ses frais de séjour si ses ressources propres ne lui permettent pas de les couvrir en totalité.

### Procédure d'attribution :

Un dossier d'aide sociale doit être constitué par l'intéressé ou son représentant légal auprès de la mairie ou du centre communal d'action sociale de sa commune de résidence.

La décision d'attribution de l'aide sociale prend effet à compter, soit du jour d'entrée dans l'établissement, soit du jour où les ressources deviennent insuffisantes à condition toutefois que la demande ait été déposée dans les quatre mois qui suivent l'un de ces jours.

### Références :

Art. L. 344-1 à L. 344-7 du CASF  
 Art. R. 344-29 à R. 344-33  
 Art. D. 245-73  
 Art. L. 241- 5 et L. 242-4  
 Art. L.312-1-1<sup>°</sup>;2<sup>°</sup> et 7<sup>°</sup>  
 Art. D.344-34 à 39

La décision d'admission est prise par le Président du Conseil Général qui détermine :

- la durée de l'admission conformément à la décision de la CDAPH,
- la participation de la personne handicapée à ses frais d'hébergement
- et éventuellement la réduction du montant de l'allocation compensatrice, ou le cas échéant la prestation de compensation du handicap.

L'admission à l'aide sociale ne peut être prononcée que pour un établissement habilité par le Président du Conseil Général.

### Dispositions financières :

#### Règlement des frais d'hébergement :

Le département règle les frais de placement de la personne handicapée prise en charge par l'aide sociale.

#### Contribution des bénéficiaires :

Le Président du Conseil Général fixe la contribution de l'intéressé ainsi que le minimum laissé à sa disposition.

Elle peut laisser à la disposition de la personne handicapée une somme plus élevée que le minimum prévu par la réglementation en vigueur, compte tenu notamment du type d'hébergement, de la nature et du montant des ressources perçues, et de la situation du demandeur

## **Etablissements relevant de l'éducation spéciale (Amendement CRETON) :**

L'aide sociale prend en charge les frais d'hébergement des personnes handicapées de plus de 20 ans maintenues dans un établissement d'éducation spéciale ne pouvant être admises immédiatement dans un établissement pour adultes désigné par la CDAPH et relevant du champ de compétence du département.

La décision de maintien doit être prise par la CDAPH.

La tarification et le financement des journées dépendent de l'établissement dans lequel les jeunes adultes sont maintenus.

Lorsque le jeune adulte handicapé est orienté vers un établissement relevant de la compétence du département, le tarif journalier de l'établissement pour mineurs dans lequel il est maintenu sera pris en charge par l'aide sociale du département dans lequel il a son domicile de secours.

Lorsque le jeune adulte handicapé est orienté vers un foyer d'accueil médicalisé ou un service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés, le prix de journée de l'établissement pour mineurs a la charge de l'aide sociale du département est diminué du forfait journalier plafond afférent aux soins fixés pour l'exercice précédent. Ce forfait est facturé aux organismes d'assurance maladie.

Dans les autres cas, le tarif journalier est pris en charge par les organismes d'assurance maladie sur facture de l'établissement. (art. L. 242-4 et L. 314-1, V du CASF)

## **Autres services :**

L'aide sociale peut prendre en charge les personnes handicapées suivies :

- en appartements intégrés,
- en services d'accompagnement,
- en accueil de jour.

## **Intervenants**

Services du Conseil Général : Direction Personnes  
Agées Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale  
MDPH - CDAPH  
Etablissement d'hébergement Personnes  
Handicapées

## Accueil familial de personnes handicapées

### Nature des prestations :

Accueil habituel de manière temporaire ou permanente, à temps complet ou partiel au domicile d'accueillants agréés par le Président du Conseil Général, à titre onéreux, de personnes handicapées.

### Bénéficiaires :

Toute personne adulte reconnue handicapée par la CDA, n'ayant pas de liens de parenté avec l'accueillant jusqu'au 4<sup>ème</sup> degré.

### Conditions d'attribution :

La demande d'accueil est déposée au centre communal d'action sociale ou à la Mairie du lieu de résidence. Le centre communal d'action sociale constitue un dossier d'aide sociale type comprenant en outre un certificat médical avec le questionnaire d'accompagnement, dûment complété par le médecin traitant, ainsi que la décision d'orientation de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées au sein de la Maison Départementale des Personnes Handicapées.

Le dossier ainsi constitué, faisant apparaître l'avis du CCAS, le nom de la famille chez qui l'intéressé désire être accueilli est transmis au service concerné qui l'instruit et le soumet pour décision au Président du Conseil Général.

En cas d'admission celui-ci fixe les différentes participations conformément aux règles de l'aide sociale.

La décision du Président du Conseil Général est notifiée à l'intéressé, à la famille d'accueil par le service de l'aide sociale.

Un exemplaire du contrat passé entre la personne handicapée ou son représentant légal et la famille d'accueil tel que prévu par l'article L.442-1 du CASF. est remis au service départemental concerné.

***Pour mémoire et s'agissant des accueillants familiaux :***

### Références :

Code de l'action sociale et des familles

Art. L. 441-1 à L.444-9

Art. R 441-1 à D 444-8

### Agrément et suivi des familles d'accueil :

La décision d'agrément qui vaut, sauf mention contraire, habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale est prise par le Président du Conseil Général.

Cet agrément fixe le nombre de personnes qui peuvent être accueillies. Ce nombre ne peut dépasser trois.

L'agrément ne peut être accordé que si la continuité de l'accueil est assurée, si les conditions d'accueil garantissent la protection de la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral des personnes accueillies et si un suivi social et médico-social de celles-ci peut être assuré.

Tout retrait ou restriction d'agrément doit être examiné pour avis par la commission consultative de retrait.

### Indemnité d'accueil :

L'indemnité d'accueil comprend

- une rémunération journalière des services rendus ainsi qu'une indemnité de congés payés (10%) de la famille d'accueil
- le cas échéant une indemnité en cas de sujétions particulières (revenu imposable)
- une indemnité représentative des frais d'entretien courant de la personne accueillie
- une indemnité de mise à disposition de la ou les pièces réservées à la personne accueillie.

Son montant maximum pour les bénéficiaires de l'aide sociale est fixé par le Président du Conseil Général.

L'aide sociale met en recouvrement la participation des obligés alimentaires.

### Intervenants

Service Instruction et Evaluation, Service Accueil Familial du Conseil Général : Direction Personnes Agées Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale  
Associations tutélaires

## Prestation de Compensation en Etablissement

*Dans le cadre de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a défini le contenu du droit à compensation du handicap, la prestation de compensation en établissement s'est substituée à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP). Toutefois, les personnes qui bénéficiaient de l'ACTP peuvent conserver cette allocation à chaque renouvellement. (les dispositions du CASF dans leur rédaction antérieure continuent à s'appliquer pour l'attribution et le versement de l'ACTP aux personnes handicapées qui optent pour son maintien)*

### Nature des prestations :

Cette prestation prend en compte les besoins de la personne handicapée définis dans un plan de compensation.

C'est une prestation en nature qui vient en complément des prestations qui sont déjà assurées par la structure d'accueil où est hébergée la personne handicapée. Les aides attribuées peuvent être : des aides humaines, techniques, aménagement du domicile, du véhicule, prise en charges spécifiques et aides animalières.

### Bénéficiaires :

La prestation de compensation du handicap est destinée aux personnes handicapées hébergées dans des structures d'accueil qui, nonobstant les soins ou les prestations socio-éducatives qu'elles sont susceptibles de recevoir, ont besoin d'une aide complémentaire pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie .

### Conditions d'attribution :

L'instruction de la demande est réalisée par les services de la MDPH, et la décision est prise par la Commission des Droits et de l'Autonomie

### Constitution du dossier :

La demande de prestation de compensation doit être déposée auprès de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) du lieu de résidence de l'intéressé. Cette demande doit être assortie de pièces justifiant notamment de son identité, de son ancien domicile, de son hébergement ainsi que d'un certificat médical de

### Références :

**Art . L. 245-1 et suivants du CASF**  
**Art. D. 245-73 et suivants du CASF**

moins de 3 mois et, le cas échéant des éléments d'un projet de vie. La personne précise également si elle est titulaire d'une prestation en espèces de la sécurité sociale au titre de l'aide humaine nécessitée par son handicap.

La MDPH demande, au cours de l'instruction, des pièces justificatives complémentaires nécessaires à l'établissement des droits du demandeur et à la liquidation de la prestation.

### Evaluation des besoins de compensation :

L'instruction de la demande comporte une évaluation des besoins de compensation du demandeur par une équipe pluridisciplinaire, qui établit ensuite un plan personnalisé de compensation. Ce plan est élaboré au terme d'un dialogue avec la personne handicapée relatif à son projet de vie, et il vient en complément des prestations déjà servies par la structure d'accueil où la personne est hébergée.

Ce plan d'aide peut comprendre différentes charges :

- liées à des besoins en aides humaines réduites à 10% du fait des prestations déjà servies par l'établissement ;

- liées à des besoins en aides techniques que l'établissement ne couvre pas habituellement dans ses missions ;
- liées aux frais de transport pour les trajets couvrant la distance du domicile et la structure d'accueil ;
- liées des besoins spécifiques ou exceptionnels comme ceux relatifs à l'acquisition ou l'entretien de produits liés au handicap, que la structure d'accueil ne prend pas en charge

### **Attribution de la prestation de compensation :**

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) accorde la prestation de compensation. Elle prend sa décision à partir du plan personnalisé de compensation (L.146-9). Pour l'appréciation des charges du demandeur, la CDAPH tient compte des aides de toute nature ayant pour effet de réduire ces charges.

La CDAPH prend des décisions motivées au nom de la maison départementale des personnes handicapées. Les décisions sont notifiées aux intéressés, ainsi qu'aux organismes concernés, par le président de la commission.

Les droits sont ouverts à compter du 1er jour du mois du dépôt de la demande. Cependant, la rétroactivité de l'aide s'applique essentiellement pour les bénéficiaires qui peuvent apporter la preuve de l'utilisation des sommes allouées durant la période d'instruction de la demande. Dans le cas, où le bénéficiaire n'a pas anticipé sur la décision de la DPAPH, l'aide sera versée à compter du premier jour du mois de la date de notification de la CDAPH.

La décision de la CDAPH doit indiquer pour chacun des éléments de la prestation de compensation attribués :

- la nature des dépenses auxquelles chaque élément est affecté,
- la durée de l'attribution ;
- le montant total attribué ;
- le montant mensuel attribué ;
- les modalités de versement choisies par le bénéficiaire.

La CDAPH fixe la durée d'attribution de la PCH.

La décision de la CDAPH est adressée à l'utilisateur et à la Direction des Personnes Agées et des Personnes Handicapées, chargée de servir le plan d'aide.

### **Révision et renouvellement de la demande :**

L'allocataire de la prestation de compensation doit informer la CDAPH et le président du conseil général de toute modification concernant sa situation de nature à affecter ses droits.

La CDAPH réexamine les droits à la prestation de compensation en cas d'évolution du handicap, des charges, des prestations servies par la structure d'accueil, ou à la demande du président du conseil général lorsque celui-ci considère que la personne handicapée ne remplit plus les conditions d'attribution.

La CDAPH doit inviter le bénéficiaire de la prestation de compensation à lui adresser une demande de renouvellement au moins 6 mois avant l'expiration de la période d'attribution de la prestation de compensation.

### **Procédure d'urgence :**

- La demande d'attribution de la prestation de compensation en urgence est faite sur papier libre par la personne handicapée ou son représentant légal auprès de la MDPH qui la transmet sans délai au Président du conseil général.

Cette demande :

- précise la nature des aides pour lesquelles la prestation de compensation est demandée en urgence et le montant prévisible des frais,
- apporte tous les éléments permettant de justifier l'urgence
- est accompagnée d'un document attestant de l'urgence de la situation délivré par un professionnel de santé ou par un service ou organisme à caractère social ou médico-social.

La situation est considérée comme urgente lorsque les délais d'instruction et ceux nécessaires à la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées pour prendre la décision d'attribution de la prestation de compensation sont susceptibles soit de compromettre le maintien ou le retour à domicile de la personne handicapée ou son maintien dans l'emploi, soit de l'amener à supporter des frais conséquents pour elle et qui peuvent être différés.

En cas d'urgence attestée, le président du conseil général peut attribuer la prestation de compensation à titre provisoire, et pour un certain montant. Il doit statuer dans un délai de 15 jours ouvrés. La MDPH et la CDAPH disposent d'un délai de 2 mois pour régulariser cette décision, conformément à la procédure de droit commun.

### Versement de la prestation :

La prestation de compensation est servie par le conseil général. Au vu de la décision de la CDAPH, le président du conseil général applique les taux de prise en charge puis notifie les montants versés à la personne handicapée. La prestation de compensation est accordée sur la base de tarifs et de montants fixés par nature de dépense, dans la limite de taux de prise en charge qui varie selon les ressources du bénéficiaire. En cas de modification, en cours de droits, le président du conseil général ajuste le montant de la prestation servie.

La prestation de compensation est en principe versée mensuellement.

La prestation de compensation peut être réglée en un ou plusieurs versements ponctuels, lorsqu'elle concerne les aides techniques, les aides aux transports ou les aides spécifiques ou exceptionnelles. Ces versements sont effectués sur présentation de factures.

### Contrôle de l'utilisation :

Le président du conseil général organise le contrôle de l'utilisation de la prestation à la compensation des charges pour lesquelles elle a été attribuée au bénéficiaire. Le contrôle des aides humaines est effectué par un dispositif organisé par le Conseil Général (Chèque emploi service universel -CESU-).

Le président du conseil général peut notamment à tout moment procéder ou faire procéder à un contrôle sur place ou sur pièces en vue de vérifier si les conditions d'attribution de la prestation de compensation sont ou restent réunies ou si le bénéficiaire de cette prestation a consacré cette prestation à la compensation des charges pour lesquelles elle lui a été attribuée.

Les bénéficiaires de la PCH doivent conserver leurs justificatifs de l'effectivité des sommes allouées, durant deux ans

### Dispositions diverses :

#### Suspension et interruption de l'aide :

Après que l'intéressé soit mis en mesure de faire connaître ses observations, le versement de la prestation de compensation ou d'un ou plusieurs éléments peut être suspendu par le président du conseil général en cas de manquement du bénéficiaire à ses obligations déclaratives. La

suspension prend fin dès que le bénéficiaire justifie des éléments exigés ou s'acquitte de ses obligations déclaratives. Les sommes correspondant aux droits acquis pendant la période de suspension lui sont alors versées.

Le président du Conseil Général doit saisir la CDAPH, lorsqu'il estime que la personne handicapée, et après que celle-ci ait été en mesure de faire connaître ses observations, cesse de remplir les conditions au vu desquelles le bénéfice de la prestation de compensation lui a été attribuée. La commission statue sans délai et peut décider d'interrompre l'aide.

#### Récupération des indus et action en paiement :

Tout paiement indu est récupéré en priorité par retenue sur les versements ultérieurs de la prestation de compensation. A défaut, le recouvrement de cet indu est poursuivi comme en matière de contributions directes.

L'action du bénéficiaire pour le paiement de la prestation se prescrit par 2 ans. Cette prescription est également applicable à l'action intentée par le président du conseil général en recouvrement des prestations indûment payées. Ce délai ne lui est toutefois pas opposable en cas de fraude ou de fausse déclaration

#### Recours spécifiques :

La personne handicapée, lorsqu'elle estime qu'une décision de la CDAPH méconnaît ses droits peut demander au directeur de la maison départementale du handicap, l'intervention d'une personne qualifiée chargée de proposer des mesures de conciliation.

Les recours contentieux contre les décisions relatives à la prestation de compensation relèvent de la juridiction du contentieux technique de la sécurité sociale.

#### Règles de non cumul :

- Les prestations versées par la sécurité sociale : Lorsque le bénéficiaire de la prestation de compensation dispose d'un droit ouvert de même nature au titre d'un régime de sécurité sociale, les sommes versées à ce titre viendront en déduction du montant de la prestation de compensation.

- L'allocation compensatrice pour tierce personne : La prestation de compensation a vocation à remplacer l'allocation compensatrice pour tierce personne, ainsi que l'allocation compensatrice pour frais professionnels. Les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne en conservent le bénéfice tant qu'ils en remplissent les conditions d'attribution. Ils ne peuvent pas cumuler leur allocation compensatrice pour tierce personne avec la prestation de compensation.

Ils disposent d'un droit d'option. Ils peuvent choisir de bénéficier de la prestation de compensation à chaque renouvellement de l'attribution de l'allocation compensatrice.

Ils doivent être préalablement informé des montants respectifs de l'allocation et de la prestation auxquels ils peuvent avoir droit. Ce choix est alors définitif.

- Les aides techniques extra-légales attribuées aux personnes handicapées qui ont conservé leur ACTP, et qui ont un besoin ponctuel d'une aide technique.
- L'allocation personnalisée d'autonomie  
La personne qui a obtenu le bénéfice de la prestation de compensation avant 60 ans et qui remplit les conditions d'ouverture du droit à l'allocation personnalisée d'autonomie peut choisir, lorsqu'elle atteindra cet âge et à chaque renouvellement de l'attribution de cette prestation, entre le maintien de celle-ci et le bénéfice de l'allocation personnalisée d'autonomie. Lorsque la personne qui a atteint cet âge n'exprime aucun choix, elle est présumée vouloir continuer à bénéficier de la prestation de compensation. (Art. L. 245-9 du CASF)

### **Intervenants :**

Services du Conseil Général : Direction Personnes Agées Personnes Handicapées  
Centres Communaux d'Action Sociale  
Etablissements d'hébergement pour les personnes handicapées  
Maison départementale des personnes handicapées -  
Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapée

## Instances concourant à l'admission à l'aide sociale

### Centre communal ou intercommunal d'action sociale :

Le centre communal d'action sociale participe à la constitution des demandes d'aide sociale. Il transmet les dossiers dont l'instruction incombe à une autre autorité. L'établissement du dossier et sa transmission constituent une obligation, indépendamment du bien fondé de la demande.

Le centre communal d'action sociale donne son avis sur la demande et joint cet avis au dossier.

### Service départemental d'aide sociale :

Le service de la gestion des aides sociales individuelles est organisé à l'intérieur de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité - Direction Personnes Agées / Personnes Handicapées-. Il est chargé de l'application du présent règlement. Il se tient à la disposition des communes.

1°) Il complète et instruit les dossiers d'aide sociale générale.

Au besoin, il peut faire effectuer des enquêtes sur place par les agents habilités à cet effet par le Président du Conseil Général.

2°) Il renvoie, le cas échéant, les dossiers incomplets,

3°) Il formule une proposition à la décision du Président du Conseil Général.

4°) Il notifie la décision au demandeur, au maire de la commune concernée, à l'établissement ou au service qui fournit les prestations et, le cas échéant, aux personnes tenues à l'obligation alimentaire en avisant ces dernières qu'elles sont tenues conjointement au remboursement de la somme non prise en charge par le service d'aide sociale.

5°) Il assure l'exécution des décisions d'attribution des prestations d'aide sociale.

Le contentieux technique et médical de l'aide sociale relève de ce service.

### Références :

Art. L. 121-7 du CASF

Art. L. 123-1 à 123-4 du CASF

Art. L. 134-1 à 134-10 du CASF

Art. L. 146-3 et suivants du CASF

Art. L. 245-2 du CASF

L'admission à l'aide sociale est de la compétence :

- du représentant de l'Etat pour les prestations qui le concernent (aide médicale, allocation simple aux personnes âgées, personnes sans domicile fixe..) conformément à l'article L.121.7 du CASF,
- du Président du Conseil Général pour toutes les autres prestations d'aide sociale

Le Président du Conseil Général informe les maires des communes où sont domiciliés les bénéficiaires

Dans le cadre de l'instruction des demandes d'admission au bénéfice de l'aide sociale le demandeur, accompagné de la personne ou du représentant de l'organisme de son choix, est entendu lorsqu'il le souhaite préalablement à la décision du Président du Conseil Général ou du Préfet.

### Ressort et périodicité :

Lorsque le Président du Conseil Général est saisi d'une demande d'admission à l'aide sociale, dont la charge financière incombe à l'Etat, il transmet le dossier au Préfet au plus tard dans le mois de la réception de la demande. Si celui-ci n'admet pas la compétence, le Préfet transmet le dossier au plus tard dans le mois de sa saisine au Président du Conseil Général.

### Commission départementale d'aide sociale :

C'est l'instance de recours des décisions prises par le Président du Conseil Général ou le Préfet.

La composition et les règles de fonctionnement de la commission départementale d'aide sociale sont fixées par l'article L. 134-6 du CASF.

### Commission centrale d'aide sociale :

Les décisions des commissions départementales sont susceptibles d'appel devant la commission centrale d'aide sociale.

La composition et les règles de fonctionnement de la commission centrale d'aide sociale sont fixées par l'article L. 134-2 du CASF.

## Conseil d'Etat :

Il intervient en dernier ressort en cassation pour toutes les décisions prises par les autres juridictions administratives qui ont tranché un litige en matière d'aide sociale.(art. L. 134-3 du CASF)

## La maison départementale des personnes handicapées :

Elle prend la forme juridique d'un groupement d'intérêt public (GIP) dont le département assure la tutelle administrative et financière.

Elle est créée par une convention approuvée par arrêté du Président du conseil général.

Elle est administrée par une commission exécutive présidée par le Président du conseil général.

Elle exerce une mission d'accueil, d'information, d'accompagnement et de conseil des personnes handicapées et de leur famille, ainsi que de sensibilisation de tous les citoyens au handicap.

Elle met en place et organise le fonctionnement :

- de l'équipe pluridisciplinaire mentionnée à l'article L. 146-8 du CASF
- de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées prévue à l'article L. 146-9 du CASF.
- de la procédure de conciliation interne prévue à l'article L. 146-13 du CASF.

(article L. 146-3 et suivants du CASF)

## Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées :

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) instaurée au sein de la maison départementale des personnes handicapées se prononce sur les demandes des personnes handicapées.

La CDAPH est compétente pour :

- se prononcer sur l'orientation de la personne handicapée et les mesures propres pour assurer son insertion scolaire, professionnelle ou sociale ;
- désigner les établissements et services vers lesquels la personne handicapée est orientée. La CDAPH est tenue de recueillir la préférence de la personne ou de son entourage, de proposer un choix entre plusieurs solutions adaptées ; elle peut à titre exceptionnel proposer un seul établissement ou service. Sa décision s'impose à l'établissement ou le service dans la limite de la

spécialité pour laquelle il a été autorisé ou agréé ; celui-ci ne peut y mettre fin de sa propre initiative sans décision préalable de la commission ;

- apprécier si l'état ou le taux d'incapacité de la personne handicapée justifie l'attribution de l'AAEH, l'AAH, et de leur complément, de la majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé et des cartes d'invalidité et de priorité pour les personnes handicapées ;
- attribuer la prestation de compensation du handicap (PCH) ;
- apprécier la capacité au travail ;
- reconnaître la qualité de travailleur handicapé ;
- statuer sur l'accompagnement des personnes handicapées de plus de 60 ans hébergées dans des structures pour personnes handicapées ;
- notifier aux organismes payeurs les prestations pour lesquels une décision a été prise. Toutefois, le versement de celle-ci reste régi par les règles propres à chacun conformément aux textes en vigueur ;
- établir un bilan de ses activités conformément à la réglementation et aux objectifs fixés par la convention avec la CNSA et le département.

## Tribunal du contentieux de l'incapacité (TCI) :

Les décisions relatives à l'attribution de la prestation de compensation peuvent être l'objet d'un recours, au tribunal du contentieux de l'incapacité. La composition et les règles de fonctionnement de cette juridiction sont fixées par les articles L 143-1 et suivants et R 143-1 et suivants du code de la sécurité sociale. Les décisions du TCI sont susceptibles d'appel devant la Cour Nationale de l'Incapacité et de la Tarification de l'Assurance des accidents du travail.

## Recours

Les recours concernant l'orientation et les mesures relatives à l'insertion professionnelle et sociale d'une personne handicapée adulte et la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, doivent être portés devant le Tribunal administratif.

## Procédures d'admission à l'aide sociale

### Dépôt de la demande :

La demande d'aide sociale légale est déposée au CCAS, au CIAS ou à défaut à la mairie du domicile du demandeur, lieu de son domicile principal.

La demande de prestation de compensation est déposée à la maison départementale des personnes handicapées de son lieu de résidence.

La demande d'aide extra-légale formulée par les bénéficiaires qui ont conservé leur ACTP et qui ont un besoin ponctuel d'aides techniques, est déposée à la Direction des Personnes Agées et des Personnes handicapées, auprès du Service Départemental des Personnes Handicapées.

Toute demande est recevable dès le premier jour d'arrivée de la personne demanderesse sur le territoire communal.

Le Maire n'a pas à se faire juge de la demande, même si celle-ci ne lui paraît pas fondée.

Il ne peut refuser de la transmettre sans commettre un excès de pouvoir.

Dans le cas où la personne ne réside pas de manière habituelle dans la commune, le Maire devra apporter toutes précisions afin de permettre de déterminer son domicile de secours.

### Forme de la demande :

La demande d'aide sociale se présente sous la forme d'un document écrit, pré-imprimé signé de la main du demandeur, ou de son représentant légal pour un mineur ou un incapable ou à titre exceptionnel, notamment en cas de décès, de son mandataire.

Si le demandeur est dans l'incapacité de signer et si aucun mandataire n'est connu, le Maire ou le cas

### Références :

Art. L. 111-4 du CASF  
 Art. L. 121-1 du CASF  
 Art. L. 131-1 et 3 du CASF  
 Art. L. 241-1 du CASF

échéant le prestataire atteste de cette incapacité du demandeur.

La demande peut être aussi signée par deux personnes se portant garantes de la volonté du demandeur. Cette signature engage le demandeur à fournir les renseignements nécessaires à la constitution du dossier. Sans préjudice des poursuites en restitution ou d'une décision tendant à rejeter la demande d'aide sociale, quiconque aura frauduleusement perçu ou tenté de percevoir, notamment en fournissant des renseignements erronés, des prestations au titre de l'aide sociale, sera poursuivi en justice par le Président du Conseil Général afin que soient appliquées les peines prévues à l'article 313-1 du Code Pénal.

### Le dossier d'aide sociale :

Toute demande d'aide sociale donne lieu à la constitution d'un dossier familial dont la validité est celle de l'attribution de l'aide par le Président du Conseil Général.

### Composition du dossier familial :

Ce dossier est constitué par le Centre Communal d'Action Sociale de la commune qui recueille la demande. Le dossier familial doit comporter les pièces nécessaires à la justification des demandes présentées, suivant les modèles fournis par le service d'aide sociale,

- ♦ l'état des ressources familiales ;
- ♦ l'appréciation des ressources en capital et des aides de fait ;

- ♦ l'état des charges familiales habituelles ;
- ♦ la situation sociale, familiale et économique du demandeur ;
- ♦ la nature de l'aide demandée ;
- ♦ la décision d'orientation prononcée par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) ;
- ♦ selon le cas, certificats médicaux.

Il est complété de l'avis du conseil d'administration du C.C.A.S.

Le dossier est envoyé complet au service départemental d'aide sociale au plus tard dans le mois qui suit le dépôt de la demande et ce, indépendamment de l'appréciation du bien-fondé de la demande.

Lorsque pour des causes majeures et justifiées, certains renseignements ne peuvent être obtenus rapidement, le C.C.A.S. adresse le dossier en l'état au service instructeur dans le délai indiqué ci-dessus, en précisant les raisons qui ne permettent pas l'envoi d'un dossier complet.

## Admission d'urgence :

### Caractéristiques :

Lors du dépôt d'une demande d'aide sociale, avant même la constitution du dossier, le maire de la commune de résidence du postulant peut prononcer l'admission d'urgence afin de répondre immédiatement à des situations sociales particulièrement difficiles. Cette procédure doit conserver un caractère exceptionnel.

L'admission d'urgence revêt un caractère provisoire puisqu'en tout état de cause elle doit faire l'objet d'une ratification par le Président du Conseil Général, dans un délai d'un mois.

### Prestations concernées :

L'admission d'urgence peut être prononcée par le maire en matière d'aide aux personnes handicapées en ce qui concerne la prise en charge des frais de placement en établissement. Elle peut également être prononcée par le Président du Conseil Général s'agissant de la prestation de compensation.

### Délais de notification :

Le maire de la commune est tenu de notifier sa décision dans les 3 jours au service départemental de l'aide sociale avec demande d'accusé de réception.

L'inobservation du délai prévu ci-dessus entraîne la mise à la charge exclusive de la commune des frais exposés jusqu'à la date de notification.

### Effets :

L'admission d'urgence a pour effet d'engager financièrement le département et de permettre le

règlement des frais exposés depuis la date de la notification jusqu'à la décision du Président du Conseil Général.

Toutefois, en cas de rejet le Président du Conseil Général, les frais exposés antérieurement à la décision de rejet sont récupérables sur le demandeur, sur la collectivité ou le prestataire qui n'aurait pas respecté les dispositions du présent règlement

## HYPOTHESES DE REVISION :

### Révision en raison d'éléments nouveaux :

Elle peut résulter de changements dans les circonstances de fait liés au demandeur, ou dans les circonstances de droit, à la législation en vigueur.

### Circonstances de fait :

Lorsque la décision du Président du Conseil Général n'est plus adaptée à la situation du demandeur, elle peut être soumise à révision.

Dans ce cas, les éléments justifiant la révision devront être portés à la connaissance du service d'aide sociale selon la procédure habituelle d'instruction.

Les éléments peuvent porter sur :

un changement de son état physique ou mental, en amélioration ou en aggravation,  
un changement dans sa situation économique, familiale ou financière, en amélioration ou en aggravation.

### Circonstances de droit :

Lorsqu'un changement de la législation, de la réglementation générale, du règlement départemental d'aide sociale, une modification des taux, des plafonds ou des tarifs ont des conséquences sur les décisions prises à l'encontre des demandeurs d'aide sociale, le service d'aide sociale procède soit à la révision du dossier, soit au réajustement automatique des droits ou obligations.

### La vérification de l'ouverture des droits

Le service départemental d'aide sociale peut prendre l'initiative de réviser un dossier pour vérifier si les conditions d'ouverture des droits à l'aide sociale sont toujours respectées par le bénéficiaire.

### La révision des décisions accordant des prestations indûment perçues

Lorsque la décision a été prise sur la foi d'une déclaration erronée ou frauduleuse, celle-ci est révisée.

Lorsque la décision a été prise sur la base de déclaration incomplète ou par défaut de déclaration, lorsque la situation du demandeur s'est améliorée ou a été modifiée sans que le C.C.A.S. ou le service d'aide sociale en aient été avertis, la décision initiale est révisée.

- fait profiter des tiers des ressources en espèces ou en capital qu'il n'aurait pas déclarées et qui auraient pu modifier la décision initiale.

## La procédure de révision :

### Initiative de la révision :

Le demandeur, le C.C.A.S. compétent, le Président du Conseil Général peuvent engager la procédure de révision.

### Effet de la révision :

La décision nouvelle prend effet :

- au jour de l'apparition des éléments nouveaux quand la révision est provoquée par cette hypothèse;
- au jour de la demande initiale dans le cas où la révision est générée par une décision qui avait accordé des prestations indues ;
- au 1er du mois qui suit la décision de la commission d'admission à l'aide sociale dans le cas où la révision est engagée par le service départemental d'aide sociale, en dehors des hypothèses précédentes.

### Conséquences

La décision nouvelle se substitue ou complète la décision initiale.

Elle peut aboutir, selon le cas, soit à un retrait ou une diminution de l'aide accordée, soit à un accord ou à une augmentation de l'aide, soit à une récupération de tout ou partie des prestations initialement accordées.

Dans cette dernière hypothèse, le remboursement est réclamé au demandeur ou au tiers qui a perçu les prestations, notamment dans le cas où ce dernier n'aurait pas signalé tout changement intervenu dans la situation du bénéficiaire.

Un recours peut être porté contre les tiers bénéficiaires, devant la juridiction compétente lorsque le demandeur :

- n'est plus dans la situation de rembourser les prestations indûment perçues et qu'il en a fait bénéficier des tiers,

## Conditions de résidence et de nationalité

### Références :

Art. L. 111-1 et suivants du CASF  
Art. L. 245-1  
Art. R. 245-1

### Conditions de résidence :

Toute personne résidant en France bénéficie, si elle remplit les conditions légales d'attribution, des formes de l'aide sociale telles qu'elles sont définies par le présent règlement.

La condition de résidence en France s'entend d'une résidence habituelle et non passagère.

Des dérogations sont prévues dans le cadre de la prestation de compensation à domicile, pour les personnes effectuant un ou plusieurs séjours provisoires dont la durée n'excède pas 3 mois au cours de l'année civile ou un séjour de plus longue durée pour poursuivre des études, apprendre une langue étrangère, ou parfaire une formation professionnelle.

### Conditions de nationalité :

Le demandeur doit être de nationalité française, réfugié ou apatride muni de documents administratifs justifiant de cette qualité, ou encore étranger ressortissant d'un pays ayant signé soit la Convention Européenne d'Assistance Sociale et Médicale, soit une convention de réciprocité ou un protocole d'accord en matière d'aide sociale avec la France.

## Règles du domicile de secours

### Généralités

La détermination du domicile de secours permet d'identifier le département qui a la charge des dépenses d'aide sociale de la personnes secourue. « les dépenses d'aide sociale prévues à l'article L 121-1 du CASF sont à la charge du département dans lequel les bénéficiaires ont leur domicile de secours. A défaut de domicile de secours ces dépenses incombent au département où réside l'intéressé au moment de la demande d'admission à l'aide sociale »

### Conditions d'attribution :

#### Acquisition du domicile de secours :

Nonobstant les dispositions des articles 102 à 111 du Code Civil, le domicile de secours est la constatation d'un état de fait et s'acquiert par une résidence habituelle de trois mois dans un département postérieurement à la majorité ou à l'émancipation, sauf pour les personnes admises dans des établissements sanitaires ou sociaux, ou bien en famille d'accueil au titre de la loi du 10 juillet 1989, qui conservent le domicile de secours qu'elles avaient acquis avant leur entrée dans l'établissement ou la famille.

Le séjour dans ces établissements ou en familles d'accueil agréées est donc sans effet sur le domicile de secours.

L'enfant mineur non émancipé a le domicile de secours de la personne qui exerce l'autorité parentale ou la tutelle confiée en application de l'article 390 du Code Civil, et ce pour les prestations autres que celles de l'aide sociale à l'enfance (art 122-2 al 2).

#### Perte du domicile de secours :

Le domicile de secours se perd :

1°) par une absence ininterrompue de trois mois postérieurement à la majorité ou à l'émancipation, sauf si celle-ci est motivée par un séjour dans un établissement sanitaire ou social ou au domicile d'un particulier agréé ou dans un placement familial ;

2°) par l'acquisition d'un autre domicile de secours. Si l'absence résulte de circonstances excluant toute liberté de choix du lieu de séjour ou d'un traitement dans un établissement hospitalier situé hors du département où réside habituellement le bénéficiaire

### Références :

Art. L. 111-3 du CASF.

Art. L. 122-2 à L.122-4 du CASF.

Art. L. 134-3 du CASF.

de l'aide sociale, le délai de trois mois ne commence à courir que du jour où ces circonstances n'existent plus.

#### Domicile de secours situé dans un autre département :

Lorsqu'il estime que le demandeur a son domicile de secours dans un autre département, le Président du Conseil Général doit, dans le délai d'un mois après le dépôt de la demande, transmettre le dossier au Président du Conseil Général concerné qui doit, dans le mois qui suit, se prononcer sur sa compétence. Lorsque la situation du demandeur exige une décision immédiate, le Président du Conseil Général prend la décision. Si, ultérieurement, l'examen au fond du dossier fait apparaître que le domicile de secours du bénéficiaire se trouve dans un autre département, elle doit être notifiée au service de l'aide sociale de cette dernière collectivité dans un délai de deux mois. Si cette notification n'est pas faite dans les délais requis, les frais engagés restent à la charge du département où l'admission a été prononcée.

#### Personnes sans domicile de secours :

A défaut de domicile de secours, les frais d'aide sociale incombent au département où réside l'intéressé au moment de la demande d'admission à l'aide sociale.

Toutefois, les frais d'aide sociale engagés en faveur de personnes dont la présence sur le territoire métropolitain résulte de circonstances exceptionnelles et qui n'ont pu choisir librement leur lieu de résidence, ou en faveur de personnes pour lesquelles aucun domicile fixe ne peut être déterminé, sont intégralement pris en charge par l'Etat, sur décision du Préfet

## Frais d'obsèques

### Références :

### Frais d'obsèques

#### Conditions de prise en charge

Une prise en charge des frais d'obsèques peut être accordée par le Président du Conseil Général lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

1°) L'intéressé doit être pris en charge par l'aide sociale au moment de son décès, pour son hébergement dans un établissement situé hors de sa commune de résidence ;

2°) L'intéressé décédé ne laisse pas de ressources suffisantes, de quelque nature que ce soit, pour payer ses frais d'obsèques ;

## Récupérations

**Références :**  
**Art. L 132- 8**  
**Art. L 241- 8**

### RECUPERATIONS

La notion de récupération s'entend par le remboursement de trop-perçus dans l'hypothèse de sommes versées à tort, ou par la récupération à l'encontre d'un bénéficiaire revenu à meilleure fortune et de son patrimoine au moment où il le transmet (art L 132-8 et L 241-8 du CASF).

#### Répétition de l'indu :

Si des avantages d'aide sociale ont été attribués à tort, du fait d'une erreur ou omission du demandeur ou de l'administration, les sommes indûment versées sont récupérables auprès du bénéficiaire ou le cas échéant de sa succession. L'intéressé ne peut se prévaloir d'une erreur de l'administration pour refuser le remboursement.

L'action du bénéficiaire pour le paiement de l'allocation compensatrice ou de la prestation de compensation du handicap se prescrit par deux ans. Cette prescription est également applicable à l'action intentée par le Président du Conseil Général en recouvrement des allocations indûment payées, sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration.

## Droits des familles et des mineurs dans leurs relations avec les services de l'Aide Sociale à l'Enfance

Les relations entre les familles, les mineurs et les services de l'Aide Sociale à l'Enfance sont organisées dans le chapitre III du titre II du livre II de la partie législative du Code de l'action sociale et des familles intitulé : « Droits des familles dans leurs rapports avec les services de l'Aide Sociale à l'Enfance ».

*Articles L 223-1 à L 223-8 et articles R 223-1 à R 223-7.*

### 1. Droit d'être accompagné par la personne de son choix :

Toute personne qui demande une prestation de l'aide sociale à l'enfance peut être accompagnée, dans ses démarches auprès du service de l'aide sociale à l'enfance, par la personne de son choix, représentant ou non une association.

Néanmoins, le service a la possibilité de proposer également un entretien individuel dans l'intérêt du demandeur.

*Article L 223-1 Alinéa 1 et 2 du Code de l'action sociale et des familles*

### 2. Droit à l'information:

#### 2.1 Demande de prestation :

Toute personne qui demande une prestation de l'aide sociale à l'enfance ou qui en bénéficie est informée par les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance des conditions d'attribution et des conséquences de cette prestation sur les droits et obligations de l'enfant et de son représentant légal.

Cette information porte sur :

1° Les aides de toute nature prévues pour assurer la protection de la famille et de l'enfance avec l'indication des organismes qui les dispensent, ainsi que les conséquences, au regard des règles d'octroi de ces aides, de l'attribution des prestations du service de l'aide sociale à l'enfance;

2° Les droits et devoirs afférents à l'autorité parentale, ainsi que les conséquences, au regard des modalités d'exercice de cette autorité, de l'attribution des prestations du service de l'aide sociale à l'enfance ;

3° Le droit d'accès aux dossiers et documents administratifs ;

4° Le droit d'être accompagné par la personne de son choix dans les démarches auprès des services de l'aide sociale à l'enfance ;

5° Le droit pour le mineur de donner son avis sur toute décision le concernant que le service de l'aide sociale à l'enfance doit examiner avec lui ;

6° Les nom et qualité de la personne habilitée à prendre la décision au sein des services de l'aide sociale à l'enfance.

*Articles L 223-1, 223-4, et R 223-1 du CASF.*

## 2.2 Motivation des décisions prises par le service de l'aide sociale à l'enfance :

Sans préjudice des pouvoirs reconnus à l'autorité judiciaire, les prestations d'aide sociale à l'enfance mentionnées dans le présent chapitre du Règlement départemental d'aide sociale sont accordées par décision du Président du conseil général du département où la demande est présentée.

Les décisions d'attribution, de refus d'attribution, de modification de la nature ou des modalités d'attribution d'une prestation doivent être motivées.

Leur notification doit mentionner les délais et modalités de mise en œuvre des voies de recours.

*Articles L 221-1, R 223-2 CASF.*

## 2.3 Dispositions relatives à l'attribution d'une prestation en espèce :

Toute décision d'attribution d'une prestation en espèces mentionne :

- 1° La durée de la mesure, son montant et sa périodicité ;
- 2° Les nom et qualité des personnes chargées du suivi de la mesure et les conditions dans lesquelles elles l'exercent ;
- 3° Les conditions de révision de la mesure.

*Article R 223-3 CASF.*

## 3. Droit lié à l'exercice de l'autorité parentale au cours du placement d'un mineur:

### 3.1 Au moment où l'accueil provisoire est réalisé :

Sauf si un enfant est confié au service de l'aide sociale à l'enfance par décision judiciaire ou s'il s'agit de prestations en espèces, aucune décision sur le principe ou les modalités de l'admission dans le service ne peut être prise sans l'accord écrit des représentants légaux ou du représentant légal du mineur ou du bénéficiaire lui-même, s'il est mineur émancipé.

L'accord écrit est recueilli par l'inspecteur Enfance-Famille lors d'un rendez-vous au cours duquel est renseigné le formulaire qui prévoit :

1° Les modes de placement et les modalités de l'accueil et, selon le cas, les nom et adresse de l'assistant familial, ou l'indication de l'établissement, ainsi que le nom du responsable de cet établissement ;

2° La durée du placement ;

3° Les modalités suivant lesquelles est assuré le maintien des liens entre l'enfant et ses parents, et notamment les conditions dans lesquelles ils exerceront leurs droits de visite et d'hébergement, compte tenu selon le mode de placement des conditions normales de la vie familiale ou du règlement intérieur de l'établissement ;

4° L'identité des personnes qu'ils autorisent à entretenir des relations avec l'enfant et les conditions d'exercice de celles-ci ;

5° Les conditions de la participation financière des parents ou du représentant légal à la prise en charge de l'enfant ;

6° Les nom et qualité des personnes chargées d'assurer le suivi du placement et les conditions dans lesquelles elles l'exercent ;

7° Les conditions de révision de la mesure.

8° Que le service de l'aide sociale à l'enfance ne pourra pas assurer la garde de l'enfant au delà de la date fixée par la décision de placement ;

9° Que les parents sont tenus d'accueillir à nouveau leur enfant à cette date, à moins qu'ils ne demandent le renouvellement du placement **et que celui-ci soit accepté** ;

10° Que le service est tenu de saisir les autorités judiciaires si les conditions fixées au 2° ne sont pas remplies ;

**En cas d'urgence** et lorsque le représentant légal est dans l'impossibilité de donner son accord, l'enfant est recueilli provisoirement par le service qui en avise immédiatement le procureur de la République.

Si, à l'issue d'un délai de cinq jours, l'enfant n'a pu être remis à sa famille ou si le représentant légal n'a pas donné son accord à l'admission de l'enfant dans le service, ce dernier saisit l'autorité judiciaire.

**En cas de danger** concernant un mineur ayant abandonné le domicile familial, le service peut également l'accueillir pendant une durée maximale de 72 heures. Le service informe sans délai les parents et le procureur de la République de la mise en place de cet accueil.

*Articles L 223-2 Alinéas 1,2 et 5, R 223-5, 223-6 du CASF.*

### 3.2 En cours de placement :

Pour toutes les décisions relatives au lieu et mode de placement des enfants déjà admis dans le service, l'accord des représentants légaux ou du représentant légal est réputé acquis si celui-ci n'a pas fait connaître son opposition dans un délai de quatre semaines à compter du jour où il a reçu la notification de la demande du service ou de six semaines, à compter de la date d'envoi s'il n'a pas accusé réception de la notification.

Article L 223-2 Alinéa 6 du CASF.

## 4. Droit de manifester son avis :

### 4.1 Droit des mineurs :

Le service examine avec le mineur toute décision le concernant et recueille son avis.

L'avis du mineur et les conditions dans lesquelles il a été recueilli font l'objet d'un rapport établi par la personne mandatée auprès de lui par le service de l'aide sociale à l'enfance.

*Articles L 223-4, R 223-9 du CASF.*

### 4.2 Droit des représentants légaux du mineur :

Lorsqu'un mineur est confié au service de l'aide sociale à l'enfance, en application d'une décision judiciaire prise en vertu :

- de l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 (articles 10-4°, 15-4°, 17 deuxième alinéa),
- de l'article 375-3, 4° du Code civil,
- des articles 377 et 377-1 et des articles 378 à 380 du Code civil,

le représentant légal du mineur donne son avis par écrit préalablement au choix du mode et du lieu de placement et à toute modification apportée à cette décision.

Le formulaire sur lequel est recueilli l'avis préalable du parent ou du représentant légal mentionne :

- Le mode de placement et, selon le cas, les nom et adresse de l'assistant familial, ou l'indication de l'établissement, ainsi que le nom du responsable de cet établissement,
- Les conditions de révision de la mesure,

ainsi que les éléments suivants, s'ils ne sont pas mentionnés dans la décision judiciaire :

- La durée du placement,
- Les modalités suivant lesquelles est assuré le maintien des liens entre l'enfant et ses parents, et notamment les conditions dans lesquelles ils exerceront leurs droits de visite et d'hébergement, compte tenu selon le mode de placement des conditions normales de la vie familiale ou du règlement intérieur de l'établissement, si ces éléments ne sont pas fixés dans la décision judiciaire,
- L'identité des personnes qu'ils autorisent à entretenir des relations avec l'enfant et les conditions d'exercice de celles ci, si ces éléments ne sont pas fixés dans la décision judiciaire,
- La contribution financière des parents aux frais de placement, prévue aux articles L.228-2 et R.228-1 du CASF, est fixée par le Président du Conseil Général dans la limite d'un plafond fixé par voie réglementaire.
- Les noms et qualité des personnes chargées d'assurer le suivi du placement et les conditions dans lesquelles elles l'exercent.

*Articles L 223-3, R 223-7 du CASF.*

# Aides financières de l'aide sociale à l'enfance

## Nature des prestations :

Secours exceptionnels ou allocations mensuelles versées à titre définitif ou sous condition de remboursement.

## Bénéficiaires :

- les parents ou le père ou la mère d'un enfant mineur, s'ils assurent effectivement la charge de l'enfant mineur,
- toute personne assurant effectivement la charge d'un enfant,
- les femmes enceintes confrontées à des difficultés médicales ou sociales et financières lorsque leur santé ou celle de l'enfant l'exige

Ces aides peuvent être accordées aux mineurs émancipés et aux majeurs âgés de moins de 21 ans, confrontés à des difficultés sociales.

## Conditions d'attribution :

L'aide est attribuée si la santé, la sécurité, l'entretien ou l'éducation de l'enfant l'exigent.

Le demandeur doit justifier de la charge effective du mineur pour lequel l'aide est demandée.

L'aide peut être accordée pour participer à des frais directement liés à l'enfant ([scolarité](#), [accueil de loisirs sans hébergement](#), [frais de garde](#), [frais de transport ou de cantine](#) ...) ou liés aux charges de la famille : besoins ponctuels de consommation courante, participation au paiement d'une charge liée à l'entretien de la famille, si aucun dispositif n'est prévu pour ce type de charge.

L'aide peut être accordée pour favoriser les relations entre un enfant et celui de ses parents auprès duquel il n'a pas sa résidence habituelle.

## Référence :

Code l'Action Sociale et des Familles :  
Article L 221-1  
Articles L222-1, L 222-2 et L222-4  
Article L225-9

Articles R 223-2 et R 223-3

Délibération(s) du Conseil Général relative(s) au budget de l'année en cours.

## Procédures :

### 1- Dépôt de la demande

La demande d'aide financière est formulée par écrit sur un imprimé prévu à cet effet auprès

- [des MDS](#) ;
- [ou de tout autre service social](#)

### 2- Evaluation de la demande

Toute attribution d'une aide financière est précédée d'une évaluation sociale effectuée par un travailleur social.

Le rapport d'évaluation fait apparaître les difficultés et les potentialités de la famille et définit un plan d'action afin de continuer à améliorer la situation du foyer, notamment par un accès aux droits.

Le demandeur est tenu de produire tous les justificatifs, notamment financiers, permettant de connaître ses ressources et ses charges ainsi que tous documents, notamment d'état civil, justifiant qu'il a l'autorité parentale sur le mineur ou qu'il en a effectivement la charge.

Le refus ou l'impossibilité de produire ce type de document, hormis les cas de force majeure certaine, entraîne un refus d'attribution de l'aide.

L'évaluation prend en compte de manière exhaustive l'ensemble des charges et des ressources du ménage et apporte tous les éléments permettant d'apprécier la situation.

Celle-ci vérifie que les aides spécifiques prévues par des dispositifs particuliers ont été sollicitées au préalable.

### 3- Modalités de versement :

La décision d'attribution ou de refus est prise par le Président du Conseil Général ou son représentant.

La notification d'attribution indique la durée, le montant et la périodicité de l'aide.

L'aide est versée par la Paierie Départementale sur le compte bancaire ~~ou postal~~ du demandeur, lequel devra fournir le relevé bancaire ~~ou postal~~ du compte à créditer.

Exceptionnellement, un chèque au Trésor adressé au domicile du bénéficiaire peut être délivré si le bénéficiaire n'a pas de compte bancaire ~~ou postal~~.

Si la situation le nécessite et sous réserve que la régie d'avance départementale soit ouverte et suffisamment approvisionnée, une aide d'urgence peut être versée en régie.

L'allocation mensuelle d'aide sociale à l'enfance est incessible et insaisissable.

Elle peut cependant être versée à la demande du bénéficiaire à toute personne chargée temporairement de l'enfant.

Elle est versée de droit au tuteur aux prestations sociales si une mesure de tutelle aux prestations est en cours.

### Intervenants :

Direction Enfance-Famille  
Maisons Départementales de la Solidarité (MDS)  
Tout service social connaissant la situation familiale du demandeur

# Intervention d'un technicien de l'intervention sociale et familiale (TISF)

## Nature des prestations

Aide à domicile visant à permettre le maintien de l'enfant dans sa famille et prévenir les situations de danger, accompagner les parents dans leurs fonctions parentales au quotidien, favoriser l'insertion sociale des familles dans leur environnement.

## Bénéficiaires

- familles en difficulté en charge d'enfant(s) ou d'adolescent(s) lorsque leur santé, leur sécurité, leur entretien ou leur éducation l'exigent,
- femmes enceintes primipares, à titre exceptionnel, confrontées à des difficultés sociales, éducatives et matérielles qui pourraient laisser présager la mise en danger de l'enfant à naître.

## Conditions d'attribution

Cette intervention sociale, éducative et préventive est complémentaire du dispositif financé par la CAF.

## Procédure

L'aide est accordée à la demande du père, de la mère ou de celui qui a la charge de l'enfant.

Le demandeur s'adresse au service social ou médico-social dont il relève.

Cette intervention peut également être proposée à la famille par un service social, lorsqu'il identifie des difficultés.

Le travailleur social instruit la demande, réunit les pièces justificatives, donne son avis sur l'opportunité, l'objectif de l'aide et ses modalités.

La participation financière de la famille est requise uniquement lorsque le service prend le relais de la CAF ou de la MSA et sur la base du même barème.

## Références

### Code de l'action sociale et des familles

Article L.221-1

Articles L.222-2 et L.222-3

Articles R.222-1, R.222-2 et R.222-3

La décision est prise, par délégation du Président du Conseil général, par l'inspecteur Enfance-Famille. L'intervention est fixée pour 3 mois maximum à compter de la notification de la prise en charge à l'association. Toute prolongation fait l'objet d'une nouvelle évaluation avant décision.

Des évaluations sont réalisées en cours et en fin d'intervention afin de réajuster les objectifs s'il y a lieu.

Il peut être mis fin à la mesure à tout moment par l'une ou l'autre des parties.

## Modalités d'intervention

La mesure est exercée par des TISF diplômés, salariés par une association ayant passé convention avec le Département.

Chaque année, le Département fixe le nombre d'heures maximum allouées à chaque association et les crédits correspondants.

## Intervenants

Direction Enfance-Famille

MDS

Associations d'aide à domicile conventionnées

Tout service social connaissant la situation familiale du demandeur

## Intervention d'un technicien de l'intervention sociale et familiale (TISF) en périnatalité

### Nature des prestations

Aide à domicile visant à apporter un soutien à la parentalité et à asseoir le nouvel équilibre familial lié à la naissance de l'enfant.

### Bénéficiaires

Mères pour lesquelles sont repérés à la maternité des difficultés dans la relation avec leur nouveau-né ou des besoins de soutien parental.

### Conditions d'attribution

Le repérage est effectué par les équipes de la protection maternelle et infantile des antennes hospitalières en lien avec le personnel hospitalier concerné.

### Procédure

Une procédure simplifiée est appliquée compte tenu de la nécessaire rapidité d'intervention et des délais à respecter.

La demande d'intervention est adressée à l'association par la Direction de Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique.

### Modalités d'intervention

L'intervention, d'une durée maximale de 20 heures, doit avoir lieu dans le mois qui suit la sortie de la maternité.

La mesure est exercée par des TISF diplômés, salariés par une association ayant passé convention avec le Département.

### Références

#### Code de l'action sociale et des familles

Article L.221-1

Articles L.222-2 et L.222-3

Articles R.222-1, R.222-2 et R.222-3

A l'issue des 20 heures, un bilan est effectué par l'association en lien avec la PMI, pour aider à une réorientation vers le droit commun si la situation nécessite la poursuite d'une aide.

Chaque année, le Département fixe le nombre d'heures maximum allouées à chaque association et les crédits correspondants.

### Intervenants

Direction Enfance-Famille  
 Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique  
 Maternités  
 Associations d'aide à domicile conventionnées

## ALTERNATIVE A DOMICILE

### Nature des prestations

Aide à domicile visant à permettre le maintien de l'enfant dans son environnement familial, prévenir les situations de danger et suppléer les parents dans leurs fonctions au quotidien.

Cette intervention présente un caractère exceptionnel, momentané pouvant aller de quelques jours à quelques mois.

### Bénéficiaires

Enfants pour lesquels l'absence ou l'indisponibilité momentanée du (ou des) parent(s) compromet le maintien à leur domicile.

### Conditions d'attribution

Un travailleur social évalue le contexte social et éducatif et/ou relationnel dans la famille et son environnement.

Demande et/ou accord de la famille à la mesure permettant d'aboutir à une contractualisation.

### Procédure

L'aide est accordée à la demande du père, de la mère ou de la personne qui a la charge de l'enfant. Le demandeur s'adresse au service social ou médico-social dont il relève.

Le travailleur social instruit la demande, réunit les pièces justificatives, donne son avis sur l'opportunité, l'objectif de l'aide, les modalités et la participation financière de la famille.

La décision est prise, par l'Inspecteur Enfance-Famille, sur délégation du Président du Conseil Général.

Les modalités de l'alternative à domicile sont précisées dans un contrat signé par les détenteurs de l'autorité parentale et l'Inspecteur Enfance-Famille.

Toute prolongation fait l'objet d'une nouvelle évaluation avant décision.

### Références

#### Code de l'action sociale et des familles

Article L.221-1

Articles L.222-2 et L.222-3

Articles R.222-1, R.222-2 et R.222-3

Des évaluations sont réalisées en cours et en fin d'intervention afin de réajuster les objectifs s'il y a lieu.

Il peut être mis fin à la mesure à tout moment par l'une ou l'autre des parties.

### Modalités d'intervention

L'association conventionnée met en place, au domicile des intéressés, une organisation avec des techniciennes d'intervention sociale et familiale, des aides médico-psychologiques et des auxiliaires de vie durant l'absence du ou des parents pour que les enfants soient maintenus dans leur cadre habituel de vie (scolarisation, repas, loisirs, sommeil..).

Les interventions des personnels sont organisées en relais afin de couvrir tout ou partie de la journée.

Chaque année, le Département fixe le nombre d'heures maximum allouées aux associations et les crédits correspondants.

### Intervenants

Direction Enfance-Famille

MDS

Associations conventionnées

## Action éducative à domicile (AED)

### Nature des prestations

Action contractualisée de soutien social, éducatif et/ou psychologique au(x) mineur(s) et à sa (leur) famille, au titre de la prévention, apportée :

- par un travailleur social ou medico social de la MDS en collaboration éventuelle avec d'autres services ou intervenants.
- Par une association conventionnée en collaboration avec les MDS chargées de la continuité du suivi social.

L'objectif de cette mesure est de permettre le maintien du mineur dans sa famille et de prévenir les situations de danger.

### Bénéficiaires

Familles rencontrant des difficultés sociales, éducatives et/ou relationnelles.

### Conditions d'attribution

Evaluation par un travailleur social identifiant des difficultés sociales, éducatives et/ou relationnelles, dans la famille.

Demande et/ou accord de la famille à la mesure permettant d'aboutir à une contractualisation.

### Procédures

Les personnes ayant la charge effective de l'enfant, adressent une demande au Président du Conseil Général, par l'intermédiaire du service social départemental ou tout autre service social, éducatif ou médico-social.

L'action éducative à domicile est mise en œuvre à la demande ou avec l'accord écrit des détenteur de l'autorité parentale.

### Références

#### Code de l'action sociale et des familles

Article L.221-1

Article L.222-2 et L.222-3

Article L 223-2

Articles R.221-2, R.221-3, R.223-2 et R 223-4

Elle est décidée, par délégation du Président du Conseil Général, par l'inspecteur Enfance-Famille, au vu d'un rapport du service social départemental ou de tout autre service social.

Elle est prononcée pour une durée de 6 mois, renouvelable après bilan de la situation.

Les familles participent à un entretien en présence de l'inspecteur Enfance-Famille et du référent pour signer un contrat. Un projet pour l'enfant est élaboré.

Il peut être mis fin à la mesure à tout moment par l'une ou l'autre des parties.

### Intervenants

Direction enfance-famille

MDS

Travailleurs sociaux

Sauvegarde 13 (action éducative administrative – AEA)

Association pour la Réinsertion Sociale – Service Educatif en Milieu Ouvert (SEMO)

# Prévention de l'inadaptation sociale de l'enfance et de la jeunesse :

## Prévention spécialisée

### Nature des prestations

La prévention spécialisée est une forme d'action sociale qui vise à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles.

Elle se définit comme une action socio-éducative.

Elle se caractérise par le fait que les professionnels (majoritairement des éducateurs spécialisés) vont à la rencontre des jeunes dans leur milieu de vie, sur leur territoire (sortie des collèges, lieux de rassemblement...).

Elle recherche également la mobilisation de tous les acteurs concernés pour viser prioritairement l'insertion sociale et professionnelle de ces jeunes.

### Bénéficiaires

Les jeunes, en priorité de 11 à 18 ans, en risque de marginalisation et d'exclusion, confrontés à des problèmes de rupture sociale et/ou familiale, en échec scolaire ou exclus du monde du travail.

### Conditions d'attribution

Elles se caractérisent par :

- L'absence de mandat nominatif administratif ou judiciaire,
- La libre adhésion des personnes rencontrées,
- L'anonymat.

### Procédure

Le Président du Conseil Général délivre une autorisation et signe des conventions avec les

### Références

**Code de l'action sociale et des familles**

**Article L.121-2**

**Article L.221-1**

**Articles R.221-1, R.221-2 et 221-3**

**Arrêté n°76/26 bis du 4 juillet 1972** relatif aux clubs et équipes de prévention.

associations, qui mettent en œuvre des actions de prévention spécialisée.

Ces conventions fixent le montant de la participation financière du Département, ainsi que les conditions d'attribution.

### Intervenants

Direction Enfance-Famille

Associations : ADDAP 13, Maison de l'apprenti

## ACCUEIL DE JOUR

### Nature des prestations

L'accueil du mineur à la journée a pour objectif d'apporter à l'enfant un soutien éducatif ou psycho-éducatif tout en associant la famille à la mise en œuvre de la mesure.

### Bénéficiaires

L'accueil de jour s'adresse à des mineurs.

### Conditions d'attribution

Évaluation par un travailleur social des problématiques sociales, éducatives et/ou relationnelles dans la famille, nécessitant une prise en charge hors du domicile de l'enfant en journée.

### Procédure

- Accueil de jour administratif

Lorsque l'accueil de jour s'inscrit dans le cadre de la protection administrative, il est mis en œuvre à la demande d'un service ou des détenteurs de l'autorité parentale et avec leur accord.

Après évaluation, l'inspecteur Enfance-Famille décide de la mise en place de cette prestation.

Cette prestation est prévue pour une durée maximale de **six mois**. Elle est renouvelable, en fonction de l'évaluation sociale

Les modalités de l'accueil sont précisées dans un contrat signé par les détenteurs de l'autorité parentale et l'Inspecteur Enfance-Famille.

- Accueil de jour judiciaire

Si la protection de l'enfant l'exige, le juge des enfants peut ordonner une mesure judiciaire d'accueil de jour.

Il confie le mineur à l'aide sociale à l'enfance ou à un établissement en vue d'un accueil à la journée.

### Références

#### Code de l'action sociale et des familles

Article L.222-4-2  
Articles L.228-1 et L.228-2  
Article L. 223-1

#### Code civil

Article 375-3

Dans les deux cas, le projet pour l'enfant doit être élaboré.

Le Département prend en charge les frais de placement toutefois une participation peut être demandée aux parents ou détenteurs de l'AP dans la limite du plafond réglementaire en fonction de l'évaluation sociale. Il peut également être procédé à la récupération des allocations familiales.

### Intervenants

Direction Enfance-Famille  
MDS  
Juge des Enfants  
MECS

## Accueil provisoire

### Nature des prestations

Accueil à temps complet en dehors du domicile familial des mineurs, au titre de l'aide sociale à l'enfance.

### Bénéficiaires

Les mineurs en danger ou en risque de l'être.  
Les mineurs qui ne peuvent demeurer provisoirement dans leur milieu de vie habituel et dont la situation requiert un accueil à temps complet ou partiel, modulable selon leurs besoins.  
Les mineurs rencontrant des difficultés particulières nécessitant un accueil spécialisé (suites de l'article L222-5 1° CASF)

### Conditions d'attribution

L'accueil s'effectue à la demande et avec l'accord écrit du ou des représentants légaux du mineur.

La demande est accompagnée d'une évaluation écrite du travailleur social qui motive la nécessité de la séparation de l'enfant avec sa famille compte tenu du risque qu'il encourt.

L'accord de principe de l'Inspecteur Enfance-Famille doit être obtenu.

### Procédures

Si les 2 parents exercent l'autorité parentale, il faut l'accord des 2 parents. Si un seul parent a l'autorité parentale, son accord suffit mais l'autre doit être informé en vertu de son droit général de surveillance.

L'accueil provisoire donne lieu à l'élaboration d'un projet pour l'enfant (PPE).

Le Département prend en charge les frais de placement, toutefois une participation peut être demandée aux parents ou aux détenteurs de l'autorité parentale, dans la limite du plafond réglementaire en fonction de l'évaluation sociale. Il peut également être procédé à la récupération des allocations familiales..

L'avis de l'enfant en âge de discernement est recueilli.

## Références

### Code de l'action sociale et des familles

Article L.221-1  
Article L.222-5  
Article L 223-1 et L 223-2  
Article L 223-4 et L.223-5  
Article L.228-1 et L.228-2

Une fois l'accord obtenu et le lieu d'accueil trouvé, le contrat d'accueil provisoire est signé par le ou les parents et l'inspecteur Enfance-Famille. Il peut prendre fin à tout moment à la demande de l'une des deux parties.

La durée maximale de l'accueil provisoire est d'une année, avec possibilité de renouvellement. Au terme de la période, le mineur peut :

- retourner dans sa famille,
- bénéficier d'un prolongement de la mesure dans les mêmes conditions,
- bénéficier de toute orientation susceptible de répondre à ses besoins,
- faire l'objet d'une mesure judiciaire de placement.

## Intervenants

Direction Enfance- famille,  
MDS,  
Assistant familial  
Maison d'enfants à caractère social,  
Service des procédures Urgence-Enfance  
Direction des maisons de l'enfance et de la famille

## Accueil Provisoire d'urgence

### Nature des prestations

Prise en charge physique des mineurs, au titre de l'aide sociale à l'enfance

### Bénéficiaires

En cas d'urgence, les mineurs, dont les représentants légaux sont dans l'impossibilité de donner leur accord, sont recueillis par l'aide sociale à l'enfance.

### Conditions d'attribution

C'est le caractère exceptionnel ou d'une particulière gravité de la situation qui autorise l'accueil immédiat du mineur.

### Procédures

L'inspecteur Enfance-Famille :

- s'assure que les représentants légaux sont bien dans l'impossibilité de donner leur accord,
- avise immédiatement le Parquet par télécopie mentionnant nom, prénom, lieu de placement et les circonstances de l'urgence.

Si après un délai de **cinq jours**, les représentants légaux n'ont pas été retrouvés ou s'ils n'ont pas donné leur accord à l'admission, le procureur de la République, saisi par le service d'aide sociale à l'enfance doit intervenir en transmettant la procédure :

- soit au juge des tutelles, si les représentants légaux ont disparu,
- soit au juge des enfants s'il estime que l'enfant est en danger.

### Références

#### Code de l'action sociale et des familles

Article L.221-1

Article L.223-2 alinéa 2

### Intervenants

Direction enfance-famille,  
MDS

Service des procédures Urgence-Enfance  
Direction des maisons de l'enfance et de la famille

## Accueil 72 heures

### Nature des prestations

Hébergement des mineurs, à titre préventif, pendant une durée maximale de 72 heures.

### Bénéficiaires

Les mineurs en rupture relationnelle avec leurs parents ou en situation de fugue qui les expose à des risques de danger.

### Conditions d'attribution

L'hébergement du mineur, qui a abandonné le domicile familial, est organisé par le service de l'aide sociale à l'enfance pendant une durée maximale de 72 heures.

### Procédures

Le mineur est momentanément hébergé dans une structure d'urgence (Direction des Maisons de l'Enfance et de la Famille (DIMEF)).

Ce temps est mis à profit pour recueillir et comprendre le point de vue du mineur, évaluer sa situation et envisager avec lui un accompagnement en conséquence.

De manière concomitante, le service de l'aide sociale à l'enfance informe sans délai les parents ou toute autre personne exerçant l'autorité parentale et le procureur de la République de la mise en place de cet accueil.

Le cas échéant, il informe également le service à qui le mineur est confié.

des interventions de nature diverse peuvent être engagées, si nécessaire, allant de la mise en place

### Références

#### Code de l'action sociale et des familles

Article L.221-1  
Article L.223-2 alinéa 5  
Article L.228-2

d'une médiation familiale pour préparer son retour au domicile jusqu'à un accueil prolongé.

Le Département prend en charge les prestations (hébergement, frais de transport) et peut émettre un titre de recette à l'encontre d'un autre département ou des détenteurs de l'autorité parentale.

Si au terme du délai, le retour du mineur dans sa famille n'a pu être organisé, une procédure d'admission à l'aide sociale à l'enfance, ou à défaut d'accord des parents ou du représentant légal, une saisine de l'autorité judiciaire est engagée.

### Intervenants

Direction Enfance-Famille,  
Direction des maisons de l'Enfance et de la Famille,  
MDS,  
Service des procédures Urgence-Enfance,  
PJJ,  
Police, Gendarmerie, Parquet.

## Accueil provisoire jeunes majeurs (APJM)

### Nature des prestations

Prise en charge des mineurs émancipés et des majeurs de moins de 21 ans, pour leur permettre d'accéder à une autonomie financière dans les meilleurs délais, favoriser leur insertion sociale et professionnelle.

### Bénéficiaires

Les majeurs de moins de 21 ans et les mineurs émancipés qui éprouvent des difficultés d'insertion sociale faute de ressources ou de soutien familial suffisants.

### Conditions d'attribution

#### Conditions relatives aux jeunes

- Jeunes qui, dans l'année précédant leur majorité, étaient confiés à l'ASE des Bouches-du-Rhône.
- Autres jeunes au vu de leur situation particulière.

#### Conditions relatives aux parents

Les parents sont soumis à l'obligation alimentaire au-delà de la majorité de leurs enfants.

L'aide apportée par le service de l'ASE est fonction des ressources, elle a un caractère subsidiaire et ne saurait se substituer au droit commun.

### Procédures

Le fait déclencheur est la demande écrite formulée par le jeune majeur.

L'évaluation sociale peut être assurée par :

- Le référent mission Enfance-Famille de la MDS qui assurait le suivi du jeune au cours de sa minorité ;
- Les travailleurs sociaux de la mission Cohésion Sociale de la MDS ;
- Tout autre service socio-éducatif connaissant une situation pouvant relever de cette prestation.

L'inspecteur Enfance-Famille décide de l'attribution de cette mesure.

L'avis de l'enfant en âge de discernement est recueilli.

### Références

Code de l'action sociale et des familles

Article L.221-1

Article L.222-2

Article. L.222-5 dernier alinéa

Article L.223-5

Article L.228-1 et L.228-2.

Code civil

Articles 203 à 211

Un projet scolaire, de formation ou d'insertion est élaboré.

Un contrat est signé entre le jeune et l'inspecteur Enfance-Famille.

Durant la mesure, le mode de prise en charge est défini selon l'évolution des besoins : accompagnement avec ou sans hébergement, aides matérielle et financière éventuelles...

Une contribution peut être demandée au jeune majeur.

Il peut être mis fin à la mesure avant le délai prévu dans le contrat :

- sur décision du bénéficiaire,
- ou sur décision de l'inspecteur Enfance-Famille si les termes du contrat ne sont pas respectés par le bénéficiaire.

A l'issue de l'APJM, une prime d'installation dont le taux est fixé par délibération du Conseil Général des Bouches du Rhône, peut être accordée au jeune majeur avant ses 22 ans, à sa demande.

Cette prime d'installation doit aider l'intéressé à faire face à ses frais de premier établissement (logement, véhicule nécessaire à son activité professionnelle, projet scolaire ou de formation commencé avant 21 ans). Cette prime est renouvelable 1 fois

### Intervenants

Direction Enfance-famille,

MDS,

Assistante familiale,

Maison d'enfants à caractère social,

# Hébergement et prise en charge des femmes enceintes et des mères isolées avec un enfant de moins de 3 ans

## Nature des prestations

Hébergement et soutien matériel et psychologique à caractère temporaire.  
Aide à la parentalité et à l'insertion sociale et professionnelle.

## Bénéficiaires

- les femmes enceintes
- les mères isolées avec leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans

## Conditions d'attribution

Le bénéficiaire doit être :

- en situation d'isolement,
- sans ressources suffisantes,
- sans solution de logement,
- avec un soutien familial insuffisant,

Pour les femmes enceintes, l'état de grossesse doit être avéré (certificat médical ou état visible).

## Procédure

La situation des femmes qui demandent leur admission fait l'objet d'une évaluation sociale, d'un projet social et d'insertion et d'une orientation dans un lieu d'accueil le cas échéant.

Sur l'avis motivé d'un travailleur social, la décision d'admission est prise par l'inspecteur Enfance-Famille, sur délégation du Président du Conseil Général.

En cas de refus, l'intéressée est informée par courrier motivé.

Les personnes sont accueillies dans des structures de type centre maternel, habilitées par le Département.

## Références

### Code de l'action sociale et des familles

Article L.221-2,  
Article L.222-5 alinéa 4  
Article L. 228-3

Délibération du conseil général n°69 du 28 mai 1986 portant création d'une permanence téléphonique

Dans le cadre d'un hébergement d'urgence, la demande peut être formulée directement ou par l'intermédiaire d'un tiers (MDS, Institutions, Associations) au numéro gratuit 0800 13 13 00 ou au numéro 04 95 05 00 85, du lundi au vendredi de 8H à 20H, au service des procédures Urgence Enfance, compétent pour l'admission en urgence.

Après vérification de la situation, la demande est orientée systématiquement vers la MDS compétente pour évaluation.

Une participation peut être demandée aux bénéficiaires.

La durée de cette prise en charge peut être de six mois, éventuellement renouvelable (dans la limite des 3 ans de l'enfant).

## Intervenants

Direction Enfance-Famille,  
MDS,  
Service des Procédures Urgence Enfance,  
115 (SAMU)  
Centres Maternels et MECS La Draille  
Hôpitaux, Police, Gendarmerie

# Accueil et hébergement des mineurs sur décision judiciaire

## Nature des prestations

Prise en charge des mineurs ne pouvant être maintenus dans leur milieu familial.

Le Département organise sur une base territoriale les moyens nécessaires à l'accueil et à l'hébergement des enfants confiés au service de l'aide sociale à l'enfance.

L'accueil et l'hébergement peuvent se réaliser en maison d'enfants à caractère social ou dans une famille d'accueil et toute autre structure habilitée Aide Sociale à l'Enfance et en cas d'urgence dans une structure d'accueil d'urgence.

## Bénéficiaires

- Mineurs confiés à l'ASE conformément aux dispositions des articles 375 et 375-3 du code civil.
- Mineurs confiés dans le cadre d'une tutelle déferée au président du Conseil général (art.411 du code civil)
- Mineurs confiés par délégation ou retrait partiel de l'autorité parentale. (art.376 à 377-3 et 378 à 381 du code civil).

## Conditions d'attribution

Les ordonnances et jugements de l'autorité judiciaire (Procureur de la République, juge des enfants, juge aux affaires familiales).

## Procédure

- Dans le cadre des articles 375 et 375-3 du code civil :

Le Procureur de la République ou le juge des enfants confie l'enfant à l'aide sociale à l'enfance suite à une saisine par le Conseil Général dans les trois cas de figures suivants :

- Une ou plusieurs actions n'ayant pas permis de remédier à la situation (articles L. 222-3, L 222-4-2, L 222-5) ;
- Refus de la famille d'accepter l'intervention du service de l'ASE ou de l'impossibilité dans

## Références

### Code de l'action sociale et des familles

Article L.221-1  
Article L.222-5  
Article L.227-1  
Articles L.228.2 à L 228-4  
Article L226-4

### Code civil

Article 375

Délibération du Conseil Général n° 69 du 29 mai 1986 relative à la création de la permanence téléphonique

laquelle elle se trouve de collaborer avec ce service ;

- Impossibilité d'évaluer la situation

Le juge des enfants décide du placement en le motivant. Il peut prendre une ordonnance provisoire de placement pour une durée maximale de six mois. A l'issue des six mois, un jugement peut être pris pour une durée n'excédant pas deux ans renouvelables et peut être modifié à tout moment.

Cependant lorsque les parents présentent des difficultés relationnelles et éducatives graves, sévères et chroniques, la mesure peut-être ordonnée pour une durée supérieure à 2 ans.

Les parents conservent les attributs de l'autorité parentale. Ils sont informés, par écrit, de l'admission du mineur. Ils sont reçus par l'Inspecteur Enfance-Famille.

En cours de mesure, ils doivent également être informés des modifications des modalités de placement. Le service de l'ASE doit tout mettre en œuvre pour obtenir leur adhésion.

- Dans le cadre d'une tutelle déferée au Président du Conseil Général, d'une délégation ou d'un retrait partiel de l'autorité parentale, les attributs de l'autorité parentale sont partiellement déferés au Président du Conseil Général.

Quels que soient l'origine de la demande et le statut du mineur, l'hébergement des enfants placés sous la responsabilité du Président du Conseil Général s'exerce selon les modalités suivantes :

- Désignation d'un travailleur social référent chargé du suivi de l'enfant et de sa famille le cas échéant.
- Elaboration avec les parents d'un projet pour l'enfant.
- Révision au moins une fois par an de la situation du mineur.

Si l'âge du mineur le permet, son avis sera sollicité pour toute décision le concernant.

Les frais d'hébergement sont à la charge du Département siège de la juridiction saisie.

Toutefois une participation, fixée par le Juge des Enfants, peut être demandée aux parents dans la limite du plafond réglementaire. Il est également procédé à la récupération des allocations familiales, auxquelles le mineur ouvre droit.

Le mineur peut bénéficier de différentes allocations financières liées au placement dont les montants sont arrêtés chaque année par délibération de l'assemblée départementale.

En cas d'urgence, hors des heures ouvrables :

- Les demandes d'hébergement sont formulées par le Parquet, la police, la gendarmerie voire le juge des enfants auprès du Service des Procédures Urgence Enfance et orientées vers le cadre de permanence de la Direction des Maisons de l'Enfance et de la Famille.

- A la demande de la police, de la gendarmerie ou d'une structure d'accueil, les mineurs déjà confiés à l'ASE peuvent être hébergés dans une maison de l'enfance et de la famille, selon les modalités précitées.

## Intervenants

Direction Enfance-Famille,  
 Direction de la protection maternelle et infantile et de la santé publique,  
 MDS,  
 Maison d'enfants à caractère social,  
 Assistants familiaux,  
 Direction des maisons de l'enfance et de la famille,  
 Service des Procédures Urgence Enfance,  
 Autorités judiciaires,  
 Police, Gendarmerie.

## Accueil et hébergement des pupilles de l'Etat

### Nature des prestations

Accueil et hébergement des mineurs placés sous l'autorité du président du conseil général.

Le département organise sur une base territoriale les moyens nécessaires à l'accueil et à l'hébergement des enfants confiés au service de l'aide sociale à l'enfance.

Les mineurs peuvent être accueillis dans une famille d'accueil ou dans une structure agréée au titre de l'aide sociale à l'enfance.

### Bénéficiaires

Ce sont les enfants qui, privés de soutien familial, sont placés sous la tutelle de l'Etat. L'admission comme pupilles de l'Etat a pour effet de les rendre juridiquement adoptables.

Ce sont :

- Les enfants dont la filiation n'est pas établie ou est inconnue, qui ont été recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance,
- Les enfants dont la filiation est établie et connue, qui ont été expressément remis au service de l'aide sociale à l'enfance en vue de leur admission comme pupille de l'Etat par les personnes qui ont qualité pour consentir à leur adoption,
- Les enfants orphelins de père et de mère, recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance pour qui le Juge des tutelles ne souhaite pas organiser une autre forme de tutelle, estimant que l'enfant est susceptible de bénéficier d'une adoption.
- Les enfants dont les parents ont fait l'objet d'un retrait total de l'autorité parentale, recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance ;
- Les enfants recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance en application de l'article 350 du code civil.

### Références

Code de l'Action Sociale et des Familles

Articles L. 224-1 à L. 224-11

Articles L. 225-1 et L. 225-2

Article L. 225-15

### Procédure

Un arrêté d'admission, en qualité de pupille de l'Etat, est pris par le Président du Conseil Général, à la date de la remise de l'enfant à l'ASE.

La tutelle des pupilles de l'Etat revient au préfet assisté d'un conseil de famille.

Le service de l'ASE procède à :

- la désignation d'un travailleur social référent chargé du suivi de l'enfant.
- l'élaboration d'un projet individuel pour l'enfant.

### Intervenants

Direction Enfance Famille,  
MDS,  
MECS, assistants familiaux,  
Préfet  
Conseil de famille  
Tribunal de Grande Instance

## Numéro vert départemental enfance en danger :

**0 800 13 13 00**

### Nature des prestations :

Le numéro vert enfance en danger est un dispositif téléphonique, en lien avec le 119, ouvert de 8h à 20H du lundi au vendredi, d'écoute, d'information et d'orientation concernant toute situation liée à la protection des mineurs dans le département des Bouches-du-Rhône. Ce dispositif bascule sur le 119 le reste du temps.

### Bénéficiaires :

Tout mineur dans le département des Bouches du Rhône

### Conditions d'intervention :

Conditions d'existence susceptible de mettre en danger la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé ou si les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises.

Violences ou négligences ayant des conséquences graves sur le développement physique ou psychologique de l'enfant.

### Procédures :

#### Accès :

L'appel téléphonique au numéro **0 800 13 13 00** est gratuit d'un poste fixe ou d'une cabine téléphonique. Il n'est réalisable que depuis le département des Bouches du Rhône. Il demeure payant lorsqu'il est émis d'un téléphone portable.

L'appelant peut rester anonyme.

### Référence :

#### Code de l'Action Sociale et des Familles :

Article L221.1-5°  
Articles L.226-3, L.226-4, L.226-6  
Article R.221-2

#### Code Civil :

Articles 375 et suivants.

Les informations dites préoccupantes sont traitées immédiatement et font l'objet :

-Soit d'une transmission pour évaluation à la MDS ou au service social compétent en vue de l'élaboration d'un rapport transmis pour décision à l'inspecteur Enfance Famille

-Soit d'une transmission à l'autorité judiciaire en vue d'une mesure de protection judiciaire.

### Intervenants :

Direction Enfance-Famille,  
MDS,  
SPUE  
Numéro vert national 119  
Procureur de la République, Juge des enfants.  
Police, Gendarmerie, Education Nationale, Centres hospitaliers,  
Mairie, association, particuliers.....

## Agrément en vue d'adoption

### Nature des prestations

Pour adopter un enfant pupille de l'Etat ou un enfant étranger, Il faut être titulaire d'un agrément délivré par arrêté du Président du Conseil Général.

### Conditions pour l'adoption

L'adoption peut être demandée par :

- Deux époux non séparés de corps, mariés depuis plus de 2 ans, ou âgés l'un et l'autre de plus de 28 ans.
- Toute personne âgée de plus de 28 ans.

### Procédure

Les candidats adressent leur demande d'agrément au Président du Conseil Général du département de leur résidence, qui, dans les Bouches du Rhône, en confie l'instruction au Service de l'Adoption et Recherche des Origines (SARO) de la Direction Enfance- Famille.

Une réunion d'information leur est proposée dans les deux mois afin de leur communiquer l'ensemble des informations relatives aux procédures d'agrément et d'adoption. A l'issue de cette réunion un dossier est remis aux candidats.

Suite à cette information, chaque candidat doit confirmer sa demande d'agrément par lettre recommandée avec accusé de réception, fournir les pièces nécessaires à la constitution du dossier et préciser son projet d'adoption.

Le délai de la procédure d'agrément est de 9 mois.

L'évaluation des conditions d'accueil est réalisée par un travailleur social et l'évaluation du contexte psychologique dans lequel est formé le projet d'adoption est confiée à un psychologue ou un médecin psychiatre.

Les candidats peuvent consulter leur dossier 15 jours au moins avant la commission d'agrément, faire connaître par écrit leurs observations et préciser leur projet d'adoption.

Ils peuvent être entendus par cette même commission soit à leur demande soit à celle d'au moins deux de ses membres.

La décision d'agrément est prise par le Président du Conseil Général, après avis motivé de la commission d'agrément. L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans.

### Références

#### Code de l'action sociale et des familles

Articles L. 225-2 à L. 225-7  
Article R. 225-1 à R 225-11

#### Code civil

Articles 343 et 343-1  
Article 353-1

Lorsque les personnes agréées changent de département, leur agrément demeure valable, sous réserve d'une déclaration préalable adressée au Président du Conseil Général de leur nouveau département de résidence.

Au-delà de ce délai, une nouvelle demande est nécessaire.

Le bénéficiaire doit confirmer chaque année le maintien de son projet d'adoption, transmettre une déclaration sur l'honneur indiquant toutes modifications de sa situation matrimoniale ou familiale.

Tout refus ou retrait d'agrément doit être motivé.

Les candidats peuvent demander que tout ou partie des investigations effectuées pour l'instruction du dossier soient accomplies une seconde fois par d'autres personnes que celles auxquelles elles avaient été confiées initialement.

Deux voies de recours sont ouvertes dans les deux mois qui suivent la notification du refus :

- Gracieux devant le Président du Conseil Général ;
- Contentieux devant le Tribunal administratif.

Après un refus ou un retrait d'agrément, un délai de trente mois est nécessaire pour présenter une nouvelle demande.

### Intervenants

Direction Enfance-Famille/MDS  
Psychologues ou médecins psychiatres  
Commission d'agrément

## Accès au dossier et recherche des origines

### Nature des prestations

**Conservation des dossiers** des enfants pupilles de l'Etat ou adoptés et des dossiers d'aide sociale à l'enfance clos dans le respect des règles d'archivage.

**Entretien** avec les personnes souhaitant consulter leurs dossiers. Accompagnement des personnes adoptées, placées en établissement ou confiées à des assistants familiaux au titre de l'aide sociale à l'enfance.

### Traitement par courrier

Attestations de placement, informations particulières, transmission des dossiers au département de résidence des intéressés, réponses aux familles, notaires, avocats, organismes de tutelle, administrations.

### Bénéficiaires

- les personnes adoptées,
- les anciens pupilles de l'Etat et anciens bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance.

Le mineur en âge de discernement doit être soit autorisé, soit accompagné, soit représenté par ses représentants légaux.

Peuvent également avoir accès au dossier :

- les personnes possédant un mandat de l'intéressé,
- les ayants-droits après le décès de l'intéressé.

Sont également reçus les pères et mères d'un enfant, pupille adopté ou non, qui souhaitent lever le secret ou laisser des informations qui seront versées au dossier à son intention. Les autres membres de la famille de naissance de l'enfant pourront également être reçus s'ils souhaitent laisser des informations à l'intention de celui-ci.

### Procédure

- ◆ Pour entreprendre une démarche d'accès au dossier, les personnes font une demande écrite adressée au Président du Conseil Général.

Un travailleur social ou psychologue de la direction Enfance-Famille les reçoit et leur apporte conseil,

### Références

#### Code l'action sociale et des familles

Articles L.224-5 et L.224-7

Articles R.147-1 à R.147-33

Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public,

Loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public,

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

écoute et accompagnement tout au long de cette recherche.

Le demandeur peut être accompagné par une personne de son choix pendant toute la durée de la consultation.

A sa demande, sont consignées, en annexe, ses observations aux conclusions qui lui sont opposées dans les documents.

Si une information ne lui est pas communiquée, le demandeur peut solliciter l'avis de la commission d'accès aux documents administratifs (CADA) ou saisir le conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP).

Dans le cas où le demandeur saisit le CNAOP, la direction Enfance-Famille transmet à ce dernier, sur sa demande, une copie des éléments relatifs à l'identité des personnes, leur santé, les raisons et les circonstances de la remise de l'enfant au service ainsi que la dernière adresse connue des père et mère.

Les correspondants départementaux du CNAOP sont désignés par le président du conseil général.

### Intervenants

Direction Enfance-Famille

Conseil national pour l'accès aux origines personnelles

## Prise en charge des mères ayant accouché sous le secret de leur identité confiant leur enfant en vue d'adoption

### Nature des prestations

- Accompagnement psychologique et social des mères qui le souhaitent, par le service de l'aide sociale à l'enfance.
  - Recueil de l'enfant par le service de l'aide sociale à l'enfance sous la responsabilité du président du conseil général.
  - Pendant deux mois, l'enfant est admis en qualité de Pupille de l'Etat à titre provisoire. A l'issue de ce délai, il deviendra pupille de l'Etat définitif et pourra faire l'objet d'un placement en vue d'adoption.
- Jusqu'à ce placement, il pourra être repris par le parent qui l'aura reconnu. Toute personne justifiant d'un lien avec lui pourra former un recours contre l'arrêté d'admission.
- Prise en charge des frais d'accouchement..

### Bénéficiaires

Femmes souhaitant accoucher sans révéler leur identité et remettre leur enfant à l'aide sociale à l'enfance.

Femmes souhaitant accoucher sans demander le secret de leur identité et désirant confier leur enfant en vue d'adoption.

### Procédures

Les femmes demandent, lors de leur admission en vue d'un accouchement, que le secret de leur identité soit préservé.

Aucune pièce d'identité n'est alors exigée et il n'est procédé à aucune enquête.

Après s'être assuré des informations données à l'intéressée, le service adoption et recherche des origines de la Direction Enfance-Famille dresse le procès-verbal de remise de l'enfant en vue de son admission en qualité de pupille de l'Etat et de consentement à l'adoption s'il y a lieu.

### Références

#### Code de l'action sociale et des familles

Article L.222-6 et suivants

Article L. 147-1 et suivants

Article R.147-1 et suivants

Le service organise l'accompagnement psychologique et social dont bénéficie la femme qui accouche dans le secret de l'identité, avec son accord.

Le correspondant départemental du conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP) ou son représentant recueille les renseignements relatifs à la santé des père et mère de naissance, aux origines de l'enfant et aux raisons et circonstances de sa remise au service de l'aide sociale à l'enfance ou à l'organisme autorisé et habilité pour l'adoption.

Le service conserve les renseignements, le pli fermé s'il a été remis par la mère, les déclarations formulées par le ou les membres de la famille de naissance, qui seront adressés au CNAOP à sa demande.

### Intervenants

Maternités (hôpitaux, cliniques)

DEF, MDS, DPMISP

Services d'état civil

Conseil national pour l'accès aux origines personnelles

Tribunaux

## Information des futurs conjoints

### Nature de la prestation :

Edition et diffusion de la brochure d'éducation sanitaire intitulée « Vous allez vous marier » destinée aux futurs conjoints .

### Bénéficiaires :

Futurs conjoints ayant entrepris de démarches de mariage auprès d'une mairie

### Conditions d'attribution :

La brochure est délivrée gratuitement aux mairies qui en font la demande.

### Procédures :

La mairie remet gratuitement aux futurs conjoints la brochure d'éducation sanitaire.

### Références :

Code de la Santé Publique  
Article L2112-2  
Article R2121-1

Délibération du Conseil Général approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique  
Mairies

## Information des futurs parents

### Nature de la prestation :

Edition et diffusion d'une plaquette d'information décrivant les services proposés par le service départemental de Protection Maternelle et Infantile, adressée aux futurs parents.

### Bénéficiaires :

Futurs parents  
Femmes enceintes

### Conditions d'attribution :

Les femmes doivent avoir déclaré leur grossesse auprès de l'organisme versant les prestations familiales.

### Procédures :

A la réception des avis de grossesse adressés par l'organisme versant les prestations familiales, le service départemental de Protection Maternelle et Infantile adresse aux futurs parents une plaquette les informant de la mise à disposition du personnel de la Protection Maternelle et Infantile auprès des femmes enceintes du département.

### Références :

Code de la Santé Publique

Article L2111-1

Article L2112-2

Article L2122-4

Délibération du Conseil Général approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique :

– Sages-femmes territoriales

Organisme versant les prestations familiales.

Médecins libéraux

## Entretien prénatal précoce et actions d'accompagnement

### Nature de la prestation :

Le Département organise des actions médico-sociales préventives à domicile pour les femmes enceintes notamment des actions d'accompagnement si celles-ci apparaissent nécessaires lors d'un entretien systématique psychosocial réalisé au cours du quatrième mois de grossesse.

### Bénéficiaires :

Femmes enceintes ou couples.

### Conditions d'attribution :

Cet entretien s'adresse à toutes les femmes enceintes, il est proposé en début de grossesse par le médecin ou la sage-femme qui suit la grossesse. A la suite de celui-ci, d'informations issues des déclarations de grossesse, des liaisons médico-sociales ou à la demande du professionnel qui suit la grossesse, des actions d'accompagnement peuvent être assurées à domicile ou au centre.

### Procédures :

Les coordonnées et horaires des entretiens sont disponibles dans les Maisons Départementales de la Solidarité dont la liste est jointe en annexe.

Les entretiens sont accessibles sur rendez-vous.

### Références :

Code de la Santé Publique  
Articles L 2111-1 et L2112-2  
Art L2122-1 à -3  
Art R2112-1et -2

Délibération du Conseil Général **approuvant le règlement départemental d'aide sociale.**

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique :  
– Sages-femmes

## Planification et éducation familiale : contraception et information

### Nature de la prestation :

Consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité.

Le Département organise et finance des consultations médicales au cours desquelles des produits contraceptifs peuvent être dispensés, des bilans sanguins de suivi de la contraception, et des frottis cervico-vaginaux de dépistage du cancer du col de l'utérus peuvent être réalisés.

### Bénéficiaires :

Toute population.

### Conditions d'attribution :

Les centres sont ouverts à tous, avec une attention particulière pour les mineurs, les jeunes majeurs de moins de 20 ans ayants - droit de leurs parents, souhaitant garder le secret, ainsi que les non-assurés sociaux.

Les femmes nécessitant une contraception d'urgence sont reçues en priorité.

### Procédures :

Les coordonnées et horaires des consultations sont disponibles dans les Maisons Départementales de la Solidarité ou dans les centres spécialisés (centres de planification et d'éducation familiale) dont la liste est jointe en annexe.

Les consultations sont accessibles sur rendez-vous, sauf urgence.

### Références :

Code de la Santé Publique

Articles L2111-1, L2112-2, L2112-4, L2112-7

Articles L2311-1 à L2311-6

Articles L5134-1

Article R2112-1

Articles R2311-7 à R2311-13

**Délibération du Conseil Général approuvant le règlement départemental d'aide sociale.**

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique :

- Médecins gynécologues ou compétents en gynécologie.
- Sages-femmes
- Infirmières
- Conseillères conjugales
- CIDAG-DAV

Centres conventionnés.

Centres spécialisés

Maisons départementales de la solidarité

## Visites à domicile des sages-femmes

### Nature de la prestation :

Mise à disposition des sages - femmes du Département en vue de visites au domicile des femmes enceintes avec l'accord des intéressées, en lien avec le médecin traitant et les maternités concernées.

(cf. Fiche « Information des futurs parents »).

### Bénéficiaires :

Femmes enceintes

### Conditions d'attribution :

Prescription médicale dans les situations de grossesse à risque médical, social et/ou psychologique.

### Procédures :

Le médecin traitant de la femme enceinte, libéral ou hospitalier, peut prescrire un certain nombre de visites et fixe les indications médicales (examen obstétrical, monitoring...).

La femme enceinte peut faire appel aux services de la Protection Maternelle et Infantile.

A réception des avis de grossesse, la sage-femme peut proposer directement, à une femme à des femmes enceintes présentant des critères de vulnérabilités médico-sociale (primipares, mineures, grossesses tardives...), une visite à domicile

### Références :

Code de la Santé Publique  
Articles L 2111-1, L2112-2 et L2112-7  
Article L 2122-4  
Article R 2112-7

Délibération du Conseil Général approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique :

- Sages-femmes territoriales
- Puéricultrices
- Assistantes Sociales

Médecine libérale et hospitalière

Organisme versant les prestations familiales

## Consultations pré et postnatales de suivi de grossesse

### Nature de la prestation :

Consultations ayant pour objet d'assurer une surveillance régulière du bon déroulement de la grossesse et de la croissance fœtale par le dépistage des pathologies maternelles et fœtales et leur prise en charge en relation avec les équipes obstétricales.

Des séances de prélèvement sanguin de surveillance biologique et sérologique sont organisées pour les femmes ne bénéficiant pas de couverture sociale.

Un carnet de grossesse est délivré gratuitement lors du 1<sup>er</sup> examen prénatal.

### Bénéficiaires :

Femmes enceintes ou venant d'accoucher.

### Conditions d'attribution :

Ces consultations s'adressent à toutes les femmes et en priorité à celles en situation de précarité, non-assurées sociales ou en situation de vulnérabilité médicale, psychologique et/ou sociale.

### Procédures :

Les coordonnées et horaires des consultations sont disponibles dans les Maisons Départementales de la Solidarité ou dans les centres spécialisés (centre de planification et d'éducation familiale) dont la liste est jointe en annexe.

Les consultations sont accessibles sur rendez-vous, sauf urgence.

### Références :

Code de la Santé Publique

Articles L 2111-1 et L2112-2

Article L 2112-4

Article L 2112-7

Articles L 2122-1 et 2122-2

Articles R21142-1, R2112-2, ~~R2121-5~~ R2112-5, R2112-7

Articles R 2122-1 à R2122-17

Délibération du Conseil Général approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique :

- Médecins gynécologues ou compétents en gynécologie.
- Sages-femmes
- Infirmières
- Conseillères conjugales

Maisons départementales de la solidarité

Centres spécialisés

## Entretien préalable et entretien faisant suite à l'interruption volontaire de grossesse

### Nature de la prestation :

Entretiens préalables à l'interruption volontaire de grossesse et entretiens relatifs à la régulation des naissances suite à une interruption volontaire de grossesse.

### Bénéficiaires :

Toute femme enceinte que son état place en situation de détresse.

### Conditions d'attribution :

Les entretiens préalables et faisant suite à l'IVG sont systématiquement proposés à la femme majeure. Ils sont obligatoires pour la mineure non émancipée.

### Procédures :

L'entretien se déroule dans un centre de planification et d'éducation familiale, après la première consultation médicale préalable à l'IVG.

Il a lieu dans un délai minimum de 48 heures avant l'IVG et donne lieu à l'établissement d'une attestation de consultation.

Les entretiens ont lieu sur rendez-vous, sauf urgence.

### Références :

Code de la Santé Publique  
Articles L 2111-1 et L 2112-2  
Articles L 2212-1, L 2212-3 à L 2212-5, L 2212-7  
Article R2212-12  
Articles R 2311-7 à 13

**Délibération du Conseil Général** approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

### Intervenants

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique :

- Conseillères conjugales
- Sages-femmes

## Mise à disposition des carnets de grossesse et des carnets de santé de l'enfant

### Nature des prestations :

Mise à disposition des carnets de grossesse et des carnets de santé de l'enfant accompagnés des trois certificats de santé (modèles fixés au niveau national).

### Bénéficiaires :

Femmes enceintes  
Enfants de moins de 6 ans.

### Conditions d'attribution :

Le Département adresse gratuitement :

- Aux gynécologues libéraux, hospitaliers et territoriaux qui en font la demande les carnets de grossesse.
- Aux maternités, les carnets de santé de l'enfant.

### Procédures :

Dans le cadre des consultations prénatales, au cours du premier examen, un carnet de suivi de grossesse est remis à chaque femme enceinte.

A la naissance d'un enfant, un carnet de santé est délivré aux personnes titulaires de l'exercice de l'autorité parentale ou aux services à qui l'enfant a été confié.

Les familles peuvent également se procurer un carnet de santé auprès des Maisons Départementales de la Solidarité ou dans les centres spécialisés (centre de planification et d'éducation familiale) dont la liste est jointe en annexe.

### Références :

Code de la Santé Publique  
Article L2112-2  
Article L 2122-2  
Article L 2132-1  
Article L 2132-2  
Article L 2132-3  
Article R 2132-1 à 3

Délibération du Conseil Général approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique.  
Maternités  
Médecins libéraux.  
Maisons départementales de la solidarité  
Centres spécialisés

## Visites au domicile des familles avec enfant(s) de moins de 6 ans

### Nature de la prestation :

Visites à domicile pré et postnatales.  
Visite à domicile des enfants de moins de 6 ans, notamment ceux qui requièrent une attention particulière pour des raisons médicales (maladie, handicap) ou médico-sociales.

### Bénéficiaires :

Familles avec enfant(s) de moins de 6 ans.

### Conditions d'attribution :

La famille peut demander une visite à domicile.

La visite à domicile peut être proposée à partir d'informations indiquant une situation à risque médico-social. Ces données peuvent émaner de diverses sources : avis de naissance, avis de grossesse, trois certificats de santé, partenaires (maternités, service de pédiatrie et de néonatalogie, médecins libéraux...).

### Procédures :

Les visites à domicile sont réalisées avec l'accord de la famille.

Les personnes titulaires de l'exercice de l'autorité parentale ou celles à qui l'enfant a été confié peuvent contacter le service départemental de Protection Maternelle et Infantile dont les coordonnées et horaires d'ouverture sont disponibles dans les Maisons Départementales de la Solidarité dont la liste est jointe en annexe.

### Références :

Code de la Santé Publique  
Article L2111-1  
Article L 2112-2  
Article L2112-4  
Article L 2112-6  
Article L 2132-4  
Article R2112-1  
Article R 2112-7

Délibération du Conseil Général approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique :

- Puéricultrices
- Auxiliaires de puériculture
- Infirmières
- Educatrices de jeunes enfants

Direction 'Enfance-Famille

Maisons Départementales de la Solidarité

## Consultations pédiatriques de Protection Maternelle et Infantile

### Nature de la prestation :

Consultations pédiatriques destinées aux enfants de 0 à 6 ans.

Les consultations pédiatriques effectuées par le service de Protection Maternelle et Infantile ont pour but l'égal accès de toutes les familles à une surveillance médicale de qualité.

Les consultations pédiatriques comportent un examen clinique de l'enfant, la surveillance de l'état vaccinal, une observation de son comportement et un entretien avec le(s) parent(s) dans le but de surveiller la croissance staturo-pondérale et le développement physique, psychomoteur et affectif de l'enfant. Elles ont également pour but le dépistage précoce des troubles du développement ou handicaps, ainsi que de diverses affections du jeune enfant (ex. : saturnisme...).

Des actions individuelles de prévention et d'éducation à la santé sont également menées (d'hygiène, équilibre alimentaire...).

### Bénéficiaires :

Enfants de moins de 6 ans.

### Conditions d'attribution :

Tout bénéficiaire.

Une attention particulière est portée aux familles en situation de vulnérabilité.

### Procédures :

Entre 0 et 6 ans, chaque enfant doit bénéficier de 20 examens médicaux. Ces examens peuvent être pratiqués par un médecin du service de Protection Maternelle et Infantile ou par un autre médecin, selon le choix des parents.

Le nombre d'examen est fixé à 9 au cours de la première année, dont 1 dans les 8 jours de la naissance et 1 au cours du neuvième ou du dixième mois, 3 du treizième au vingt-cinquième mois dont un au cours du vingt-quatrième mois ou du vingt-cinquième mois, et à 2 par an pour les 4 années suivantes. Le calendrier des examens est fixé par arrêté du ministre chargé de la santé.

### Références :

Code de la Santé Publique  
Articles L2111-1 et L 2111-2  
Articles L 2112-2 et L 2112-4  
Article L 2112-6  
Article L 2112-7  
Article L 2132-2  
Article R2112-3  
Article R 2112-6  
Article R 2132-1 et R 2132-2

**Délibération du Conseil Général** approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

Les coordonnées et horaires des consultations sont disponibles dans les Maisons Départementales de la Solidarité dont la liste est jointe en annexe.

Les consultations sont accessibles sur rendez-vous, sauf urgence.

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique :

- Médecins
- Puéricultrices et infirmières
- Auxiliaires de puériculture
- Educatrices de jeunes enfants
- Secrétaires

Maisons départementales de la solidarité

## Actions en faveur du lien parental : lieux d'accueil parents enfants

### Nature des prestations :

Accueil des familles et soutien à la parentalité

Dans les lieux d'accueil parents - enfants, les familles peuvent trouver une aide pour :

- Préparer l'enfant à la séparation et favoriser son intégration sociale;
- Sortir de leur isolement ;
- Etre soutenus dans leur démarche parentale ;
- Prévenir précocement les troubles relationnels.

Cet accompagnement peut prendre la forme d'activités d'éveil faites en famille

### Bénéficiaires

Enfants de moins de 6 ans accompagnés d'au moins un membre de leur famille ou par un adulte responsable de l'enfant.

### Conditions d'attribution :

L'accueil est en accès libre et anonyme. L'accueil peut être proposé à une famille pour soutenir son accompagnement. Il favorise la socialisation du jeune enfant.

### Procédures :

Les familles se présentent spontanément aux lieux d'accueil dont les coordonnées et horaires d'ouverture sont disponibles auprès de la Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé et de maisons départementales de la solidarité (liste jointe en annexe).

### Références :

Code de la Santé Publique

Article L 2111-1

Délibération du Conseil Général approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique :

- Médecins
- Puéricultrices
- Infirmiers
- Auxiliaires de puériculture
- Educatrices de jeunes enfants

Associations conventionnées.

Maisons départementales de la solidarité

## Bilans de santé des enfants de 3 à 4 ans

### Nature de la prestation :

Bilan de santé des enfants de 3½ ans à 4½ ans organisé dans un but préventif selon le protocole EVAL MATER. Il a pour objet la surveillance du développement de l'enfant et la réalisation des dépistages précoces des handicaps ou déficiences (sensorielles psychomotrice, du langage) ainsi que des difficultés d'adaptation à l'école. Il est effectué à l'école ou dans les locaux de la Maison départementale de la solidarité. Il a aussi pour but l'intégration des enfants handicapés à l'école. Les résultats des bilans sont transmis aux parents et au médecin traitant avec leur accord. Une prise en charge est conseillée si besoin et un suivi est mis en place par le service de protection maternelle et infantile si nécessaire. Le libre choix du médecin ou du soignant est respecté.

Des actions individuelles et collectives de prévention et d'éducation à la santé sont également menées (hygiène, équilibre alimentaire...)

### Bénéficiaires :

Enfants de 3½ à 4½ ans notamment scolarisés en école maternelle.

### Conditions d'attribution :

Le bilan de santé concerne les enfants de 3½ à 4½ ans et à la demande pour les autres

### Procédures :

Les familles sont informées de l'organisation des bilans de santé. Ils ont lieu en leur présence ou avec leur autorisation expresse.

Les dossiers médicaux des enfants de plus de 5 ans sont transmis au service de Promotion de la Santé en faveur des Elèves qui prend le relais du service de Protection Maternelle et Infantile.

### Références :

Code de la Santé Publique

Article L2111-1

Article L 2112-2

Article L 2112-4 à L 2112-6

Article R 2112-3

**Délibération du Conseil Général** approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique :

- Médecins
- Infirmières (ou puéricultrices)
- Auxiliaires de puériculture
- Educatrices de jeunes enfants
- Orthophoniste

Service de Promotion de la Santé en faveur des élèves de l'Education nationale

## Prévention des handicaps de l'enfant

### Nature de la prestation :

Prévention, dépistage précoce et participation à la prise en charge du traitement des handicaps de l'enfant.

Accompagnement à l'intégration sociale de l'enfant handicapé dans ses lieux de vie, notamment dans les modes d'accueil et dans les écoles maternelles.

Participation à diverses instances d'orientation spécialisées relatives à l'enfance handicapée, la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) et les équipes pluridisciplinaires de la Maison départementale des personnes handicapées

### Bénéficiaires :

Enfants de moins de 6 ans

### Conditions d'attribution :

« Constitue un handicap (...) toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant » (Loi n° 2005 – 102 du 11 février 2005).

### Procédures :

Lorsque le service départemental de Protection Maternelle et Infantile décèle un handicap chez l'enfant, il en informe les parents, dans le respect des règles déontologiques, et les avise de la possibilité pour l'enfant d'être accueilli dans des centres spécialisés, notamment, dans des centres d'action

### Références :

Code de la Santé Publique

Article L 2132-4

Article L 2112-8

Article L 2111-1

Code de l'Action Sociale et des Familles

Article L 114

Article L 114-1

Articles L 114-2 et L 114-3

Articles L 343-1 et L 343-2

Délibération du Conseil Général approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

médico-sociale précoce (CAMSP), en vue de prévenir l'aggravation de ce handicap.

Dans les centres d'action médico-sociale précoce, la prise en charge s'effectue sous forme de cure ambulatoire comportant l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire. Le financement de ces centres est assuré par une dotation globale annuelle dont 80 % du montant est à la charge de l'assurance maladie et 20% à la charge du département.

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique.

- Médecins
- Puéricultrices
- Infirmiers
- Auxiliaires de puériculture

Educatrices de jeunes enfants

Maison départementale des personnes handicapées

Centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP).

## Dépistage du VIH et des hépatites virales B et C et dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles

### Nature de la prestation :

Dépistage du VIH et des hépatites virales B et C et dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles.

Les résultats sont remis et commentés au patient par un médecin.

Des actions collectives de prévention et d'éducation à la santé sont également menées.

### Bénéficiaires :

Tout public .

### Conditions d'attribution :

Les informations et entretiens sont individuels, anonymes et gratuits pour tout public.

Le dépistage du VIH et des hépatites virales B et C, et le dépistage et le traitement des Infections Sexuellement Transmissibles sont anonymes et gratuits pour tout public.

### Procédures :

Les coordonnées et horaires des consultations sont disponibles dans les Maisons Départementales de la Solidarité, les Centres d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST) et les Centres

### Références :

Code la santé publique :  
Articles L 3121-1 à L 3121-2-1  
Articles D 3121-21 à R 3121-44

**Arrêté du 3 octobre 2000** relatif aux consultations de dépistage anonyme et gratuit modifié

**Circulaire DGS/DHOS/SD6A/E 2 n°2004-371 du 2 août 2004** relative aux consultations de dépistage anonyme et gratuit (CDAG)

**Délibération n°54 du 18 décembre 2000** autorisant la signature des conventions relatives à la prise en charge par la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Sud-Est des dépenses des consultations de dépistage anonyme et gratuit de l'infection VIH, des hépatites virales B et C et d'autres infections sexuellement transmissibles.

**Convention signée entre M. le préfet et M. le président du Conseil général le 27 mars 2008** relative à la délégation de compétences au département des Bouches-du-Rhône

**Délibération du Conseil Général** approuvant le règlement départemental d'aide sociale.

d'Information et de Dépistage Anonyme et Gratuit (CIDAG) dont la liste est jointe en annexe.

Chaque personne est reçue en entretien individuel, sans rendez-vous, par un médecin, une assistante sociale ou une infirmière. Les prescriptions d'examen biologiques sont effectuées par un médecin

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé publique :

- Médecins dermato-vénérologues ou généralistes compétents,
- Psychologues
- Pharmaciens biologistes
- Infirmières
- Assistantes sociales
- Secrétaires

## Lutte contre la tuberculose

### Nature de la prestation :

Par convention avec l'Etat, le Conseil général des Bouches-du-Rhône assure une mission de lutte contre la tuberculose :

- En organisant des séances de vaccination par le BCG
- En organisant le dépistage des malades
- En s'assurant de leur prise en charge thérapeutique

### Bénéficiaires :

- Le dépistage est notamment effectué au sein de groupes à risque, les personnes en précarité, les migrants provenant de pays à forte incidence de tuberculose, la population pénitentiaire et l'entourage des personnes présentant une tuberculose active récemment diagnostiquée.
- Les personnes en difficulté d'accès aux soins peuvent bénéficier d'une dispensation directe de médicaments anti-tuberculeux.
- Toute personne se présentant à une séance de vaccination prodiguée par le service peut être vaccinée par le BCG

### Conditions d'attribution :

### Procédures :

Tout cas de tuberculose détecté par un médecin fait l'objet d'une déclaration à la Direction départementale des actions sanitaires et sociales (DDASS). Celle-ci le signale au service de lutte contre la tuberculose (SLAT) qui doit s'assurer de mettre en œuvre un protocole de dépistage auprès des personnes ayant été en contact avec le patient. En cas de difficulté d'accès aux soins, tout médecin peut adresser un malade tuberculeux au SLAT afin de recevoir une dispensation gratuite de traitements antituberculeux.

### Références :

**Code la santé publique :**  
**Articles L 3112-1 à L 3113-1**  
**Articles R 3112-1 à -5**  
**Articles R3113-1 à D3113-6**

**Convention signée entre M. le préfet et M. le président du Conseil général le 27 mars 2008** relative à la délégation de compétences au département des Bouches-du-Rhône.

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique  
 Agence Régionale de Santé (ARS)  
 L'ensemble du corps médical du département notamment les établissements hospitaliers publics

## Conditions générales d'admission de l'allocataire et des membres du foyer

### Dispositions Générales :

Toute personne qui réside en France de manière stable et effective et dont le foyer dispose de ressources inférieures à un minimum garanti a droit à un revenu garanti.

Celui-ci est calculé en faisant la somme d'une fraction des revenus professionnels des membres du foyer et d'un montant forfaitaire dont le niveau varie selon la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge.

Toute personne satisfaisant aux conditions énumérées dans le présent chapitre peuvent prétendre au Revenu de Solidarité Active, sous réserve de s'engager à participer aux actions d'insertion.

### Liquidation, versement et révision de l'allocation :

Une personne seule, avec ou sans enfant(s) à charge, peut être allocataire.

Dans le cas des couples, lorsque l'un des membres est déjà allocataire au titre des prestations familiales, il l'est également au titre du revenu de solidarité active. Dans le cas contraire, l'allocataire est le membre du couple qu'ils désignent d'un commun accord. Ce droit d'option peut être exercé à tout moment et ne peut être remis en cause qu'après un délai de 12 mois, sauf changement de situation. Si ce droit n'est pas exercé, l'allocataire est par défaut le demandeur.

Une personne en congé parental, sabbatique, sans solde ou en disponibilité, sauf si elle est bénéficiaire du RSA Majoré, ne peut bénéficier de l'allocation de RSA.

### Conditions d'âge :

L'allocataire du RSA doit avoir au moins 25 ans à la date de dépôt de la demande. Il n'existe pas de limite d'âge supérieure.

Aucune condition d'âge n'est requise pour les personnes qui assument la charge, au sens du RSA, d'un ou plusieurs enfants nés ou à naître. L'enfant à

### Références :

**Article L.262-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) :** dispositions générales

**Article R.262-32 du CASF :** liquidation, versement et révision de l'allocation

**Articles L.262-4, L.262-5, L.262-10, R.262-3 du CASF :** conditions générales d'admission (conditions d'âge, conditions propres au conjoint, concubin ou partenaire lié par un PACS, conditions propres aux personnes et enfants à charge)

**Articles L.262-9, R.262-1, R.262-2, R.262-7 du CASF :** conditions propres aux personnes isolées (ex-API)

**Articles L.262-2, R.262-5 et Chapitre IV « Domiciliation » du titre VI du livre II du CASF :** conditions de résidence (cadre général, cas des personnes sans résidence stable ou sans résidence fixe)

**Articles D.264-1 à D.264-15 et R.264-4 du CASF (Décret 2007 – 893 du 15 mai 2007)** relatif à la domiciliation des personnes sans domicile stable.

naître est considéré comme enfant à charge à compter de la déclaration de grossesse.

Les personnes âgées de 60 ans ou de plus de 65 ans, pour bénéficier de l'allocation de revenu de solidarité active, doivent faire valoir leurs droits aux prestations sociales prévues par la loi et les règlements dans la mesure où le revenu de solidarité active a un caractère subsidiaire.

### Conditions propres au conjoint, concubin ou partenaire lié par un PACS :

Pour être pris en compte au titre des droits du bénéficiaire, le conjoint, le concubin ou la personne liée par un PACS doit être français ou titulaire, depuis au moins 5 ans, d'un titre de séjour autorisant à travailler et ne pas être en congé parental, en congé sabbatique, en congé sans solde ou en disponibilité.

Le conjoint, concubin ou partenaire lié par un PACS peut avoir la qualité d'élève, d'étudiant, de stagiaire.

### Conditions propres aux personnes et enfants à charge :

Sont considérées à charge les personnes vivant au foyer du demandeur (cette condition s'apprécie comme en matière de prestations familiales) satisfaisant les critères suivants :

- enfants ouvrant droit aux prestations familiales ;
- personnes de moins de 25 ans y compris pour les enfants à charge de personne isolée éligible au montant forfaitaire majoré,
- autres enfants et personnes de moins de 25 ans étant à la charge effective et permanente du bénéficiaire lorsqu'elles sont arrivées dans le foyer après l'âge de 17 ans et qu'elles ont avec le bénéficiaire, ou son conjoint ou avec le partenaire de PACS un lien de parenté jusqu'au 4<sup>ème</sup> degré inclus et ce sans être ou avoir été à charge au sens des prestations familiales et sans pouvoir être rattaché à son foyer naturel.

Ne sont pas considérées à charge, les personnes mentionnées ci-dessus lorsqu'elles perçoivent des ressources égales ou supérieures à la majoration du revenu garanti à laquelle elles ouvrent droit.

### Conditions propres aux personnes bénéficiaires du RSA Majoré (ex-API) :

Toute personne isolée résidant en France et assumant seule la charge d'un ou de plusieurs enfants ou en état de grossesse et ayant effectué la déclaration de grossesse sur la base d'un examen prénatal, peut prétendre au bénéfice du revenu de solidarité active avec majoration pour une période déterminée qui est prolongée jusqu'à ce que le dernier enfant ait atteint l'âge de trois ans.

Est considérée comme personne isolée la personne veuve, divorcée, séparée ou célibataire.

Cette personne ne doit pas vivre en couple de manière notoire et permanente. Lorsque l'un des membres du couple réside à l'étranger, n'est pas considéré comme isolé celui qui réside en France.

Ces personnes bénéficient d'une majoration de 128,412 % du montant forfaitaire de RSA calculé pour un foyer composé d'une seule personne.

Pour chaque enfant à charge, un supplément d'allocation de 42,804% du montant forfaitaire de RSA calculé pour un foyer composé d'une seule personne est versé.

Le même supplément s'applique lorsque le foyer comporte d'autres personnes à charge que des enfants.

La durée maximale pendant laquelle la majoration pour isolement est perçue est de douze mois. Pour bénéficier de cette durée maximale, la demande doit être présentée dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle les conditions d'ouverture du droit sont réunies. Au-delà de ce délai, la durée de service de l'allocation majorée est réduite à due proportion.

Toutefois, cette durée de douze mois est prolongée jusqu'à ce que le plus jeune enfant à charge ait atteint l'âge de trois ans. Cette disposition s'applique même si le parent isolé n'a assumé la charge de l'enfant qu'après la date à laquelle les conditions d'ouverture du droit à l'allocation ont été réunies.

Enfin, les ressources de l'ancien conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité ne sont pas prises en compte pour la détermination des ressources du foyer.

Les conditions suivantes ne sont pas applicables aux personnes isolées :

- a) être français ou titulaire, depuis au moins cinq ans d'un titre de séjour autorisant à travailler,
- b) ne pas être élève, étudiant ou stagiaire non rémunéré,
- c) ne pas être en congé parental, sabbatique, sans solde ou en disponibilité.

### Conditions de résidence :

#### *Cadre général :*

Pour bénéficier du RSA, l'allocataire et les membres du foyer doivent résider de manière stable et effective en France.

Est considérée comme résidant en France, la personne qui y réside de façon permanente ou le bénéficiaire du RSA qui accomplit hors de France un ou plusieurs séjours dont la durée totale n'excède pas trois mois au cours de l'année civile. En revanche, les séjours hors de France de plus de trois mois qui résultent de la conclusion d'un Contrat d'Engagement Réciproque ne sont pas pris en compte dans le calcul de cette durée.

En cas de séjour hors de France de plus de trois mois, soit de date à date, soit sur une année civile, l'allocation n'est versée que pour les seuls mois civils complets de présence sur le territoire.

**Cas des personnes sans résidence stable ou sans résidence fixe :**

Une personne sans résidence stable doit, pour prétendre au RSA, élire domicile auprès d'un organisme agréé à cette fin ou auprès d'un centre communal ou intercommunal d'action sociale.

L'agrément délivré aux organismes domiciliateurs est attribué par le représentant de l'Etat dans le département.

Il est accordé à tout organisme qui s'engage, selon les modalités définies par le Code de l'Action Sociale et des Familles, à respecter un cahier des charges.

Chaque commune du département doit mettre à la disposition du public la liste des organismes agréés.

Une convention organise les relations entre le département et l'organisme de domiciliation agréé par le représentant de l'Etat dans le département.

Pour bénéficier du RSA, les personnes circulant en France sans domicile, ni résidence fixe peuvent, si elles le souhaitent, élire domicile dans les conditions fixées par le Code de l'Action Sociale et des Familles.

Concernant les personnes non ressortissantes d'un Etat de l'Union Européenne, de l'Espace Economique Européen ou de la Confédération suisse, celles-ci pour bénéficier du droit à la domiciliation doivent satisfaire aux exigences relatives au droit au séjour des étrangers.

## Conditions de ressources

### Le RSA, allocation différentielle et subsidiaire :

Le RSA est une **allocation différentielle**. Si le bénéficiaire a d'autres ressources, il perçoit une allocation égale à la différence entre le montant du revenu garanti et ses ressources.

Le RSA est un droit à **caractère subsidiaire**, à ce titre le demandeur doit, préalablement à toute constitution de dossier, vérifier qu'il ne peut prétendre à d'autres prestations légales telles que les allocations chômage, l'allocation adulte handicapé (AAH) ; et sous certaines conditions, la retraite y compris le minimum vieillesse et l'ASPA, les pensions alimentaires, les créances d'aliments.

### Ressources prises en compte pour le calcul de l'allocation :

**Principe général :** *Il est tenu compte, pour l'appréciation des ressources des postulants à l'aide sociale, des revenus professionnels et autres et de la valeur en capital des biens non productifs de revenu, qui est évaluée dans les conditions fixées par voie réglementaire.*

Les ressources prises en compte pour la détermination du montant du revenu de solidarité active comprennent l'ensemble des ressources, de quelque nature qu'elles soient, de toutes les personnes composant le foyer (conjoint, concubin ou partenaire lié par un PACS, enfants, autres personnes à charge) et notamment les avantages en nature ainsi que les revenus procurés par des biens mobiliers et immobiliers et par des capitaux.

En cas de reprise d'emploi, d'une formation ou d'un stage, les ressources mentionnées ci-dessus ne sont pas prises en compte dans la détermination du montant de RSA que percevra l'allocataire et ce pour une durée de trois mois.

### Références :

Articles L.262-2 et L.262.10 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) : **Le RSA, une allocation subsidiaire et différentielle**

Articles L.132-1, L.262-2, L.262-3, R.132-1 et R.262-6 à 15 du CASF, Convention de gestion du Revenu de Solidarité Active passée entre le Département et la CAF des Bouches-du-Rhône : **calcul de l'allocation**

Articles L.262-10, L.262-12, R.262-48 du CASF : **les droits à faire valoir**

Article R.262-7 du CASF : **Modalités de prises en compte des ressources**

Articles R.262-13 du CASF : **Neutralisation des ressources**

Articles L.262-41, R.262-74, R.262-75, R.262-76, D.262-77, R.262-78, R.262-79, R.262-80 du CASF : **Train de vie incompatible avec la perception du RSA**

Loi n°96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans le corps de sapeurs pompiers, C.E, 27 mars 2000, n°203684, lettre DRMI-DISS du 19 février 1999 : **Exclusion totale de certaines ressources**

La durée cumulée de cet avantage ne peut excéder quatre mois par période de douze mois pour chaque personne au sein du foyer.

### Cas particuliers :

- **Biens ou Capitaux :** Si le demandeur dispose de biens ou capitaux ni exploités ni placés, il sera retenu un forfait correspondant au revenu annuel évalué à :
  - 50% de leur valeur locative pour les immeubles bâtis
  - 80% de leur valeur locative pour les terrains non bâtis
  - 3% pour les capitaux non placés (le Conseil d'Etat a considéré que lorsque les revenus annuels d'un capital (en l'espèce le produit de la vente d'un bien reçu en héritage) sont susceptibles de procurer à l'intéressé un revenu supérieur au plafond du RMI, le versement de l'allocation du RMI peut être interrompu (**Conseil d'Etat, n°2503, 28 juillet 2004**). Pour le calcul de l'allocation de RSA, seuls les revenus de capitaux et non les capitaux eux-mêmes sont pris en compte dans l'assiette des ressources.

- **Avantages procurés par un logement :** Les avantages en nature procurés par un logement, occupé, soit par le propriétaire ne bénéficiant pas d'aide personnelle au logement, soit à titre gratuit par les membres du foyer sont évalués mensuellement à :
  - 12% du montant du forfaitaire du RSA fixé pour un allocataire lorsque l'intéressé n'a ni conjoint, ni concubin, ni personne à charge ;
  - 16% du montant forfaitaire du RSA fixé pour deux personnes lorsque le foyer se compose de deux personnes ;
  - 16,5% du montant forfaitaire du RSA fixé pour trois personnes lorsque le foyer se compose de trois personnes ou plus.

Pour le bénéficiaire hébergé à titre onéreux, il ne sera pas fait application de cette mesure.

- **Les libéralités :** Toute libéralité fera l'objet d'une prise en compte dans le calcul du RSA.
- **Exclusion totale de certaines ressources :** les prestations sociales à objet spécialisé, telle que précisées par l'article R.262-11 du CASF, sont exclues totalement du montant des ressources servant au calcul du RSA. Sont également exclues de l'assiette des ressources les prestations suivantes :
  - les remboursements de frais professionnels justifiés, sauf s'ils sont constitutifs d'avantages en nature;
  - les vacations perçues par les pompiers volontaires;
  - les montants perçus par les allocataires recrutés comme agents recenseurs de la population française par les mairies (lettre DRMI-DISS du 19 février 1999);
  - les avantages procurés par un jardin exploité à usage privatif ne sont pas pris en compte.
- **Exclusion partielle des aides personnelles au logement :** l'allocation de logement à caractère familial, l'allocation de logement à caractère social, l'aide personnalisée au logement ne sont incluses qu'à concurrence d'un forfait mensuel déterminé en fonction des personnes présentes au foyer.

### Les droits à faire valoir :

Le RSA est une allocation à caractère subsidiaire qui ne peut se substituer aux droits légaux, réglementaires ou conventionnels auxquels les intéressés peuvent prétendre.

A ce titre, le versement du RSA est subordonné à la condition que l'intéressé fasse d'abord valoir ses droits :

- aux prestations sociales, réglementaires et conventionnelles (avantages de vieillesse, allocation de veuvage, droits à l'indemnisation par l'ASSEDIC....) ;
- aux créances d'aliments dues au titre des obligations instituées par le mariage, le divorce, la filiation (pensions alimentaires, obligation d'assistance parent / enfant, prestation compensatoire....).

Cependant, il est possible de dispenser, à sa demande, le foyer de faire valoir ses obligations aux créances d'aliments.

Le Président du Conseil Général statue sur cette demande compte tenu de la situation du débiteur défaillant et après que le demandeur, assisté le cas échéant de la personne de son choix, a été mis en mesure de faire connaître ses observations. Il peut mettre fin au versement du revenu de solidarité active ou le réduire d'un montant au plus égal à celui de la créance alimentaire, lorsqu'elle est fixée, ou à celui de l'allocation de soutien familial.

La dispense de faire valoir ses droits à créance alimentaire peut être accordée au foyer lorsque le débiteur d'aliments, pour des raisons tenant notamment aux difficultés sociales qu'il rencontre, à sa situation de santé ou à sa situation familiale, est hors d'état de remplir ses obligations.

Il peut également en être dispensé s'il dispose d'un motif légitime de ne pas faire valoir ses droits.

### Cas particulier des allocataires âgés de 60 ans ou de 65 ans :

Pour ces allocataires, la production d'une attestation de dépôt de dossier de retraite auprès de tout organisme de retraite est nécessaire avant d'obtenir le bénéfice de l'allocation.

Un délai de 2 mois est laissé à l'allocataire.

Si le document n'est pas remis par l'allocataire, une suspension de ses droits au RSA est prononcée.

Si le document est remis par l'allocataire, ses droits au RSA sont maintenus dans l'attente de la liquidation de sa pension de retraite.

Lorsque la pension de retraite est liquidée : prise en compte de la pension dans les ressources avec calcul du droit RSA, si la pension est égale à zéro, le calcul du droit au RSA sera effectué avec la prise en compte, le cas échéant des autres ressources.

### Modalités de prise en compte des ressources :

Le principe posé est celui de l'évaluation des ressources au plus près de la situation réelle des intéressés.

Le montant de l'allocation versée mensuellement correspond à la moyenne mensuelle des revenus perçus par le foyer au cours des trois mois précédant la demande ou la révision.

Les prestations autres que le revenu de solidarité active sont prises en compte pour le calcul du montant de l'allocation pour le mois en cours sous réserve des dispositions spécifiques prévues pour les aides au logement et pour les diverses allocations à caractère social.

En ce qui concerne les modalités de détermination des ressources pour les personnes isolées bénéficiant du RSA majoré, les ressources de l'ancien conjoint, concubin ou partenaire de PACS ne sont pas prises en compte pour la détermination des ressources.

### Neutralisation des ressources :

La neutralisation permet d'éviter les délais de carence.

La neutralisation est effectuée par l'organisme payeur soit lors de la demande soit lors des révisions lorsque l'intéressé peut justifier que ces prestations et rémunérations perçues au cours des trois derniers mois sont interrompues de manière certaine et qu'il ne peut prétendre à un autre revenu de substitution. Les justifications doivent être établies par l'organisme concerné.

Pour la neutralisation des ressources, il n'est tenu compte ni des ressources ayant le caractère de revenus professionnels ou en tenant lieu, ni des allocations aux travailleurs involontairement privés d'emploi (allocation d'assurance, allocation de solidarité spécifique, allocation temporaire d'attente), lorsqu'il est justifié que la perception de ces revenus est interrompue de manière certaine et que l'intéressé ne peut prétendre à un revenu de substitution.

Les autres ressources ne sont pas prises en compte, dans la limite mensuelle du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L.262-2 fixé pour un foyer composé d'une seule personne, lorsqu'il est justifié que leur perception est interrompue de manière certaine et que l'intéressé ne peut prétendre à un revenu de substitution.

### Cas particuliers pour les personnes ayant démissionné de leur emploi :

Pour ces personnes et sur décision du Président du Conseil Général, il n'est pas fait application du dispositif de neutralisation des ressources. Dans ce cas, il sera tenu compte des ressources perçues durant les trois mois précédant le fait générateur. Les ressources feront l'objet d'une prise en compte dans le calcul du RSA.

### Train de vie incompatible avec la perception du RSA :

En cas de disproportion, constatée à l'occasion de l'instruction d'une demande de RSA ou lors d'un contrôle, entre le train de vie de l'allocataire et les ressources déclarées, les services de la CAF ou de la MSA pourront réaliser une évaluation forfaitaire des éléments de train de vie.

Cette évaluation forfaitaire des éléments du train de vie est prise en compte pour la détermination du droit au revenu de solidarité active.

L'ensemble du dispositif d'évaluation du train de vie est défini par voie réglementaire.

Le Président du Conseil Général peut faire contrôler les éléments de train de vie d'un allocataire, sur demande ou après consultation de la CAF ou de la MSA.

## Conditions d'ouverture du droit au RSA liées à la nationalité

### Préambule :

Outre les conditions spécifiées dans la relative aux Conditions générales d'admission de l'allocataire et des membres du foyer, les personnes étrangères doivent remplir certaines conditions liées à la nationalité et à la résidence sur le territoire français.

### Dispositions relatives aux étrangers non communautaires :

*Ces personnes doivent justifier de la régularité de leur séjour en France pour bénéficier de l'allocation du RSA.*

#### Titres de l'allocataire :

L'allocataire non communautaire doit être titulaire depuis au moins cinq ans d'un titre de séjour l'autorisant à travailler.

Les titres ou documents dont l'allocataire doit être titulaire sont prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur tels qu'indiqués dans le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Lorsque le titre de séjour expire au cours du mois, l'allocataire doit transmettre le récépissé de renouvellement du titre dans un délai maximum de trois mois.

Le certificat de résidence portant la mention « *visiteur* » ne constitue pas un titre ouvrant droit au RSA.

Un étranger qui bénéficie d'une autorisation provisoire de séjour n'a pas droit au RSA.

La carte de séjour avec mention « *retraité* » n'est ni une carte de résident, ni une carte de séjour temporaire. Aucun droit au RSA ne peut donc être ouvert sur la base de ce justificatif.

### Références :

Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Articles L.262-4, L.262-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles, Article L.512-2 du Code de la Sécurité Sociale : **Les ressortissants non communautaires**

Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, Article L.262-6 du code de l'Action Sociale et des Familles : **Les ressortissants communautaires**

C.E du 27 juin 2001, Hadad, req. N°216335 : **Les étrangers exclus du champ d'application du RSA**

#### Titres des personnes vivant avec l'allocataire (Conjoint, concubin et personnes liées par un PACS et enfants) :

Les personnes étrangères qui vivent au foyer de l'allocataire doivent pour bénéficier des majorations du montant du RSA détenir l'un des titres de séjour ou documents prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

### Dispositions relatives aux ressortissants communautaires :

Pour pouvoir prétendre au RSA, les ressortissants communautaires et les ressortissants membres d'un Etat de l'EEE doivent remplir les conditions relatives à la résidence et au droit au séjour, qui sont cumulatives.

#### Conditions de résidence :

Les ressortissants communautaires doivent résider en France depuis au moins trois mois au moment de la demande pour pouvoir prétendre au RSA.

Cette condition de résidence n'est pas opposable :

- aux personnes qui exercent une activité professionnelle déclarée;
- aux personnes qui ont exercé une activité et soit sont dans l'incapacité temporaire de travailler pour raisons médicales, soit suivent une formation professionnelle, ou sont inscrites sur la liste des demandeurs d'emploi;

- aux ascendants, descendants et conjoints des personnes mentionnées aux deux alinéas précédents.

Le ressortissant communautaire entré en France pour y chercher un emploi et qui s'y maintient à ce titre n'ouvre pas droit au bénéfice du RSA.

#### Conditions du droit au séjour :

Aux termes de la directive 2004/38 et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, la régularité du séjour des ressortissants communautaires et de leur famille s'apprécie en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent au moment de leur séjour dans l'Etat d'accueil (travailleurs, étudiants, inactifs).

Les conditions initiales du séjour peuvent évoluer et faire perdre ainsi mécaniquement le droit au séjour. A ce titre, pour bénéficier du RSA, ces personnes doivent être en règle au regard du droit au séjour en remplissant les conditions nécessaires et avoir résidé en France durant les trois mois précédant la demande.

De plus, le droit au séjour est conditionné par l'existence de ressources suffisantes et d'une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques.

#### **Les étrangers exclus du champ d'application du RSA :**

Sont exclus du champ d'application du RSA les ascendants admis au titre du regroupement familial en raison de l'engagement du descendant de nationalité française de prendre en charge leur entretien et réputés disposer des moyens convenables à cet effet.

Toutefois, lorsque la situation économique du foyer de l'enfant français de l'ascendant en charge a été bouleversée, l'ascendant peut demander à bénéficier de l'allocation.

## Cas particuliers

### Personnes sortant d'un établissement pénitentiaire :

- Le détenu est déjà bénéficiaire du RSA au moment de son incarcération :

En cas d'admission dans un établissement pénitentiaire pour une durée supérieure à 60 jours, l'allocation est suspendue à compter du premier jour du mois suivant la fin de la période de 60 jours pour un allocataire qui n'a ni conjoint, ni concubin, ni partenaire lié par un PACS.

Dans l'hypothèse où l'allocataire est chargé de famille, ce n'est qu'à l'issue d'une période de 60 jours d'incarcération qu'il sera procédé à l'examen des droits dont pourra continuer de bénéficier le foyer, l'allocataire n'étant plus compté comme membre de celui-ci.

Le service de l'allocation est repris à compter du premier jour du mois au cours duquel l'intéressé n'est plus dans un établissement pénitentiaire.

Pour les bénéficiaires du RSA majoré ces dispositions ne s'appliquent pas.

- Le détenu n'est pas bénéficiaire du RSA au moment de l'incarcération :

Les conditions d'octroi de l'allocation sont celles prévues par les textes législatifs et réglementaires de droit commun et ce à compter seulement de sa libération.

### Personnes hospitalisées :

Un allocataire qui n'a ni conjoint, ni concubin, ni partenaire de PACS, ni personne à charge, à l'exclusion des personnes en état de grossesse, lorsqu'il est hospitalisé dans un établissement de santé pendant plus de 60 jours, en bénéficiant d'une prise en charge par l'assurance maladie, perçoit un montant de RSA réduit de 50%.

La réduction de l'allocation n'est opérée que pendant les périodes où l'allocataire est effectivement accueilli dans un établissement de santé, à l'exclusion des périodes de suspension de prise en charge par l'assurance maladie.

La réduction de l'allocation est opérée à partir du premier jour du mois suivant la fin de la période de 60 jours.

### Références :

Article R262-45 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) : **Personnes relevant ou sortant d'un établissement pénitentiaire**

Articles R.262-43, R.262-44 du CASF : **Personnes hospitalisées**

Articles L.262-4, L.262-8 du CASF : **Conditions particulières relatives aux élèves, étudiants ou stagiaires non rémunérés**

Article R.262-13 du CASF : **Personnes en cessation volontaire d'activité**

Articles L.262-7, R.262-25 du CASF : **Les saisonniers**

Articles R.262-21, R.262-22, R262-23 du CASF : **Dispositions communes aux personnes non salariées**

Articles L.262-7, D.262-17, R262-18 du CASF : **Personnes non-salariées des professions agricoles**

Articles L.262-7, D.262-16, R.262-19 du CASF, articles 50-0, 102 ter du Code Général des Impôts : **Travailleurs indépendants**

Le service de l'allocation est repris au taux normal, sans nouvelle demande, à compter du premier jour du mois au cours duquel l'intéressé n'est plus hospitalisé dans un établissement de santé.

### Personnes en cessation volontaire d'activité :

Pour les personnes ayant démissionné de leur emploi et sur décision du Président du Conseil Général, il n'est pas fait application du dispositif de neutralisation des ressources

Pour ces personnes, il sera tenu compte des ressources perçues durant les trois mois précédant le fait générateur. Les ressources feront l'objet d'une prise en compte dans le calcul du RSA.

### **Elèves, étudiants ou aux stagiaires non rémunérés :**

Le demandeur, même âgé de 25 et plus, ne peut être désigné comme allocataire du RSA lorsqu'il est élève, étudiant, stagiaire non rémunéré, volontaire ou bénévole.

Cette condition n'est pas applicable aux personnes isolées bénéficiant du RSA Majoré.

Toutefois, le Président du Conseil Général peut déroger, par une décision individuelle, à l'application de cette exclusion lorsque la situation exceptionnelle du demandeur au regard de son insertion sociale et professionnelle le justifie.

### **Les Bénévoles :**

Les personnes exerçant une activité de bénévole à plein temps au sein d'une structure associative ne leur permettant pas d'intégrer un parcours d'insertion ne pourront pas bénéficier d'une ouverture des droits au RSA.

### **Les saisonniers :**

Les ressources des saisonniers (prises en compte selon l'appréciation faite pour l'attribution des prestations familiales) sont celles de l'année civile précédant celle au cours de laquelle est effectuée la demande et doivent être inférieures à 12 fois le montant mensuel du montant forfaitaire fixé pour un allocataire isolé. Disposition applicable en ouverture de droit et en cours de droit.

Les personnes dont les ressources sont supérieures pourront cependant prétendre au bénéfice du revenu de solidarité active sous réserve de répondre à la condition de ressources trimestrielles, si elles justifient d'une modification effective de leur situation professionnelle.

### **Dispositions communes aux personnes non salariées :**

L'évaluation des revenus professionnels est arrêtée par le Président du Conseil Général au vu des éléments de toute nature relatif à la dernière ou avant dernière année. Ces éléments peuvent être

retenus soit à son initiative, soit à celle du demandeur.

Les revenus professionnels des non-salariés qui sont pris en compte dans l'évaluation sont égaux à 25% des revenus.

En l'absence d'imposition d'une ou de plusieurs activités non salariées, le président du conseil général évalue le revenu au vu des éléments fournis par le demandeur.

Les déficits catégoriels et les moins-values subis au cours de l'année de référence, ainsi que les déficits constatés au cours des années antérieures ne sont pas pris en compte pour l'appréciation des revenus professionnels.

Ces revenus professionnels sont revalorisés en fonction du taux d'évolution en moyenne annuelle de l'indice général des prix à la consommation des ménages entre l'année à laquelle ces revenus professionnels se rapportent et celle à laquelle est présentée la demande.

### **Personnes non-salariées des professions agricoles :**

Le bénéfice du RSA est ouvert aux personnes mettant en valeur une exploitation dont le dernier bénéfice agricole n'excède pas 800 fois le montant horaire du SMIC en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence (année n-2). Ce montant est majoré de 50 % lorsque le foyer se compose de deux personnes et de 30 % pour chaque personne supplémentaire et à condition qu'elles soient le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin de l'intéressé; un aide familial âgé de moins de vingt-cinq ans et non chargé de famille; un associé d'exploitation âgé de moins de vingt-cinq ans et non chargé de famille; une personne de dix-sept à vingt-cinq ans remplissant les conditions fixées à l'article R. 262-2 du CASF.

Toutefois, lorsque le foyer se compose de plus de deux personnes autres que le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin de l'intéressé le montant du dernier bénéfice agricole est majoré de 40 % à partir de la troisième personne.

Les revenus à prendre en compte sont les bénéfices de l'avant-dernière année précédant celle au cours de laquelle est déposée la demande de RSA. En l'absence de l'imposition sur les bénéfices, les revenus sont évalués par l'organisme payeur au vu de l'ensemble des éléments d'appréciation fournis par le demandeur. Les

aides, subventions et indemnités non retenues pour la fixation du bénéfice forfaitaire et pour le bénéfice

mentionné à l'article 76 du code général des impôts sont ajoutés au revenu

### **Travailleurs indépendants :**

Les personnes qui relèvent du régime social des travailleurs indépendants ou RSI ne doivent employer aucun salarié et avoir un chiffre d'affaires inférieur aux montants suivants : 80 000 € H.T. pour une activité commerciale, 32 000 € H.T. pour une activité non commerciale (plafonds fixés par les articles 50-0 et 102 du Code Général des Impôts).

Les revenus pris en compte sont ceux de l'avant dernière année.

Pour les personnes relevant du régime de la micro entreprise (Bénéfices Industriels et Commerciaux - BIC & Bénéfices Non Commerciaux - BNC), le calcul du montant du RSA est calculé sur le chiffre d'affaire après abattement :

BIC – ventes : abattement de 71 % sur le montant du chiffre d'affaires (seul 29% du chiffre d'affaire est pris en compte pour calculer le bénéfice annuel).

BIC - prestations de services : abattement de 50% sur le montant du chiffre d'affaires.

BNC : abattement de 34% sur le montant du chiffre d'affaires.

## Modalités d'admission, de suspension, de radiation et de rétablissement du RSA

### Les dispositions générales :

Les modalités d'admission, de suspension, de radiation et de réouverture des droits au RSA sont déterminées ci-après :

### Les modalités d'admission :

L'allocation est due à compter du premier jour du mois civil au cours duquel la demande a été déposée.

La demande est déposée auprès du CCAS ou CIAS (le cas échéant), de l'antenne de la CAF ou de la MSA ou de l'organisme agréé le plus proche de son domicile.

### Les modalités de révision :

Les décisions déterminant le montant de l'allocation peuvent être révisées à la demande de l'intéressé, du Président du Conseil Général ou de l'organisme payeur, dès lors que des éléments nouveaux modifient la situation au vu de laquelle ces décisions sont intervenues.

Le service de l'allocation cesse d'être dû à compter du premier jour du mois civil au cours duquel les conditions d'ouverture du droit cessent d'être réunies, ou en cas de décès à compter du premier jour du mois civil qui suit le celui du décès.

### Les motifs et les modalités de suspension :

Le versement de l'allocation peut être suspendu en tout ou partie sans pour autant mettre fin au droit au RSA.

La suspension peut être prononcée par le Président du Conseil Général et après avis de l'équipe

### Références :

Articles L.262-18, D.262-26, R.262-33 du Code de l'Action Sociale et des Familles : modalités d'admission

Articles L.262-21, D.262-34, R.262-35, R.262-37 du Code de l'Action sociale et des Familles : modalités de révision

Articles L.262-19, L.262-37, R.262-7, R.262-37, R.262-38, R.262-43, R.262-44, R.262-45, R.262-46, R.262-68 du Code de l'Action sociale et des Familles : modalités de suspension

Articles L.262-38, R.262-35 et R.262-40 du Code de l'Action Sociale et des Familles : modalités de radiation

Articles L.262-37, L.262-38 du Code de l'action sociale et des Familles : modalités de réouverture des droits

Délibération n°2 du Conseil Général du 26 juin 2009

pluridisciplinaire, devant laquelle tout allocataire doit être en mesure de faire connaître ses observations, dans les cas suivants :

- 1- non établissement d'un contrat d'insertion du fait du bénéficiaire et ce sans motif légitime;
- 2- non renouvellement d'un contrat d'insertion du fait du bénéficiaire et ce sans motif légitime;
- 3- radiation de la liste des demandeurs d'emplois ;
- 4- obstacle aux contrôles.

Les modalités de la mise en œuvre de la suspension sont fixées comme suit :

- Concernant un bénéficiaire n'ayant jamais fait l'objet d'une décision de suspension : suspension pour une période maximale d'un mois et pour un montant maximal de 100 € (1° de l'article R.262-68) ;
- Concernant un bénéficiaire ayant déjà fait l'objet d'une telle décision : suspension pour une période de quatre mois et en totalité du montant forfaitaire versé pour une personne seule et à hauteur de 50 % du montant forfaitaire pour un foyer composé de plus de une personne (2° de l'article R.262-68).

La suspension ne peut intervenir sans que le bénéficiaire, assisté à sa demande par une personne de son choix, ait été mis en mesure de faire connaître ses observations à l'équipe pluridisciplinaire.

Cas particuliers :

- Pour les personnes hospitalisées ou détenues dans un établissement pénitentiaire et qui sont bénéficiaires du RSA, les droits sont fixés par voie réglementaire ;
- Les personnes ne justifiant d'une résidence fixe ou stable ou d'une domiciliation auprès d'un organisme agréé peuvent voir leurs droits suspendus ;
- Le défaut de fourniture de la Déclaration Trimestrielle de Ressources entraîne la suspension du versement du RSA et ce dans le cadre de l'application combinée des articles R.262-7, R.262-37 et R.262-38.

En cas de radiation des droits au bénéfice du RSA, à la suite d'une décision prise en application de l'article L.262-37, le service de celui-ci dans l'année qui suit la décision de suspension est subordonné à la conclusion d'un contrat d'insertion (contrat d'insertion à visée sociale ou professionnelle, contrat d'insertion à visée professionnelle, Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi) et ce sans refaire une nouvelle demande de RSA. En revanche, le délai d'un an dépassé, l'allocataire est radié et il devra refaire une nouvelle demande complète de RSA.

### Les motifs de radiation :

La fin du droit au RSA peut être prononcée dans les cas suivants :

- 1- Lorsque les conditions d'ouverture du droit cessent d'être réunies (résidence, séjour, âge, ressources) ;
- 2- Lorsque le versement de l'allocation a été suspendu pendant quatre mois civils consécutifs pour les motifs suivants : non établissement d'un contrat d'insertion du fait du bénéficiaire et ce sans motif légitime; non renouvellement d'un contrat d'insertion du fait du bénéficiaire et ce sans motif légitime; radiation de la liste des demandeurs d'emplois ; obstacle aux contrôles et ce en application du 2° de l'article R.262-68 ;
- 3- Lorsque le versement de l'allocation a été suspendu pendant quatre mois civils consécutifs pour ressources supérieures au revenu garanti (revenus professionnels + montant forfaitaire).

### Les modalités de réouverture des droits :

S'agissant des suspensions prises dans le cadre du 1° et 2° de l'article L.262-37 le versement de l'allocation est repris à la date de conclusion d'un contrat d'insertion (contrat d'insertion à visée sociale ou professionnelle, contrat d'insertion à visée professionnelle, Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi).

## Détermination et revalorisation

### Les dispositions générales :

Lorsqu'une personne (ou un foyer) résidant en France de manière stable et effective, dispose (nt) de ressources inférieures à un revenu garanti, a (ont) droit au revenu de solidarité.

Le revenu de solidarité active varie dans les conditions fixées par voie réglementaire selon la composition du foyer, le niveau de ses ressources, le nombre et la situation des personnes à charge.

### Modalités de versement du RSA :

Le RSA est versé mensuellement par la Caisse d'Allocations Familiales ou la caisse de la Mutualité Sociale Agricole.

Son montant est obligatoirement réexaminé tous les trimestres, au vu de la Déclaration Trimestrielle de Ressources (DTR) que le bénéficiaire doit adresser obligatoirement à l'organisme payeur.

Aucune avance ne sera versée en cas de non-transmission de la Déclaration Trimestrielle de Ressources.

En cas d'urgence, le Président du Conseil Général peut décider de faire procéder au versement d'acomptes ou d'avances sur droits supposés.

L'allocation n'est pas versée si son montant est inférieur à un montant fixé par l'article R262-39 du code de l'action sociale et familles.

### Détermination du RSA :

Le RSA est une allocation qui porte les ressources du foyer au niveau du revenu garanti.

### Références :

Article L.262-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) : **Les dispositions générales**

Articles L.262-16, L.262-22, R.262-38, R.262-39 du CASF : **Modalités de versement du RSA**

Articles L.262-3 du CASF : **Détermination du RSA**

Article L.262-2, D.262-4 du CASF : **Détermination du montant du revenu garanti**

Articles L.262-3, R.262-1 du CASF : **Détermination du montant forfaitaire**

Articles L.262-46, R.262-93 du CASF, Convention de gestion du RSA entre le Département et la CAF des Bouches-du-Rhône : **Indus RSA**

Son montant est déterminé en prenant en compte l'ensemble des ressources du foyer, prestations sociales comprises.

### Détermination du montant du revenu garanti :

Le revenu minimum garanti est calculé, pour chaque foyer, en faisant la somme :

- 1° d'une fraction des revenus professionnels des membres du foyer égale à 62% ;
- 2° d'un montant forfaitaire, dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge.

### Détermination du montant forfaitaire :

Le montant forfaitaire est fixé annuellement par décret.

Le montant forfaitaire applicable à un foyer composé d'une seule personne est majoré de 50 % lorsque le foyer comporte deux personnes. Pour chaque personne supplémentaire présente au foyer et à la charge de l'allocataire, un forfait de 30 % majore l'allocation.

Lorsque le foyer comporte plus de deux enfants ou personnes de moins de vingt-cinq ans à charge (sauf

le conjoint, le partenaire de PACS ou le concubin de l'intéressé), la majoration est portée à 40% pour chacun de ces enfants ou personnes à partir de la troisième personne.

#### **Indus RSA :**

La CAF ou la MSA sont compétentes pour déterminer et notifier les indus. Elles procèdent au recouvrement sur l'allocation de RSA à échoir dans la limite de 20% du montant mensuel versé.

Lorsque le débiteur cesse d'être allocataire du RSA puis en est à nouveau bénéficiaire ou si le montant de l'indu est supérieur à trois fois le montant forfaitaire de base pour une personne isolée, la créance est transférée au département des Bouches-du-Rhône qui doit la recouvrer par l'intermédiaire du Payeur départemental dans les conditions identiques au recouvrement des créances du département.

## Contrat d'Orientation (C.O)

### Définition :

Le Contrat d'Orientation est un document signé entre l'allocataire et le Département dans la mesure où le bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique.

Il est élaboré au cours de l'instruction de la demande de RSA par un technicien de l'organisme instructeur auquel le bénéficiaire s'adresse.

Ce document permet d'établir un pré-diagnostic de la situation du bénéficiaire et propose selon les besoins de celui-ci une orientation vers un accompagnement dans le cadre d'un parcours emploi ou social.

La signature d'un C.O engage le bénéficiaire à suivre les orientations et actions préconisées à mettre en œuvre en fonction de sa situation.

Ce document marque le début du parcours d'insertion du bénéficiaire.

### Elaboration

Le C.O est élaboré au moment de l'entrée dans le dispositif RSA :

- Soit avec un technicien de la CAF ou d'un CCAS ;
- Soit avec un Contrôleur de l'Insertion (agent du département en poste dans un Pôle d'Insertion) si l'organisme qui a instruit les droits au RSA n'assure pas l'élaboration du C.O.

Le C.O conclu entre le bénéficiaire et le Département prévoit :

- Soit une orientation vers un accompagnement dans le cadre d'un parcours emploi organisé par Pôle Emploi qui se traduit par l'établissement d'un Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE) ;
- Soit un accompagnement dans le cadre d'un parcours emploi organisé par une structure ou un organisme d'accompagnement à l'emploi ;
- Soit un accompagnement dans le cadre d'un parcours social.

### Références :

Articles L.262-27 à L.262-33 du Code de l'Action Sociale et des Familles

**Convention de gestion du RSA entre le Département et la CAF des Bouches-du-Rhône**

**Conventions passées entre le Département et ses partenaires**

Dans ces deux derniers cas, l'orientation se traduit par l'établissement d'un Contrat d'Engagement Réciproque (C.E.R).

De plus, les techniciens du Pôle d'Insertion (Directeur, Médecin, Agent de Développement Local d'Insertion, Chargé d'Insertion Professionnelle, Contrôleur, Secrétaire) sont chargés de l'étude administrative et technique du contrat d'orientation et du suivi du parcours individuel d'insertion de l'allocataire.

Ces techniciens interviennent aussi en appui des référents sociaux ou des accompagnateurs à l'emploi du dispositif RSA chacun dans leur domaine de compétence spécifique et peuvent également être amenés à rencontrer l'allocataire pour faire le point sur sa situation.

### Validation et durée

Le C.O est validé pour une durée maximum de 3 mois au niveau du Pôle d'Insertion.

Une fois validé, le C.O vaut contrat d'Engagement Réciproque (C.E.R).

Il est établi une seule fois, à l'entrée dans le dispositif RSA.

## Contrat d'Engagement Réciproque (C.E.R)

### Définition :

Le contrat d'engagement réciproque (C.E.R) est établi au vu des éléments utiles à l'appréciation de la situation professionnelle, sociale, financière et de santé de l'allocataire et des personnes prises en compte pour la détermination du RSA.

Il donne au bénéficiaire droit à l'insertion. Il est l'outil qui concrétise son projet d'insertion et doit être établi dans les meilleurs délais après l'obtention du RSA sous peine de voir l'allocation suspendue.

Il est librement conclu entre les parties et repose sur des engagements réciproques de leur part :

- La collectivité propose des activités et actions d'insertion,
- L'intéressé s'engage à y participer.

Les bénéficiaires des actions d'insertion sont :

- l'allocataire ;
- son conjoint, concubin, pacsé dans la mesure où il est pris en compte dans le calcul de l'allocation.

### Elaboration :

Chaque contrat d'engagement réciproque doit répondre à une situation particulière.

Après la mise en paiement de l'allocation de RSA, l'allocataire et les personnes prises en compte pour la détermination du montant de cette allocation doivent conclure un C.E.R avec le Département représenté par le Président du Conseil général.

Le C.E.R est établi sous un délai de un ou deux mois selon la nature de l'orientation :

- 1 mois : orientation vers un organisme participant au service public de l'emploi autre que Pôle Emploi,
- 2 mois : orientation vers un organisme compétent en matière d'insertion sociale pour les personnes rencontrant des difficultés tenant au logement, à l'absence de logement, à la santé faisant obstacle temporairement à la recherche d'emploi.

La signature d'un C.E.R est la garantie pour le bénéficiaire de voir son droit à l'allocation prorogé,

### Références :

Articles L262-35, L262-36, L.262-37 du Code de l'Action Sociale et des Familles : **contrat d'Engagement réciproque**

### Programme Départemental d'Insertion

### Conventions entre le Conseil Général et ses partenaires

par le Président du Conseil Général, pour la durée prévue par le contrat.

Il peut être révisé à tout moment en cas de modification du projet de l'allocataire.

Tout allocataire est tenu d'être titulaire d'un C.E.R jusqu'à sa sortie du dispositif RSA.

### Contenu :

Selon le parcours d'insertion envisagé par l'allocataire, soutenu dans sa réflexion par un référent, et en fonction de sa situation particulière, le C.E.R peut porter sur une ou plusieurs des actions concrètes mises en œuvre dans les domaines de l'insertion sociale, la formation, l'emploi, la santé et le logement.

Le C.E.R est le résultat de l'entretien et de la négociation entre l'allocataire et son référent social.

Il fait l'objet d'une évaluation régulière donnant lieu éventuellement à un réajustement des actions précédemment définies.

Cette évaluation est assurée par le référent de la personne qui prend toute disposition utile pour, le cas échéant, procéder à son réajustement.

Pour bénéficier des aides et des actions d'insertion mises en œuvre par le dispositif d'insertion définies par le Département, les bénéficiaires du RSA doivent être titulaires d'un C.E.R en cours de validité.

### **Validation et durée :**

Les C.E.R sont validés par le Président du Conseil Général au niveau du Pôle d'Insertion par un représentant de l'administration du Département, après examen par les techniciens et agents du Pôle Insertion.

La durée du C.E.R est validée pour une période minimale de trois mois ou maximale d'un an.

Sa durée varie selon la nature et la durée des actions d'insertion prévues dans le contrat.

Le C.E.R prend fin lorsque la période pour laquelle il a été souscrit arrive à échéance. Il appartient au bénéficiaire, aidé par son référent, d'en solliciter le renouvellement.

Le C.E.R peut être dénoncé avant son terme, notamment lorsque le bénéficiaire, ne procède pas à l'établissement d'un contrat, ne le renouvelle pas, ne respecte pas les engagements pris lors de sa signature.

### **Renouvellement :**

Le renouvellement du C.E.R doit être examiné au minimum un mois avant son échéance auprès de référent désigné, qui étudie avec l'allocataire l'évolution de sa situation, les démarches effectuées et les perspectives envisagées.

## Les contrats aidés : Le Contrat Unique d'Insertion (CUI) : CIE et CAE

### Définition :

Le CUI se décline sous deux formes, destinées à répondre aux besoins des demandeurs d'emploi et des employeurs dans deux secteurs distincts : marchand (CIE) et non-marchand (CAE).

. Le Contrat Unique d'Insertion, (CUI), vise à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. Il est mis en œuvre par le Conseil Général pour les bénéficiaires du RSA financé par le Département, (RSA socle)

L'employeur volontaire pour recruter une personne allocataire du RSA SOCLE dans le cadre d'un CAE, (Contrat d'Accompagnement à l'Emploi – volet non marchand du CUI) ou d'un CIE, (Contrat Initiative Emploi – volet marchand du CUI), bénéficie d'une aide financière mensuelle de l'Etat et du Département sur une durée limitée ainsi que d'un allègement ou exonération de charges.

Le salarié pourra cumuler son salaire avec une aide ou allocation complémentaire.

Les conditions d'éligibilité sont fixées par voie législative et réglementaire

### Elaboration :

. Le contrat d'accompagnement à l'emploi (CAE) ou le contrat initiative emploi (CIE) valent contrat d'engagement réciproque. A ce titre, ils garantissent au bénéficiaire le maintien dans le dispositif RSA pour la durée prévue par le contrat

### Dispositions générales :

. Ce sont des contrats de travail de droit privé portant sur une activité professionnelle et comportant une période d'essai. Une action de formation et d'accompagnement à l'emploi est obligatoire. La signature d'un contrat aidé n'est plus soumise à une durée minimale de perception du RSA

### Dispositions pratiques :

. Le CUI-CAE a une durée initiale de 6 mois. Il peut être prolongé trois fois 6 mois, soit au total 24 mois. Pour les bénéficiaires du RSA de plus de 50 ans, la

### Références :

Articles R262-12 et R262-13 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Les articles L 5134-19-1 et suivants et L 5134-65 et suivants du code du travail ;

Circulaire DGEFP n°2009-42 du 5 novembre 2009 relative à l'entrée en vigueur du contrat unique d'insertion

limite des prolongations peut être portée à 36 mois, soit au total 60 mois.

Le temps de travail est fixé à 26 heures par semaine. Il peut néanmoins être compris entre 20 et 26 heures par semaine lorsque l'embauche est réalisée par un atelier ou un chantier d'insertion ou par une association ou une entreprise de services aux personnes.

Le CUI-CIE peut revêtir la forme d'un CDD, d'un contrat de travail temporaire ou d'un CDI. Il a une durée minimale de 6 mois. Dans le cas d'un contrat de travail conclu sous forme de CDD, la convention d'aide établie avec le Conseil Général portera sur 6 mois. Dans le cas d'un contrat de travail conclu sous forme de CDI, la convention d'aide portera sur 12 mois. Ces conventions ne sont pas renouvelables Le temps de travail est fixé à 20 heures minimum par semaine.

### Dispositions financières :

Les allocataires titulaires d'un CAE ou d'un CIE perçoivent un salaire dont le montant est au moins égal au SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures travaillées.

Ils continuent à bénéficier des droits connexes liés au RSA. Les droits au chômage et à la retraite sont calculés sur la totalité du revenu. En contrepartie, 4 trimestres par an sont validés pour la retraite. Les mesures d'intéressement ne sont pas applicables à ces contrats. S'il s'agit d'une personne seule, l'allocataire perçoit le RSA socle pendant les trois premiers mois du contrat ensuite en fonction de sa situation familiale et de ses revenus, il peut percevoir le RSA d'activité.

S'agissant d'une famille, il sera versé un RSA d'activité majoré

### Intervenants :

Direction de l'Insertion,  
POLE EMPLOI,  
les PLIE et les organismes chargés de l'animation et de la mobilisation de l'offre d'emploi retenus dans le cadre du marché public « accompagnement à l'emploi ».

## Actions collectives

### Références :

Articles L262-38 et L262-38-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Programme Départemental d'Insertion (PDI)

### Nature des actions :

Les actions collectives d'insertion ont pour objet la mise en œuvre d'activités ou stages destinés à soutenir les bénéficiaires du RMI dans leur parcours d'insertion.

Les actions d'insertion collectives se répartissent en 5 catégories, selon les domaines ou volets d'intervention prévus au Programme Départemental d'Insertion (PDI) :

- les actions à vocation d'accueil et de suivi, ayant pour vocation l'instruction administrative et sociale des dossiers ainsi que l'orientation des bénéficiaires vers un parcours d'insertion adapté ;
- les actions d'insertion professionnelle, destinées à améliorer les compétences professionnelles et l'employabilité des bénéficiaires ;
- les actions d'insertion sociale, destinées à favoriser la remobilisation et le développement de l'autonomie sociale ;
- les actions d'insertion par la santé, destinées à faciliter l'accès aux soins par un accompagnement adapté ;
- les actions d'insertion par le logement, destinées à faciliter l'accès ou le maintien dans le logement.

Les actions d'insertion sont développées en fonction des orientations fixées en matière de politique d'insertion, par les membres du Conseil Départemental d'Insertion (CDI) et inscrites après validation au Programme Départemental d'Insertion (PDI).

Elles peuvent également correspondre à un besoin local et être détectées par les membres d'une Commission Locale d'Insertion (CLI), actées dans le Plan Local d'Insertion (PLI) et validées par le Conseil Départemental d'Insertion.

### Conditions d'attribution :

Les bénéficiaires du RMI sont orientés vers les actions collectives sous condition d'être titulaires d'un contrat d'insertion et pour une action conforme aux orientations prévues dans ce contrat.

Lorsque l'orientation porte sur une action mise en œuvre dans le domaine de l'insertion professionnelle, le bénéficiaire concerné doit être inscrit à l'ANPE.

Cette action ne pourra être financée que si elle figure dans le contrat d'insertion validé et mise en œuvre par un organisme de droit public ou privé conventionné par le département des Bouches-du-Rhône ou retenu à la suite d'une procédure de marché public.

### Intervenants :

Le Conseil Général

Les organismes de droit public ou privé œuvrant dans le domaine de l'insertion.

## Actions individuelles - aide à la création ou à la reprise d'entreprises

### Nature de la prestation :

Aide facultative.

Pour obtenir cette aide, le bénéficiaire doit préalablement être accompagné par un organisme agréé par le Conseil Général

Cette aide est destinée à favoriser la création ou la reprise d'entreprises par des bénéficiaires du RSA soumis à droits et devoirs dans des secteurs d'activités en tension, de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat, des services. Sont exclus de ce dispositif les créations d'activité sur le secteur des professions libérale (Cabinets d'avocats, de kinésithérapie, d'architecture etc....) ainsi que les créations dans des métiers de type ambulants sans emplacements fixes (forains sur les marchés...).

Elle est attribuée après évaluation du projet dans la limite d'un montant plafond de 6000€.

### Conditions d'attribution :

**Les Conditions générales sont les suivantes :**

- Posséder un contrat d'engagement réciproque en cours de validité prescrivant cette action rédigé par la structure d'accompagnement à la création d'activité agréée par le Conseil Général
- Etre en capacité juridique d'exercer l'activité projetée ;
- Créer ou reprendre une entreprise dont le siège social et le lieu d'activité principale sont situés dans le Département des Bouches du Rhône ;
- Solliciter des co-financements.

**Les conditions particulières relatives aux créations ou reprises sous forme de société sont les suivantes :**

- Le bénéficiaire doit posséder au moins la moitié des parts de la société et en être au moins le gérant égalitaire ;

### Références :

Articles L.263-1 et L.263-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles  
Programme Départemental d'Insertion

- En cas de pluralité de bénéficiaires du RSA, chacun d'eux doit posséder un nombre égal de parts de la société et en être co-gérants ;

Sont exclues de l'aide à la création ou à la reprise d'entreprises sur les crédits départementaux d'insertion :

- Les activités relevant des sciences ésotériques ;
- Les activités comportant un caractère licencieux ;
- Les activités comportant des pratiques médicales non reconnues par l'Ordre des médecins et présentant de fait un caractère d'exercice illégal de la médecine.

### Conditions d'exécution de la prestation :

Le montant de l'aide accordée est versé après notification de son attribution sur demande du bénéficiaire et présentation des justificatifs nécessaires (autorisations administratives, attestations de co-financements le cas échéant...).

S'il n'a pas encore créé effectivement son entreprise, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 6 mois à compter de la date de notification pour créer son entreprise.

En cas de pluralité de bénéficiaires du RSA sur un même projet, le montant cumulé des aides attribuées à chacun d'eux ne peut excéder 6000€.

### Intervenants :

Direction de l'insertion  
Organismes agréés pour l'accompagnement à la création ou à la reprise d'entreprise  
Co-financiers éventuels

## Actions individuelles - aide aux projets individuels de formation

### Références :

Articles L.263-1 et L.263-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles  
Programme Départemental d'Insertion

### Nature de la prestation :

Aide facultative en complémentarité et subsidiarité au droit commun.

Une aide financière non rétroactive, dans la limite de 4 500€, est destinée à promouvoir la qualification et les compétences des bénéficiaires du RSA soumis à droits et devoirs, en améliorant l'accès à une formation diplômante, qualifiante, préparatoire ou de remise à niveau permettant un accès rapide à un emploi durable.

### Conditions d'attribution :

- Etre inscrit à Pole Emploi
- Posséder un CER prescrivant cette action et validé par le Pôle d'Insertion ;
- Ne pas pouvoir relever d'une formation financée par le droit commun.

Ne peuvent faire l'objet d'une aide financière :

- les formations d'un nombre d'heures en centre supérieur à 1200 heures ou d'une durée supérieure à 12 mois ;
- les formations assimilables à des études universitaires ;
- les formations se déroulant hors de la Région PACA ;
- les formations par correspondance ;
- les formations dispensées par des organismes non agréés par l'Etat ;
- les formations concernant des pratiques thérapeutiques non reconnues par l'Ordre des médecins ;
- Les formations concernant des pratiques ésotériques.

### Conditions d'exécution de la prestation :

Le bénéficiaire s'engage à commencer l'action dans les 3 mois qui suivent la notification de l'attribution de l'aide et à l'issue de la formation de rendre compte de ses recherches d'emploi au cours d'un entretien avec le Chargé d'Insertion Professionnelle.

### Intervenants :

Direction de l'insertion,  
Conseil Régional,  
Co-financeurs  
Organismes de formation professionnelle agréés par l'Etat.

## Fonds d'Aide à l'Insertion

### Nature des prestations

Le fonds d'aide à l'insertion est une aide facultative qui s'inscrit en complémentarité et subsidiarité du droit commun, elle est destinée à contribuer pour partie à lever les freins à l'insertion sociale ou professionnelle des bénéficiaires du RSA soumis à droits et devoirs.

### Conditions générales d'attribution :

- Le bénéficiaire doit être titulaire d'un contrat d'engagement réciproque prévoyant l'aide.
- Sauf en matière de santé, il doit être en procédure d'embauche, en formation professionnelle ou participer à une action collective d'insertion sociale.
- La durée d'attribution de l'aide est appréciée en fonction de la situation du bénéficiaire. Elle ne peut excéder celle de l'action pour laquelle elle est accordée.
- La rétroactivité de l'aide n'est possible que dans une limite de 3 mois
- Dans le cas de formations rémunérées, l'aide est accordée pour un mois maximum.

### Les aides financières à l'insertion :

- L'aide au repas :  
Sous réserve du respect des conditions générales, l'aide peut être accordée lorsque le temps de pause ne permet pas au bénéficiaire un retour à son domicile. Elle peut être également accordée pour des repas du soir dans le cas où l'allocataire ne peut rentrer à son domicile.  
Le montant de l'aide ne peut excéder 100 € par mois.
- L'aide aux transports :  
Sous réserve du respect des conditions générales, l'aide peut être accordée uniquement si l'action se

### Références :

Articles L262-27, L262-28, L262-34 à L262-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles  
Programme Départemental d'Insertion

déroule en dehors du périmètre de la gratuité du transport en commun urbain ou communautaire dont bénéficie l'allocataire. Elle est calculée sur la base d'un montant de 0,30 € du km et jusqu'à 300€ par mois pour les déplacements hors de la commune.

#### - L'aide à l'hébergement :

Sous réserve du respect des conditions générales, l'aide à l'hébergement peut être attribuée lorsque l'action se déroule hors du département des Bouches-du-Rhône et sur la base d'un forfait journalier de 30 €, dans la limite de 450 € par mois.

#### - L'aide aux frais de garde d'enfants :

Sous réserve du respect des conditions générales, l'aide aux frais de garde d'enfants peut être attribuée, lorsqu'elle est assurée par une personne agréée ou un établissement agréé.

Le montant de l'aide est égal aux frais engagés par le bénéficiaire, déduction faite des aides de droit commun dans la limite de 450 € par mois et par enfant.

#### L'aide aux frais de cantine des enfants :

Sous réserve du respect des conditions générales, l'aide aux frais de cantine des enfants peut être attribuée lorsque la situation l'exige.

Le montant de l'aide est égal aux frais engagés par le bénéficiaire, déduction faite des aides de droit **commun**, dans la limite de 150 € par mois et par enfant.

- L'aide aux frais d'équipement, de matériel ou de vêture :

Sous réserve du respect des conditions générales, les frais considérés pour cette aide sont constitués de tenues, de fournitures pédagogiques.

Le montant de l'aide ne peut être supérieur à 300€.

L'achat de matériel informatique est exclu du champ de l'aide

- L'aide à l'inscription à un concours administratif ou d'admission à une formation qualifiante :

Sous réserve du respect des conditions générales, l'aide peut être attribuée dans la limite de trois concours maximum.

- L'aide liée à un contrat d'engagement réciproque portant sur la Santé :

Sous réserve du respect des conditions générales, dans le cadre d'un contrat d'engagement réciproque « Santé », une aide peut être attribuée lorsqu'elle est en mesure de favoriser le parcours d'insertion professionnelle ou sociale. Le demandeur doit, au préalable, faire valoir ses droits aux aides de droit commun (sécurité sociale et mutuelle).

L'aide ne peut intervenir qu'en matière de participation à l'achat de prothèses (lunettes, appareils auditifs, semelles orthopédiques etc....) les soins (y compris d'orthodontie) sont exclus de son champs d'application.

L'aide est attribuée sur avis motivé du Médecin du Pôle d'insertion son montant ne peut être supérieur à 500 € par an.

-L'aide à de la remise à niveau en matière de conduite automobile (permis B) :

Une aide d'un montant maximum de 10 heures pourra être accordée à des allocataires qui possède le permis B et qui ont besoin d'effectuer une remise à niveau dans le cadre d'une insertion professionnelle (promesse d'embauche avérée, métier nécessitant la conduite d'un véhicule)

## Modalités de paiement

L'aide est payée sur production de justificatif et de factures acquittées

## Actions individuelles – aide à la gratuité des transports en commun

### Nature de la prestation :

Aide facultative.

Le Conseil général des Bouches-du-Rhône peut proposer aux bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) une aide à la gratuité des transports sur le réseau urbain ou interurbain de leur lieu d'habitation.

### Conditions d'attribution :

. Pour pouvoir prétendre à l'attribution d'une aide de gratuité des transports, l'allocataire doit être détenteur d'un contrat d'engagement réciproque prévoyant expressément la gratuité des transports et validé.

La gratuité des transports en commun est accordée aux allocataires sur les territoires des communes et/ou des structures intercommunales, où existe un accord avec l'autorité organisatrice des transports.

L'allocataire doit obligatoirement être inscrit dans une action concrète d'insertion professionnelle (accompagnement à l'emploi, accompagnement à la création d'activité...) ou dans une action d'insertion sociale nécessitant un déplacement éloigné de son domicile.

A titre dérogatoire, la gratuité pourra être accordée pour des personnes qui ne relèvent pas des deux cas précédemment évoqués mais dont la situation le nécessite pendant une durée limitée (soins médicaux, obligation d'accompagner un enfant pour un suivi médical, démarches administratives...). Il appartient aux pôles d'insertion d'évaluer le besoin

### Références :

Articles L.263-1 et L.263-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles  
Programme Départemental d'Insertion

en fonction des problématiques de l'allocataire, en tous cas cette aide ne peut être que ponctuelle et limitée dans le temps.

### Conditions d'exécution de la prestation :

L'allocataire doit formuler une demande d'aide à la gratuité des transports auprès de son référent, lors de l'élaboration de son contrat d'engagement réciproque. Sa demande est ensuite transmise pour examen au Pôle d'Insertion dont il dépend.

Après validation de son contrat d'engagement réciproque et de la demande d'aide qui y est associée, une attestation de gratuité des transports est adressée à l'intéressé.

Muni de ce document et d'une pièce d'identité, l'allocataire peut alors faire valoir ses droits auprès du transporteur concerné.

### Intervenants :

Le Conseil Général  
Les Pôles d'insertion  
Les transporteurs conventionnés par le Conseil Général

## Les instances d'instruction du RSA

### Les instances d'instruction :

La demande d'allocation peut être au choix du demandeur déposée :

- auprès du Centre Communal ou Intercommunal d'Action Sociale du lieu de résidence du demandeur lorsqu'il a décidé d'exercer cette compétence,
- auprès du service départemental d'action sociale,
- auprès d'associations ou organismes à but non lucratif agréés à cet effet par décision du Président du Conseil Général,
- auprès des organismes payeurs de l'allocation.

Dans le département des Bouches du Rhône, le Conseil Général a délégué à la Caisse d'Allocations Familiales les missions d'instruction dévolues par la loi au service départemental d'action sociale.

### L'agrément :

La Commission Permanente accorde l'agrément aux fins d'instruire les demandes de RSA aux associations ou organismes à but non lucratif.

Cet agrément vaut pour une durée de 3 ans.

Le Président du Conseil Général agréé les structures ayant en charge des publics spécifiques.

Chaque structure signe une convention avec le Conseil Général pour mener à bien les missions qui lui sont confiées.

### Les missions :

Chaque organisme instructeur a pour mission d'instruire les demandes de RSA conformément aux dispositions du règlement départemental.

### Références :

Articles L.262-14 et 15, R.262-26 à R.262-31 du Code de l'Action Sociale et des Familles

## Les organismes payeurs

### Les organismes payeurs :

Le service de l'allocation est assuré par la Caisse d'allocations familiales et la Caisse de la mutualité sociale agricole, organismes payeurs de l'allocation de RSA.

La Caisse de la MSA est compétente :

- lorsque l'allocataire, son conjoint, partenaire lié par un PACS ou concubin est exploitant agricole
- lorsque l'allocataire, son conjoint, le partenaire lié par un PACS ou le concubin est salarié agricole, chef d'entreprise agricole ou artisan rural sauf si des prestations familiales sont versées à l'un ou l'autre par la CAF.

### Les conventions :

La Commission Permanente autorise par délibération le Président du Conseil Général à conclure des conventions qui déterminent les conditions dans lesquelles le service du RSA est assuré et les compétences que le Président du Conseil Général délègue à la CAF et à la MSA.

### Les missions :

Chaque organisme payeur a pour mission de liquider et de payer les allocations de RSA conformément aux dispositions du règlement départemental.

### Références :

Articles L262-16, I du L.262-25, D.262-60 à 64 du Code de l'Action Sociale et des Familles

## Les instances de recours de l'allocation

### Les voies de recours

Les recours sont introduits dans le délai de deux mois à compter de la date de la notification de la décision faisant grief.

Tout allocataire contestant une décision relative à l'allocation doit former :

- un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) devant la CAF, la MSA ou le Conseil Général.

En cas de contestation de la décision prise suite à ce RAPO, l'allocataire forme :

- un recours contentieux devant la juridiction administrative de droit commun compétente.

Le RAPO et le recours contentieux, y compris celui introduit en appel, sont suspensifs.

### Le recours administratif préalable obligatoire

L'allocataire adresse, par simple courrier, un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) gracieux soit à l'organisme payeur (CAF ou MSA) soit au Président du Conseil Général des Bouches du Rhône.

Ce recours est examiné par la commission de recours amiable composée de représentants du Département et de représentant des organismes payeurs de l'allocation.

### Le recours contentieux

Un recours contentieux, adressé par courrier en recommandé avec accusé de réception, doit être formé devant le Tribunal Administratif.

Le recours contentieux ne peut-être accepté si au préalable le bénéficiaire n'a pas introduit de RAPO, soit devant l'organisme payeur, soit devant le Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône.

Les décisions du Tribunal Administratif sont susceptibles d'appel devant la Cour Administrative d'Appel.

### Références :

Articles L134-1, L.262-47, R.262-87 à 91 du Code de l'Action Sociale et des Familles : voies de recours, recours gracieux, recours contentieux

**Délibération N° 159 de la Commission Permanente du 20 décembre 2004** relative aux règles de gestion pour l'instruction des demandes d'exonération concernant des trop perçus du revenu minimum d'insertion.

Les décisions de la Cour Administrative d'Appel peuvent faire l'objet d'un recours en cassation devant le Conseil d'Etat.

La Commission Permanente autorise, par délibération, le Président du Conseil Général à défendre le département dans les actions intentées contre lui.

Les associations régulièrement constituées depuis cinq ans au moins pour œuvrer dans les domaines de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté peuvent exercer les recours (RAPO et recours contentieux) en faveur du bénéficiaire, sous réserve de l'accord écrit de celui-ci.

## Conseil départemental d'insertion (CDI)

### Composition du CDI

Le CDI est composé, pour une durée de 3 ans, comme suit :

- le Président du Conseil Général, Président du Conseil Départemental d'Insertion,
- Représentants de l'Etat : 8 membres titulaires et 8 membres suppléants, désignés par Monsieur le Préfet,
- Représentants des collectivités territoriales :
  - Conseil Général :
    - 7 conseillers généraux titulaires et 7 conseillers généraux suppléants
    - le Directeur Général des Services
    - le Directeur Général Adjoint de la Solidarité
    - le Directeur Général Adjoint de la Vie locale, de la Vie associative, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports
    - le Directeur de l'Insertion
    - le Directeur de l'Action sociale, de l'Accueil et de la Coordination
    - le Directeur de la Protection maternelle et infantile et de la Santé
  - Région :
    - un membre titulaire et un membre suppléant désignés par la Région
  - Communes :
    - 5 membres titulaires et 5 membres suppléants désignés par l'Union des Maires
  - Représentants des organismes chargés de l'emploi et de la formation professionnelle (représentants institutionnels, partenaires sociaux, organismes consulaires, représentants du monde de l'entreprise): 10 membres titulaires et dix membres suppléants désignés par les organismes concernés,

### Références :

Articles L263-2, R 263-1 du Code de l'action sociale et des familles

Délibération de la Commission Permanente N°225 du 27/02/04

- Représentants des personnes de droit public ou privé, notamment des associations, œuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion : 13 membres titulaires et 13 membres suppléants désignés par les organismes concernés
- Les Présidents de CLI.

### Mission du CDI

Le CDI émet un avis sur :

- la politique départementale d'insertion,
- l'adoption du Programme Départemental d'Insertion,
- le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes.

Il est informé de l'exécution du PDI.

### Fonctionnement du CDI

Le Conseil Départemental d'Insertion se réunit au minimum deux fois par an, sur :

- convocation de son président,
- ou à la demande de la moitié de ses membres.

Les délibérations du CDI sont prises à la majorité des membres présents.

## Equipe pluridisciplinaire départementale (EPD)

### Création de l'EPD :

Il est créé par arrêté du Président du Conseil Général une équipe pluridisciplinaire qui est consultée préalablement aux décisions de réorientation, de réduction ou de suspension de l'allocation de RSA.

### Nombre et ressort de l'EPD :

Le ressort de compétence de l'Equipe Pluridisciplinaire Départementale s'applique à tout le territoire du département des Bouches-du-Rhône.

### Composition de l'EPD :

L'Equipe Pluridisciplinaire est formée de 5 collèges :

1/ Représentants du Département : 1 membre titulaire, 1 membre suppléant,

2/ Représentants de Pôle Emploi : 1 membre titulaire, 1 membre suppléant,

3/ Représentants des professionnels de l'insertion : 2 Directeurs de Pôle d'Insertion (1 titulaire, 1 suppléant), 2 Agents de Développement Local d'Insertion (1 titulaire, 1 suppléant), 10 Contrôleurs de l'Insertion (5 titulaires, 5 suppléants),

4/ Représentants des Maisons de l'Emploi ou, à défaut, des représentants des personnes morales gestionnaires des PLIE : 1 membre titulaire, 1 membre suppléant,

5/ Représentants des bénéficiaires du RSA : 1 membre titulaire, 1 membre suppléant.

### Missions de l'EPD :

L'Equipe Pluridisciplinaire Départementale a pour missions :

- de donner un avis sur les suspensions du versement de l'allocation pour les motifs suivants :
  - non établissement d'un contrat d'engagement réciproque en termes d'insertion sociale ou professionnelle,
  - non renouvellement du contrat d'engagement réciproque en termes d'insertion sociale ou professionnelle,

### Références :

Articles L.262-37, L.262-39 et R.262-70 Code de l'Action Sociale et des Familles : **Création, nombre et ressort, composition, missions de l'Equipe Pluridisciplinaire Départementale**

Articles L.262-44 du CASF et 226-13 du Code Pénal : **Confidentialité des décisions**

Arrêté du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône du 22 septembre 2009 : **Arrêté de composition de l'Equipe Pluridisciplinaire Départementale**

- radiation de la liste des demandeurs d'emploi,
- obstacle aux contrôles
- d'examiner à l'issue d'un délai de 6 à 12 mois la situation des bénéficiaires qui, du fait de difficultés tenant notamment à leurs conditions de logement, d'absence de logement ou à leur état de santé et faisant obstacle temporairement à leurs engagements dans une démarche de recherche d'emploi, n'ont pas pu être réorientés vers Pôle Emploi ou un autre organisme participant au Service Public de l'Emploi.
- de proposer des amendes administratives au motif de fausse déclaration ou d'omission délibérée de déclaration ayant abouti au versement indu du RSA.

Toute suspension ou radiation d'un allocataire ne peut intervenir que si celui-ci a été mis en mesure de faire connaître ses observations à l'Equipe Pluridisciplinaire. Ce dernier peut être accompagné par une personne de son choix lorsqu'il il demande à être entendu par cette instance.

### Bureau de l'EPD :

La Présidence est assurée par : le Conseiller Général, Délégué à l'Insertion Sociale et Professionnelle.

La vice-présidence est assurée par : le Directeur de l'Insertion.

Le secrétariat de l'Equipe pluridisciplinaire départementale est assuré par le Service de la Gestion de l'Allocation de RMI (SGA RMI).

**Confidentialité des décisions :**

Toute information entendue lors d'une réunion de l'Equipe Pluridisciplinaire Départementale relève strictement du secret professionnel et ne pourra en aucun cas être divulguée.

## Logement : Aides à l'accès et au maintien

### Préambule :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est une compétence obligatoire du département des Bouches-du-Rhône. La CAF en est l'organisme gestionnaire, par délégation du Président du Conseil général des Bouches-du-Rhône.

### Nature des prestations :

- Aides financières individuelles accordées dans les conditions définies par le règlement intérieur du FSL, destinées à favoriser l'accès ou le maintien dans le logement des personnes et familles éprouvant des difficultés particulières telles qu'elles sont définies par le règlement intérieur du FSL.
- Prêts sans intérêt, garanties ou subventions accordés aux ménages.

### Bénéficiaires :

Toute personne ou famille ayant son domicile de secours dans les Bouches-du-Rhône, éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, soit :

- Personnes entrant dans un logement locatif, locataires, sous-locataires ou résidents de logements – foyers qui se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement du loyer, des charges et des frais d'assurance locative.
- Propriétaires occupants qui se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement de leurs charges collectives, si le logement dont ils ont la propriété ou la jouissance se situe dans un ensemble immobilier faisant l'objet d'un plan de sauvegarde.

### Références :

**Loi n°89-462 du 6 juillet 1989** tendant à améliorer les rapports locatifs

**Loi n° 90-449 du 31 mai 1990** modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement

**Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains**

**Loi n°2004-809 du 13 août 2004** relative aux libertés et responsabilités locales

**Article L 121.1** du code de l'action sociale et des familles

**Décret n°2002-120 du 30 janvier 2002** relatif aux caractéristiques du logement décent

**Décret n°2005-212 du 2 mars 2005** relatif aux fonds de solidarité pour le logement

**Circulaire n°2004-58 UHC/IUH1 du 4 novembre 2004** relative aux nouvelles dispositions concernant les fonds de solidarité pour le logement (FSL) contenues dans la **loi n°2004-809 du 13 août 2004** relative aux libertés et responsabilités locales.

**Délibération n°27 de la Commission Permanente du 1<sup>er</sup> février 2008** : règlement intérieur du FSL

**Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées**

- Possibilité d'aide pour ces mêmes propriétaires occupants qui se trouvent dans l'impossibilité
- d'assumer leurs obligations relatives au remboursement d'emprunts contractés pour l'acquisition de leur logement.
- Possibilité d'aide pour ces mêmes propriétaires occupants qui se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement de leurs charges collectives ou aux remboursements d'emprunts contractés pour l'acquisition de leur logement si celui-ci est situé dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat.

Une priorité est accordée aux personnes et familles sans aucun logement, menacées d'expulsion sans relogement, hébergées ou logées temporairement, dans des taudis, des habitations insalubres, précaires ou de fortune, ainsi qu'à celles qui sont confrontées à un cumul de difficultés.

## Conditions d'attribution :

Sont prises en compte l'ensemble des ressources de quelque nature qu'elles soient, de toutes les personnes composant le foyer, à l'exception des aides au logement, de l'allocation de rentrée scolaire, de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et de ses compléments et des aides, allocations et prestations à caractère gracieux.

- Bail conforme à la législation en vigueur.
- Logement assuré et conforme aux normes de décence

## Procédures :

- La saisine :

La saisine peut s'effectuer :

- directement par toute personne ou famille en difficulté,
- avec son accord, par toute personne ou organisme y ayant intérêt ou vocation,
- par l'organisme payeur des aides au logement ou par le représentant de l'Etat dans le département.

- La demande :

La demande s'effectue au moyen d'un imprimé spécifique disponible auprès de la CAF et de tout service social institutionnel ou associatif.

La demande est transmise à la CAF dont les coordonnées sont référencées en annexe 4. Dans le cas de mise en jeu de garantie du paiement des loyers, le signalement est fait au secrétariat de la CAF par le bailleur.

- La décision :

La CAF instruit le dossier et notifie la décision au demandeur, au travailleur social et au bailleur.

En cas de décision favorable, elle procède au paiement de l'aide.

En cas de refus, la décision est motivée.

- La procédure d'urgence

Des modalités d'urgence sont mises en place pour l'octroi et le paiement des aides dès lors qu'elles conditionnent la signature d'un bail ou qu'elles concernent des personnes et familles assignées aux fins de résiliation de bail.

Les modalités d'utilisation de la procédure d'urgence sont les suivantes :

- remise du dossier complet par le demandeur à la CAF des Bouches-du-Rhône Marseille, accompagné de l'imprimé procédure d'urgence complété ou transmission du dossier complet par télécopie par le demandeur ou le service social instructeur dans les mêmes conditions. Dans ce dernier cas, le dossier

original doit être transmis à la CAF dans le même temps.

- La CAF informe l'intéressé ou le travailleur social de la décision prise.

- La CAF procède à l'envoi des notifications de décisions.

- La CAF fait procéder au paiement des aides en urgence, à la condition que toutes les pièces justificatives soient jointes au dossier.

- Si le dossier ne relève pas de la procédure d'urgence, il est traité selon la procédure habituelle précisée ci-dessus.

## Aides aux impayés d'énergie de téléphone et d'eau

### Nature des prestations :

- Aides financières individuelles accordées dans les conditions définies par le règlement intérieur du FSL, destinées à garantir la fourniture d'énergie, d'eau et l'accès au service téléphonique des personnes et familles éprouvant des difficultés particulières.
- Pour les aides aux impayés d'énergie : subvention versée directement au distributeur d'énergie.
- Pour les aides aux impayés de téléphone : abandon de créance de la part de l'opérateur téléphonique (abonnement au service téléphonique fixe de type résidentiel, communications nationales locales vers des abonnés du service téléphonique fixe).
- Pour les aides aux impayés d'eau : abandon de créance de la part du distributeur d'eau ; subvention versée directement au distributeur d'eau.

### Bénéficiaires :

Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, soit :

- les personnes, propriétaires ou locataires, occupant de façon régulière leur logement et se trouvant dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement des fournitures d'énergie, de services téléphoniques ou d'eau.

Une priorité est accordée aux personnes et familles sans aucun logement, menacées d'expulsion sans relogement, hébergées ou logées temporairement, dans des taudis, des habitations insalubres, précaires ou de fortune, ainsi qu'à celles qui sont confrontées à un cumul de difficultés.

### Conditions d'attribution :

### Références :

**Loi n° 90-449 du 31 mai 1990** modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement

**Loi n°2004-809 du 13 août 2004** relative aux libertés et responsabilités locales

**Décret n°2005-212 du 2 mars 2005** relatif aux fonds de solidarité pour le logement

**Articles R261-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles : fourniture d'énergie ; aide au paiement des factures impayées**

**Décret n°2005-971 du 10 août 2005** relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité.

**Circulaire n°2004-58 UHC/IUH1 du 4 novembre 2004** relative aux nouvelles dispositions concernant les fonds de solidarité pour le logement (FSL) contenues dans la **loi n°2004-809 du 13 août 2004** relative aux libertés et responsabilités locales.

**Délibération n°27 de la Commission Permanente du 1<sup>er</sup> février 2008** : règlement intérieur du FSL

**Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées**

- Sont prises en compte l'ensemble des ressources de quelque nature qu'elles soient, de toutes les personnes composant le foyer, à l'exception des aides au logement, de l'allocation de rentrée scolaire, de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et de ses compléments et des aides, allocations et prestations à caractère gracieux.
- Contrat au nom du demandeur.

### Pour les impayés d'énergie :

- La dette restant due au titre de l'aide précédente du FSL doit être soldée.
- Le Service Minimum Energie doit être accepté par le demandeur.

### Procédures :

- La saisine :  
La saisine peut s'effectuer :
  - directement par toute personne ou famille en difficulté,

- avec son accord, par toute personne ou organisme y ayant intérêt ou vocation,
- par l'organisme payeur des aides au logement ou par le représentant de l'Etat dans le département.

- La demande :

La demande s'effectue au moyen d'un imprimé spécifique disponible auprès de tout service social institutionnel ou associatif.

La demande est transmise à la CAF dont les coordonnées sont référencées en annexe 4.

- La décision :

La CAF instruit le dossier et notifie la décision au demandeur, au travailleur social et au distributeur d'énergie, au distributeur d'eau ou à l'opérateur téléphonique. En cas de décision favorable, il procède au paiement de l'aide au distributeur d'énergie, ou au distributeur d'eau ou fait procéder à un abandon de créance par l'opérateur téléphonique ou le distributeur d'eau.

En cas de refus, la décision est motivée.

Pour les aides aux impayés d'énergie, la décision prise sur la demande s'effectue dans un délai maximal d'un mois à compter du dépôt de la demande au secrétariat du FSL.

- La procédure d'urgence

Des modalités d'urgence sont mises en place pour l'octroi et le paiement des aides dès lors qu'elles évitent des coupures d'énergie, d'eau ou de services téléphoniques.

Les modalités d'utilisation de la procédure d'urgence sont les suivantes :

- Remise du dossier complet par le demandeur à la CAF des Bouches-du-Rhône Marseille, accompagné de l'imprimé procédure d'urgence complété ou transmission du dossier complet par télécopie par le demandeur ou le service social instructeur dans les mêmes conditions. Dans ce dernier cas, le dossier original doit être transmis à la CAF dans le même temps.
- La CAF informe l'intéressé ou le travailleur social et le distributeur d'énergie, le distributeur d'eau ou l'opérateur téléphonique de la décision prise.
- La CAF procède à l'envoi des notifications de décisions.
- La CAF fait procéder au paiement des aides en urgence, à la condition que toutes les pièces justificatives soient jointes au dossier.
- Si le dossier ne relève pas de la procédure d'urgence, il est traité selon la procédure habituelle précisée ci-dessus.

## Logement : Les actions d'accompagnement social

### Nature des prestations :

Mesures d'accompagnement social individuelles ou collectives lorsqu'elles sont nécessaires à l'installation ou au maintien dans le logement des personnes et des familles bénéficiant du Plan Départemental pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD).

### Deux types de mesures d'accompagnement social peuvent être financés par le fonds de solidarité pour le logement :

- un suivi individualisé des ménages: les mesures d'action socio-éducative liée au logement (**ASELL**), exercées par des associations, des centres communaux d'action sociale,
- des actions sociales collectives (**ASC**), exercées par des bailleurs, des associations, des gestionnaires de logements.

Des opérateurs sont-financés annuellement par le département des Bouches-du-Rhône, par voie de convention, pour mettre en œuvre les actions d'accompagnement social.

### Bénéficiaires :

- Personnes et familles bénéficiant du PDALPD, locataires, sous-locataires, propriétaires de leur logement ou personnes à la recherche d'un logement.

### Procédure :

Ces mesures sont demandées, avec l'accord du ménage, par les services du Préfet, du Conseil Général, les services sociaux, les bailleurs, les associations.

L'opérateur agréé instruit la demande.

Le Conseil Général notifie sa décision à l'organisme

### Références :

**Loi n° 90-449 du 31 mai 1990** modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement

**Loi n°2004-809 du 13 août 2004** relative aux libertés et responsabilités locales

**Décret n°2005-212 du 2 mars 2005** relatif aux fonds de solidarité pour le logement

**Circulaire n°2004-58 UHC/IUH1 du 4 novembre 2004** relative aux nouvelles dispositions concernant les fonds de solidarité pour le logement (FSL) contenues dans la **loi n°2004-809 du 13 août 2004** relative aux libertés et responsabilités locales.

**Délibération n°27 de la Commission Permanente du 1<sup>er</sup> février 2008** : règlement intérieur du FSL

**Délibération n°162 de la Commission Permanente du 22 juillet 2011** : modification des taux des mesures

Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées

conventionné qui en informe le bénéficiaire.

# Mesure d'accompagnement social personnalisé

## Nature des prestations

La mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) est une mesure d'accompagnement social global dont le fondement est l'aide à la personne en difficulté d'autonomie sociale et dont la santé et/ou la sécurité sont menacées par des difficultés qu'elle éprouve à gérer ses ressources.

Elle s'adresse à toute personne majeure qui perçoit des prestations sociales.

C'est une mesure individualisée qui comprend une intervention sociale graduée selon les difficultés et les potentialités de la personne, comptant trois niveaux d'intervention :

-MASP1 sans perception de prestations sociales :

Il s'agit d'un accompagnement social global et d'une aide à la gestion du budget.

Le bénéficiaire continue à percevoir et gérer seul ses prestations.

-MASP2 avec perception et gestion des prestations sociales :

La MASP2 comporte, en plus de l'accompagnement social, la gestion de tout ou partie des prestations du bénéficiaire en les affectant en priorité au paiement du loyer et des charges locatives.

-MASP3 contraignante :

Sur saisine du juge d'instance par le Président du Conseil Général pour obtenir le versement direct au bailleur d'une partie des prestations sociales en règlement des loyers et des charges locatives. La personne ne doit pas s'être acquittée de ses obligations locatives depuis au moins 2 mois et doit disposer d'un reste à vivre suffisant.

## Références

Articles L271-1-L271-2 et L271-5-6 à 8 du CASF

Décret n°2008-1276 du 5 décembre 2008 relatif à la Protection Juridique des Mineurs et des Majeurs et modifiant le Code de Procédure Civile

Décret n°2008-1498 du 22 décembre 2008 fixant les listes des prestations sociales

Décret n°2008-1506 du 30 décembre 2008 relatif à la Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé et à la Mesure d'Accompagnement Judiciaire

Délibération n°176 de la Commission Permanente en date du 7 mai 2009 relative à la mise en œuvre de la Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) et portant approbation des conventions.

## Bénéficiaires

Critères d'éligibilité quel que soit le niveau de la MASP :

- Avoir 18 ans révolus.

-Etre bénéficiaire d'au moins une des prestations sociales versées dans le département des Bouches du Rhône visée par le Décret n°2008-1498 du 22 décembre 2008.

- Eprouver des difficultés dans la gestion de ses ressources susceptibles de menacer sa santé et sa sécurité.

- Adhérer à la mesure et s'engager par contrat.

## Dispositions financières:

Le Conseil Général des Bouches du Rhône comme l'autorise l'article L271-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles ne demande aucune contribution au bénéficiaire.

## Procédure :

Origine de la demande : demande spontanée de la personne ou proposition d'un travailleur social.

Evaluation sociale et formalisation de l'accord du bénéficiaire avec information du service instructeur, du service départemental d'action sociale ou de l'opérateur conventionné si nécessaire et de l'organisme débiteur des prestations sociales.

Formalisation du contrat signé par le Département puis par le bénéficiaire.

Il est accompagné de :

- Une annexe technique où sont retranscrits les objectifs généraux de la mesure validés par le Conseil Général.
- Du plan d'intervention sociale auprès de la personne signé par le bénéficiaire et le travailleur social chargé de l'accompagnement social.

Dans le cadre de la MASP2 :

- le contrat est opposable à l'organisme débiteur des prestations sociales,
- un mandat de gestion est signé par le bénéficiaire et l'opérateur conventionné.

## Durée de la Mesure :

Le contrat est conclu pour une durée de 6 mois à 2 ans. Après avoir fait l'objet d'une évaluation préalable, il peut être renouvelé sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

## Renouvellement de la mesure :

La demande de renouvellement suit la même procédure que la demande initiale, et aboutit à la formalisation d'un nouveau contrat. Une MASP d'un niveau différent fait l'objet d'un nouveau contrat.

## Fin de la mesure :

Si le bilan conclut à un échec, le Conseil Général des Bouches du Rhône peut saisir le Procureur de la République au vu d'une requête au Juge des Tutelles dans la perspective de la mise en place d'une mesure d'accompagnement de justice (MAJ) ou d'une demande de protection juridique : sauvegarde de justice, curatelle, tutelle.

## Dispositions diverses :

Le Conseil Général des Bouches du Rhône a délégué la mise en œuvre des MASP à des associations dont le champ d'intervention couvre la totalité du territoire du département.

## Intervenants :

Maisons Départementales de la Solidarité  
Autres services sociaux du Conseil Général  
Associations prestataires  
Services sociaux institutionnels et associatifs du département  
Maison Départementales des Personnes Handicapées  
Institution judiciaire

## Secours aux adultes

### Nature des prestations :

Aide financière facultative dont le montant plafond annuel est fixé par une délibération de la Commission Permanente.

### Bénéficiaires :

Personnes isolées à partir de 21 ans.  
Ménages sans enfant mineur à charge.

### Conditions d'attribution :

Etre totalement démunie de ressources de façon momentanée et / ou assumer une charge exceptionnelle qui déséquilibre totalement le budget, compte tenu de la modicité des ressources.

### Procédures :

#### 1- Dépôt de la demande :

La demande est formulée sur un imprimé prévu à cet effet auprès d'un travailleur social :

- de la Maison Départementale de la Solidarité dont relève le domicile du demandeur,
- ou auprès de tout autre service social.

#### 2- Evaluation sociale :

Une évaluation sociale est effectuée par un travailleur social qui détermine de façon exhaustive le montant des charges et des ressources du ménage et donne un avis sur l'opportunité de l'attribution du secours et de son montant, dans les limites du plafond annuel.

### Références :

**Délibération de la Commission Permanente** fixant le montant plafond annuel de l'aide pour l'année en cours

#### 3- Modalités de versement :

Il est versé sous la forme d'une lettre-chèque directement au bénéficiaire, à verser sur son compte bancaire ou postal.

Si le bénéficiaire ne dispose pas d'un compte bancaire ou postal, la lettre-chèque peut être encaissée en espèce, s'il se présente muni d'une pièce d'identité, dans les bureaux d'une perception ou directement à la Paierie Départementale.

Dans les cas d'urgence, et après évaluation sociale, un secours aux adultes plafonné à 45€ peut être versé en espèces par la Régie Départementale, sous réserve que celle-ci soit approvisionnée.

### Intervenants :

Travailleurs sociaux des Maisons Départementales de la Solidarité et des directions de la DGAS  
Autres services sociaux

## Distribution de colis alimentaires et soins

### Nature des prestations :

Aide facultative :  
Colis alimentaires avec et sans cuisson et colis soins hommes et femmes.

### Bénéficiaires :

Personnes isolées ou familles.

### Conditions d'attribution :

Situation financière très précaire du fait d'une rupture ou d'une absence totale de ressources.

### Procédures :

Au cours de l'évaluation sociale, le travailleur social propose, si la situation le justifie, l'attribution d'un colis.

Dans la limite des stocks disponibles, il ne peut être délivré plus d'un colis de même nature par famille ou par personne isolée.

Le colis est remis immédiatement à la Maison Départementale de la Solidarité.

### Références :

Délibération du Conseil Général approuvant le présent règlement.

### Intervenants :

Travailleurs sociaux du Conseil Général

## Bons de lait

### Nature des prestations :

Attribution facultative et ponctuelle de bons de lait pour les familles en grande détresse. Le bon de lait permet l'obtention à titre gratuit de boîtes de lait infantile du 1<sup>er</sup> âge.

### Bénéficiaires :

Enfants de moins d'un an.

### Conditions d'attribution :

Le service de Protection Maternelle et Infantile délivre le bon de lait pour un enfant de moins d'un an, lorsque l'allaitement artificiel s'impose, en fonction des critères de ressources suivants :

- Absence complète de ressources
- Attente d'une première prestation (PAJE, API...)
- Attente d'un rétablissement de droits (chômage, RMI...)

### Procédures :

Le bon de lait est attribué à la personne titulaire de l'autorité parentale par le médecin de Protection Maternelle et Infantile par période d'un mois, renouvelable deux fois au maximum.

Les conditions de renouvellement éventuel de la prescription de bons de lait pendant cette période sont identiques.

Au-delà de ces trois mois, si l'évaluation du service de Protection Maternelle et Infantile révèle une difficulté financière et sociale persistante, pouvant mettre l'enfant en danger, la famille est orientée vers le service social pour une évaluation pluridisciplinaire de sa situation.

Le service social peut adresser toute famille répondant aux conditions de ressources précitées à la consultation de Protection Maternelle et Infantile pour obtention d'un bon de lait.

### Références :

Délibération du Conseil Général **approuvant le règlement départemental d'aide sociale.**

### Intervenants :

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique.  
Maisons Départementales de la Solidarité.

## Le fonds d'aide aux jeunes

C'est un dispositif qui permet l'attribution d'aides financières ponctuelles et subsidiaires pour ceux et celles qui, confrontés à des difficultés, ont la volonté de réaliser leur insertion sociale et professionnelle

### Nature des prestations : En quoi consiste l'aide ?

Elle consiste :

- soit en secours temporaire exceptionnel (pour les besoins urgents, avec un maximum de 80 € donnés en espèces ou en tickets-service)
- soit en une aide financière pour un projet d'insertion (jusqu'à 1.000 € avec engagement de la part du bénéficiaire)
- soit encore en une action d'accompagnement (aide de plus longue durée avec contrat d'insertion ne pouvant pas dépasser 240 € par mois avec examen régulier tous les trois mois du comité d'attribution).

### Conditions d'attribution :

#### Les jeunes de 18 à 25 ans :

- français ou étrangers en situation de séjour régulier en France
- ayant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle
- sans revenu ou ayant de faibles ressources (notamment familiales)

### Procédures :

Il faut obligatoirement s'adresser à un "référént" de l'un des organismes agréés (Mission Locale, P.A.I.O, travailleur social...) qui remplit le dossier-type avec le jeune.

L'examen du dossier est effectué par le Comité Local d'Attribution concerné.

Après décision, les fonds sont versés par chèque ou en espèce, au jeune ou directement à un tiers.

### Références :

Articles L 263-15 et L 263-16 du code de l'action sociale et des familles

Article 199 de la loi 2004-809 du 13 août 2004 fixant la mise en application de ces dispositions depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005

## Allocation pour séjour en centre de vacances

### Nature des prestations

Aide financière facultative octroyée à des familles en vue de réduire les frais de séjour des enfants en centre des vacances dans le cadre des congés scolaires d'été.

Son montant est révisé en fonction de l'évolution du SMIC.

### Bénéficiaires

Familles modestes répondant aux conditions énoncées ci-après.

### Conditions d'attribution

- Résidence dans le département
- Enfants âgés de 4 à 14 ans durant l'année de référence
- Le montant de la moyenne économique journalière de la famille ne doit pas excéder un montant modifié chaque année.  
La moyenne économique journalière d'une famille est le trentième du montant global des ressources mensuelles (salaires – pensions – prestations familiales - allocations) après déduction du loyer divisé par le nombre de personnes physiques vivant au foyer familial.
- L'allocation n'est pas accordée pour les séjours en :
  - placements familiaux
  - centres sanitaires
  - centres aérés
  - centre de loisirs sans hébergement
  - camps de scoutisme ou similaires.

Les familles ont le libre choix du centre de vacances et procèdent elles-mêmes aux formalités d'inscription de leur(s) enfant(s).

### Procédures

#### *Dépôt de la demande :*

La famille doit compléter et signer un imprimé de demande d'allocation à se procurer auprès des organisateurs des séjours, des mairies ou des MDS.

### Références

**Délibération du Conseil Général** du 15 janvier 1982.  
**Délibération du Conseil Général** du 1er juillet 1983.  
**Délibération de la Commission Permanente** chargée de statuer sur la révision du montant de l'aide, de la moyenne économique journalière et sur les demandes.

La demande assortie des pièces justificatives **visées par un service social** est adressée avant une **date limite** figurant sur la notice d'information ou communiquée par voie de presse au :

Conseil général des Bouches du Rhône  
 D.G.A.S - Secrétariat Général  
 Service de la Coordination des Moyens  
 66 a rue Saint Sébastien  
 13006 Marseille

Aucune demande parvenue après la date limite n'est prise en considération.

#### *Décision :*

La Commission Permanente du Conseil Général statue sur les demandes présentées.

Les familles sont avisées de la suite réservée à leur demande avec information des organisateurs de séjour.

#### *Modalités de versement :*

Le versement des allocations accordées est effectuée sur présentation d'une attestation de présence globale relative au séjour des enfants bénéficiaires de l'allocation

soit directement au compte de l'organisateur qui peut donc déduire le montant de cette allocation des frais de séjour demandés aux familles  
 soit à la famille

### Intervenants

DEF  
 MDS  
 Mairies  
 Organismes de séjour

## Les instances de décision pour les aides directes du FSL aux personnes et familles en difficulté

### Pour les aides à l'accès et au maintien Pour les aides aux impayés d'énergie de téléphone et d'eau

Dans le cadre d'un marché public, le cahier des charges définit les missions qui sont confiées à la Caisse d'Allocations Familiales et les relations établies entre elle et le département des Bouches-du-Rhône.

La CAF prend, par délégation du Président du Conseil Général, les décisions d'accord ou de refus des aides financières individuelles et de mise en jeu des garanties de loyer lorsqu'elles correspondent aux conditions d'attribution telles que définies par le règlement intérieur du FSL.

Le Président du Conseil Général est directement décisionnaire pour :

- les recours gracieux (appels et demandes d'exonération de dettes),
- les demandes des ménages bénéficiaires de l'AAH,
- les dossiers des ménages confrontés à une situation d'expulsion domiciliaire,
- les demandes émanant de la Banque de France concernant les ménages en situation de surendettement,
- les dossiers de troisième demande FSL,
- les dossiers de concordat,
- les dossiers complexes,
- les dossiers pour lesquels le travailleur social a émis un avis réservé

### Références :

Délibération n°27 de la Commission Permanente du 1<sup>er</sup> février 2008 : règlement intérieur du FSL

Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées

## Le Comité Responsable du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées

### Composition du Comité Responsable du PDALPD

Le comité responsable du PDALPD est composé comme suit :

#### Pour l'Etat :

- Le représentant de l'Etat dans le département, co-président du comité responsable du PDALPD.
- 3 membres désignés par Monsieur le Préfet.

#### Pour les collectivités territoriales :

- *Conseil Général* :
  - Le Président du Conseil Général, co-président du comité responsable du PDALPD.
  - 3 représentants du Conseil Général
- *Communes* :
  - Le Président de l'Union des Maires
  - 5 représentants. d'EPCI

#### Pour les bailleurs :

- *Bailleurs publics* :
  - Le représentant de l'Association Régionale des HLM
  - Le représentant -de la fédération des Entreprises Publiques Locales PACA
  - 2 représentants d'offices HLM
- *Bailleurs privés* :
  - 3 représentants des bailleurs privés

#### Pour les organismes publics ou parapublics :

- 6 membres désignés par les organismes concernés.

### Références :

Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement

Loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

Délibération n°27 de la Commission Permanente du 1<sup>er</sup> février 2008 : règlement intérieur du FSL

Plan Départemental d'Action pour le Logement des personnes Défavorisées

#### Pour les fédérations et les associations :

- 10 membres désignés par les organismes concernés.

#### Pour les organismes publics et parapublics :

- 7 membres

#### Pour les organismes privés :

- 1 membre

### Mission du Comité Responsable du PDALPD

Le comité responsable du PDALPD, coprésidé par le Préfet et le Président du Conseil Général, est chargé de suivre la mise en œuvre du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées.

Le Président du Conseil Général rend compte annuellement au comité responsable du Plan, du bilan d'activité du fonds de solidarité pour le logement.

Le comité responsable du PDALPD émet un avis sur le règlement intérieur du FSL élaboré par le Conseil Général et avant son adoption.

### Fonctionnement du Comité Responsable du PDALPD

Le comité responsable du PDALPD se réunit au minimum une fois par an, sur convocation des co-présidents.

## Coordonnées des maisons départementales de la solidarité(M.D.S) des Bouches du Rhône

Maisons départementales de la solidarité de territoire et de proximité  
Marseille

### **M.D.S DE TERRITOIRE DU VALLON DE MALPASSE**

**15, rue Raymonde Martin - 13013 Marseille**

Arrondissements desservis :

13<sup>ème</sup> arrondissement ouest, Château Gombert, Malpassé, Les Médecins, Les Mourets, Palama, St Jérôme, St Just, St Mitre

Fax 04.13 31 06 51

**04 13 31 06 50**

### **M.D.S DE TERRITOIRE LE NAUTILE**

**Immeuble Le Nautile - 29, Avenue de Frais Vallon - 13013 Marseille**

Arrondissements et communes desservis :

13<sup>ème</sup> arrondissement partie Est, soit les quartiers : la Croix Rouge, les Olives, la Marie, la rose, Vieux Cyprès, St Théodore, Val Plan, Bégudes, Le Clos, Frais Vallon, Petit Séminaire, Jonquilles, La Garde, La Sauvagine.

Communes d'Allauch et de Plan de Cuques

Fax 04.91 06 44 98

**04.13 31 57 77**

### **M.D.S DE TERRITOIRE LES FLAMANTS**

**14, av Alexandre Ansaldi - 13014 Marseille**

Arrondissement desservi :

14<sup>ème</sup> arrondissement

Fax 04.91.63.33.93

**04.13 31 62 30**

### **M.D.S DE TERRITOIRE LA VISTE**

**43, Avenue de La Viste - 13015 Marseille**

Arrondissement desservi :

15<sup>°</sup> arrondissement, partie Est, soit les quartiers : Les Aygaldes, Les Borels, La Delorme, Notre-Dame Limite, Saint-Antoine, la Savine, La Viste

Fax 04.13 31 64 04

**04.13 31 64 03**

### **M.D.S DE TERRITOIRE L'ESTAQUE**

**Imm. Le Carré - 2, Allée Saccoman - 13016 Marseille**

Arrondissements desservis :

15<sup>°</sup> arrondissement Ouest soit les quartiers : La Br icarde, La Cabucelle, La Calade, Les Crottes, Saint-Louis, Verduron.

16<sup>°</sup> arrondissement.

Fax 04.91.46.18.41

**0413 31 55 85**

### **M.D.S DE TERRITOIRE PRESSENSE**

**39, Rue Francis de Pressensé - 13001 Marseille**

Arrondissement desservi :

1<sup>er</sup> arrondissement

Fax 04.91.90.47.77

**04.13 31 59 17**

### **M.D.S DE TERRITOIRE du LITTORAL**

**Immeuble Le Schuman-18/20 Av. R. Schuman - 13002 Marseille**

Arrondissement desservi :

2<sup>ème</sup> arrondissement

Fax 04.91.90.02.08

**04.13 31 76 75**

## Coordonnées des maisons départementales de la solidarité(M.D.S) des Bouches du Rhône

Maisons départementales de la solidarité de territoire et de proximité  
Marseille

### **M.D.S DE TERRITOIRE BOUES**

**34, Bd Bouès - 13003 Marseille**

Arrondissement desservi :

3ème arrondissement

Fax 04.91.08.02.19

**04.13 31 65 10**

### **M.D.S DE TERRITOIRE SAINT SEBASTIEN**

**66A, Rue Saint Sébastien - 13006 Marseille**

Arrondissements desservis :

5<sup>ème</sup> , 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> arrondissement

Fax 04.13 31 44 66

**04.13 31 72 72**

### **M.D.S DE TERRITOIRE des CHARTREUX**

**21 rue Pierre Roche - 13004 Marseille**

Arrondissements desservis :

4<sup>ème</sup> et 12ème arrondissement

Fax 04.13 31 67 49

**04 13 31 67 13**

### **M.D.S DE TERRITOIRE de ST MARCEL**

**37, Rue des Crottes - 13011 Marseille**

Arrondissement desservi :

11°arrondissement.

Fax 04.91.89.31.67

**04.13 31 75 01**

### **M.D.S DE TERRITOIRE ROMAIN ROLLAND**

**Immeuble BUROPOLIS**

**343, Bd Romain Rolland - 13009 Marseille**

Arrondissements desservis (est inclus le périmètre couvert par la M.D.S de proximité):

8<sup>ème</sup> 9ème et 10ème arrondissement

Fax 04.13 31 53 04

**04 13 31 53 13**

### **M.D.S de proximité de BONNEVEINE**

**35, Bd Baptistin Cayol - 13008 Marseille**

Arrondissement desservi :

8ème arrondissement

Fax 04.91.73.85.27

**04.13 31 77 60**

## Coordonnées des maisons départementales de la solidarité(M.D.S) des Bouches du Rhône

Maisons départementales de la solidarité de territoire et de proximité  
Hors Marseille

### **M.D.S DE TERRITOIRE D'AIX EN PROVENCE**

**38, avenue de l'Europe - 13090 Aix-en-Provence**

Communes desservies :

Aix en Pce, Charleval, Jouques, Lambesc, Meyrargues, Peyrolles en Pce, Le Puy Ste Réparate, Puyricard, Rognes, La Roque d'Anthéron, St-Cannat, St Estève Janson, St Marc de Jaumegarde, St Paul lez Durance, Le Tholonet, Vauvenargues, Venelles Eguilles, Meyreuil, Les Milles, Luynes.

Fax 04.13 31 07 62

**04.13 31 84 10**

### **M.D.S DE TERRITOIRE de GARDANNE**

**173, Bd Pont de Péton - 13120 Gardanne**

Communes desservies :

Gardanne Beaurecueil, Bouc Bel Air, Cabriès, Calas, Châteauneuf le Rouge, Fuveau, Biver, Mimet, Les Pennes, Peynier, Puylobier, Rousset, Saint -Antonin sur Bayon, Septèmes, Simiane Collongue, Trets.

Fax 04.42.65.80.98

**04.13 31 77 00**

### **M.D.S DE TERRITOIRE de SALON**

**92, Bd Frédéric Mistral-**

**Immeuble Marc Sangnier -13300 Salon de Provence**

Communes desservies :

Salon de Provence, Alleins, Aureille, Aurons, La Barben, Cornillon, Confoux, Coudoux, Eyguières, La Fare les Oliviers, Grans, Lamanon, Lançon de Provence, Mallemort, Mouriès, Pélissanne, Saint Chamas Velaux, Ventabren, Vernègues.

Fax 04.90.56.14.82

**04 13 31 66 76**

### **M.D.S DE TERRITOIRE d'AUBAGNE**

**10, Allées Antide Boyer - 13400 Aubagne**

Communes desservies (sont inclus les périmètres couverts par la M.D.S de proximité):

Aubagne, Auriol, Belcodène, La Bouilladisse, Cadolive, Cuges les Pins, Gréasque, La Destrousse, Gémenos, La Penne sur Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin Carnoux, Cassis, Ceyreste, La Ciotat, Roquefort la Bédoule.

Fax 04.42 03 47 99

**04.13 31 06 00**

### **M.D.S de proximité de LA CIOTAT**

**1Bis, Av. Frédéric Mistral - 13600 La Ciotat**

Communes desservies :

Carnoux, Cassis, Ceyreste, La Ciotat, Roquefort la Bédoule.

Fax 04.42.08.40.63

**04.13 31 81 20**

## Coordonnées des maisons départementales de la solidarité(M.D.S) des Bouches du Rhône

Maisons départementales de la solidarité de territoire et de proximité  
Hors Marseille

### **M.D.S de TERRITOIRE d'ARLES**

**25, Bd Georges Clémenceau – BP 171- 13637 Arles CEDEX**

*Fax 04.90.93 68 98*

**04.13 31 78 63**

Communes desservies (sont inclus les périmètres couverts par les M.D.S de proximité) :

Arles et ses hameaux (Salins de Giraud, Raphèle, Mas Thibert, Moulès, Sambuc) Les Baux de Provence, Fontvieille, Maussane les Alpilles, Le Paradou, Saint Martin de Crau, Les Saintes Marie de La Mer, Barbentane, Boulbon, Cabannes, Châteaurenard, Eygalières, Eyrargues, Graveson, Maillane, Mas Blanc des Alpilles, St Pierre de Mézoargues, Mollèges, Noves, Orgon, Plan d'Orgon, Rognonas, St-Andiol, St-Etienne du Grès, St-Rémy de Pce, Sénas, Tarascon, Verquières.

#### **M.D.S de proximité de Chateaurenard**

**3 Cours Carnot - Imm. Des Halles - 13160 Châteaurenard**

*Fax 04.90.90.05.29*

**04.13 31 75 86**

Communes desservies :

Barbentane, Cabannes, Châteaurenard, Graveson, Noves, Rognonas, St-Andiol, Verquières.

#### **M.D.S de proximité de St-Rémy de Provence**

**11 Av. Taillandier 13210 St Rémy de Provence**

*Fax 04 90 92 40 89*

**0413 31 03 50**

Communes desservies :

St Rémy de Provence, Eyrargues, Orgon, Mollèges Plan d'Orgon, Mas Blanc les Alpilles, Sénas, Eygalière, Maillane, St Etienne du Grès

#### **M.D.S de proximité de Tarascon**

**Bd Desplaces 13150 Tarascon**

*Fax 04.90.91.03.28*

**04.13 31 95 91**

Communes desservies :

Tarascon, Boulbon, St Pierre de Mézoargues

### **M.D.S de TERRITOIRE D'ISTRES**

**2, chemin de la Combe aux fées – Bât B 13808 Istres CEDEX**

*Fax 04.42.56.50.45*

**04.13 31 92 05**

Communes desservies (sont inclus les périmètres desservis par les M.D.S de proximité) :

Fos sur Mer, Istres, Miramas, Port saint louis du Rhône.

#### **M.D.S de proximité de Miramas**

**Place des Baladins 13140 Miramas**

*Fax 04.90.58.52.46*

**04.13 31 76 00**

Commune desservie :

Miramas

#### **M.D.S de proximité de Port St Louis du Rhône**

**1 esplanade de la paix – 13230 Port St Louis du Rhône**

*Fax 04.42.48.41.22*

**04.13 31 54 69**

Commune desservie :

Port St Louis du Rhône

#### ANTENNE

**Fos sur Mer**

Place des Forains 13270 Fos sur Mer

## Coordonnées des maisons départementales de la solidarité (M.D.S) des Bouches du Rhône

Maisons départementales de la solidarité de territoire et de proximité  
Hors Marseille

### **M.D.S de TERRITOIRE de MARIGNANE**

**Avenue du stade - 13700 Marignane**

Communes desservies :

Carry le Rouet, Châteauneuf les Martigues, Ensues la Redonne, Gignac la Nerthe, Marignane, Le Rove, Saint-Victoret, Sausset les Pins.

Fax 04.42.09.12.96

**04.13 31 78 00**

### **M.D.S de TERRITOIRE de MARTIGUES**

**Traverse Charles Marville - 13500 Martigues**

Communes desservies (est inclus le périmètre desservi par la M.D.S de proximité):

Martigues, Port de Bouc, St Mitre Les Remparts.

Fax 04.13 31 80 60

**04.13 31 80 51**

#### **M.D.S de proximité de Port de Bouc**

**Rue de la république 13110 Port de Bouc**

Commune desservie :

Port de Bouc

Fax 04.42.06.53.91

**04.13 31 80 00**

### **M.D.S de TERRITOIRE de VITROLLES**

**Quartier des Plantiers - ZAC des Pins - 13127 Vitrolles**

Communes desservies:

Vitrolles Berre l'Etang Rognac

Fax 04.42.89.41.93

**04.13 31 58 29**

#### ANTENNE :

**Berre**

**Bd Denis Padovani 13130 Berre**

Fax 04.42.74.17.01

**04.13 31 76 80**

**UAGFA de Marseille**

66A rue St Sébastien 13006 Marseille

*Fax 04.13 31 72 90*

**UAGFA Pays d'AIX**

8 rue du Château de l'horloge 13090 Aix en Provence

*Fax 04.13 31 60 10*

**UAGFA Istres-Arles**

1 rue du fer à cheval 13800 Istres

*Fax 04.42.56 08 00*

**Saint Sébastien**

66A, rue St Sébastien  
13006 Marseille

*Fax 04.13 31 71 99*  
**04.13 31 71 66**

**Istres (fer à cheval)**

1, rue du fer à cheval  
13800 Istres

*Fax 04.42 55 74 08*  
**04.13 31 50 51**

**Arles**

25, bd Georges Clemenceau  
BP 171 13637 Arles

*Fax 04.90 93 68 98*  
**04.13 31 78 66**

**Aix (Château de l'Horloge)**

8, rue du château de l'horloge  
13090 Aix en Provence

*Fax 04.13 31 60 41*  
**04.13 31 60 99**

## Coordonnées des pôles d'insertion

### Pôle d'Insertion 1er – 5e – 6e – 7e

2, rue Mazenod  
13002 Marseille  
Tél : 04.13 31 73 13

### Pôle d'Insertion 2e – 3e

2, rue Mazenod  
13002 Marseille  
Tél : 04.13 31 73 13

### Pôle d'Insertion 4e – 8<sup>e</sup> – 9<sup>e</sup> – 10<sup>e</sup> – 11e – 12e

165 Rue St Pierre  
13005 Marseille  
Tél : 04.13 31 81 80

### Pôle d'Insertion 13e – 14<sup>e</sup> - Allauch Plan de Cuques

Pole de services  
Les flamants Bat B  
10, ac Ansaldo  
13014 Marseille  
Tél : 04.13 31 61 36

### Pôle d'Insertion 15e – 16e

43 Route Nationale de la Viste  
13015 Marseille  
Tél : 04.13 31 63 33

## Coordonnées des pôles d'insertion

### Pôle d'Insertion Aix - Gardanne

8 rue du Château de l'Horloge  
13090 Aix en Provence  
Tél : 04.13 31 60 92

### Pôle d'Insertion d'Arles

25 Bd Clémenceau  
13200 Arles  
Tél : 04.13 31 78 75

### Pôle d'Insertion Aubagne – La Ciotat

Immeuble la Renaissance  
Avenue de Verdun  
13400 Aubagne  
Tél : 04.42.18.61.07:

### Pôle d'Insertion Istres – Martigues -Marignane Vitrolles

La Grande Pyramide  
1 rue du fer à cheval  
  
13800 Istres  
Tél : 04.13 31 50 00

*Antenne de Marignane*  
Res. L'esculape  
10A, Av. de St Anne  
13700 Marignane  
Tél : 04.42.31 44 44

### Pôle d'Insertion de Salon - Berre

Maison de la Solidarité  
92 Bd Frédéric Mistral  
13300 Tarascon  
Tél : 04.13 31 66 90

## Coordonnées des centres spécialisés (hors MDS) :

### Centres de Planification et d'Education Familiale (CPEF)

**Centre JOLIETTE**

63 av. Robert Schuman  
13002 MARSEILLE  
(Métro Joliette)  
Tel: **04 91 01.24.54**

**Centre St ADRIEN**

12 rue St Adrien  
13008 MARSEILLE  
(Métro Castellane)  
Tel: **04 91 32 30 13**

**Centre Les FLAMANTS**

10 rue Ansaldi  
13014 MARSEILLE

### Centres d'Information Anonyme et Gratuit - Centres d'Information, de dépistage et de Diagnostic des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDAG/CIDDIST)

**Centre JOLIETTE**

63 av. Robert Schuman  
13002 MARSEILLE  
(Métro Joliette)  
Tel: **04 91 01.24.24**

**Centre St ADRIEN**

10 rue St Adrien  
13008 MARSEILLE  
(Métro Castellane)  
Tel: **04 91 78 43 43**

## Coordonnées des centres spécialisés (hors MDS) :

### Centres de lutte anti-tuberculeux CLAT

#### ***CLAT d'ARENC***

8 Bd Ferdinand de Lesseps  
13015 MARSEILLE  
Tel: **04 91 06 86 62**

#### ***CLAT d'AIX EN PROVENCE***

Centre Hospitalier du Pays d'Aix  
Service des Maladies Respiratoires  
Avenue des Tamaris  
13090 AIX EN PROVENCE  
Tel: **04 42 33 92 96**

#### ***CLAT de LA CIOTAT***

Centre Hospitalier de La Ciotat  
Boulevard Lamartine  
13600 LA CIOTAT  
Tel: **04 42 08 76 34**

#### ***CLAT de MARTIGUES***

Centre Hospitalier de Martigues  
Service des Consultations externes – 3<sup>ème</sup> étage  
3 boulevard des Rayettes  
13500 MARTIGUES  
Tel: **04 42 43 23 92**

#### ***CLAT de SALON DE PROVENCE***

Centre Hospitalier de Salon  
Pôle Mère-Enfant  
Service des Consultations Externes  
207 avenue Julien Fabre  
Tel: **04 90 44 94 52**

## **Coordonnées des centres spécialisés (dans les MDS) :**

### **Centres de lutte anti-tuberculeux CLAT**

#### ***CLAT d'AUBAGNE***

Maison de la Solidarité  
10 avenue Antide Boyer  
13400 AUBAGNE  
Tel: **04 42 36 95 40**

#### ***CLAT d'ARLES***

Maison de la Solidarité  
38 rue André Benoit – Le Salomon  
13200 ARLES  
Tel: **04 90 93 90 06**

#### ***CLAT de VITROLLES***

Maison de la Solidarité  
ZAC des Plantiers  
13127 VITROLLES  
Tel: **04 42 89 05 06**

**Coordonnées du centre gestionnaire du F.S.L.  
pour le dépôt des demandes d'aides  
et des recours gracieux**

**Pour les aides à l'accès et au maintien, aux impayés d'énergie, de  
téléphone et d'eau**

**Secrétariat du FSL**

Caisse d'Allocations Familiales des Bouches du Rhône  
215, chemin de Gibbes – BP 452 - 13312 Marseille cedex 14

0810 25 13 10  
(de 8h15 à 12h et de 13h15 à 16h15)

## **Maison départementale des personnes handicapées**

### **M.D.P.H**

4 quai d'ARENC  
CS 80096 –13304 Marseille CEDEX 02

Tél : **0 800 814 844**

## DIRECTION DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES HANDICAPEES

**Service programmation, tarification et contrôle des établissements pour personnes âgées****ARRÊTÉS DU 26 SEPTEMBRE 2012 FIXANT LES PRIX DE JOURNÉE « HÉBERGEMENT ET DÉPENDANCE » DE DEUX ÉTABLISSEMENTS POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES À AUBAGNE**

Arrêté fixant la tarification EHPAD Castel Roseraie  
653 Route de la Louve - 13400 Aubagne

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DES BOUCHES-DU-RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le code de l'action sociale et des familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les délibérations de la commission permanente en date du 27 janvier 2006 et du 24 novembre 2006 relatives au versement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissement sous forme de dotation globale,

VU la convention de versement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie sous forme de dotation globale en date du 12 janvier 2007,

Sur proposition du Directeur Général des Services du Département.

## ARRÊTE

Article 1 : Les prix de journée « hébergement » et « dépendance » applicables à l'EHPAD Castel Roseraie 13400 Aubagne , sont fixés à compter du 1er janvier 2012 de la façon suivante :

	Hébergement	Dépendance	Total
Gir 1 et 2	53,91 €	13,78 €	67,69 €
Gir 3 et 4	53,91 €	8,75 €	62,66 €
Gir 5 et 6	53,91 €	3,71 €	57,62 €

Le tarif pris en charge au titre de l'aide sociale hébergement est égal au tarif hébergement majoré du tarif dépendance des Gir 5 et 6, soit 57,62 €.

Le tarif applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans, bénéficiaires de l'aide sociale est de 65,62 €.

Les tarifs « dépendance » s'appliquent à l'ensemble des résidents de l'établissement.

Article 2 : Le montant de la dotation globale relative au versement de l'APA est fixé à 255 772,89 €.

Article 3 : Le montant mensuel du loyer intégré dans le prix de journée «hébergement » devant servir pour l'attribution de l'allocation de logement à caractère social est fixé à 426 € pour l'exercice 2012.

Article 4 : Les résidents n'ont pas à s'acquitter auprès de l'établissement ni du forfait « couches » ni du forfait « blanchissage » (linge personnel du résident qui sont compris dans les tarifs dépendance).

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article L. 351-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (anciennement article 201 du Code de la Famille et de l'Aide sociale), les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Inter-régional de la Tarification Sanitaire et Sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Il appartient au gestionnaire d'assurer la diffusion auprès de toute personne physique ou morale intéressée et ce dans un délai de 15 jours à partir de la date de réception de la notification de cet arrêté.

Article 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Payeur Départemental et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Marseille, le 26 septembre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\*\*\*\*\*

Arrêté fixant la tarification - EHPAD Verte Colline  
Chemin des Sources - CD 2 Camp Major - 13400 Aubagne

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DES BOUCHES-DU-RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le code de l'action sociale et des familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département.

#### ARRÊTE

Article 1 : Les prix de journée « hébergement » et « dépendance » applicables à l'EHPAD Verte Colline - 13400 Aubagne, sont fixés à compter du 1er janvier 2012 de la façon suivante :

	Hébergement	Dépendance	Total
Gir 1 et 2	56,80 €	15,33 €	72,13 €
Gir 3 et 4	56,80 €	9,73 €	66,53 €
Gir 5 et 6	56,80 €	4,13 €	60,93 €

Le tarif pris en charge au titre de l'aide sociale hébergement est égal au tarif hébergement majoré du tarif dépendance des Gir 5 et 6, soit 60,93 €.

Le tarif applicable aux résidents âgés de moins de 60 ans, bénéficiaires de l'aide sociale est de 69,63 €.

Les tarifs « dépendance » s'appliquent à l'ensemble des résidents de l'établissement.

Article 2 : Le montant mensuel du loyer intégré dans le prix de journée «hébergement » devant servir pour l'attribution de l'allocation de logement à caractère social est fixé à 426 € pour l'exercice 2012.

Article 3 : Les résidents n'ont pas à s'acquitter auprès de l'établissement ni du forfait « couches » ni du forfait « blanchissage » (linge personnel du résident qui sont compris dans les tarifs dépendance).

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L. 351-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (anciennement article 201 du Code de la Famille et de l'Aide sociale), les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Inter-régional de la Tarification Sanitaire et Sociale dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Il appartient au gestionnaire d'assurer la diffusion auprès de toute personne physique ou morale intéressée et ce dans un délai de 15 jours à partir de la date de réception de la notification de cet arrêté.

Article 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Payeur Départemental et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Marseille, le 26 septembre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\*\*\*\*\*

**ARRÊTÉ CONJOINT DU 1ER OCTOBRE 2012 AUTORISANT LE TRANSFERT DE L'ÉTABLISSEMENT  
« PAUL CÉZANNE » SITUÉ À AIX-EN-PROVENCE VERS L'ÉTABLISSEMENT « RÉSIDENCE  
L'OCCITANIE » SITUÉ À CABRIÈS POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES**

N°FINESS EHPAD EJ: 13 000 587 9

Le Directeur Général  
de l'Agence régionale de santé  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le Président  
du Conseil Général  
des Bouches du Rhône

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre 1er, titre 7, chapitre 4 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L313-12, L 313-1 alinéa quatre ;

VU les articles D312-56 à D312-61 du code de l'action sociale et des familles relatif aux établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes ;

VU les arrêtés du 26 avril 1999 et du 13 août 2004 fixant le contenu du cahier des charges de la convention pluriannuelle prévue à l'article L 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Sur proposition de la déléguée territoriale du département des Bouches du Rhône de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur et de madame le directeur général des services du département des Bouches du Rhône ;

**ARRÊTENT**

Article 1 : l'autorisation de 73 lits de l'EHPAD « Paul Cézanne » (N°FINESS : 13 080 109 5) situé à Aix en Provence actuellement détenue par la société anonyme Paul Cézanne (N° FINESS : 13 000 587 9) est transférée à l'EHPAD « résidence l'Occitanie » situé à Cabriès.

Article 2 : la présente autorisation prendra effet à compter de sa notification.

Article 3 : La capacité totale de cet établissement est fixée à soixante treize lits non habilités au titre de l'aide sociale, réparties et codifiées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :

Pour soixante treize lits		
Code discipline d'équipement	924	accueil en maison de retraite
Catégorie de clientèle	711	personnes âgées dépendantes
Mode de fonctionnement	11	internat

Article 4 : Cette autorisation est subordonnée aux conditions particulières suivantes :

- Ce projet doit faire l'objet d'un début de réalisation dans un délai de trois ans et à une visite de conformité et de labellisation conformément aux articles L.313-6, D.313-11 et D.313-12 du code de l'action sociale et des familles.

- Les caractéristiques du projet indiquées dans la demande devront être respectées.

Article 5 : Un recours contentieux peut être formé auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai franc de deux mois à compter de la notification de la présente décision ou de sa publication pour les tiers.

La déléguée territoriale des Bouches du Rhône, le directeur général des services du Conseil général des Bouches du Rhône sont chargées, chacune en ce qui la concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 1<sup>er</sup> octobre 2012

Le Directeur Général  
de l'Agence régionale de santé  
Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Dominique DEROUBAIX

Le Président  
du Conseil Général  
des Bouches du Rhône  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

**ARRÊTÉ CONJOINT DU 2 OCTOBRE 2012 AUTORISANT LE CHANGEMENT DE GESTIONNAIRE  
DE L'ÉTABLISSEMENT « VILLA DAVID » AU PROFIT DE LA SARL EDEN « VILLA DAVID » SISE  
À ROQUEFORT-LA-BÉDOULE HÉBERGEANT DES PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES**

FINESS ET 13 081 076 5  
FINESS EJ 13000737 0.

Le Directeur Général  
de l'Agence régionale de santé  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le Président  
du Conseil Général  
des Bouches du Rhône

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral conjoint avec le Conseil général des Bouches du Rhône en date du 20 décembre 1989 autorisant la création d'une maison de retraite privée habilitée à l'aide sociale à Roquefort la Bédoule (13830) ;

VU les statuts de la société à responsabilité limitée EDEN « VILLA DAVID » signé le 1er avril 1998 définissant la gestion et l'exploitation de la maison de retraite « Villa David » ;

VU la demande présentée par la directrice de l'EHPAD « Villa David » sollicitant le changement de gestionnaire de l'établissement au profit de la SARL EDEN « Villa David » en date du 20 avril 2012 ;

SUR proposition de madame la déléguée territoriale des Bouches-du-Rhône et de madame la directrice générale des services du département ;

**ARRÊTENT**

Article 1 : Le changement de gestionnaire de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « Villa David » implanté 12/14, allée Louis Pasteur, 13830 Roquefort la Bédoule au profit de la SARL « EDEN VILLA DAVID » sise au allée Louis Pasteur, 13830 Roquefort la Bédoule est autorisé.

Article 2 : Tout changement dans l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités compétentes.

Article 3 : La capacité totale de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Villa David » reste fixée à quatre vingt dix lits dont cinquante habilités au titre de l'aide sociale sans modification des codes de nomenclature du fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS).

Article 4 : L'autorisation initiale reste accordée pour une durée de quinze ans à compter du 3 janvier 2002.

Son renouvellement total ou partiel est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L 312-8.

Tout changement dans l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités compétentes.

Article 5 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux, qui sera porté devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois, à compter de sa notification pour l'intéressé et à compter de sa publication pour les tiers.

Article 6 : La déléguée territoriale et la directrice générale des services du département sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 2 octobre 2012

Le Directeur Général  
de l'Agence régionale de santé  
Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Dominique DEROUBAIX

Le Président  
du Conseil Général  
des Bouches du Rhône  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

## DIRECTION DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

## ET DE LA SANTE PUBLIQUE

**Service des modes d'accueil de la petite enfance****ARRÊTÉS DES 28 ET 30 AOÛT, 5, 18 ET 25 SEPTEMBRE 2012 PORTANT MODIFICATION  
DE FONCTIONNEMENT DE SIX STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE**

Numéro d'agrément : 12088MACMAF

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 susvisée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code de la santé publique, partie législative, notamment les articles L2111-1, L2324-1 à L2324-4 ;

VU le Code de la santé publique, partie réglementaire, notamment les articles R2324-16 à R2324-48 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'arrêté n° 07102 en date du 21 novembre 2007 autorisant le gestionnaire suivant : AVPE- ASSOCIATION VELAUXIENNE DE LA PETITE ENFANCE - Hotel de Ville - 997 Avenue du Jean Moulin - 13880 VELAUX à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MACMAF LA POUCINADE (Multi-Accueil collectif Muti-accueil familial) - Parc des Quatre Tours - 13880 VELAUX, d'une capacité de 62 places :

- 50 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans. Les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de six ans.

- 12 places en accueil familial régulier pour des enfants de moins de quatre ans au domicile des assistantes maternelles. Les places non utilisées en accueil familial régulier pourront l'être en accueil familial occasionnel pour des enfants de moins de six ans.

Le nombre d'enfants accueillis simultanément par chaque assistante maternelle doit être conforme à son attestation d'agrément ;

VU la demande de modification de l'agrément formulée par le gestionnaire en date du 19 juillet 2012 ;

VU l'avis favorable du Médecin de P.M.I. en date du 20 juillet 2012 ;

VU l'avis favorable de la commission de sécurité en date du 11 janvier 2011 ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : Le gestionnaire suivant : AVPE- ASSOCIATION VELAUXIENNE DE LA PETITE ENFANCE - Hotel de Ville - 997 Avenue du Jean Moulin - 13880 VELAUX, est autorisé à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MACMAF LA POUCINADE - Parc des Quatre Tours - 13880 VELAUX, de type Multi-Accueil collectif Muti-accueil familial sous réserve :

I - de la mise en œuvre de toute prescription émise par la Commission de Sécurité,

II - de la mise en œuvre de toute prescription éventuelle émise par les Services Vétérinaires, dans le cas où des repas sont servis aux enfants,

III - du respect des normes réglementaires en matière d'encadrement.

La capacité d'accueil est la suivante :

- 50 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans. Les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de six ans.

- 12 places en accueil familial régulier pour des enfants de moins de quatre ans au domicile des assistantes maternelles. Les places non utilisées en accueil familial régulier pourront l'être en accueil familial occasionnel pour des enfants de moins de six ans.

La structure est ouverte du lundi au vendredi de 7h30 à 18h20.

Article 2 : La responsabilité technique est confiée à MME Sandrine DE FARIA, Puéricultrice diplômée d'état.  
Le poste d'adjoint est confié à MME Charlotte DECHENEAUX, Educatrice de jeunes enfants.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend 12,90 agents en équivalent temps plein dont 8,40 agents qualifié(s) en équivalent temps plein.

Toute modification portant sur le fonctionnement de la structure, le nombre et la qualification du personnel doit être signalée pour avis à Monsieur le Président du Conseil Général.

Article 3 : Les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans s'assurent le concours régulier d'un médecin.

Article 4 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 19 juillet 2012 et sera tacitement renouvelable par année civile.

Article 5 : L'arrêté du 21 novembre 2007 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 28 août 2012

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur de la P.M.I et de la Santé Publique  
Jacques COLLOMB

\*\*\*\*\*

Numéro d'agrément : 12090MAC

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 susvisée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code de la santé publique, partie législative, notamment les articles L2111-1, L2324-1 à L2324-4 ;

VU le Code de la santé publique, partie réglementaire, notamment les articles R2324-16 à R2324-48 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'arrêté n° 10127 en date du 16 novembre 2010 autorisant le gestionnaire suivant : ASSOCIATION BALOU CRECHE - 118 Rue Edmond Rostand - 13006 MARSEILLE à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MAC BALOU 3 "LA COLLINE" (Multi-Accueil Collectif) - 67 Rue Robert et Fénélon GUIDICELLI - 13007 MARSEILLE, d'une capacité de 65 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de 4 ans ; les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de 6 ans.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'effectif du personnel encadrant directement les enfants (1 professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent) selon le nombre d'enfants présents et en tenant compte des absences du personnel (cf article R 2324-43 du Code de la Santé Publique) ;

VU la demande de modification de l'agrément formulée par le gestionnaire en date du 29 mai 2012 pour nommer Madame NALIN Emily, Directrice ;

VU la demande de modification de l'agrément formulée par le gestionnaire en date du 17 juillet 2012 complétée le 21 août 2012 ;

VU l'avis favorable du Médecin de P.M.I. en date du 23 août 2012 ;

VU l'avis favorable de la commission de sécurité en date du 27 août 2010 ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : Le gestionnaire suivant : ASSOCIATION BALOU CRECHE - 118 Rue Edmond Rostand - 13006 MARSEILLE, est autorisé à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MAC BALOU 3 "LA COLLINE" - 67 Rue Robert et Fénélon GUIDICELLI - 13007 MARSEILLE, de type Multi-Accueil Collectif sous réserve :

- I - de la mise en œuvre de toute prescription émise par la Commission de Sécurité,
- II - de la mise en œuvre de toute prescription éventuelle émise par les Services Vétérinaires, dans le cas où des repas sont servis aux enfants,
- III - du respect des normes réglementaires en matière d'encadrement.

La capacité d'accueil est la suivante :

- 65 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de 4 ans ; les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de 6 ans le lundi, mardi, jeudi et vendredi.

-73 enfants simultanément présents au maximum les mercredis et pendant les vacances scolaires.

La structure est ouverte du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'effectif du personnel encadrant directement les enfants (1 professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent) selon le nombre d'enfants présents et en tenant compte des absences du personnel (cf article R 2324-43 du Code de la Santé Publique).

Article 2 : La responsabilité technique est confiée à MME Emily NALIN, Puéricultrice diplômée d'état.  
Le poste d'adjoint est confié à MME Claire BERNES, Educatrice de jeunes enfants.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend 15,49 agents en équivalent temps plein dont 6,25 agents qualifié(s) en équivalent temps plein.

Toute modification portant sur le fonctionnement de la structure, le nombre et la qualification du personnel doit être signalée pour avis à Monsieur le Président du Conseil Général.

Article 3 : Les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans s'assurent le concours régulier d'un médecin.

Article 4 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 03 septembre 2012 et sera tacitement renouvelable par année civile.

Article 5 : L'arrêté du 16 novembre 2010 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 30 août 2012

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur de la P.M.I et de la Santé Publique  
Jacques COLLOMB

\*\*\*\*\*

Numéro d'agrément : 12093MAC

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 susvisée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code de la santé publique, partie législative, notamment les articles L2111-1, L2324-1 à L2324-4 ;

VU le Code de la santé publique, partie réglementaire, notamment les articles R2324-16 à R2324-48 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'arrêté n° 12019 en date du 15 mars 2012 autorisant le gestionnaire suivant : LPCR PACA 810 Chemin Saint Jean de Malte - 13090 AIX EN PROVENCE à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MAC LES PETITS CHAPERONS ROUGES AIX (Multi-Accueil Collectif) Parc la Duranne - 975 rue René Descartes - 13857 AIX EN PROVENCE CEDEX 3, d'une capacité de 90 places se répartissant comme suit :

- 60 places de 07h30 à 08h30 ;
- 90 places de 08h30 à 18h30 ;
- 30 places de 18h30 à 19h30 ;

en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans

Les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de six ans

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'effectif du personnel encadrant directement les enfants (1 professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent) selon le nombre d'enfants présents et en tenant compte des absences du personnel (cf article R 2324-43 du Code de la Santé Publique) ;

VU la demande de modification de l'agrément formulée par le gestionnaire en date du 01 juin 2012 ;

VU l'avis favorable du Médecin de P.M.I. en date du 07 juillet 2012 ;

VU l'avis favorable de la commission de sécurité en date du 12 novembre 2008 ;

#### A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : Le gestionnaire suivant : LPCR PACA - 810 Chemin Saint Jean de Malte - 13090 AIX EN PROVENCE, est autorisé à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MAC LES PETITS CHAPERONS ROUGES AIX - Parc la Duranne - 975 rue René Descartes - 13857 AIX EN PROVENCE CEDEX 3, de type Multi-Accueil Collectif sous réserve :

- I - de la mise en œuvre de toute prescription émise par la Commission de Sécurité,
- II - de la mise en œuvre de toute prescription éventuelle émise par les Services Vétérinaires, dans le cas où des repas sont servis aux enfants,
- III - du respect des normes réglementaires en matière d'encadrement.

La capacité d'accueil est la suivante :

90 places se répartissant comme suit :

- 60 places de 07h45 à 08h30 ;
- 90 places de 08h30 à 18h00 ;
- 60 places de 18h00 à 18h45 ;

en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans.

Les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de six ans.

La structure est ouverte du lundi au vendredi de 07h45 à 18h45.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'effectif du personnel encadrant directement les enfants (1 professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent) selon le nombre d'enfants présents et en tenant compte des absences du personnel (cf article R 2324-43 du Code de la Santé Publique).

Article 2 : La responsabilité technique est confiée à MME Emmanuelle MARCEAU, Puéricultrice diplômée d'état.  
Le poste d'adjoint est confié à MME GOIN MME ROBERT.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend 24,50 agents en équivalent temps plein dont 14,10 agents qualifié(s) en équivalent temps plein.

Toute modification portant sur le fonctionnement de la structure, le nombre et la qualification du personnel doit être signalée pour avis à Monsieur le Président du Conseil Général.

Article 3 : Les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans s'assurent le concours régulier d'un médecin.

Article 4 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 01 septembre 2012 et sera tacitement renouvelable par année civile.

Article 5 : L'arrêté du 15 mars 2012 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 5 septembre 2012

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur de la P.M.I et de la Santé Publique  
Jacques COLLOMB

\*\*\*\*\*

Numéro d'agrément : 12098MAC

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 susvisée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code de la santé publique, partie législative, notamment les articles L2111-1, L2324-1 à L2324-4 ;

VU le Code de la santé publique, partie réglementaire, notamment les articles R2324-16 à R2324-48 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'arrêté n° 12040 en date du 09 mai 2012 autorisant le gestionnaire suivant : ASSOCIATION AUTEUIL PETITE ENFANCE - 40 Rue Jean de la Fontaine - 75781 PARIS CEDEX 16 à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante :

MAC LA MAISON DE NANY (Multi-Accueil Collectif) - 189 Avenue Corot - 13014 MARSEILLE, d'une capacité de 45 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans, les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de six ans.

La structure est ouverte de 8h00 à 17h00 du lundi au vendredi.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'effectif du personnel encadrant directement les enfants (1 professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent) selon le nombre d'enfants présents et en tenant compte des absences du personnel (cf article R 2324-43 du code de la Santé Publique) ;

VU la demande de modification de l'agrément formulée par le gestionnaire en date du 31 août 2012 ;

VU l'avis favorable du Médecin de P.M.I. en date du 17 septembre 2012 ;

VU l'avis favorable de la commission de sécurité en date du 15 octobre 2007 ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Le gestionnaire suivant : ASSOCIATION AUTEUIL PETITE ENFANCE 40 Rue Jean de la Fontaine - 75781 PARIS CEDEX 16, est autorisé à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MAC LA MAISON DE NANY - 189 Avenue Corot - 13014 MARSEILLE, de type Multi-Accueil Collectif sous réserve :

I - de la mise en œuvre de toute prescription émise par la Commission de Sécurité,

II - de la mise en œuvre de toute prescription éventuelle émise par les Services Vétérinaires, dans le cas où des repas sont servis aux enfants,

III - du respect des normes réglementaires en matière d'encadrement.

La capacité d'accueil est la suivante :

La capacité d'accueil est de 45 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans, les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de six ans.

La structure est ouverte de 7h30 à 17h30 du lundi au vendredi.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'effectif du personnel encadrant directement les enfants (1 professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent) selon le nombre d'enfants présents et en tenant compte des absences du personnel (cf article R 2324-43 du code de la Santé Publique).

Article 2 : La responsabilité technique est confiée à MME Anne-Marie VERHAEGHE, Educatrice de jeunes enfants.  
Le poste d'adjoint est confié à MME Atika LABLACK-BEKHALED, Educatrice de jeunes enfants.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend 11,69 agents en équivalent temps plein dont 4,69 agents qualifié(s) en équivalent temps plein.

Toute modification portant sur le fonctionnement de la structure, le nombre et la qualification du personnel doit être signalée pour avis à Monsieur le Président du Conseil Général.

Article 3 : Les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans s'assurent le concours régulier d'un médecin.

Article 4 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 01 octobre 2012 et sera tacitement renouvelable par année civile.

Article 5 : L'arrêté du 09 mai 2012 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 18 septembre 2012

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur de la P.M.I et de la Santé Publique  
Jacques COLLOMB

\*\*\*\*\*

Numéro d'agrément : 12097MAC

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 susvisée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code de la santé publique, partie législative, notamment les articles L2111-1, L2324-1 à L2324-4 ;

VU le Code de la santé publique, partie réglementaire, notamment les articles R2324-16 à R2324-48 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'arrêté n° 10145 en date du 15 décembre 2010, autorisant le gestionnaire suivant : FAIL - FEDERATION DES AMIS DE L'INSTRUCTION LAIQUE DES BDR - 192 rue Horace Bertin - 13005 MARSEILLE à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MAC MAISON POUR TOUS CENTRE SOCIAL LA SOLIDARITE (Multi-Accueil Collectif) - 38, chemin de la Bigotte - Bt H - 13015 MARSEILLE, d'une capacité de 20 places en accueil collectif régulier pour des enfants de 12 mois à 4 ans ; les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de 6 ans.

Temps d'ouverture :

- du lundi au jeudi de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00.
- Le vendredi de 8h00 à 12h00.

Aucun repas donné sur place.

VU la demande de modification de l'agrément formulée par le gestionnaire en date du 05 septembre 2012 ;

VU l'avis favorable du Médecin de P.M.I. en date du 17 septembre 2012 ;

VU l'avis favorable de la commission de sécurité en date du 12 juillet 2010 ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : Le gestionnaire suivant : FAIL - FEDERATION DES AMIS DE L'INSTRUCTION LAIQUE DES BDR - 192 rue Horace Bertin - 13005 MARSEILLE est autorisé à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MAC MAISON POUR TOUS CENTRE SOCIAL LA SOLIDARITE - 38, chemin de la Bigotte - Bt H - 13015 MARSEILLE, de type Multi-Accueil Collectif sous réserve :

- I - de la mise en œuvre de toute prescription émise par la Commission de Sécurité,
- II - de la mise en œuvre de toute prescription éventuelle émise par les Services Vétérinaires, dans le cas où des repas sont servis aux enfants,
- III - du respect des normes réglementaires en matière d'encadrement.

La capacité d'accueil est la suivante :

-20 places en accueil collectif régulier pour des enfants de 12 mois à 4 ans ; les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de 12 mois à 6 ans.

Temps d'ouverture :

- du lundi au jeudi de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00.
- le vendredi de 8h00 à 12h00.

Aucun repas n'est donné sur place.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'effectif du personnel encadrant directement les enfants (1 professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent) selon le nombre d'enfants présents et en tenant compte des absences du personnel (cf article R 2324-43 du Code de la Santé Publique).

Article 2 : La responsabilité technique est confiée à MME Mélanie DEVILLARD, Educatrice de jeunes enfants.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend 3,30 agents en équivalent temps plein dont 1,50 agents qualifié(s) en équivalent temps plein.

Toute modification portant sur le fonctionnement de la structure, le nombre et la qualification du personnel doit être signalée pour avis à Monsieur le Président du Conseil Général.

Article 3 : Les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans s'assurent le concours régulier d'un médecin.

Article 4 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 01 septembre 2012 et sera tacitement renouvelable par année civile.

Article 5 : L'arrêté du 15 décembre 2010 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 18 septembre 2012

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur de la P.M.I et de la Santé Publique  
Jacques COLLOMB

\*\*\*\*\*

Numéro d'agrément : 12094MAC

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 susvisée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code de la santé publique, partie législative, notamment les articles L2111-1, L2324-1 à L2324-4 ;

VU le Code de la santé publique, partie réglementaire, notamment les articles R2324-16 à R2324-48 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'arrêté n° 11083 en date du 31 août 2011 autorisant le gestionnaire suivant : SARL DEFI CRECHE EYGALIERES - 35 ter avenue Pierre Grenier - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MAC LI PETOUCET (Multi-Accueil Collectif) - Rue de la République - 13810 EYGALIERES, d'une capacité de 20 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans, les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de quatre ans ;

La structure est ouverte du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'effectif du personnel encadrant directement les enfants (1 professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent) selon le nombre d'enfants présents et en tenant compte des absences du personnel (cf article R 2324-43 du Code de la Santé Publique).

VU la demande de modification de l'agrément formulée par le gestionnaire en date du 30 août 2012 ;

VU l'avis favorable du Médecin de P.M.I. en date du 06 septembre 2012 ;

VU l'avis favorable de la commission de sécurité en date du 24 août 2011 ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : Le gestionnaire suivant : SARL DEFI CRECHE EYGALIERES - 35 ter avenue Pierre Grenier - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, est autorisé à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MAC LI PETOUCET - Rue de la République - 13810 EYGALIERES, de type Multi-Accueil Collectif sous réserve :

I - de la mise en œuvre de toute prescription émise par la Commission de Sécurité,

II - de la mise en œuvre de toute prescription éventuelle émise par les Services Vétérinaires, dans le cas où des repas sont servis aux enfants,

III - du respect des normes réglementaires en matière d'encadrement.

La capacité d'accueil est la suivante :

- 20 enfants en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans, les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de quatre ans.

La structure est ouverte du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'effectif du personnel encadrant directement les enfants (1 professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent) selon le nombre d'enfants présents et en tenant compte des absences du personnel (cf article R 2324-43 du Code de la Santé Publique).

Article 2 : La responsabilité technique est confiée à MME Sandrine PRIEGO, Educateur de jeunes enfants.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend 5,48 agents en équivalent temps plein dont 2,62 agents qualifié(s) en équivalent temps plein.

Toute modification portant sur le fonctionnement de la structure, le nombre et la qualification du personnel doit être signalée pour avis à Monsieur le Président du Conseil Général.

Article 3 : Les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans s'assurent le concours régulier d'un médecin.

Article 4 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 1er octobre 2012 et sera tacitement renouvelable par année civile.

Article 5 : L'arrêté du 31 août 2011 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 25 septembre 2012

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur de la P.M.I et de la Santé Publique  
Jacques COLLOMB

\*\*\*\*\*

**ARRÊTÉS DES 31 AOÛT ET 12 SEPTEMBRE 2012 PORTANT AVIS RELATIF AU FONCTIONNEMENT DE DEUX STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE**

Numéro d'agrément : 12091ACJE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 susvisée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code de la santé publique, partie législative, notamment les articles L2111-1, L2324-1 à L2324-4 ;

VU le Code de la santé publique, partie réglementaire, notamment les articles R2324-16 à R2324-48 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'avis n° 09040 donné en date du 24 juin 2009, au gestionnaire suivant : COMMUNE DE MARTIGUES - Mairie de Martigues - Avenue Louis Sammut - BP 60101 13692 MARTIGUES CEDEX et relatif au fonctionnement de la structure de la petite enfance suivante : ACJE LE COTEAU (Accueil Collectif Jardin d'Enfants) - Avenue Georges Braque - Quartier Paradis Saint Roch - 13500 MARTIGUES, d'une capacité de 20 en accueil collectif régulier de type jardin d'enfants pour des enfants de 3 à 6 ans ; les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel. La structure est ouverte le mercredi et pendant les vacances scolaires ;

VU la demande de modification de l'agrément formulée par le gestionnaire en date du 25 novembre 2011 ;

VU l'avis favorable du Médecin de P.M.I. en date du 17 août 2012 ;

VU l'avis favorable de la commission de sécurité en date du 25 septembre 2007 ;

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le projet présenté par la COMMUNE DE MARTIGUES - Mairie de Martigues - Avenue Louis Sammut - BP 60101 - 13692 MARTIGUES CEDEX remplissant les conditions requises par la réglementation en vigueur, un avis favorable est émis au fonctionnement de la structure de la petite enfance suivante :

ACJE LE COTEAU Avenue Georges Braque Quartier Paradis Saint Roch - 13500 MARTIGUES, de type Accueil Collectif Jardin d'Enfants sous réserve :

I - de la mise en œuvre de toute prescription émise par la Commission de Sécurité,

II - de la mise en œuvre de toute prescription éventuelle émise par les Services Vétérinaires, dans le cas où des repas sont servis aux enfants,

III - du respect des normes réglementaires en matière d'encadrement.

La capacité d'accueil est la suivante :

20 places en accueil collectif régulier de type jardin d'enfants pour des enfants de 3 à 6 ans ; les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel.

La structure est ouverte les mercredis et pendant les vacances scolaires.

Article 2 : La responsabilité technique est confiée à MME Isabelle MICHELON, Educateur de jeunes enfants.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend 3,50 agents en équivalent temps plein dont 1,50 agents qualifié(s) en équivalent temps plein.

Toute modification portant sur le fonctionnement de la structure, le nombre et la qualification du personnel doit être signalée pour avis à Monsieur le Président du Conseil Général.

Article 3 : Les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans s'assurent le concours régulier d'un médecin.

Article 4 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 17 août 2012 et sera tacitement renouvelable par année civile.

Article 5 : L'arrêté du 24 juin 2009 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 31 août 2012

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur de la P.M.I et de la Santé Publique  
Jacques COLLOMB

\*\*\*\*\*

Numéro d'agrément : 12095MAC

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 susvisée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code de la santé publique, partie législative, notamment les articles L2111-1, L2324-1 à L2324-4 ;

VU le Code de la santé publique, partie réglementaire, notamment les articles R2324-16 à R2324-48 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU l'avis n° 07052 donné en date du 23 juillet 2007, au gestionnaire suivant : COMMUNE DE MEYRARGUES - Hôtel de Ville - avenue d'Albertas - 13650 MEYRARGUES et relatif au fonctionnement de la structure de la petite enfance suivante :

MAC LA FARANDOLE (MEYRARGUES) ( Multi-Accueil Collectif ) Chemin de la Plaine Lieu dit Tubière 13650 MEYRARGUES, d'une capacité de 19 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans ; les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de six ans ;

VU la demande de modification de l'agrément formulée par le gestionnaire en date du 11 juillet 2012 ;

VU l'avis favorable du Médecin de P.M.I. en date du 29 août 2012 ;

VU l'avis favorable de la commission de sécurité en date du 09 septembre 2010 ;

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> : Le projet présenté par la COMMUNE DE MEYRARGUES - Hôtel de Ville - avenue d'Albertas - 13650 MEYRARGUES remplissant les conditions requises par la réglementation en vigueur, un avis favorable est émis au fonctionnement de la structure de la petite enfance suivante : MAC LA FARANDOLE (MEYRARGUES) Chemin de la Plaine Lieu dit Tubière - 13650 MEYRARGUES, de type Multi-Accueil Collectif sous réserve :

I - de la mise en œuvre de toute prescription émise par la Commission de Sécurité,

II - de la mise en œuvre de toute prescription éventuelle émise par les Services Vétérinaires, dans le cas où des repas sont servis aux enfants,

III - du respect des normes réglementaires en matière d'encadrement.

La capacité d'accueil est la suivante :

19 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans ; les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de six ans.

La structure est ouverte de 07h30 à 18h30.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'effectif du personnel encadrant directement les enfants (1 professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent) selon le nombre d'enfants présents et en tenant compte des absences du personnel (cf article R 2324-43 du Code de la Santé Publique).

Le personnel d'encadrement des enfants comprend 4,30 agents en équivalent temps plein dont 2,30 agents qualifié(s) en équivalent temps plein.

Toute modification portant sur le fonctionnement de la structure, le nombre et la qualification du personnel doit être signalée pour avis à Monsieur le Président du Conseil Général.

Article 3 : Les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans s'assurent le concours régulier d'un médecin.

Article 4 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 28 août 2012 et sera tacitement renouvelable par année civile.

Article 5 : L'arrêté du 23 juillet 2007 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 12 septembre 2012

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur de la P.M.I et de la Santé Publique  
Jacques COLLOMB

\* \* \* \* \*

## ARRÊTÉS DES 13 ET 17 SEPTEMBRE 2012 PORTANT AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE DEUX STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE

Numéro d'agrément : 12096EXP

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 susvisée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code de la santé publique, partie législative, notamment les articles L2111-1, L2324-1 à L2324-4 ;

VU le Code de la santé publique, partie réglementaire, notamment les articles R2324-16 à R2324-48 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU la demande d'autorisation en date du 27 juillet 2012 par le gestionnaire suivant : SARL UB4 KIDS - 20 Allée Sacoman Bt B2 - 13016 MARSEILLE pour le fonctionnement de la structure de la petite enfance suivante : MICRO CRECHE LE PATIO d'une capacité de : 10 places ;

VU l'avis favorable du Médecin de P.M.I. en date du 12 septembre 2012 ;

VU l'avis favorable de la commission de sécurité en date du 24 août 2012 ;

SUR proposition du Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département ;

A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : Le gestionnaire suivant : SARL UB4 KIDS - 20 Allée Sacoman Bt B2 - 13016 MARSEILLE, est autorisé à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MICRO CRECHE LE PATIO - 21 rue Mires - 13002 MARSEILLE, de type Expérimental sous réserve :

I – de la mise en œuvre de toute prescription émise par la Commission de Sécurité,

II - de la mise en œuvre de toute prescription éventuelle émise par les Services Vétérinaires, dans le cas où des repas sont servis aux enfants,

III - du respect des normes réglementaires en matière d'encadrement.

La capacité d'accueil est la suivante :

10 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans. Les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de quatre ans.

La structure est ouverte du lundi au vendredi de 08h00 à 18h30.

Article 2 : La responsabilité technique est confiée à MME Mélodie DUBUIS, Educatrice de jeunes enfants.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend 3,55 agents en équivalent temps plein dont 1,75 agents qualifié(s) en équivalent temps plein.

Toute modification portant sur le fonctionnement de la structure, le nombre et la qualification du personnel doit être signalée pour avis à Monsieur le Président du Conseil Général.

Article 3 : Les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans s'assurent le concours régulier d'un médecin.

Article 4 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 01 octobre 2012 et sera tacitement renouvelable par année civile.

Article 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 13 septembre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\*\*\*\*\*

Numéro d'agrément : 12092EXP

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 susvisée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code de la santé publique, partie législative, notamment les articles L2111-1, L2324-1 à L2324-4 ;

VU le Code de la santé publique, partie réglementaire, notamment les articles R2324-16 à R2324-48 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU la demande d'autorisation par le gestionnaire suivant : SARL DOROMAEL - 16 rue Emile Zola - Mazargues Palisance - BT A1 - 13009 MARSEILLE pour le fonctionnement de la structure de la petite enfance suivante : MICROCRECHE LES MINOTS ECOLO 3 d'une capacité de : 10 places ;

VU l'avis favorable du Médecin de P.M.I .en date du 07 juillet 2012 ;

VU l'avis favorable sur plan de la commission de sécurité en date du 14 septembre 2012 ;

SUR proposition du Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département ;

A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : Le gestionnaire suivant : SARL DOROMAEL - 16 rue Emile Zola - Mazargues Plaisance - BT A1 - 13009 MARSEILLE, est autorisé à faire fonctionner la structure de la petite enfance suivante : MICROCRECHE LES MINOTS ECOLO 3 - 160 rue de Rome - 13006 MARSEILLE, de type Expérimental sous réserve :

- I - de la mise en œuvre de toute prescription émise par la Commission de Sécurité,
- II - de la mise en œuvre de toute prescription éventuelle émise par les Services Vétérinaires, dans le cas où des repas sont servis aux enfants,
- III - du respect des normes réglementaires en matière d'encadrement.

La capacité d'accueil est la suivante :

10 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins quatre ans. Les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de six ans.

La structure est ouverte du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30.

Article 2 : La responsabilité technique est confiée à M. Laurent DAUPLLET, Educateur de jeunes enfants.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend 3,69 agents en équivalent temps plein dont 0,35 agents qualifié(s) en équivalent temps plein.

Toute modification portant sur le fonctionnement de la structure, le nombre et la qualification du personnel doit être signalée pour avis à Monsieur le Président du Conseil Général.

Article 3 : Les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans s'assurent le concours régulier d'un médecin.

Article 4 : Le présent arrêté prendra effet à compter du 17 septembre 2012 et sera tacitement renouvelable par année civile.

Article 5 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du Département des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 17 septembre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

## DIRECTION DE L'ENFANCE-FAMILLE

### Service des projets, de la tarification et du contrôle des établissements

#### ARRÊTÉ DU 2 OCTOBRE 2012 FIXANT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2012 LE MONTANT DE LA DOTATION GLOBALISÉE DE L'HÔTEL DE LA FAMILLE À MARSEILLE

Arrêté relatif à la fixation de la dotation globalisée pour l'exercice 2012 de l'établissement  
L'Hôtel de la Famille - 35 rue Senac - 13001 Marseille

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le code de l'action sociale et des familles,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU les articles 375 à 375.8 du code civil relatifs à l'assistance éducative,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et liberté des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions et l'Etat,

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la convention du 3 juin 2008 entre le Conseil Général et l'association Solidarité Logement,

VU les propositions budgétaires de l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département,

#### ARRETE

Article 1 Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels		Montant	Total
Dépenses	Groupe I	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 450 €	256 107 €
	Groupe II	Dépenses afférentes au personnel	193 241 €	
	Groupe III	Dépenses afférentes à la structure	34 417 €	
Recettes	Groupe I	Produits de la tarification	254 607 €	256 107 €
	Groupe II	Autres produits relatifs à l'exploitation	1 500 €	
	Groupe III	Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

Article 2 La dotation globalisée est calculée en incorporant le résultat budgétaire pour un montant de 0 €.

Article 3 Pour l'exercice budgétaire 2012 de l'établissement l'Hôtel de la Famille, le montant de la dotation globalisée est fixé à 254 607 €.

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globalisée est de 21 217,25 €.

Le prix de journée opposable aux autres départements est fixé à 34,88 €.

Article 4 Conformément aux dispositions de l'article L.351-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés en premier ressort devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard de l'établissement auquel il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général adjoint de la Solidarité et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Marseille, le 2 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

## DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE L'ECONOMIE ET DU DEVELOPPEMENT

DIRECTION DES ROUTES

**Arrondissement d'Aix**

### ARRÊTÉ DU 28 SEPTEMBRE 2012 AUTORISANT L'IMPLANTATION D'UNE PLACE TRAVERSANTE SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 58H – COMMUNE DE MEYREUIL

PERMISSION DE VOIRIE- ARRETE D'OCCUPATION

N° A2012STNE021gverchere0210213  
501 AVR D 2012 / 153 G

Autorisant la création d'une place traversante surélevée, sur la Route Départementale n°58h, d u P.R 4+575 au P.R 4+585  
Chemin de la Guiramande - Commune de MEYREUIL

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DES BOUCHES DU RHONE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code la Route,

VU le Code des collectivités territoriales,

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 18,

VU le décret n° 2005-1500 du 5 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents qui l'ont complété,

VU l'arrêté du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône en date du 22 juillet 1997 dont les dispositions annexées constituent le règlement de voirie du Département des Bouches-du-Rhône,

VU l'arrêté du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône en date du 11 août 2006 fixant le tarif des redevances,

VU l'arrêté du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône en date du 21 avril 2011 (numéro 11/127) donnant délégation de signature,

VU la demande en date du 24/09/2012 de la commune de MEYREUIL,

CONSIDERANT que la réalisation d'une place traversante surélevée doit permettre d'améliorer la sécurité des usagers de la Route Départementale n° 58h du P.R 4+575 au P.R 4+585 , commune de MEYREUIL.

SUR la proposition du Directeur Général des Services du Département,

A R R E T E

ARTICLE 1<sup>er</sup> : La commune de MEYREUIL est autorisée à implanter une place traversante sur la Route Départementale n° 58h entre le P.R. 4 + 575 et le P.R. 4 + 585. Cet ouvrage aura une longueur inimum de 10 mètres et les rampes entre 1 mètre et 1 mètre 40. Les conditions spéciales d'application et de mise en œuvre de la présente permission de voirie sont énoncées à l'article 7 et au dossier ci-joint.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire ainsi que de l'ouvrage seront mis en place et entretenus par la commune de MEYREUIL.

ARTICLE 3 : La commune sera civilement responsable (sauf recours contre qui de droit) de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait de l'exécution des travaux pendant le délai de garantie, qu'il y ait ou non de sa part, négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise. Par la suite, la commune sera responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait de l'existence et du fonctionnement de cet ouvrage occupant le domaine public.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés et notamment, la commune ne pourra se prévaloir de l'autorisation qui lui sera accordée en vertu du présent arrêté, au cas où elle produirait un préjudice aux dits tiers.

ARTICLE 4 : La commune informera le Gestionnaire de la Voie au moins dix jours à l'avance, de la date d'exécution de la réalisation des couches de surface. Il proposera à cette occasion une date pour la visite de réception des travaux.

Le pétitionnaire s'engage à fournir au gestionnaire de la voie, dans les deux mois qui suivent la fin des travaux, un plan de récolement des installations et aménagements effectués sur le domaine public routier, faute de quoi la présente autorisation sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : La présente autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage dans un délai d'un an à partir de la date du présent arrêté.

ARTICLE 6 : La présente autorisation ne donne pas lieu à redevance.

ARTICLE 7 : Elle aura les caractéristiques suivantes :

- une longueur de 10 mètres,
- un plateau se raccordant 2 cm en dessous des trottoirs existants,
- les raccordements à la voie publique seront en pans inclinés et en BB 0/10, la saillie n'excédera pas 0,005 m de haut,
- le pétitionnaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'arrêté départemental du 22 juillet 1997 dont les dispositions annexées constituent le Règlement de voirie, sous peine de poursuite pour contravention en matière de voirie,

- le dispositif devra permettre le libre écoulement des eaux de la chaussée.

La signalisation verticale de police sera constituée par une présignalisation dans chaque sens à 30 m en amont du premier passage dénivelé rencontré composée d'un panneau A2b pour dos d'âne complété d'un panneau M9 portant la mention "place traversante" et d'un panneau B14 limitant la vitesse à 30 km/h et par une signalisation de position composée d'un panneau C27. Ces panneaux seront de la gamme normale et réflectorisés.

De nuit, cette place traversante devra être éclairée.

ARTICLE 8 - Ampliation

Un exemplaire de la présente autorisation sera adressé :

au pétitionnaire, au Directeur Général des Services du Département, au Directeur du service de la voirie de la Communauté dont dépend la commune, au Maire de MEYREUIL.

Fait le, 28 septembre 2012

Pour le Président et par délégation  
Le Chef d'Arrondissement  
Polyno UNG

\* \* \* \* \*

## **DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'EDUCATION ET DU PATRIMOINE**

**DIRECTION DE LA GESTION, DE L'ADMINISTRATION ET DE LA COMPTABILITE**

### **Service des marchés**

#### **DÉCISION N° 12/63 DU 11 OCTOBRE 2012 ATTRIBUANT UN MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA DÉLOCALISATION DE LA DEMI-PENSION DU COLLÈGE « LES AMENDEIRETS » À CHÂTEAUNEUF-LES-MARTIGUES**

Décision n° 12 /63

Objet : Décision d'attribution d'un marché de Maîtrise d'œuvre pour l'opération relative à la délocalisation de la demi-pension du collège Les Amendeirets à Châteauneuf les Martigues

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DES BOUCHES DU RHONE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 70 et 74 - II.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 3221 - 11.

VU la délibération n° 09 du Conseil Général des Bouches-du-Rhône du 14 avril 2011 donnant en vertu de l'article L 3221 - 11 du CGCT délégation de compétence au Président du Conseil Général pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics du département.

VU l'arrêté du 15 avril 2011 donnant délégation de fonction en matière de marchés publics à Monsieur André GUINDE, Vice - Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône.

VU la délibération n° 123 de la Commission Permanente du 21 décembre 2007 relative au lancement d'un concours d'architecture et d'ingénierie restreint pour l'attribution d'un marché de Maîtrise d'œuvre pour la délocalisation de la demi-pension du collège Les Amendeirets à Châteauneuf les Martigues.

VU le procès-verbal du Jury du 8 novembre 2011 émettant un avis favorable à l'admission à concourir des 3 équipes de concepteurs pour l'opération susvisée.

VU la décision du Pouvoir Adjudicateur du 8 décembre 2011 dressant la liste des 3 équipes de concepteurs admises à concourir à la deuxième phase de la procédure, conformément à l'avis donné par le jury.

VU le procès-verbal du jury du 24 février 2012, relatif à l'opération susvisée, émettant un avis motivé du jury et proposant un classement des projets remis par les trois équipes dont les mandataires sont : ATELIER D'ARCHITECTURE G. THOREL – REVERTEGAT SYVIE et BOLLORE ARCHITECTURE.

VU la décision du Pouvoir Adjudicateur, en date du 26 mars 2012 désignant comme lauréats du Concours de concepteurs pour la délocalisation de la demi-pension du collège Les Amendeirets à Châteauneuf les Martigues, les deux groupements de concepteurs représentés par leur mandataire REVERTEGAT SYLVIE (projet C) et, ATELIER D'ARCHITECTURE G. THOREL (projet A) et décidant d'engager avec eux les négociations avant de se prononcer sur le choix définitif du titulaire du marché.

VU la proposition du Pouvoir Adjudicateur en date du 10 septembre 2012, à l'issue du 1er tour des négociations, de retenir le groupement dont le mandataire est l'ATELIER D'ARCHITECTURE G. THOREL en vue de la négociation finale du marché de Maîtrise d'œuvre.

VU le rapport de négociation en date du 28 septembre 2012.

Considérant que suite à la négociation, le candidat ATELIER D'ARCHITECTURE G. THOREL (mandataire) confirme son projet au regard des critères de jugement du règlement de concours, à savoir la fonctionnalité, les performances techniques et les coûts.

DECIDE :

Article 1 : Le Marché de maîtrise d'œuvre pour l'opération relative à la délocalisation de la demi-pension du collège Les Amendeirets à Châteauneuf les Martigues, est attribué au groupement ATELIER D'ARCHITECTURE G. THOREL (mandataire) -/ BECT Provence, BET Demeure / IDEE PLUS / Acoustique & Conseil, aux conditions suivantes :

A – Répartition financière de la mission de Maîtrise d'oeuvre

Phase études : 55%

Phase travaux : 45%

B – Montants des honoraires et taux provisoire de rémunération (annexe 2 de l'acte d'engagement)

Le forfait provisoire de rémunération de la maîtrise d'œuvre s'élève à :

Pour la tranche ferme :

mission de base : 765 625,00 € HT

missions complémentaires : 58 125,00 € HT

Pour les missions optionnelles :

missions SYNT et CSSI : 71 875,00 € HT

Soit un total de- 895 625.00 € HT pour la tranche ferme et les missions optionnelles. Le taux de rémunération est de 14.33 % par rapport à l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux par le Maître d'Ouvrage (6 250 000 € HT).

Pour la tranche conditionnelle :

mission OPC : 56 250,00 € H.T.

Soit un taux provisoire de rémunération fixé à : 0,90 %

Article 2 : Une indemnité forfaitaire d'un montant total de 39 252,78 € T.T.C. est allouée à chacun des trois candidats suivants conformément à l'avis du jury :

-ATELIER D'ARCHITECTURE G. THOREL (mandataire) -/ BECT Provence, BET Demeure / IDEE PLUS / Acoustique & Conseil.

- REVERTEGAT SYLVIE, ARCHITECTE (mandataire) / BECT Provence / Idée Plus / AMOROS Conseil Acoustique.

- BOLLORE ARCHITECTURE (mandataire) / BET BERIM / ROUCH Acoustique.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Général ou son représentant est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée dans les formes habituelles et transmise à Monsieur le Préfet du département des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 11 octobre 2012

Pour le Président, et par délégation,  
Le Vice - Président délégué aux Marchés Publics  
André GUINDE

\* \* \* \* \*

## DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Service partenariats et territoires****ARRÊTÉS DU 2 OCTOBRE 2012 NOMMANT LES QUATRE DÉPUTÉS AU SEIN DE LA COMMISSION LOCALE D'INFORMATION DE CADARACHE**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'environnement,

VU la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment son article 22,

VU le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base,

VU l'arrêté du 30 avril 2009 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône portant modification de la Commission locale d'information de Cadarache,

VU les arrêtés du 27 juin 2011, du 22 novembre 2011 et du 27 juillet 2012 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône fixant la composition de la Commission locale d'information de Cadarache,

VU le renouvellement de l'Assemblée Nationale,

**A R R E T E**

Article 1 : Est nommé en qualité de député de la 8ème circonscription du Var au sein de la Commission locale d'information de Cadarache :

Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

La durée du mandat est de 6 ans. Un membre qui perdrait la qualité au titre de laquelle il a été nommé, cesse ses fonctions.

Article 2 : Madame le Directeur Général des Services du Conseil Général est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Marseille, le 2 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\*\*\*\*\*

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'environnement,

VU la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment son article 22,

VU le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base,

VU l'arrêté du 30 avril 2009 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône portant modification de la Commission locale d'information de Cadarache,

VU les arrêtés du 27 juin 2011, du 22 novembre 2011 et du 27 juillet 2012 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône fixant la composition de la Commission locale d'information de Cadarache,

VU le renouvellement de l'Assemblée Nationale,

**A R R E T E**

Article 1 : Est nommé en qualité de député de la 14ème circonscription des Bouches-du-Rhône au sein de la Commission locale d'information de Cadarache :

Monsieur Jean-David CIOT

La durée du mandat est de 6 ans. Un membre qui perdrait la qualité au titre de laquelle il a été nommé, cesse ses fonctions.

Article 2 : Madame le Directeur Général des Services du Conseil Général est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Marseille, le 2 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\*\*\*\*\*

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'environnement,

VU la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment son article 22,

VU le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base,

VU l'arrêté du 30 avril 2009 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône portant modification de la Commission locale d'information de Cadarache,

VU les arrêtés du 27 juin 2011, du 22 novembre 2011 et du 27 juillet 2012 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône fixant la composition de la Commission locale d'information de Cadarache,

VU le renouvellement de l'Assemblée Nationale,

#### ARRETE

Article 1 : Est nommé en qualité de député de la 2ème circonscription des Alpes de Haute-Provence au sein de la Commission locale d'information de Cadarache :

Monsieur Christophe CASTANER

La durée du mandat est de 6 ans. Un membre qui perdrait la qualité au titre de laquelle il a été nommé, cesse ses fonctions.

Article 2 : Madame le Directeur Général des Services du Conseil Général est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Marseille, le 2 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\*\*\*\*\*

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'environnement,

VU la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment son article 22,

VU le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base,

VU l'arrêté du 30 avril 2009 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône portant modification de la Commission locale d'information de Cadarache,

VU les arrêtés du 27 juin 2011, du 22 novembre 2011 et du 27 juillet 2012 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône fixant la composition de la Commission locale d'information de Cadarache,

VU le renouvellement de l'Assemblée Nationale,

## A R R E T E

Article 1 : Est nommé en qualité de député de la 5ème circonscription de Vaucluse au sein de la Commission locale d'information de Cadarache :

Monsieur Julien AUBERT

La durée du mandat est de 6 ans. Un membre qui perdrait la qualité au titre de laquelle il a été nommé, cesse ses fonctions.

Article 2 : Madame le Directeur Général des Services du Conseil Général est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Marseille, le 2 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*

**ARRÊTÉS DU 2 OCTOBRE 2012 NOMMANT LES QUATRE DÉPUTÉS AU SEIN DE LA COMMISSION  
LOCALE D'INFORMATION AUPRÈS DU SITE ITER**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'environnement,

VU la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment son article 22,

VU le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base,

VU l'arrêté du 17 novembre 2008 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône portant création et composition de la Commission locale d'information auprès du site ITER,

VU les arrêtés du 27 juin 2011, du 22 novembre 2011 et du 27 juillet 2012 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône fixant la composition de la Commission locale d'information ITER,

VU le renouvellement de l'Assemblée Nationale,

## A R R E T E

Article 1 : Est nommé en qualité de député de la 8ème circonscription du Var au sein de la Commission locale d'information auprès du site ITER :

Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

La durée du mandat est de 6 ans. Un membre qui perdrait la qualité au titre de laquelle il a été nommé, cesse ses fonctions.

Article 2 : Madame le Directeur Général des Services du Conseil Général est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Marseille, le 2 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\*\*\*\*\*

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'environnement,

VU la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment son article 22,

VU le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base,

VU l'arrêté du 17 novembre 2008 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône portant création et composition de la Commission locale d'information auprès du site ITER,

VU les arrêtés du 27 juin 2011, du 22 novembre 2011 et du 27 juillet 2012 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône fixant la composition de la Commission locale d'information ITER,

VU le renouvellement de l'Assemblée Nationale,

A R R E T E

Article 1 : Est nommé en qualité de député de la 14ème circonscription des Bouches-du-Rhône au sein de la Commission locale d'information auprès du site ITER :

Monsieur Jean-David CIOT

La durée du mandat est de 6 ans. Un membre qui perdrait la qualité au titre de laquelle il a été nommé, cesse ses fonctions.

Article 2 : Madame le Directeur Général des Services du Conseil Général est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Marseille, le 2 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\*\*\*\*\*

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'environnement,

VU la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment son article 22,

VU le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base,

VU l'arrêté du 17 novembre 2008 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône portant création et composition de la Commission locale d'information auprès du site ITER,

VU les arrêtés du 27 juin 2011, du 22 novembre 2011 et du 27 juillet 2012 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône fixant la composition de la Commission locale d'information ITER,

VU le renouvellement de l'Assemblée Nationale,

A R R E T E

Article 1 : Est nommé en qualité de député de la 2ème circonscription des Alpes de Haute-Provence au sein de la Commission locale d'information auprès du site ITER :

Monsieur Christophe CASTANER

La durée du mandat est de 6 ans. Un membre qui perdrait la qualité au titre de laquelle il a été nommé, cesse ses fonctions.

Article 2 : Madame le Directeur Général des Services du Conseil Général est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Marseille, le 2 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\*\*\*\*\*

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'environnement,

VU la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment son article 22,

VU le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base,

VU l'arrêté du 17 novembre 2008 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône portant création et composition de la Commission locale d'information auprès du site ITER,

VU les arrêtés du 27 juin 2011, du 22 novembre 2011 et du 27 juillet 2012 du Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône fixant la composition de la Commission locale d'information ITER,

VU le renouvellement de l'Assemblée Nationale,

#### AR R E T E

Article 1 : Est nommé en qualité de député de la 5ème circonscription de Vaucluse au sein de la Commission locale d'information auprès du site ITER :

Monsieur Julien AUBERT

La durée du mandat est de 6 ans. Un membre qui perdrait la qualité au titre de laquelle il a été nommé, cesse ses fonctions.

Article 2 : Madame le Directeur Général des Services du Conseil Général est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Marseille, le 2 octobre 2012

Le Président  
Jean-Noël GUERINI

\* \* \* \* \*



Directeur de la Publication : Jean-Noël GUERINI, Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône

Abonnements : DGS - Service des Séances de l'Assemblée - Bureau des actes  
Hôtel du Département - 13256 MARSEILLE Cedex 20 - Téléphone : 04.13.31.32.26